

هكذا من لايصل

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16579 - 7,50 F - 1,3 EURO

VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES

■ Destins croisés
à New York
■ Edmund White:
la dépravation



Il était mercredi
en plus réactif

M. Eltsine propose M. Primakov au poste de premier ministre

LE PRÉSIDENT russe Boris Eltsine a présenté, jeudi 10 septembre, la candidature du ministre des affaires étrangères sortant, Evgueni Primakov, au poste de premier ministre. La candidature de Viktor Tchernomyrdine, nommé chef du gouvernement par intérim par M. Eltsine le 23 août, a été refusée deux fois par la Douma, où les communistes forment le parti dominant. Agé de 68 ans, M. Primakov est un apparatchik discret qui a été membre du comité central du PC soviétique puis chef des services secrets de 1991 à 1996. Les communistes avaient fait savoir qu'ils seraient favorables à sa candidature comme premier ministre. Notre envoyé spécial à Iekaterinbourg décrit la crise telle que la vivent au quotidien les habitants de l'Oural.

Lire pages 3, 13 et 15

■ Dopage: douteuse ordonnance

Un des membres du groupe de travail « médecins du sport et lutte anti-dopage » aurait prescrit des produits interdits à un coureur avant le Tour de France 1997.

■ Le coma de M. Chevènement

Afin de mettre fin à la polémique, le médecin-chef du Val-de-Grâce détaille les conditions de l'accident opératoire du ministre de l'Intérieur.

■ Des banques performantes

En dépit des crises asiatique et russe, la BNP, la Société générale, Paribas et le CCF affichent des bénéfices record pour le premier semestre 1998.

■ La rentrée dans le secondaire

Le « lycée du XXI^e siècle », mis en place sur trois ans, sera effectif pour l'essentiel l'année prochaine. Reportage sur une grève inattendue au lycée Henri-IV, à Paris.

■ L'économie algérienne

L'Algérie révisé ses perspectives. La baisse du prix du pétrole remet en cause la politique suivie par Alger, qu'un rapport du FMI juge fragile.

■ La folie organisée de Sophie Calle

L'œuvre biographique de Sophie Calle, un dialogue texte-images, est exposée à l'hôtel Rothschild de Paris.

Abonnement: 3 DM; Australie-Guyane: 9 F; Autriche: 28 ATS; Belgique: 48 FB; Canada: 2,56 \$ CAN; Côte d'Ivoire: 350 F CFA; Danemark: 18 KRD; Espagne: 225 PTA; Grèce: 2000 Dr; Irlande: 450 IR; Italie: 1.400 L; Japon: 2.000 ¥; Luxembourg: 45 FL; Maroc: 10 DH; Norvège: 14 NOK; Pays-Bas: 3 FL; Portugal: 200 PTE; Royaume-Uni: 3 F; Suède: 100 F CFA; Suisse: 16 SFR; Tchèque: 120 Kč; USA (PR): 2 \$; USA (continental): 2,50 \$.

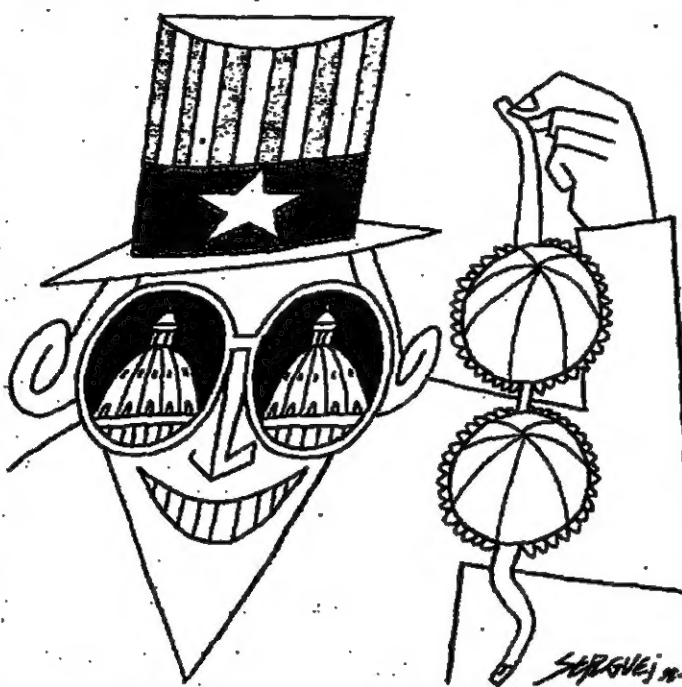
M 0147-811-7,50 F



Bill Clinton joue son destin face au Congrès

● Le procureur Starr a remis au Congrès son rapport sur l'affaire Lewinsky ● Ce texte réunit, selon son auteur, les éléments d'une procédure de destitution du président des Etats-Unis
● Bill Clinton y est accusé de parjure, abus de pouvoir et subornation de témoin

LE PROCUREUR indépendant, Kenneth Starr, a remis, mercredi 10 septembre, au Congrès américain son rapport sur l'affaire Lewinsky qui menace la présidence de Bill Clinton. Treize-cinq cartons de documents, résultant de huit mois d'enquête, ont été transportés sous une étroite surveillance policière à la Chambre des représentants à Washington. Selon Charles Bakaly, porte-parole du procureur, ces investigations contiennent « des informations substantielles et crédibles qui peuvent être la base d'une mise en accusation [impeachment] du président des Etats-Unis ». La chaîne de télévision CNN a indiqué que les boîtes comportaient deux exemplaires du rapport, composé de 25 pages d'introduction, environ 280 pages de résumé et 110 pages de commentaires de M. Starr, expliquant pourquoi il a jugé bon d'adresser ce rapport au Congrès. Les cartons contenaient également toutes les pièces à conviction réunies par le procureur, les cassettes vidéo du té-



moignage sous serment de Bill Clinton sur sa liaison avec l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche ainsi que ceux des dizaines de personnes interrogées par le Grand jury dans le cadre de l'affaire. Le procureur Starr conclut aux accusations de parjure, obstruction à la justice, abus de pouvoir et subornation de témoin. La livraison du rapport Starr semble avoir pris de court la Maison Blanche. David Kendall, l'avocat personnel de Bill Clinton, s'est contenté de dire que « ces documents ne représentent que les allégations du procureur et qu'il n'y avait pas de motif pour une destitution ». Pour sa part, Bill Clinton, qui se trouvait le même jour en déplacement en Floride, a renouvelé ses excuses: « J'ai déçu ma famille et mon pays, mais je suis déterminé à ce que cela ne se reproduise jamais. (...) Je demande votre compréhension et votre pardon. »

Lire page 2 et la chronique de Pierre Georges page 36

Le budget de 1999

■ Les communistes
rechignent,
la droite s'alarme

■ Impôts:
ce qui va changer

■ Quotient familial:
les perdants
et les gagnants

■ Radiographie des
dépenses, ministère
par ministère

■ Fonction publique:
la hausse cachée
des effectifs

Lire pages 6 à 8

Jacques Chirac règle ses comptes avec François Mitterrand

LA RAISON politique l'a emporté sur l'émotion. Deux ans après la mort de François Mitterrand, Jacques Chirac nuance le jugement élogieux qu'il avait publiquement porté, le 8 janvier 1996, sur son prédécesseur. Dans un entretien accordé à « avec la meilleure grâce du monde » à Jean Lacouture, et publié en annexe de la biographie que le journaliste-écrivain consacre à François Mitterrand (Mitterrand, une histoire de François, Seuil), M. Chirac accuse notamment l'ancien président de la République d'avoir directement contribué au développement du Front national.

« J'estime que les convictions républicaines qu'il affichait n'étaient pas très solides, observe-t-il, car s'il avait été un vrai républicain, il n'aurait pas contribué comme il l'a fait à la consolidation du Front national. » « Je tiens pour assuré, poursuit-il, que M. Mitterrand a voulu cette croissance pour nous prendre à revers sur notre droite. »

Interrogé sur ses relations avec lui de 1986 à 1998, M. Chirac observe que la cohabitation « fut difficile, mais fonctionna convenablement ». S'il reconnaît un « attachement

commun » au monde rural, il précise aussitôt: « Nos liens sont différents. Chez moi, ils sont au premier degré. Chez lui, au deuxième... Il intellectualisait tout. Il avait de la France une conception idéologique teintée de cynisme. Il aimait la France par le cerveau, pas par les tripes. (...) Au fond, il était le plus français des Français comme un paysan qu'il aimait. Ce n'était pas un visionnaire, si intelligent qu'il fût... »

Entre les deux hommes, l'incompréhension paraît totale. « Nous pouvions parler cordialement, mais nous n'étions jamais sur la même longueur d'onde. Et puis, s'il connaissait bien la France, il ne connaissait pas le monde », affirme M. Chirac. Lors des conférences internationales auxquelles les deux responsables de l'exécutif participaient, il était « souvent agacé par la longueur des exposés brillants de François Mitterrand mais à côté du sujet. (...) Et je me disais que c'était moi qui allais « ramener » à propos des pommes ou du commerce avec le Japon ! »

M. Chirac écorne aussi sévèrement l'image de François Mitterrand l'Africain, en soulignant que la plupart des dirigeants du continent, dont le président de la Côte

d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, disparu depuis, « se méfiaient de Mitterrand et me disaient de me méfier de lui ».

L'adversaire malheureux de François Mitterrand dévoile enfin, dans cet entretien, sa version de ce qui fut la confrontation télévisée la plus violente de la campagne de 1988: le fameux « Regardez-moi dans les yeux » lancé par M. Chirac et la réplique de François Mitterrand: « Dans les yeux, je comble », à propos de l'affaire Wahid Gerdji, cet interprète iranien présenté comme le cerveau des attentats de 1986 à Paris. « Il avait obtenu qu'il n'y ait aucun « plan de coupe », qui permet à la caméra de se détacher de celui qui parle pour se braver sur son interlocuteur », raconte M. Chirac, en affirmant qu'à cet instant décisif le chef de l'Etat ne l'avait pas regardé dans les yeux.

Ce règlement de comptes posthume ne conduit pas M. Chirac, toutefois, à renier son allocution le jour du décès de François Mitterrand. A l'exception d'une idée: celle d'exemple.

Pascal Robert-Diard

Garde champêtre, métier d'avenir

LE PRÉSIDENT de la fédération nationale des gardes champêtres estime que la profession pourrait créer 20 000 emplois, à condition que la loi de 1995, qui permet à deux ou trois communes de créer un poste en commun, soit appliquée. Les « sergents de verdure » - comme on les appelle jadis - sont actuellement un peu plus de 3 000. Leur métier a changé de nature. Ils assurent un service public tout terrain, se servent de l'ordinateur, remplissent des papiers administratifs, tiennent permanence à la mairie. Le ministère de l'Intérieur envisage pas d'augmenter leurs pouvoirs de police. L'heure est plutôt à la modernisation. Il faut, dit-on, « remplacer les képis par des VTT ».

Lire page 12

La nouvelle politique économique de M. Jospin

ARRIVÉS au pouvoir au lendemain d'une dissolution inattendue, mais assez peu préparés à leurs nouvelles responsabilités et, surtout, pris dans la contrainte du calendrier de l'euro, les socialistes avaient annoncé par avance que le projet de budget pour 1998, dessiné à la hâte au cours de l'été 1997,

ne porterait que très partiellement leur marque.

Il n'en va pas de même du projet de loi de finances pour 1999 qui peut être regardé comme faisant foi quant à la réalité de leur politique économique, tous discours et effets de communication mis à part. La France satisfait désormais

aux critères de convergence, et la croissance - quand bien même elle ne serait pas durable - offre au gouvernement une latitude inespérée: 54 milliards de francs de recettes nouvelles sont attendus en 1999 (74 milliards si l'on intègre la hausse des prix). Dessiné de bout en bout par Lionel Jospin et Domi-

nique Strauss-Kahn, ce projet de budget est donc autrement plus significatif que le précédent. Son principal paradoxe n'en apparaît que mieux: il dessine les contours d'une nouvelle politique économique qui n'est pas celle à laquelle on pouvait s'attendre.

Les socialistes avaient diagnostiqué très tôt le mal dont souffrait l'économie française depuis l'unification allemande: une crise de la demande, c'est-à-dire une insuffisance de la consommation, bien davantage qu'une crise de l'offre, c'est-à-dire une insuffisante compétitivité des entreprises. Cette analyse avait conduit le PS à reprocher vivement, dès 1993, à Edouard Balladur d'apporter 95 milliards de francs d'aide aux entreprises, sous la forme de la suppression du délai d'un mois dans les remboursements de TVA. Le PS avait dénoncé, à l'époque, une erreur majeure de politique économique, les entreprises manquant, non pas de fonds propres, mais de clients. Dans la même logique, il avait reproché à Alain Juppé, en 1996, de majorer les prélèvements de près de 120 milliards de francs, ce qui ne pouvait qu'accroître le ralentissement économique au lieu de stimuler la croissance.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 15

Le « business » de la Superligue



RODOLFO HECHT

LE FOOTBALL européen est en pleine ébullition depuis que le projet de créer une Superligue a été lancé. Avec l'appui de grands groupes audiovisuels européens, elle regrouperait les clubs les plus riches. Président de Media Partners, une société spécialisée dans les droits télévisés, Rodolfo Hecht explique au Monde que le football « est un sport, mais aussi un business ».

Lire page 27

International	2	Carnet	26
France	6	Augmenter	27
Société	10	Météorologie, Jean	30
Régions	12	Culture	31
Horizons	13	Géographie	32
Entreprises	20	Monnaie	34
Communication	23	Abonnements	34
Tableau de bord	24	Radio-Télévision	35

hab

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

« **MONICAGATE** » Le procureur indépendant, Kenneth Starr, a remis, mercredi 9 septembre à Washington, son rapport au Congrès sur l'affaire Lewinsky.

● **NEWT GINGRICH**, le président de la Chambre des représentants, a annoncé qu'il était favorable à ce que ce rapport soit rendu public, mais a affirmé que personne ne

pourrait le consulter avant que la Chambre ne se prononce sur les modalités de son examen. Un vote sur ces modalités n'interviendra pas avant vendredi. ● **BILL CLINTON**,

lors d'un déplacement en Floride, mercredi, a renouvelé ses excuses et demandé la compréhension et le pardon de ses concitoyens. L'envoi de ce rapport au Congrès a appa-

remment pris de court la Maison Blanche. Il revient maintenant aux deux Chambres de déterminer si ces informations constituent des actes passibles de destitution.

Bill Clinton sous la menace du rapport Starr sur l'affaire Lewinsky

Alors que le chef de la Maison Blanche ne cesse de présenter ses excuses au peuple américain, le procureur indépendant a remis, mercredi 9 septembre, les conclusions de son enquête aux parlementaires. Il estime qu'elles « peuvent être la base d'une destitution du président des Etats-Unis »

WASHINGTON
de notre correspondant
Est-il encore temps ? Est-il encore possible à ce formidable animal politique que demeure Bill Clinton de colmater les brèches, d'effacer la crise de confiance qui se développe à toute vitesse au sein de son propre peuple américain ? Nul ne peut répondre à cette question, mais le jour même où le rapport de Kenneth Starr était remis au Congrès, le chef de la Maison Blanche a montré, mercredi 9 septembre, qu'il avait adopté à la hâte cette stratégie du repentir, afin de tenter de reprendre le contrôle des événements. Stratégie de la dernière chance ? C'est trop dire, mais il est apparu, mercredi, que la présidence est prise de court par la rapidité avec laquelle la situation politique se dégrade, et qu'elle réagit au jour le jour, voire d'heure en heure.

Les conseillers de M. Clinton n'avaient manifestement pas envisagé que M. Starr puisse remettre son rapport avec une telle célérité au *speaker* (président) de la Chambre des représentants, Newt Gingrich. Le matin même, David Kendall, l'avocat personnel de Bill Clinton, continuait d'exiger que la Maison Blanche obtienne à l'avance une copie du rapport afin d'en préparer une réfutation en règle. Il envisageait même d'obtenir des tribunaux que sa mise à disposition du Congrès soit retardée.

Ces manœuvres dilatoires sont apparues dérisoires lorsque, en

milieu d'après-midi, plusieurs chaînes de télévision ont diffusé en direct les images d'une noria de policiers déchargeant devant les marches du Capitole les trente-six cartons remplis de dossiers, représentant deux exemplaires du rapport de M. Starr.

En tout quelque 500 pages, comportant une introduction d'une vingtaine de pages, suivie d'un récit exhaustif de l'affaire Monica Lewinsky et des efforts présumés de Bill Clinton pour étouffer le scandale, enfin d'un argumentaire justifiant, du point de vue de M. Starr, l'ouverture d'une procédure d'impeachment, c'est-à-dire la mise en accusation du président par la Chambre des représentants.

L'ÉROSION DES SOUTIENS
Car s'agissant des conclusions de « Ken » Starr, le doute n'est pas permis. Charles Bakaly, son principal adjoint, l'a confirmé de façon solennelle en soulignant que le bureau du procureur indépendant avait soumis à la Chambre un rapport « contenant des informations crédibles et substantielles pouvant constituer la base d'un "impeachment" du président des Etats-Unis ».

Tres vite, des centaines de reporters et de badauds ont convergé vers la Maison Blanche pour assister à l'acte II de cette journée dramatique, voire « traumatisante », selon certains sénateurs. Les premiers pour y entendre un David Kendall impavide affirmer - alors même qu'il n'a pas lu le rapport de

M. Starr - qu'il n'existe aucun fondement pour une mise en accusation du président. Cette question ne sera pas résolue tout de suite.

Le plus urgent est en effet de savoir quelle diffusion doit être accordée aux conclusions de M. Starr, dont le rapport a immédiatement été mis sous clé, sous haute protection policière, en attendant que la Chambre se prononce sur ce point. Elle pourrait le faire avant la fin de la semaine, à condition toutefois qu'un consensus se dégage entre républicains et démocrates, les premiers, comme l'a souligné Henry Hyde, président de la commission des affaires judiciaires de la Chambre (celle-ci exercera un rôle déterminant dans toute procédure d'impeachment), ne voulant pas prêter le flanc à des accusations de « chasse aux sorcières politiques ». Les démocrates ont fait chorus à cette volonté de conserver au processus institutionnel qui s'engage un caractère aussi dépassionné que possible.

Il s'agit là, bien sûr, d'un vœu pieux, mais le fait que les responsables du parti présidentiel acceptent le fait accompli sans songer ni à critiquer M. Starr, ni à prendre la défense de M. Clinton, constitue un phénomène passablement inquiétant pour le chef de l'exécutif. Tout se passe comme si, insensiblement mais inexorablement, l'état d'esprit et l'humour des responsables démocrates et, au-delà, des Américains étaient en train de changer. Bill Clinton n'apparaît

plus comme victime de la hargne d'un « Savonarole judiciaire » en la personne de Kenneth Starr, mais bien comme un président qui a menti, de façon répétée, au pays, en particulier à propos de relations sexuelles avec une stagiaire de la Maison Blanche - qui avait l'âge de sa fille - et qui se sont déroulées dans le « bureau ovale » ou dans une pièce attenante.

L'érosion de ses soutiens poli-

sieurs responsables politiques ont utilisé des termes identiques, le plus impressionnant est le silence de ceux dont la présidence était en droit d'attendre un réflexe de ralliement.

Les sondages reflètent ce phénomène : selon les résultats d'une enquête publiée par le *Washington Post*, alors que quelque 56 % des Américains continuent d'approuver le bilan politique du président, sa

cygne politique, mais les responsables du Parti démocrate savent, avant même d'avoir parcouru le rapport de M. Starr, que le procureur accuse, pièce-mêle, le chef de l'exécutif de parjure devant un grand jury, d'obstruction à la justice, d'abus de pouvoir, et de subornation de témoin. M. Clinton aurait en effet encouragé Monica Lewinsky à mentir lors d'une déposition sous serment. Ils imaginent sans peine l'effet désastreux dans l'opinion que ne va pas manquer de provoquer la publication de ces relations sexuelles entre le président et la jeune femme, que M. Starr - d'une façon un peu hypocrite - demande aux membres du Congrès de ne pas ébruiter.

Ils ont enfin d'autres motifs d'inquiétude : la décision de l'*Attorney general* (ministre de la Justice), Janet Reno, d'ouvrir une enquête préliminaire de 90 jours afin de déterminer s'il convient ou non de nommer un procureur indépendant s'agissant du financement électoral illicite du Parti démocrate en 1996 ressemble à un coup de pied de l'âne pour le président et son parti. L'enquête ordonnée par M. Reno vise explicitement « le président des Etats-Unis, William Jefferson Clinton ». A l'évidence, l'exploitation de ce scandale - la risqué fort de perdurer entre démocrates et républicains jusqu'à la campagne présidentielle de 2000.

Laurent Zecchini

« Je demande votre compréhension, votre pardon »

WASHINGTON
de notre correspondant
Quelques heures avant la remise du rapport de Kenneth Starr, mercredi, à la Chambre des représentants, Bill Clinton - lors d'un déplacement à Orlando, en Floride - a renouvelé ses excuses avec une émotion et une conviction qu'il n'avait pas encore jusqu'ici exprimées. « J'ai déçu ma famille et mon pays, mais j'essaie de corriger cela. Je suis déterminé à ce que cela ne se reproduise jamais », a insisté le chef de la Maison Blanche. Il a ajouté, la mine sombre : « Je demande votre compréhension, votre pardon. J'espère qu'il y aura un temps pour la réconciliation et la cicatrisation. Ce fut la période la plus difficile de ma vie, mais elle peut se révéler la plus bénéfique pour moi et ma famille. Et je n'ai personne d'autre à blâmer que moi pour les blessures que je me suis moi-même infligées. » M. Clinton, a conclu par ces mots : « Je suis déterminé à racheter la confiance de tout le peuple américain. »

Ce rapport étant apparemment accablant pour

le président, ne faut-il pas couper court à un processus qui, aux yeux de certains stratèges démocrates, commence à ressembler à un harcèlement politique ? Inconcevable il y a quelques semaines encore, l'éventualité d'un scénario « à la Richard Nixon » est maintenant évoquée : une demi-douzaine de sénateurs (démocrates en l'occurrence) se rendant à la Maison Blanche pour suggérer au président de se démettre de ses fonctions, pour le bien du pays et le prestige de la fonction présidentielle.

REPENTIR ET RÉDEMPTION
Toutefois, on en n'est pas là. Bill Clinton est prêt à se battre, c'est-à-dire à suivre le conseil qui lui est dispensé par tous ses amis politiques : la contrition, le repentir. Il s'y est employé avec beaucoup d'émotion, mercredi matin, en recevant à la Maison Blanche les responsables démocrates de la Chambre. Après son déplacement en Floride, où il a demandé « pardon », il devait utili-

ser le même registre, jeudi, devant les responsables sénatoriaux, puis devant ses ministres. S'il le faut, il n'hésitera pas, dit-on à la Maison Blanche, à poursuivre cette stratégie aussi longtemps qu'il le faudra.

Mais avec quel résultat ? La réponse est, par nature, incertaine, mais il faut garder en mémoire le fait que Bill Clinton n'est jamais aussi fort que lorsqu'il est en danger politique. Comme personne, il sait « rebondir ». Ensuite, depuis Tocqueville, nul n'ignore que la notion de rédemption est profondément ancrée dans la mentalité nationale : les Américains pardonnent naturellement les « péchés » de ceux qui les avouent. Bill Clinton, bien sûr, constitue un cas à part : il a menti de façon répétée puis, son mensonge découvert, il demande à ses concitoyens de lui pardonner. C'est peut-être beaucoup exiger d'eux.

L. Z.

Le début d'une procédure compliquée et incertaine

WASHINGTON
de notre correspondant
« Personne ne sait vraiment comment procéder, nous n'avons jamais été confrontés à une telle situation... » Ce propos, mercredi 9 septembre au soir, d'un collaborateur de Richard Gephardt, chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, résume l'état de confusion et d'incertitude des parlementaires, brusquement confrontés à la remise du rapport de Kenneth Starr. M. Gephardt comme le *speaker* (président) de la Chambre, Newt Gingrich, n'ont eu connaissance de la présence de ces documents dans l'enceinte du Congrès que quelques minutes seulement après que ceux-ci eurent été déchargés ! Le secret et la surprise ont donc été totaux.

Dès jeudi matin, les commissions du règlement et des affaires judiciaires de la Chambre vont délibérer sur la conduite à tenir, c'est-à-dire notamment sur le point de savoir quelle diffusion il convient de donner aux conclusions que l'on sait déjà « explosives » de M. Starr. Chaque parti va peser sa décision à l'aune de ses intérêts électoraux immédiats, dans la perspective des élections parlementaires de novembre.

Newt Gingrich estime que l'opinion publique - et donc la presse - « a le droit de savoir » et doit donc avoir accès au contenu du rapport. Toute décision des commissions parlementaires devra cependant être confirmée par un vote de l'ensemble de la Chambre pour s'imposer. Tous les experts s'accordent pour reconnaître que la suite est un terrain constitutionnel inconnu.

Certes, le précédent de la procédure d'impeachment est engagé en 1974 contre Richard Nixon, à la suite du scandale du Watergate (l'organisation d'un cambriolage au quartier général du Parti démocrate par des hommes proches de la présidence républicaine), donne, dans une certaine mesure, la marche à suivre, mais l'ancien chef de la Maison Blanche avait démissionné de ses fonctions après que 3 articles seulement de la procédure eurent été adoptés par la

commission des affaires judiciaires. « Nul ne sait » donc avec certitude si un président en exercice peut être « impeached » (mis en accusation).

En outre, dans le cas de Richard Nixon, l'abus de pouvoir ne faisait guère de doute. Un président des Etats-Unis ne peut être « impeached » que pour « trahison, concussion, crime contre la chose publique ou délit grave ». Si de telles charges peuvent être étayées, la procédure, dans son principe, est simple. Selon la Constitution, la Chambre peut mettre en accusation un président par un vote acquis à la majorité simple.

ÉCRIRE LE DROIT

C'est ensuite au Sénat, constitué pour l'occasion en Haute Cour, sous la présidence du *chief justice*, de se prononcer, mais son verdict doit être rendu à la majorité des deux tiers. Il s'agit donc d'une procédure compliquée, longue et, au bout du compte, si le président choisit de combattre, incertaine. En plus de deux siècles, le Congrès a voté en faveur de l'impeachment de seize personnalités, dont un seul président, Andrew Johnson, en 1868, qui fut acquitté lors de son procès par le Sénat, grâce à une voix de majorité.

S'agissant du président Clinton, toute la question est de savoir si les faits qui lui sont reprochés par M. Starr sont susceptibles de justifier une mise en accusation, ce qui est loin d'être acquis. Là encore, la Chambre, puis éventuellement le Sénat vont devoir en quelque sorte écrire le droit. Ils disposent pour cela d'une référence : en 1970, l'ancien président Gerald Ford, alors membre de la Chambre, avait estimé qu'un délit « impeachable » est « tout acte qu'une majorité de la Chambre considère comme un délit à un moment donné de l'histoire ». Une sorte de variante de la phrase fameuse d'un député socialiste français, André Laignel, qui avait lancé à la tribune de l'Assemblée nationale : « Vous avez juridiquement tort, puisque vous êtes politiquement minoritaires... »

L. Z.

REUSSIR

- Baccalauréat
- HEC-ESSEC-ESCP
- Math Sup • Math Spé
- Sciences Po
- Médecine • Pharmacie
- Droit • Sciences économiques

Meilleurs résultats nationaux

- Classes préparatoires
- Stages intensifs de révision et de perfectionnement
- Encadrement annuel

IPESUP

18, rue du Centre Notre-Dame 75004 Paris
01 43 25 63 30 3615 IPESUP

Les « affaires » du président

Depuis son arrivée à la Maison Blanche en 1993, Bill Clinton est poursuivi par une série d'affaires :

● **Whitewater** : du nom d'un investissement immobilier effectué par les Clinton en Arkansas à la fin des années 70 en compagnie de James et Susan McDougal. M. Clinton, qui travaillait pour un cabinet d'avocats, est mis en cause et les Républicains affirment qu'il y a eu tentative d'étouffement de l'affaire.

● **« Travelgate »** : au départ, le licenciement sommaire par la Maison Blanche, en mai 1993, des sept employés du service des voyages de la présidence. Il était vite apparu que ce licenciement avait eu lieu à l'instigation d'un ami des Clinton apparemment intéressé par ce marché lucratif.

● **Vince Foster** : dans des circonstances jamais élucidées, le 20 juillet 1993, un vieil ami des Clinton, Vince Foster, qui était devenu adjoint au conseiller juridique de la Maison Blanche, se suicida. Il était chargé de suivre pour eux l'affaire Whitewater.

● **Paula Jones** : cette ancienne employée de l'EAT de l'Arkansas accuse M. Clinton de lui avoir fait des avances déplacées dans une chambre d'hôtel en 1991 à Little Rock. Clinton, qui était alors gouverneur de l'Arkansas, a toujours nié. L'affaire a été classée en avril 1998. La jeune femme a fait appel.

● **« Filagate »** (le scandale des

filches) : cette affaire, qui a éclaté en juin 1996, résulte de l'obtention illécite en 1993 et 1994 par le service de sécurité de la Maison Blanche des fiches confidentielles de police de quelque 900 Républicains établies par le FBI.

● **« Asiagate »** (le financement de la campagne électorale de 1996) : cette affaire, apparue en octobre 1996, concerne des contributions étrangères versées au Parti démocrate. La Chine et l'Indonésie sont mises en cause. M. Clinton aurait accordé des faveurs politiques au conglomérat financier indonésien Lippo, en échange de son aide financière. L'*attorney general* (ministre américain de la Justice), Janet Reno, a annoncé le 8 septembre qu'elle avait demandé l'ouverture d'une « enquête préliminaire impliquant le président des Etats-Unis ».

● **« Monicagate »** (affaire Monica Lewinsky) : en janvier 1998, le procureur indépendant, Kenneth Starr, reçoit le feu vert pour enquêter sur des allégations selon lesquelles Bill Clinton aurait demandé à une ancienne stagiaire de la Maison Blanche, Monica Lewinsky, avec laquelle il aurait eu une liaison en 1995, de faire un faux témoignage dans l'affaire Paula Jones. M. Starr a remis son rapport, mercredi 9 septembre, à la Chambre des représentants.



Boris Eltsine présente Evguéni Primakov au poste de premier ministre

Viktor Tchernomyrdine a retiré sa candidature

Boris Eltsine a fait savoir, jeudi 10 septembre, qu'il proposait au poste de premier ministre, l'ancien chef du contre-espionnage, aujourd'hui ministre des affaires

étrangères, Evguéni Primakov. Viktor Tchernomyrdine, à qui la chambre basse du Parlement russe a par deux fois refusé son aval, s'est retiré de la compétition.

MOSCOU
De notre correspondante
De retour au Kremlin jeudi 10 septembre au matin, Boris Eltsine a présenté la candidature d'Evguéni Primakov, ministre sortant des affaires étrangères âgé de soixante-huit ans, au poste de premier ministre, selon le service de presse de la présidence. Auparavant, Viktor Tchernomyrdine, dont la candidature avait été par deux fois rejetée par la Douma, a indiqué qu'il renonçait à briguer le fauteuil de chef du gouvernement. « Si Tchernomyrdine est une pomme de discorde, je retire ma candidature », a déclaré l'ancien directeur de Gazprom, qui avait dirigé le gouvernement russe de décembre 1992 à mars 1998.

La candidature de M. Primakov, un ancien apparatchik soviétique et ex-chef du contre-espionnage avait été soutenue ces derniers jours tant par les communistes que par l'opposition réformatrice. Le profil de cet ancien journaliste de la Pravda, orientaliste de formation, présente quelques avantages. Il jouit des faveurs de la « gauche » de la Douma, et des divers départements militaires du pays, tout en offrant à Boris Eltsine les garanties de sa sécurité et de celle de sa famille. Mais M. Primakov avait refusé la veille une offre en ce sens.

Présenter à nouveau à la Douma la candidature de Viktor Tchernomyrdine qui a déjà été refusée deux fois, c'était risquer des débordements dans la rue qui pouvaient « balayer le pouvoir », comme le répète Alexandre Lebed. Le gouverneur de Krasnoïarsk est revenu mercredi à Moscou, profitant de la trêve que lui offrait les chaînes de télévision. « Je suis un spécialiste des crises, j'ai passé ma vie à les résoudre », dit-il, en précisant toutefois qu'il n'acceptera aucune fonction sur désignation de Boris Eltsine.

Les communistes, tout rassurés mercredi, de l'espoir au décourage-

ment. Le bruit avait couru que leur candidat favori Iouri Maslounkov, un ancien chef du Gosplan soviétique, était reparti par Boris Eltsine dans sa résidence de Gorki-9, près de Moscou. Le chef du parti, Guennadi Ziouganov, qui avait convié au même moment un groupe de journalistes étrangers, tenait alors des propos conciliants, affirmant que son parti demandait juste à participer au gouvernement ; qu'il serait irresponsable d'exiger un départ de Boris Eltsine tant que le Parlement n'est pas doté de pouvoirs supplémentaires et que le gouvernement

subventions sociales et aux entreprises.

Il est bien évidemment incompatible avec le « plan de stabilisation visant à sortir le pays de sa crise actuelle » dont une ultime mesure devait être présentée jeudi au gouvernement intérimaire de M. Tchernomyrdine par son macro-économiste en chef, le libéral Boris Fedorov. Ce plan a été défini, en accord apparentement avec le Conseil de sécurité de M. Kokochine, après qu'ordre eut été donné aux autorités monétaires de redresser le rouble, notamment en obligeant les expor-

Le rouble en légère hausse

Le rouble poursuivait son redressement, jeudi 10 septembre au matin, s'échangeant à 12,5 roubles pour 1 dollar dans les échanges électroniques entre banques, contre 15 pour 1 dollar la veille au soir. La hausse du rouble s'expliquerait, entre autres, par le fait que les banques ont accumulé tant de billets verts ces derniers jours qu'elles manquent de roubles pour leurs opérations courantes. Selon des financiers, le rouble pourrait poursuivre son redressement pendant quelques jours, notamment parce que l'émission monétaire annoncée la semaine dernière par le premier ministre par Internet, Viktor Tchernomyrdine, n'a toujours pas eu lieu. — (AFP)

n'est pas formé ; que le principal est d'éviter la « solution de force » envisagée par des « radicaux » dans l'entourage présidentiel ; et qu'il avait transmis aux ambassadeurs du G7 un message en ce sens.

Or il apparaissait peu après que M. Maslounkov n'avait pas été reçu par Boris Eltsine, mais seulement par le chef de son administration et qu'aucune offre ne lui avait été faite. Le Parti communiste publiait alors une « adresse au peuple » où il se disait prêt à « former un gouvernement de confiance populaire ». M. Ziouganov a refusé de révéler son programme au motif qu'un compromis restait possible. Ce programme prévoyait notamment des nationalisations, le « développement des monopoles naturels » et un tas de

tâches à échanger sur la Bourse des devises la moitié de leurs revenus en dollars.

Après trois semaines de baisse ininterrompue, le rouble a soudainement progressé de 32 %, mercredi 9 septembre, sur décision des autorités qui jouent leurs dernières cartes touchées face à la Douma, la Chambre basse du Parlement dominée par les communistes. La tension dans le pays était montée d'un cran mercredi, avec l'annonce de manœuvres d'unités parachutistes et la mise en alerte officielle des forces du ministère de l'Intérieur. Une première manifestation contre les hausses de prix était signalée à Riazan en Russie centrale.

S. Sh.

La crise accélère la dislocation de la Fédération de Russie

Les gouverneurs, pour protéger les régions des pénuries et des révoltes, tentent de bloquer les prix, outrepassant le droit fédéral

MOSCOU

de notre correspondante

Un sauve-qui-peut général se développe dans les régions russes à la faveur de la paralysie du gouvernement central. Un nombre croissant de barons régionaux imposent des mesures administratives particulières pour tenter de se protéger de la hausse des prix, des pénuries et des révoltes. Outrepassant plus que jamais le droit fédéral, ces dispositions mènent droit à une « dislocation » de la Fédération de Russie, s'alarment divers hommes politiques. La crise frappe inégalement les régions. La plus touchée est celle de la Province maritime, sur l'océan Pacifique, où des manœuvres militaires ont opportunément commencé mercredi 9 septembre. Dans le port de Vladivostok, de longues files d'attente se forment pour le pain, dont le prix a triplé. Le maire de Dalgorsk, une ville isolée de la région, a réclaté l'envoi de brigades mobiles d'approvisionnement et le passage sous l'autorité du gouvernement local de toutes les forces fédérales disposées dans la région. « Seul moyen, a-t-il dit, de prévenir des révoltes de la faim ».

A Kaliningrad, l'enclave russe sur la Baltique où les prix ont grimpé de 200 % la semaine dernière, le gouverneur a annoncé, mardi 8 septembre, l'instauration d'un « état d'urgence », précisant qu'il assure « l'entière responsabilité des décisions politiques et économiques ». N'ayant reçu que 30 % des sommes dues à Kaliningrad par le gouvernement fédéral, le gouverneur a admis qu'il ne verse plus d'impôts à Moscou. Un gel des prix est prévu sur certains produits, qui devraient être distribués dans des magasins spéciaux qui restent à organiser. Il serait accessible aux personnes « économiquement faibles », dont les listes n'ont jamais été dressées en Russie, malgré les inten-



tions exprimées en ce sens par tous les réformateurs de ces dernières années.

RUE DANS LES MAGASINS

Allez, un gel des prix a été décrété dans les magasins toujours gérés par des administrations locales, sans aucune distribution préalable de cartes ou coupons de rationnement. A Voronej, en Russie centrale, cela a provoqué une rumeur sur le supermarché Universam Severny. Il a vendu en quelques jours autant de sel qu'en six mois, avant d'offrir des devanures désespérées vides, pour le plus grand profit d'un mini-marché privé, situé en face, « qui, contrairement au Sovnaryt, n'a jamais payé d'impôts », rapporte la Komsomolskaya Pravda.

Dans sa région sibérienne de Krasnoïarsk, l'ex-général Alexandre Lebed, qui a réaffirmé, mercredi 9 septembre à Moscou, qu'il est prêt à « prendre la responsabilité de sortir le pays de la crise », a également opté pour le blocage des prix. Dès le début de la crise, il a annoncé le passage de sa région à une « gestion administrée de l'économie ». Cette mesure a aussitôt entraîné, de son propre aveu, la fermeture de « 35 % des magasins de Krasnoïarsk ». Alexandre Lebed est, de toute façon, réellement obligé d'assurer administrativement le ravitaillement des villes polaires de sa région, en prévision de l'hiver. Bien que Moscou ne lui ait versé, dit-il, que 4 % des sommes dues sur l'année, il se refuse à menacer de renvoyer les impôts fédéraux, car son but ultime est justement de « prévenir une dislocation de la Russie ».

Une dizaine, au moins, d'autres gouverneurs de régions et de « présidents » de républiques qui forment la Fédération tentent, eux aussi, de geler les prix chez eux, et de contrôler les mouvements de produits et de devises à leurs « frontières ». D'autres tentent des solutions plus rationnelles. A Arkhangelsk, les autorités ont annoncé des mesures de soutien à des productions locales, remettant par

exemple en marche une pêcherie. Certains lancent, des appels à l'aide étrangers. Le gouverneur de la région de Mourmansk, sur la mer de Barents, a sollicité la Finlande, qui prépare l'envoi de produits alimentaires. Le président de la Bouratie (Sibérie du Sud) a ordonné aux filiales locales des banques moscovites de rompre avec leurs sociétés mères, accusées d'aspérer les dernières liquidités disponibles pour les transférer à l'étranger.

Le danger est en effet celui des « trous noirs » du système bancaire du pays, paralysés depuis trois semaines. Ils sont remplis par de nouveaux regroupements de banques locales, qui créent des « pools » de paiement régionaux et indépendants. C'est le cas dans la Province maritime, à Ekaterinbourg, Samara, Moscou, Saint-Petersbourg. Un petit pas les sépare de la création de monnaies régionales, et certains, comme à Samara, s'y préparent déjà. Le gouverneur de Saratov avait prédit la semaine dernière une telle évolution, aussi destructrice pour la Fédération que la vieille habitude des gouverneurs de financer les unités de l'armée stationnées chez eux. Seules des unités de maintien de l'ordre autour de Moscou resteraient financées et entraînées par l'Etat.

LIAISONS COMMUNISTES

Le chef du parti communiste, Guennadi Ziouganov, qui sent le pouvoir à portée de sa main, ne s'y est pas trompé. Au nombre des menaces qu'il a proférées, afin de dissuader Boris Eltsine de dissoudre la Douma, figure celle d'une désintégration de la Russie à l'image de celle de l'URSS en 1991. « Une dissolution de la Fédération de Russie », a-t-il dit. Ses militants sont depuis des semaines occupés à organiser, notamment à la Douma, des « états-majors de crise » en liaison avec les régions, où les communistes restent le parti le mieux organisé. Ils préparent, comme l'a décidé leur congrès fin mai, une « action pan-russe de protestation », prévue pour culminer le 7 octobre. « La veille, les syndicats doivent couper le Transsibérien en vingt-deux points simultanément », a prévenu Alexandre Lebed.

Une évolution de la Fédération en une confédération d'un type nouveau, constituée de régions dotées de leur propre monnaie, est envisagée, notamment par le chercheur Graeme Herd, du Centre pour la sécurité internationale de l'Université d'Aberdeen. Cette transformation pourrait s'accompagner de violences, en raison de la rarefaction des ressources. Des conflits sont possibles pour le contrôle de certaines mines ou raffineries, voire entre Russes et non-Russes, avec, dans tous les cas, une diversification et une corruption accrue, prédit M. Herd. Déjà, au sein de la Fédération actuelle, coexistent des « régimes politiques » aussi divers que la « dictature » communiste, ouvertement raciste et antisémite, de Krasnodar, sur la mer Noire, le capitalisme éclairé de Novgorod et le patriarcat corrompu moscovite.

Sophie Shihab

« Nous allons montrer que nous sommes le peuple ! »

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Ils ne sont pas bien nombreux, quatre cents, cinq cents peut-être. Au pied de la statue de Karl Marx, sur la place Tchaïkovski, non loin du Kremlin, un groupe de militants des « forces de gauche », la plupart âgés, cherchent, mercredi 9 septembre, à retrouver les accents d'une « révolution prolétarienne » en laquelle ils veulent croire, de nouveau. Ils se veulent « l'avant-garde de la population ». Parmi eux, des communistes radicaux, des néo-staliniens, des ultra-nationalistes, un mélange d'extrémistes avec lesquels Guennadi Ziouganov, le chef du Parti communiste russe, doit compter. A l'attention de Boris Eltsine, ils scandent : « démission ! », puis « ou potes ou pas ». Des pancartes disent : « Non à la dictature économique », « A bas ce régime hot, ces brigands, avec à leur tête Eltsine ! ».

Ce matin-là, le PC russe s'est déclaré « prêt à assumer la responsabilité » de former un gouvernement, alors, dans cette petite foule formée de retraités, de mineurs en grève, d'employés n'ayant pas touché leur salaire depuis des mois, on s'est senti du baume au cœur. Et puis, un

« grand jour » approche. Le 7 octobre, une journée de grève pan-russe et de protestation sociale est annoncée par les syndicats. Ce jour-là, dit un orateur à la tribune, « si nous nous unissons tous, nous verrons peut-être ce dont nous rêvons tant ». C'est-à-dire, selon Viktor Anpilov, le chef du mouvement néo-stalinien « Russie travaillieuse », l'apparition d'un « Etat des travailleurs et des paysans, une République socialiste ! ». « Nous avons derrière nous la glorieuse Révolution d'Octobre, nous allons montrer que nous sommes le peuple », lance-t-il, chaudement applaudi.

« UNE SEULE ISSUE : LA DÉMISSION D'ELTSINE »

Au micro, un représentant du Parti à Moscou parle de la « destruction » du système éducatif public. Si la Douma est dissoute, ajoute-t-il, « les moscovites devront se mobiliser pour empêcher une répétition de 1993 », l'année où des tanks avaient ouvert le feu, sur ordre de Boris Eltsine, contre le Parlement. Deux drapeaux noir et rouge flottent au-dessus de la manifestation : ceux d'un groupuscule fascisant, le « Nouveau mouvement social russe », dont le tract fustige « l'oligarchie financière mondiale ». L'un de ses membres dit

que la Russie « est tombée sous la coupe des Etats-Unis », que le régime eltsinien est « criminel et anti-national ». Il dénonce un « génocide contre le peuple russe ». « Le Kremlin aux patriotes ! » lance-t-il.

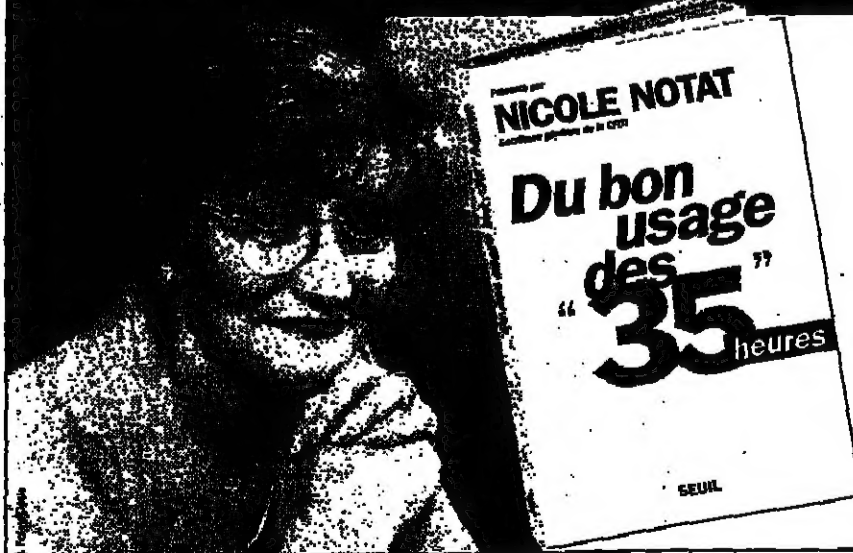
A la fin du meeting, une résolution est lue au micro, puis votée à main levée. Elle dénonce « le culte, dans les médias, de l'argent, de l'alcool et du sexe », ainsi que « l'éducation payante » et « la falsification de notre histoire dans les manuels scolaires ». « La seule issue, dit le texte, est la démission d'Eltsine » et la mise en place d'un « gouvernement d'entente nationale, sous contrôle de l'Assemblée ». Puis un dernier orateur s'élève : « notre slogan est : tout l'argent volé par l'oligarchie sera rendu aux enseignants et aux mineurs. Défendons la Douma ! Le pouvoir et la propriété au peuple des travailleurs ! » Quand chacun se disperse, une chanson soviétique, lancée sur la sono, répète : « les communistes sont les sauveurs du peuple ». Un manifestant formule une dernière injure contre le pouvoir : « no pasaran ! » grogne-t-il.

Natalie Nougayrède

La BERD, ébranlée, affiche ses pertes

Le séisme qui secoue la Russie a ébranlé la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), contrainte d'inscrire une provision de 205 millions de dollars supplémentaires sur ses engagements sur ce pays. Basée à Londres, cette institution, créée pour aider le passage à l'économie de marché des pays de l'Est, a également annoncé, le 9 septembre, ses premières pertes depuis sa fondation en 1991. Elles devraient atteindre 170 millions de dollars sur neuf mois. « Pas question de se retirer de la Russie. La période de transition prendra du temps et réclame un engagement à long terme », le nouveau président, Horst Köhler, s'est efforcé de calmer les appréhensions des analystes, alors que la Russie représente un quart des prêts et investissements de la BERD. — (Corresp.)

VOULOIR LE FAIRE, SAVOIR LE FAIRE



Réduire le temps de travail peut et doit bénéficier aux chômeurs, aux salariés et aux entreprises. Voilà des années que la CFTD en fait l'expérience.

Editions du Seuil

La baisse du pétrole remet en cause l'ajustement économique en Algérie

Le FMI dresse un bilan contrasté de la politique suivie par Alger depuis quatre ans. Il souligne la fragilité des résultats obtenus, à cause notamment de l'effondrement des cours de brut cette année

LA LUTTE contre les groupes islamistes a fait passer au second plan les questions économiques en Algérie. En quasi-faillite en 1994, le pays est-il tiré d'affaire après quatre années de politique dite « d'ajustement » ? Dans son dernier rapport (confidentiel), le Fonds monétaire international (FMI) apporte une réponse mitigée. « Des résultats importants ont été obtenus [mais] l'Algérie reste vulnérable aux fluctuations des cours du pétrole », constate le document.

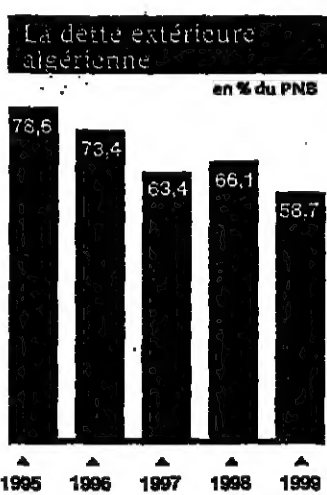
Alger peut faire valoir que son économie est remise à flot. « Les autorités algériennes ont réalisé des progrès remarquables en restaurant les équilibres économiques dans des circonstances très difficiles », confirme le document du Fonds. Des transformations substantielles ont également eu lieu en direction d'une économie ouverte, orientée vers le marché.

Ces résultats ont eu un coût social élevé : le tiers de la population active, sinon davantage, est au chômage ; le niveau de vie de la population (exprimé en dollars) a baissé de plus de 60 % depuis 1990. Pour quel résultat ? La structure de l'économie algérienne reste ce qu'elle était. Malgré les milliards de dollars drainés par l'Algérie ces dernières années, l'appareil industriel est toujours dominé par un secteur public hypertrophié, qui va à vau-l'eau (il a connu six années consécutives de récession), et un secteur clé, choyé par le régime, car grand pourvoyeur de devises : celui des hydrocarbures.

Les cours élevés du pétrole en 1996-1997 avaient facilité le rétablissement financier de l'Algérie ; leur effondrement cette année remet en question les progrès réalisés. « Les autorités, écrivent les économistes du FMI, font face à un nouveau défi pour maintenir la stabilité économique. Une baisse substantielle des prix du pétrole a réduit les exportations et les recettes budgétaires. »

De fait, Alger a dû réviser à la baisse ses prévisions. Construites sur la base d'un prix du brut algérien de 15 dollars/baril (contre 18 dollars auparavant), les nouvelles projections font apparaître un budget 1998 en léger déficit. Les hypothèses retenues sont « appropriées », de l'avis du FMI : une croissance du PIB de 5,2 %, hors hydrocarbures.

Mais plusieurs économistes es-



Malgré son réajustement, la dette extérieure continue à peser sur les finances du pays.

timement que le gouvernement pêche encore par excès d'optimisme. Paradoxalement, la critique la plus rude est venue d'un ex-ministre des finances, ancien haut fonctionnaire du FMI, Mourad Benachenhou. « D'ici à la fin de l'année, si la détérioration des prix des hydrocarbures continue, écrit-il dans un article publié par plusieurs quotidiens, l'Algérie aura perdu 15 % des recettes budgétaires. » Ces dernières, ajoute-t-il, « ne peuvent être comprimées à volonté, en particulier en période de violence où les ressources mobilisées pour sauvegarder la sécurité des citoyens doivent être élevées. D'autre part, le secteur productif n'a pas encore parachevé sa reconstruction. (...) La possibilité de remplacement des recettes fiscales pétrolières par des recettes fiscales en provenance d'autres secteurs est limitée. » Conclusion de l'ancien ministre : les effets de l'affaiblissement des prix des hydrocarbures sont « extrêmement sérieux » pour le devenir de l'Algérie et il est temps que le gouvernement « explique aux citoyens algériens ce qui se passe » plutôt que de faire croire à « un simple accident ».

MOINS DE DEVISES
Depuis le début de l'été, l'Algérie n'est plus « sous ajustement » : le FMI proposait de conclure un nouvel accord, mais les autorités algériennes ont refusé. Le pays se prive de crédits bon marché, mais il n'a plus à rendre de comptes sur sa politique économique.

La chute des prix du pétrole a une autre conséquence négative : la croissance des réserves de changes est interrompue. Après avoir atteint un plafond historique en début d'année, « elles ont commencé à diminuer », affirme un banquier algérien. Le FMI le reconnaît d'ailleurs, mais assure que le matras de devises engrangées (7,5 milliards de dollars prévus en fin d'année, soit l'équivalent de huit mois d'importations) reste suffisant pour rassurer les créanciers étrangers de l'Algérie, un pays lourdement endetté à l'extérieur.

Pénurie de logements

Le logement est un problème aigu en Algérie. Avec près de 4 millions d'habitants pour 29 millions d'habitants, l'Algérie, selon le FMI, a un ratio d'occupation « parmi les plus élevés au monde ». Les logements sont souvent de qualité médiocre. Plus de la moitié d'entre eux ont entre trente-cinq ans d'âge. Selon le Fonds, cette situation doit beaucoup à la mauvaise gestion des entreprises publiques de construction et à la faiblesse des loyers perçus par l'Etat. En dépit d'une hausse de 30 % en 1997, et de 20 % cette année, les loyers restent « nettement en dessous des prix du marché ». Quant aux sociétés de construction, beaucoup ont été liquidées tandis que 80 000 salariés étaient licenciés.

Le Fonds pêche-t-il par excès d'optimisme ? Au cours des prochaines années, l'Algérie devra mobiliser sur le marché international « entre 2 et 3 milliards de dollars supplémentaires par an » pour financer son développement et rembourser ses dettes, selon les calculs du FMI. « L'incertitude principale, pour le futur du service de la dette, dépend du maintien des crédits-fournisseurs aux faibles taux actuels », observe le document.

La question des crédits-fournisseurs ne se résume pas à une querelle d'experts. Elle est au cœur des « médiocres » relations entre l'Algérie et la France, son premier partenaire économique. En surestimant « le risque Algérie », Paris, via la Coface, l'organisme d'assurance-crédit, alourdit considérablement le coût des importations algériennes, accuse-t-on à Alger. La prime demandée répond à des critères objectifs, rétorque-t-on côté français, où l'on rappelle que l'Algérie est le deuxième « risque » de la Coface (derrière la Chine), avec près de 40 milliards de francs d'engagements.

La décision récente d'Air Algérie d'opter pour des avions Boeing de préférence à des Airbus, pour renouveler une partie de sa flotte, a été peu appréciée à Paris. Le choix du fournisseur pour une centrale électrique (coût : près de 1,5 milliard de francs) - le groupe français Alstom est sur les rangs - permettra de jauger le climat des relations entre la France et l'Algérie.

Jean-Pierre Tuquoy

Laurent-Désiré Kabila fait un retour triomphal à Kinshasa

JAMAIS Laurent-Désiré Kabila, président autoproclamé de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), n'avait reçu accueil populaire aussi chaleureux à Kinshasa. Il avait bien été reçu en vainqueur, en mai 1997, pour avoir contribué à déboulonner le maréchal Mobutu Sese Seko, mais les espoirs légitimes qu'il avait alors fait naître avaient été vite étouffés par ses agissements et ceux de son entourage. Les Kinlois, rompus aux conditions de vie difficile, habitués à la corruption, au népotisme, à la prévarication et aux trafics en tous genres, avaient bien vite manifesté leur désapprobation et fait comprendre au nouveau maître du pays qu'il ne serait pas leur idole.

Laurent-Désiré Kabila avait bien compris le message. Mais les Kinlois souvent variés, qui alimentent les retournements de situation, les discours enflammés, les paillettes et les coups de baguette magique en politique. Ils avaient été séduits par les accents nationalistes du pouvoir congolais quand celui-ci avait appelé au départ des étrangers, puis à la chasse aux Tutis, dénoncés comme complices des agresseurs rwandais et ougandais. Après avoir acclamé M. Kabila, tout au long du parcours qui mène de l'aéroport de Kinshasa à sa résidence, mercredi 9 septembre, ils ont été conquis par les propos sans équivoque qu'il a tenu sur les ondes de la radio nationale : « On n'a rien signé à Victoria Falls, il n'y a eu qu'un communiqué final sanctionnant une réunion tumultueuse ». Il faut dire que par un heureux concours de circonstances l'électricité, coupée depuis plusieurs semaines, venait d'être rétablie et le couvre-feu allégé de plusieurs heures.

Réunions « liquides »

Le président congolais a prévenu ses compatriotes qu'ils devaient se « préparer à une guerre de longue haleine », et exhorté « les populations de l'est à manifester la même combativité que le peuple de Kinshasa ». M. Kabila estime que le sommet de Victoria Falls est un succès pour la RDC puisque « la communauté internationale est désormais témoin que la RDC a été agressive par l'Ouganda et le Rwanda, deux pays

Le Conseil de sécurité de l'ONU maintient les sanctions contre l'Irak

Kofi Annan doit procéder à « l'examen d'ensemble » voulu par Bagdad

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mercredi 9 septembre, une résolution ambivalente à propos de l'Irak : les sanctions économiques seront maintenues tant que

la coopération avec les experts en désarmement, interrompue en août, n'aura pas repris, mais « l'examen d'ensemble » du dossier réclamé par Bagdad est évoqué.

NEW YORK (Nations unies)

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mercredi 9 septembre, à l'unanimité et sans aucune explication de vote, la résolution 1195 qui « condamne » l'Irak pour sa décision, prise le 5 août, d'interrompre sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU chargés de son désarmement. Estimant cette attitude « inacceptable », le Conseil a décidé de « ne plus procéder à aucun réexamen » des sanctions économiques en vigueur depuis huit ans tant que Bagdad ne sera pas revenu sur sa décision. Le prochain réexamen était prévu pour octobre.

Mais malgré cette « punition », le Conseil laisse aussi une porte ouverte pour l'Irak en évoquant ce qu'il réclame, à savoir « l'examen global » de son dossier, une fois la coopération repérée. Par une formule délibérément vague, le Conseil « se déclare disposé à procéder à l'examen d'ensemble du respect par l'Irak » de ses obligations. Cet « examen global », aucun pays membre du Conseil ne l'a cependant explicité, préférant laisser au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le soin de le définir.

A COURT D'IDÉES

Le fait que cette dernière résolution fût l'unanimité au Conseil est révélateur. Il démontre d'abord la réticence de Washington pour toute rétorsion militaire, du moins pour le moment. Mais il montre aussi que la décision irakienne de non-coopération est

inacceptable pour tout le monde, y compris les trois pays qui se présentent comme les « amis » de Bagdad, la Russie, la France et la Chine.

La résolution risque de mettre le secrétaire général en difficulté. Lassés de ce dossier et à court d'idées, les quinze pays membres du conseil se désolent sur lui mais sans lui donner, dans la résolution, les moyens de résoudre le problème. S'il est vrai, comme nous l'ont confirmé plusieurs sources à Washington, que la stratégie américaine demeure le maintien des sanctions, le secrétaire général n'a pas de « carotte » à proposer à Bagdad en échange de la reprise de sa coopération. Mais il n'a plus dans sa panoplie le « bâton » qui aurait été une menace militaire des Etats-Unis. Quant à l'Irak, selon le scénario le plus probable, il pourrait décider de ne pas revenir sur sa décision d'août dans l'attente des propositions de M. Annan.

Contrairement à l'habitude, l'ambiance au sein du Conseil de sécurité, mercredi, a été paisible. Défilant les uns après les autres devant les caméras de télévision, les ambassadeurs se sont déclarés « extrêmement satisfaits » devant ce que le représentant russe a qualifié de « décision inventive ». Quant au numéro deux de la délégation américaine, Peter Burd, il a même expliqué que la résolution du Conseil est « la lumière au bout du tunnel que réclame Bagdad ». Pour le nouvel ambassadeur britannique, Jeremy Greenstock, le Conseil a décidé « d'offrir à l'Irak

une nouvelle opportunité de réintégrer le concert des nations », opportunité qui, a-t-il ajouté, si elle est refusée par l'Irak « le maintiendra excommunié ».

Les formules utilisées dans le texte peuvent être interprétées de manière très diverse. Pour les plus cyniques, c'est-à-dire les Américains, la résolution offre l'opportunité de ne plus s'occuper de l'Irak en renvoyant la responsabilité sur le secrétaire général. M. Annan n'a-t-il pas signé en février un mémorandum d'accord avec le gouvernement de Bagdad l'engageant à coopérer avec l'Uncom ? Pour les moins cyniques, le texte donne l'occasion de réexaminer au fond les relations de l'Irak avec l'ONU, ainsi, et surtout, que l'impact des sanctions économiques qui pèsent sur les 22 millions d'Irakiens depuis huit ans.

DE FACTO « DÉARMÉ »

Quant à la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak, pour l'instant, disent ses membres, elle ne se sent pas concernée. L'Uncom ne croit pas que l'Irak acceptera de revenir sur sa décision. Ses inspecteurs s'attendent même à une nouvelle crise, « dans un avenir pas très lointain ». L'Irak, disent-ils à qui veut l'entendre, est de facto « désarmé », mais, cela, la Commission ne peut pas le dire « noir sur blanc » car une telle évaluation serait « politiquement explosive » et de toute façon « hors de sa compétence ».

Afane Bassir Pour

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92864 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

75 Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1998 à 14 H 30
UN APPARTEMENT à PARIS (7ème)
10 à 16, rue Duroc - 2 à 14, rue Masséna
7 à 13, rue Éblé et 1 à 13, rue du Général Bertrand
d'une pièce principale, bâtiment Duroc, au 2^{ème} étage et UNE CAVE
MISE A PRIX : 400.000 F
S'adresser à M^{re} PIERRE CORRAO, Avocat à PARIS (8ème), 16, avenue Hoche
Tél. : 01.56.29.90.00 - Minitel 3616 AVOCAT VENTES
Sur les lieux pour visiter le lundi 21 septembre de 9h à 11h

75 Vente sur surenchère du 1/10^{ème} au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1998 à 14 H 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT à PARIS (14ème)
170 bis, 172, 174, rue Raymond Losserand
de 4 PIÈCES PRINCIPALES, au 5^{ème} étage et UNE CAVE
MISE A PRIX : 484.000 F
S'adresser à M^{re} Laurent SALEM, Avocat à PARIS (7ème), 179, Bd St Germain
Tél. : 01.45.44.55.95 - M^{re} HOCQUARD, Avocat à PARIS (8ème)
7, rue St Philippe du Roule - Tél. : 01.45.61.95.77

75 Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1998 à 14 H 30
PARIS 16ème - 20, rue Copernic
1^{er} lot : 5^{ème} étage, grande UN APPARTEMENT de 2 P. 82 m² env.
meublé avec cuisine, terrasse (de 17,5 m² env.) - Parking double et local vélos
Mise à Prix : 1.100.000 F
2^{ème} lot : 5^{ème} étage, grande UN APPARTEMENT de 2 P. 54 m² env.
meublé avec cuisine, terrasse (de 12 m² env.) - Parking et local vélos
Mise à Prix : 950.000 F
S'adresser à SCP GRANUT VATHIER RAUDELLOT Associés
04 Daniel FAQUET, Av. 12, rue d'Assy à PARIS 9^{ème} - T. : 01.43.43.15.47
Visites le Vendredi 18 Septembre 1998 de 14h30 à 16h30

94 Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRETEIL le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1998 à 9h30
PAVILLON de 9 PIÈCES (138 m² env.)
à SAINT-MAUR (94)
110, bd de la Marine - Quartier de la Varenne-St-Hilaire
MISE A PRIX : 600.000 F
S'adresser à M^{re} Laurence CANNEN, 44, av. de la République - 94300 VINCENNES
et à SCP LAFARGE, FLECHER et REVUZ - par M^{re} Xavier FLECHER
24, rue de France - 75017 PARIS - Tél. : 01.44.29.32.59
Sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'Avocat poursuivant

92 Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1998 à 14h - EN UN LOT
à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
30-32, rue des Princes
UNE MAISON
élevée sur sous-sol de 3 ÉTAGES
comportant : 7 P.P. avec TERRASSE et CAVE
TROIS PARKINGS et UN GARAGE à VELOS
MISE A PRIX : 5.000.000 F
S'adresser à M^{re} C. DENNERY-HALPHEN, Av. à BOULOGNE (92),
3, route de la Reine - SCP MOREAU - BERNARD -
AMIGUES & DARMON, Avocats 3, rue La Boétie - 75008
PARIS - T. : 01.42.66.10.11 - Au Greffe du TGI de NANTERRE
Sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'Avocat poursuivant

Frédéric Fritscher

Le pouvoir cambodgien tente de normaliser la situation à Phnom Penh

La police a de nouveau tiré sur des manifestations, pourtant réduites

Phnom Penh a connu, jeudi 10 septembre, de nouvelles violences. La police a ouvert le feu aux abords de l'ambassade américaine. Elle a dispersé

une foule qui appelait à « lyncher des Vietnamiens », en dépit de l'interdiction de manifester imposée par les autorités. Mais ces manifesta-

tions ne réunissaient pas plus de quelques centaines de personnes, alors que le reste de la population a repris ses activités quotidiennes.

PHNOM PENH
de notre envoyé spécial
Encore quadrillée par les forces de l'ordre, la capitale du Cambodge se réhabitue au calme. Des affrontements ont encore eu lieu, dans la matinée du jeudi 10 septembre, aux abords de l'ambassade des États-Unis, lieu privilégié de petits attroupements d'opposants qui attirent vite une foule de curieux. Un rassemblement a également eu lieu au Monument de l'indépendance. Toutefois, le premier bilan de la dispersion, depuis lundi, des manifestations anti-gouvernementales ne faisait état que de deux morts confirmés, des civils, et de quelques dizaines de blessés, dont des bouddhistes. Un troisième homme aurait été tué par balle jeudi matin. La mort d'un moine bouddhiste, annoncée à tort mercredi par le bureau des droits de l'homme de l'ONU, n'avait pas été confirmée.

Le jeu de chat et de souris entre les policiers et des bandes de malfaiteurs s'accompagne parfois de violences, les esprits s'échauffant vite. Face aux insultes et aux jets de pierres, les policiers ripostent par de brèves charges, en tirant le plus souvent en l'air. Mais il y a également des tirs tendus. Mercredi, les policiers ont eu recours à des lances d'incendie pour disperser de jeunes hommes regroupés à proximité de la chancellerie américaine. Deux d'entre eux ont été blessés par balle. Mais, dans le reste de la capitale, les gens ont recommencé à vaquer à leurs occupations.

Entre-temps, la police a fait le tour des pagodes pour commander aux bonzes de ne plus laisser sortir leurs novices, qu'on retrouve très

souvent en première ligne dans les manifestations. Le gouvernement estime que les moines ne doivent pas se mêler de politique. Certains bonzes rétorquent qu'ils ont une responsabilité morale. D'autres rappellent, toutefois, que cette responsabilité ne doit pas s'accompagner d'un engagement partisan.

NOMBREUX RUMEURS
Les chefs de l'opposition, le prince Ranariddh et Sam Rainsy, ont demandé l'autorisation d'organiser, pendant trois heures, dimanche 13 septembre, une marche du Stade olympique à l'Assemblée nationale, traversant donc une partie de la ville. Cette requête devait être refusée. Le gouvernement estime également clos le dossier sur les élections du 26 juillet,

faisant fi des demandes de recompte émises par le parti du prince Ranariddh, le Funcinpec.

A quinze jours de la réunion de la nouvelle Assemblée, le prince Ranariddh a jugé mercredi « de plus en plus inéluctable » la possibilité que le Funcinpec forme une coalition gouvernementale avec le Parti du peuple cambodgien (PPC). Le dialogue ne s'en poursuit pas moins entre les « seconds couteaux » des deux partis. Au Cambodge, ce qui se passe sur le devant de la scène n'est pas forcément le plus important. Les situations peuvent se retourner rapidement. Pour sa part, le premier ministre Hun Sen semble avoir choisi de venir Sam Rainsy, son adversaire le plus déterminé, à distance en faisant planer sur lui la

menace d'un mandat d'arrêt ou d'une convocation par la police. Sam Rainsy n'est sorti qu'à deux reprises, depuis lundi, des bureaux du représentant de l'ONU, situés dans le sous-sol d'un grand hôtel.

Le plus difficile, pour les autorités, est de contenir les rumeurs les plus insensées dont Phnom Penh est le théâtre. Mercredi, on a entendu dire qu'un moine allait s'immoler devant l'ambassade des États-Unis, que les bêtes bleues de l'ONU débarqueraient à l'aéroport de Pochentong, ou que Hun Sen, fermement aux commandes depuis sa prise de pouvoir, se trouvait à la recherche d'un nouveau mandat d'arrêt.

Bien entendu, toutes ces rumeurs se sont révélées sans fondement.

Jean-Claude Pomonti

L'exportation des pesticides dangereux vers le tiers-monde sera mieux contrôlée

PIC ET POP auront-ils raison des « douze salopards » ? La signature du traité PIC - contrat de Prior Informed Consent (consentement en connaissance de cause) -, qui devait intervenir vendredi 11 septembre à Rotterdam, ne laisse pas penser que les « douze salopards », selon l'expression consacrée (« the dirty dozen ») adoptée en 1982 lors d'une réunion du Pesticide Action Network (PAN) en Malaisie, désigne douze pesticides ou produits chimiques particulièrement dangereux, interdits ou sévèrement réglementés dans les pays développés, ils peuvent néanmoins être exportés

dans les pays pauvres, où ils sont utilisés sans beaucoup de précautions et provoquent de nombreux empoisonnements.

« Les agriculteurs pakistanais sont presque tous analphabètes, explique, par exemple, Nasir Habib, du centre privé de recherche Khod, à Lahore, au Pakistan. Ils savent que les produits sont dangereux, mais pas exactement dans quelle mesure. Ils les utilisent à mains nues, sans chemise, ils les stockent dans leur maison, à côté de la nourriture. Quand les femmes récoltent le coton, entre octobre et janvier, elles ont souvent des nausées, des maux de tête, des démân-

geaisons. » L'action du PAN contre la vente dans les pays pauvres de ces produits interdits chez les riches a conduit, en 1989, à de premières règles amorçant une négociation qui aboutit à la convention PIC, signée par plus de quarante pays sous l'égide de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement).

Le principe général en est qu'on ne peut exporter un produit chimique ou un pesticide dangereux que si le pays importateur a une connaissance exacte de sa toxicité. Pour chaque substance retenue dans la liste - elle en compte pour l'instant 27 -, l'exportateur doit vérifier que le pays de son client en a bien autorisé l'emploi. S'il ne l'a pas fait, l'exportation est interdite. S'il l'a fait, l'autorisation doit avoir été signifiée au secrétariat de la convention et celui-ci doit avoir vérifié que le pays importateur est clairement informé des caractéristiques du produit.

La procédure PIC devrait limiter le commerce de ces produits dangereux. Il n'existe pas dans ce domaine de statistique officielle ou professionnelle, mais selon une étude de la Foundation for Advancement in Science and Education, basée à Los Angeles, les États-Unis ont exporté en 1996 plus de 47 000 tonnes de produits interdits ou à usage réglementé.

SATISFACTION DES ÉCOLOGISTES

Les associations écologistes ayant suivi le dossier sont globalement satisfaites de la convention qui devait être signée vendredi. « Il s'agit d'une importante bataille pour réduire les problèmes de santé et d'environnement créés par les pesticides », estime The Pesticides Trust, organisation non gouvernementale basée à Londres et membre du PAN. Cependant, l'expertise technique des pays en développement, notamment africains, est faible et leur rend difficile l'analyse des produits ; or la convention ne prévoit aucun mécanisme de financement pour susciter cette compétence.

La convention PIC n'implique pas seulement les industries des pays développés. En effet, les produits concernés sont anciens, le plus souvent tombés dans le domaine public, et commencent à être fabriqués en Chine, en Inde, en Indonésie, en Corée, etc. Ces producteurs sont devenus exportateurs. Pour les grands du marché, la convention PIC permettra de discipliner des concurrents jeunes et dynamiques.

Et « POP » ? La négociation sur douze de ces « polluants organiques persistants » a commencé en juillet à Montréal, la réunion suivante étant programmée pour février 1999. La différence avec PIC est que POP vise à l'interdiction mondiale des produits concernés.

Hervé Kempf

Le HCR condamne les arrestations au Kosovo

GENÈVE. Le Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) a protesté auprès des autorités serbes contre l'arrestation au Kosovo d'hommes en âge de se battre. Les autorités serbes ont arrêté en début de semaine quelque 450 personnes dans la région de Panotrac, dans le centre du Kosovo. « C'est la première rafle reconnue [au Kosovo]. Une énorme charge émotionnelle est attachée à ce genre d'action, à cause de ce qui s'est produit dans le passé dans les Balkans. Cela fait surgir le spectre d'autres situations qui ont fini de manière mortelle », a affirmé Kris Janowski, porte-parole du HCR.

Des délégués du HCR se sont rendus en fin de semaine dernière dans la région de Panotrac, où des combats ont provoqué la fuite de 20 000 personnes, selon le porte-parole. Les délégués ont constaté que les maisons étaient détruites à 70 %, y compris l'entrepôt de la Société de Mère Teresa, la principale organisation humanitaire du Kosovo. Le haut commissaire aux réfugiés, Sadako Ogata, doit se rendre au Kosovo, au Monténégro et en Serbie du 25 au 29 septembre, a ajouté M. Janowski. - (AFP)

Rencontre historique

Adams-Trimble en Irlande du Nord

LONDRES. Le leader du Sinn Féin, Gerry Adams, et le chef du gouvernement nord-irlandais, le protestant modéré David Trimble, devaient avoir, jeudi 10 septembre à Belfast, un face-à-face inédit, brisant un tabou dans le cheminement vers la paix en Ulster, jalonné de gestes symboliques et d'avancées millimétriques. Des représentants des deux camps se réunissent mercredi les détails de la rencontre du dirigeant de l'aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et du chef du nouveau gouvernement local, soigneusement chorégraphiés. Officiellement, Gerry Adams et David Trimble ne se sont jamais adressés directement la parole, tout au long des deux années de tractations ayant abouti, le 10 avril, à l'accord de paix historique dans la province. L'un et l'autre ont maintenu le contact par le truchement d'intermédiaires divers. - (AFP)

Il n'y aura pas de récession aux États-Unis, selon Bercy

PARIS. Paris prévoit un ralentissement « sensible » de la croissance aux États-Unis, mais exclut pratiquement que l'économie américaine plonge dans la récession. Une franche récession sous l'effet d'une « correction boursière trop brutale » est « peu probable compte tenu de la vitalité profonde de l'économie américaine », a estimé le ministre de l'économie et des finances Dominique Strauss-Kahn, mercredi 9 septembre à Paris.

Le ministre émet un pronostic plus dur pour le Japon, qui a « tardé à réagir à l'approfondissement des difficultés de son économie ». « La récession sera sévère au Japon cette année et la reprise sans doute très modérée l'an prochain ». Il salue en revanche la « détermination remarquable » avec laquelle la Chine a mené une politique de stabilité de sa monnaie. Quant à la crise en Russie, son impact macroéconomique sur l'Europe est faible, constate Bercy. - (AFP)

Les étudiants indonésiens ont repris leurs manifestations

DJAKARTA. Après plus de deux mois de répit, les étudiants ont repris, à une semaine de la rentrée universitaire, leurs manifestations contre le président Habibie. Des centaines d'étudiants ont continué, jeudi 10 septembre, le mouvement de protestation relancé en début de semaine en se rassemblant non loin du palais présidentiel, dans le centre de Djakarta.

La coordination des étudiants, dont la mobilisation avait contraint le président Suharto à la démission, a entamé un mouvement de protestation, exigeant de son successeur, Jusuf Habibie, qu'il « fasse baisser les prix ou qu'il s'en aille ». Les étudiants exigent aussi le jugement de l'ex-président Suharto. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **LIBYE :** le chef de la diplomatie italienne Lamberto Dini a appuyé, mercredi 9 septembre au Caire, les demandes libyennes de garanties pour les deux suspects de l'attentat de Lockerbie, insistant sur la nécessité de « réintégrer » la Libye dans le giron méditerranéen. Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté une résolution prévoyant la suspension de l'embargo qui pèse sur la Libye depuis 1992 en contrepartie de la comparution des suspects aux Pays-Bas. - (AFP)

■ **AZERBAÏDJAN :** douze pays dont l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, et la Turquie ont signé, mardi 8 septembre à Bakou, un traité en vue d'améliorer les infrastructures de transport dans la région et sur la standardisation de ses différents régimes tarifaires et douaniers le long d'une nouvelle « route de la Soie » reliant Paris à Shanghai, au terme d'un sommet de deux jours. La Commission européenne a financé ce projet baptisé « Tracsa » dès 1993. - (AFP)

■ **LITUANIE :** le procès d'Aleksandras Litkevis, un lituanien âgé de quatre-vingt-neuf ans, accusé d'avoir participé dans son pays au génocide des juifs pendant la seconde guerre mondiale (Le Monde du 10 septembre), a été ajourné en raison de l'état de santé de l'accusé, a annoncé le Parquet général lituanien, mercredi 9 septembre. - (AFP)

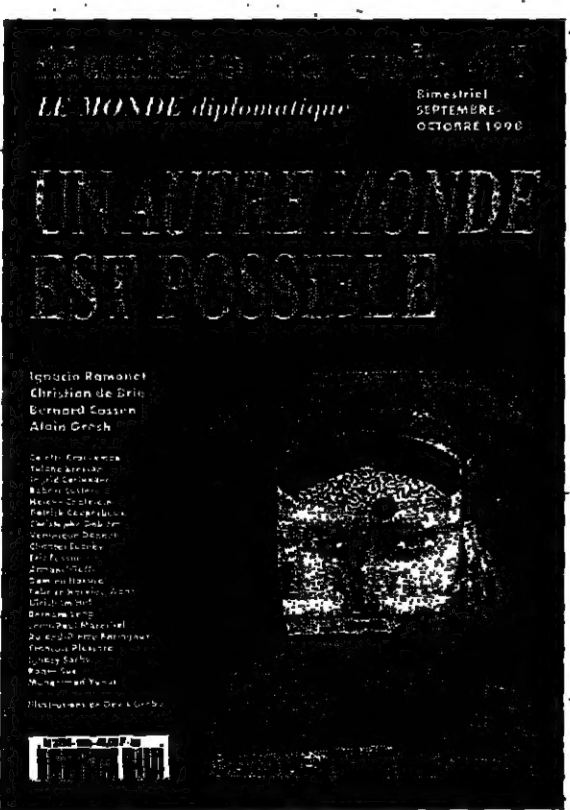
■ **BANGLADESH :** Dacca, la capitale du Bangladesh - où les inondations ont déjà fait quelque 750 morts en deux mois - est menacée par la crue de la rivière Sitakhoila. A quelque 10 kilomètres à l'est de la capitale, des milliers de personnes luttent pour renforcer une digue protégeant Dacca. Les autorités envisagent d'évacuer quelque 600 000 personnes menacées par les eaux de la banlieue de Dacca. - (AP Reuters)

■ **BIRMANIE :** l'opposition birmane a affirmé, mercredi 9 septembre, que la junte avait arrêté 108 de ses membres depuis mardi, ce qui porte à 328 le nombre d'opposants interpellés en quatre jours. - (AFP)

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique



Besoin d'utopie

Au sommaire

■ **Besoin d'utopie**, par Ignazio Ramonet. ■ **Les « dix commandements » citoyens**, par Bernard Cassen. ■ **Une économie de don et de réciprocité**, par François Plassard. ■ **Demain, l'économie de proximité**, par Jean-Paul Maréchal. ■ **Pour une redistribution des richesses**, par Chantal Euzéby. ■ **De l'allocation universelle au « deuxième chèque »**, par Jean-Paul Maréchal. ■ **Instaurer un revenu d'existence**, par Yoland Bresson. ■ **Désarmer les marchés**, par Ignazio Ramonet. ■ **Le travail, front principal des luttes**, par Robert Castel. ■ **Les associations, repères civiques**, par Christophe Dabitch. ■ **Le défi des communes suédoises**, par Ingrid Carlander. ■ **Innovations en Norvège**, par I.C. ■ **Le modèle d'une Suisse fédéraliste**, par Ulrich Im Hof. ■ **L'exemple de Porto Alegre**, par Bernard Cassen. ■ **Anatomie d'un pouvoir populaire**, par B.C. ■ **Se réapproprier les droits humains**, par Ignazio Sachs. ■ **Pour une agriculture écologique**, par Christian de Brie. ■ **La nouvelle société civile africaine**, par Colette Braeckman. ■ **Réseaux coopératifs dans le Sahel**, par Véronique Donnat. ■ **Sanankoroba, ce stupéfiant village malien**, par Patrick Coupechoux. ■ **A Saam Njaal, tout a commencé par l'alphabet**, par Roland-Pierre Paringaux. ■ **Sauver les enfants des rues au Brésil**, par Damien Hazard. ■ **Une banque pour les pauvres**, par Muhammad Yunus. ■ **Faire de la vie un apprentissage permanent**, par Roger Sue. ■ **Refonder l'éducation populaire**, par Bernard Cassen. ■ **Un droit égal pour les homosexuels**, par Eric Fassin. ■ **Internet sauvera-t-il l'Afrique ?** par Fabrice Hervieu Wané. ■ **Libérez les logiciels !** par Bernard Lang. ■ **La parole aux exclus**, par Armand Gatti et Hélène Châtelain. ■ **Recréer l'internationalisme**, par Alain Gresh.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

POUR VOUS AIDER A REUSSIR de BAC 0 à BAC + 3

■ **SOUTIEN AUX FACULTÉS DROIT/SCIENCES ECO.**
■ **GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE**
Prépas 2 ans et Admissions Bac + 2 + 3
■ **SCIENCES POLITIQUES**
1ère et 2ème ANNÉES
■ **ENTRÉE A LA M.S.T.C.F.**
Toutes FACULTÉS

GRANDS CONCOURS

■ **E.N.I.M.**
Concours Classique et Exceptionnels
■ **E.N.A. - C.N.E.S.S. - I.R.A.**
■ **E.R.A. (C.R.F.P.A.)**

ENCADREMENTS COMPLETS ÉCRITS ET ORAUX EXCELLENTS TAUX DE SUCCÈS

ISTH Tél.: 01-42-24-10-72
Fax: 01-42-24-73-25
DEPUIS 1954

3615 ISTH.ES
ENSEIGNEMENTS
SUPÉRIEURS PRIVÉS

LOI DE FINANCES Les députés communistes ont grisé miné devant le projet de loi de finances pour 1999 présenté, mercredi 9 septembre, aux commissions des fi-

nances du Parlement. A l'Assemblée nationale, les députés communistes ont fait entendre, par la voix de leur président, Alain Bocquet, des regrets quant au

« manque d'ambition sociale » du budget, dans lequel ils voient des « gages » donnés à l'« ultralibéralisme ». ● LA DROITE critique l'augmentation de la dépense publique

et une réduction insuffisante de la pression fiscale. Démocratie libérale a élaboré un « contre-budget ». ● LES CRÉDITS de l'éducation nationale révèlent une augmenta-

tion réelle des effectifs supérieure à celle qui est affichée. (Lire aussi les crédits des ministères et le dispositif fiscal pages 7 et 8, ainsi que pages 23 et 28.)

Le PCF critique le « manque d'ambition sociale » du projet de budget

Approuvés par le PS, sous réserve d'amendements fiscaux, les arbitrages de Lionel Jospin, présentés par Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter, déplaissent aux communistes et suscitent une broncha des élus locaux, emmenée par l'ancien ministre du budget Michel Charasse.

DEUX HEURES DURANT, mercredi 9 septembre, les deux ministres ont défendu leur budget. Chacun dans son style. Froid et élégant pour le secrétaire d'Etat, Christian Sautter ; main dans la poche et avec cette aisance qui passe parfois pour de l'arrogance pour le ministre, Dominique Strauss-Kahn. Face à eux, les députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Les options du gouvernement étaient connues depuis le 22 juillet, mais cette présentation des ministres permet presque toujours d'annoncer les axes sur lesquels l'opposition entend batailler et les mesures qui feront grincer la majorité.

Mercredi, c'est donc la réaction très mitigée des communistes qui a d'abord attiré l'attention. Certes, face aux deux ministres, Christian Cuvillier (PCF, Seine-Maritime), membre de la commission des finances, s'est montré modérément critique sur un budget qu'il juge tout de même « socialement à gauche et, de toute façon, bien meilleur que tous les budgets de droite qui l'ont précédé ». Cependant, en sortant de leur audition, MM. Strauss-Kahn et Sautter ont pu découvrir un communiqué nettement plus vigoureux d'Alain Bocquet. « Le projet de budget pour 1999 manque de l'ambition sociale que devrait avoir le premier budget de la gauche, estime le président du groupe communiste. Il

n'est pas à la hauteur des menaces de plus en plus tangibles qui pèsent sur la croissance. » « Les communistes apprécient que le gouvernement ait repris plusieurs mesures qu'ils proposaient », continue M. Bocquet, en citant, notamment, le relèvement de l'impôt sur la fortune, « mais donner des gages à un ultralibéralisme qui fait la preuve de son incapacité à répondre à la crise ne pourrait que fragiliser l'économie ».

Depuis plusieurs jours, déjà, le Parti communiste français cherche à durcir le ton, fustigeant notamment par la perspective d'élections européennes qui risquent de le mettre en compétition avec l'extrême gauche (Le Monde du 8 septembre). Au sein du groupe de l'Assemblée nationale, les choses sont plus complexes, car si M. Bocquet se montre très critique, en privé, sur la direction de Robert Hue, il ne cache pas à ses proches son inquiétude devant la fronde de certains députés. Il est très préoccupé par la surenchère d'un Maxime Gremetz ou d'un Patrice Carvalhal. Déjà, le 8 septembre, Jean-Pierre Brard (app. PCF, Seine-Saint-Denis) a évoqué dans les couloirs du Palais-Bourbon la possibilité de voir « trois ou quatre » députés communistes voter contre le budget.

Le message est clair : un appel. Certes, la plupart des députés communistes reconnaissent que le

groupe, dans son ensemble, ne peut voter contre le budget, à moins de prendre la décision de rompre la majorité plurielle et de quitter le gouvernement, ce qui n'est pas à l'ordre du jour. Mais la direction du PCF ne cesse de faire valoir auprès du gouvernement qu'il faudra bien qu'elle présente à sa base quelques victoires.

Sur le budget, les députés communistes réclament notamment une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, « les produits alimentaires, la consommation d'eau, de gaz et d'électricité ». Mercredi, le président et le rapporteur de la commission des finances, Augustin Bonrepaux et Didier Migaud, tous deux socialistes, ont pa-

ru balayer cette éventualité : « Faire baisser la TVA de 5,5 % à 5 % sur le paquet de nouilles n'aura qu'un faible impact pour les ménages, a expliqué M. Migaud, mais cela représente un coût important pour l'Etat ».

Si l'on s'en tient aux modifications possibles avancées par MM. Bonrepaux et Migaud, les marges de manœuvre sont faibles. Certes, ces derniers ont répété, à l'instar du Parti socialiste, leur souhait de baisses ciblées de TVA – au-delà de celle consentie par le gouvernement sur les abonnements à EDF –, mais ils ont paru repousser l'échéance de la plupart d'entre elles. M. Migaud a précisé qu'il entendait préparer « les conditions pour une réduction de la TVA au

cours de 1999 ou pour le projet de loi de finances pour 2000 ». Le groupe socialiste devrait pourtant proposer d'abaisser le taux de TVA (actuellement de 20,6 %) sur un certain nombre de services de proximité ou de services aux personnes, de façon à favoriser, notamment, l'artisanat, a précisé François Hollande.

CRITIQUES SYNDICALES

Les socialistes ont pourtant évité de réaménager le débat autour de la baisse de la taxe professionnelle, voulue par MM. Strauss-Kahn et Jospin, de préférence à une baisse des cotisations patronales sur les salaires, qui aurait eu l'aval de Martine Aubry. MM. Sautter et Strauss-Kahn avaient d'ailleurs fait, a posteriori, un gros travail d'explication auprès des socialistes, afin de calmer une polémique naissante. Le 1^{er} septembre, M. Strauss-Kahn a ainsi convié pour un dîner une trentaine de députés PS, parmi lesquels le premier secrétaire, M. Hollande, le président du groupe, Jean-Marc Ayrault, MM. Bonrepaux et Migaud. Le ministre de l'Economie a largement distribué un sondage fait par la Sofres pour le compte de Bercy. Réalisé en juillet et censé mesurer la perception par les Français du niveau des prélèvements obligatoires et des mesures prises par le gouvernement, il souligne l'« excellente » perception par les contribuables de la baisse de la taxe

professionnelle... Ce sont pourtant bien les modalités de réduction de la taxe professionnelle (TP) qui risquent de poser problème lors du débat parlementaire. Le 8 septembre, au comité des finances locales, qui réunit des représentants des élus locaux, du gouvernement et des Assemblées, Michel Charasse, sénateur (app. PS) du Puy-de-Dôme, a réussi à convaincre l'ensemble des élus, y compris les associations de gauche favorables à la TP de voter une motion doutant de la constitutionnalité de cette mesure. Elle menace, selon lui, le principe d'autonomie des collectivités locales inscrit dans la loi de décentralisation.

Les plus vigoureuses critiques sont pourtant venues des syndicats. La CGT a ainsi fustigé ce budget qui bénéficie d'abord « aux entreprises, qui, sans la moindre contrepartie en matière d'emploi, empoignent immédiatement 13 milliards d'allégements ». FO juge que « les nouvelles rentrées fiscales auraient dû être consacrées en priorité à mieux satisfaire les besoins des salariés ». Ces réactions, ajoutées à l'impatience des Verts sur la fiscalité écologique, à la gêne des socialistes et au mécontentement du PCF, donnent à penser que le débat parlementaire pourrait ne pas être de tout repos pour le gouvernement.

Raphaële Bacqué

Démocratie libérale propose « un plan de diminution des dépenses publiques »

ALAIN MADELIN, président de Démocratie libérale, a dénoncé, mercredi 9 septembre, un « budget en trompe l'œil ». Le gouvernement « gère la présente et gaspille les fruits de la croissance », a déclaré l'ancien ministre de l'Economie après les journées parlementaires du nouveau groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale, à Poitiers. Au début de 1998, M. Madelin avait lancé de sombres prédictions sur l'évolution de la conjoncture : « Nous finirons l'année sur une pente de 1 % de croissance, avait-il alors assuré. Aujourd'hui, il reconnaît avoir un peu forcé le trait, mais il met en avant un retournement de conjoncture. Il n'est donc pas étonnant que le « contre-budget libéral », proposé par les députés de DL, juge « bien présomptueux » la perspective de croissance de 2,7 % retenue par Dominique Strauss-Kahn.

Dans leur document, les libéraux prônent « un plan de diminution des dépenses publiques » d'un point du produit intérieur brut (PIB) par an sur cinq ans. Pour y parvenir, le document propose de ne compenser qu'à hauteur de 50 % les départs à la retraite de fonctionnaires. Pour 1999, les libéraux demandent que le déficit budgétaire soit ramené à 2,4 % du PIB et que les dépenses de l'Etat soient « stabilisées à leur niveau de 1998 en francs courants ».

BAISSER LES PRÉLÈVEMENTS

Au chapitre des recettes, les prélèvements obligatoires devraient concurremment baisser « au minimum » d'un point de PIB par an pendant cinq ans, exercice auquel doivent être « essentiellement affectés » les fruits de la croissance. Le texte préconise de réduire le nombre de tranches du barème de l'impôt sur le revenu de sept à trois et de les établir à 15 %, 30 % et 40 %. En outre, il propose la création d'« une enveloppe de déduction fiscale valable cinq ans ». Déductible du revenu imposable, elle pourrait être utilisée « pour investir dans l'immobilier ou dans des titres d'entreprise », pour créer une entreprise ou un emploi de proximité, ou pour financer des actions sociales et humanitaires. Les libéraux

placent la TVA au premier rang des impôts à réduire mais ne précisent pas quand ni dans quelles proportions le faire.

Seraient en outre supprimées plusieurs taxes à faible rendement et au « bien-fondé économique et social contestable », comme la redevance audiovisuelle, les droits d'inscription pour les examens et concours ou la « taxe sur les jeux de quilles électromécaniques ». Le contre-budget propose aussi de relever l'abattement applicable aux successions de 300 000 francs à 500 000 francs. Les libéraux critiquent vivement la réforme de l'assurance-vie proposée par Dominique Strauss-Kahn et sont partisans, tout comme Nicolas Sarkozy (Le Monde du 10 septembre), « d'affirmer le principe de non-rétroactivité de la loi fiscale ».

Cécile Chambrad et Clarisse Fabre

Satisfaction du côté des petits patrons

LE PROJET de budget pour 1999 suscite des appréciations différentes de la part des principales organisations patronales. Le Conseil national du patronat français (CNPF) le juge sévèrement, tandis que la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et, surtout, l'Union professionnelle artisanale (UPA) affichent, elles, une certaine satisfaction du fait de la réforme de la taxe professionnelle.

Le CNPF estime que la copie du gouvernement « ne correspond pas aux exigences économiques de la France ». Il indique que les dépenses publiques progressent trop, que le déficit budgétaire reste très important, que la pression fiscale ne s'allège pas significativement. Faisant allusion à l'assurance-vie, le CNPF « condamne l'instabilité fiscale qui frappe les épargnants et, notamment, toute mesure rétroactive ». Constatant « avec satisfaction » que le gouvernement décide d'alléger la taxe professionnelle, l'organisation patronale émet une mise en garde : « Aucune disposition ne doit limiter la portée de cette

mesure », insiste-t-elle, évoquant le relèvement de la cotisation minimale prévu par le gouvernement.

La CGPME déplore, également, cette hausse programmée de la cotisation minimale. « Le gouvernement ne doit pas reprendre d'une main ce qu'il donne de l'autre aux PME », estime-t-elle, en se félicitant, toutefois, de « la discrimination fiscale pour les PME de moins de 50 millions de francs de chiffre d'affaires » prévue dans la réforme de la taxe professionnelle.

L'UPA estime que « le projet de budget pour 1999 marque une avancée significative mais encore hésitante vers l'allègement du coût du travail en France ». Elle salue la réforme de la taxe professionnelle qui « profitera dès l'an prochain à la majorité des artisans ». « Le gouvernement supprime ainsi un premier frein à l'embauche dans les petites entreprises », se félicite-t-elle, en appelant les pouvoirs publics à prolonger leur action par des « mesures fortes et pérennes en faveur de la réduction du coût du travail et de la relance de la consommation ».

Education : la chasse aux emplois non pourvus

POUR l'affichage politique, l'éducation nationale reste une priorité du gouvernement : avec 297,744 milliards de francs (+11,73 milliards), le budget de l'enseignement scolaire bénéficie d'une hausse de 4,1 % et celui de l'enseignement supérieur (51,081 milliards) d'une augmentation de 5,4 %. Dans la réalité, la marge de manœuvre du ministre responsable du premier budget de l'Etat est beaucoup plus étroite. Avec un peu plus d'un million de fonctionnaires, la charge financière de personnel, qui représente 4,1 % des dépenses du scolaire, enregistre une croissance automatique de 3 %, résultant de l'application des différents accords de revalorisation et d'augmentation signés depuis une dizaine d'années.

Pour autant, les discussions avec le ministre du budget n'ont pas été faciles. Comme chaque année, ce dernier aurait souhaité que la diminution constante des effectifs scolaires (60 000 élèves à cette rentrée) et universitaires s'accompagne d'une réduction correspondante des postes d'enseignants. Avec l'accord de Matignon, Claude Allègre a tenu bon : aucun poste n'a été supprimé, mais, conformément au gel des emplois dans la fonction publique, pas un n'a été créé, à l'exception de 800 emplois d'employés administratifs et de service (latos) dans l'enseignement supérieur.

Depuis un an, pourtant, le ministre de l'éducation a multiplié les annonces, en faveur de la Seine-Saint-Denis, des départements d'outre-mer, d'un programme plus rapide d'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles, des zones d'éducation prioritaire, de la santé scolaire... Elles se traduisent par la création de près de 3 700 emplois (3 050 enseignants, 250 conseillers principaux d'éducation, 400 médecins, infirmières ou assistants sociaux...). Leur financement a été obtenu par un exercice de gymnastique budgétaire de redéploiement ou de transferts de crédits rendus possibles par le gigantisme d'une administration qui possède encore de solides réserves.

EFFORT POUR LES PLUS DÉFAVORISÉS

Pour cela, la chasse aux économies a été réalisée sur les postes vacants de maîtres d'internat et de surveillants d'externat, des stages de remplacement non utilisés, la transformation de 100 000 heures supplémentaires en emplois fixes, ainsi que la suppression de 111 emplois dans l'administration centrale. Dans le supérieur, 1 500 emplois réservés à des attachés temporaires (ATER) et non pourvus par les universités seront automatiquement transformés en emplois d'enseignant-chercheurs. La réduction du taux des heures supplémentaires-années, à l'origine du conflit

avec les syndicats à la rentrée, servira à financer les 60 000 emplois-journées prévus en 1999, dont le coût est évalué à 1 milliard de francs.

Pour le reste, le ministre de l'éducation a prévu 215 millions de francs pour le plan nouvelles technologies. Le rétablissement des bourses de collèges, avec un effort supplémentaire pour les familles les plus défavorisées, devrait coûter 950 millions de francs. Enfin, diverses mesures prévoient l'augmentation des indemnités dans les zones d'éducation prioritaire (ZEP) et la revalorisation des carrières d'enseignants. Toutefois, elles n'incluent qu'une partie des 420 millions de francs résultant de l'accord intervenu avec le SNES (Le Monde du 9 septembre).

Dans l'enseignement supérieur, le budget 1999 inclut les premières décisions du plan social étudiant, dont certaines entrent en application dès la rentrée 1998. C'est le cas des bourses, en augmentation de 808 millions de francs, avec une hausse du taux et du nombre de bénéficiaires. Une somme de 1 milliard de francs a également été réservée pour le lancement du plan des universités du troisième millénaire, avec essentiellement la mise en sécurité des bâtiments et l'opération de désamiantage du campus de Jussieu (400 millions de francs).

Michel Delberghe

Stabilité apparente du nombre de fonctionnaires

MOITIÉ seulement apparaitra dans les documents présentés au Parlement.

De même, dans l'enseignement supérieur, seront recrutés 1 500 enseignants-chercheurs sur des emplois d'attachés temporaires d'études et de recherche, ainsi que 650 non-enseignants et 150 agents de bibliothèque, alors que Bercy n'affiche qu'un solde de 615 créations d'emploi. Les magistrats de la Cour des comptes, qui se sont attaqués à l'opacité de la gestion des personnels dans la fonction publique, trouveront sans doute là matière à nourrir leur enquête.

PROTESTATIONS AUX FINANCES

Le document remis par le ministère de l'Economie et des Finances montre que le gouvernement a procédé à des transferts pour tenir compte des priorités qu'il a fixées : la justice, l'enseignement supérieur, l'emploi ou l'environnement. Le ministère de la Justice, qui disposait de 60 964 postes, en gagne 930 (+1,52 %). L'environnement, qui n'en avait que 2 412, bénéficie

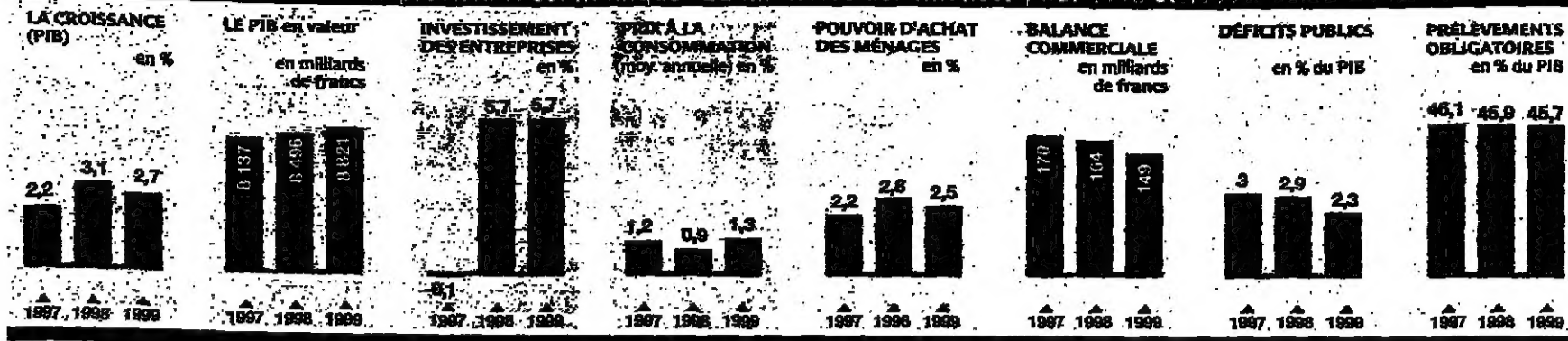
d'une forte hausse proportionnelle avec 140 postes supplémentaires (+5,8 %). Le ministère de l'emploi est également bien servi avec 215 nouveaux postes (+2,2 %), ce qui porte ses effectifs budgétaires à 9 982.

Comme l'an dernier, les services financiers sont mis à contribution, avec 691 suppressions de poste (-0,38 %), ce qui laisse un effectif de 180 435 emplois. La Fédération FO-finances le dénonce, en assurant que « lutter contre la fraude fiscale, améliorer le recouvrement des impôts, protéger mieux les citoyens et les consommateurs, assurer les contrôles, recenser la population du pays (...) va devenir mission impossible ».

L'équipement est lui aussi sollicité, avec 490 postes en moins (-0,49 %), soit 98 915 emplois au total. L'intérieur fait aussi les frais de la redistribution, avec 502 emplois de moins, ce qui donne un effectif global de 162 399. Le secteur de la défense présente un solde négatif de 33 279 postes (lire page 7).

Raphaële Rhvays

Les prévisions économiques du ministère des finances pour 1998 et 1999



Intérieur : un effort accru pour la sécurité

Les moyens supplémentaires bénéficieront d'abord aux zones sensibles

LE MINISTÈRE de l'intérieur fait de la sécurité le principal axe de son budget pour 1999, tant en ce qui concerne les effectifs que pour les moyens. Avec 53,203 milliards de francs, ce budget progresse de 3,01 % par rapport à 1998. Il fait donc partie des onze ministères prioritaires, même s'il se place en dernière position de la liste retenue par le gouvernement, derrière le ministère de la jeunesse et des sports.

L'effort en faveur de la police nationale se traduit par une augmentation annuelle de 2,6 % des effectifs. Ceux-ci atteindront 133 088 agents, si l'on additionne les policiers actifs, les policiers auxiliaires et les adjoints de sécurité (ADS). Cette dernière catégorie bénéficie le plus du recrutement : 7 600 ADS rejoindront, l'an prochain, les rangs de la police nationale, pour être affectés, en priorité, dans les zones jugées sensibles. Fin 1999, ils devraient être 15 650, au total. Le chiffre de 20 000 prévu initialement par le plan emplois-jeunes sera atteint en juin 2000.

La progression des effectifs concerne, au premier chef, les agents du corps de maîtrise et d'application (ACMA), qui rassemble les gardiens de la paix, les

brigadiers et les majors. Le nombre des commissaires et des officiers continue de baisser, en application de la réforme des corps et des carrières, qui donne notamment la priorité à l'augmentation du nombre d'ACMA, pour favoriser l'essor d'une police plus proche de la population. Les moyens de fonctionnement de la police nationale progressent dans la même proportion que les effectifs, soit 2,6 %, avec 3 557 milliards de francs. Selon le ministère de l'intérieur, cette somme sera affectée, en priorité, à la politique de proximité mise en œuvre, notamment dans les vingt-six départements repérés comme les zones les plus sensibles.

RENFORCER LA SÉCURITÉ CIVILE

Le renforcement des effectifs se double d'un effort en matière d'équipement. Il sera principalement tourné vers le développement du système de communication cryptée baptisé « Acropol ». Avec 422 millions de francs, les autorisations de programme augmentent de 157 millions par rapport à cette année. La mise en place de l'équipement Acropol, déjà engagée sur le ressort de la préfecture de police, à Paris et

dans les départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), sera achevée. Elle sera également réalisée dans les deux départements de la région Corse.

La sécurité civile est le deuxième axe prioritaire retenu par le projet de loi de finances du ministère de l'intérieur. Une progression de 2,5 % est enregistrée, qui touche simultanément les effectifs et les moyens. Les unités d'intervention et d'instruction de la sécurité civile (UIISC) obtiennent le renfort de 367 militaires engagés et volontaires. Cet effort est rendu nécessaire par la disparition progressive des appelés jusqu'en 2001, liée à la professionnalisation des armées. Le même problème se pose à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, dont l'État assure le financement à hauteur de 25 %.

En matière d'équipement, un effort particulier a été effectué en faveur des crédits de paiement, en augmentation de 55 millions de francs. Ils seront en partie utilisés pour la lutte contre les incendies de forêt, à la location d'un Hercules C-130, un avion capable de transporter 12 tonnes d'eau, soit le double d'un Canadair.

Les moyens de fonctionnement des préfectures s'élèvent à 1,672 milliard de francs, soit l'équivalent de celui de 1998. De la même manière, en ce qui concerne les crédits immobiliers, les autorisations de programme resteront au même niveau qu'en 1998 (938 millions de francs). Les crédits de paiement, d'un montant global de 619 millions de francs, progressent de 13 %, essentiellement au profit de la police nationale (+51 millions) et des préfectures (+47 millions).

Malgré ces chiffres, les effectifs budgétaires de l'ensemble du ministère de l'intérieur connaîtront une baisse de 0,3 % en 1999, comme l'indique un document annexé au ministère de l'économie et des finances. Il y avait 162 901 fonctionnaires à l'intérieur en 1998 ; ils seront 502 de moins en 1999.

Pascal Ceaux

Culture : toujours pas le 1 %

A peine une soixantaine d'emplois créés

LA MINISTÈRE de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, semblait satisfaite, mercredi 9 septembre, en présentant son budget. La part proprement culturelle de son ministère augmente, en effet, de 3,5 % (525 millions de francs), alors que celle de l'État ne croît que de 2,2 %. Ces 15,670 milliards de francs ne parviennent pas à atteindre le mytique 1 % du budget de l'État, fixé en 1993, promis par le candidat Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle de 1995, puis, en 1997, par Lionel Jospin, « avant la fin de la législature ».

Ce budget représente 0,97 %, avec un périmètre élargi par les prédecesseurs de l'ancien ministre de Strasbourg. Les moyens d'intervention du fameux titre IV - le fer de lance du ministère - enregistrent une augmentation de 5,3 % (193 millions de francs). Le spectacle vivant (danse, théâtre et musique) profite le plus de cette manne supplémentaire (+110 millions de francs) : un haut fonctionnaire de Bercy faisait remarquer que les lobbies attachés à ces professions sont de loin les plus actifs et les plus efficaces. Les vieilles pierres ne défilent pas sous les fenêtres de la Rue de Valois, l'augmentation des crédits affectés au patrimoine (1,65 milliard de francs) est plus modeste (+34 millions de francs). L'an passé, M^{me} Trautmann avait fait un gros effort pour combler le trou considérable creusé par Philippe Douste-Blazy dans un secteur qui avait vu ses crédits fondre de près d'un tiers en 1997.

La ministre a également annoncé le commencement des travaux de consolidation du Grand Palais, du fait des retards accumulés, ne pourra être prêt pour son centenaire, en 2000. Les écoles d'architecture bénéficieront de 3 millions de francs pour fonctionner « dans de meilleures conditions ». En dépit de cette modeste enveloppe supplémentaire, la refonte de l'enseignement et de la carte scolaire devrait être achevée cette année. La dotation des Archives de France, dont M^{me} Trautmann a annoncé la réforme en même temps

que le vote d'une nouvelle loi sur la communication des documents, accuse une baisse importante (-73,2 %, si l'on cumule les dépenses ordinaires et les autorisations de programme). Ce recul est dû à l'abandon de la construction du Centre des archives de la V^e République, à Reims. Les moyens des arts plastiques (607 millions de francs) devraient augmenter de 14,9 %. Faisant suite à une hausse de 7 % en 1998, cette relance marque la priorité donnée par la Rue de Valois aux enseignements artistiques et au soutien apporté à la création contemporaine.

DÉMOCRATISER D'AVANTAGE

Le cinéma s'en sort bien. Les crédits du compte de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle progressent de 2,5 %. Cette augmentation (60 millions de francs) vient essentiellement du produit de la taxe sur les places de cinéma, en hausse sensible depuis deux ans du fait de la bonne fréquentation des salles. Les dotations du livre et de la lecture (1,777 milliard de francs) progressent de 2,72 % : 1999 sera l'année où la Bibliothèque nationale de France fonctionnera à plein sur ses deux sites. La numérisation des collections sera poursuivie. Côté musées, les chantiers parisiens s'achèvent (le Louvre), se poursuivent (Guimé) ou se lancent (Arts primitifs) ; ceux de province sont également nombreux ; mais, globalement, les autorisations de programme baissent de 9,7 %.

La ministre a insisté sur son action pour démocratiser davantage la culture. Elle renonce à faire passer cette action par la dérogation au développement culturel, dont les moyens d'intervention (430 millions de francs) sont affaiblis (-2,32 %). En revanche, les interventions déconcentrées bénéficient de 8 millions de francs de mesures nouvelles. Une mauvaise surprise : l'absence de création significative d'emplois - une soixantaine ont été créés à divers établissements publics, dont le Centre Pompidou.

Emmanuel de Roux

Défense : professionnalisation et respect des engagements

Un « recalage » par rapport à la programmation

LE PROJET de budget de la défense pour 1999 met fin à une lente érosion - depuis 1990 - des crédits d'équipement militaire, conformément à un engagement pris, en avril, à Saint-Mandrier (Var), par le premier ministre et approuvé par le chef de l'État. D'un montant global (hors pensions) de 190 milliards de francs, soit une hausse de 2,8 % par rapport à 1998, et de 243,5 milliards (pensions incluses), ce projet de budget se répartit entre les crédits de fonctionnement (104 milliards de francs) et les crédits d'équipement (86 milliards).

A elles seules, les dépenses d'équipement enregistrent une hausse de 6,2 % sans, pour autant, atteindre ce que prévoyait la loi de programmation militaire 1997-2002, avant sa révision au printemps, à savoir 90 milliards de francs. L'enveloppe budgétaire entérine la continuation de la professionnalisation. Elle se traduit, d'une part, par une forte réduction annuelle du nombre des conscrits (quelque 38 900 postes d'appelés seront supprimés en 1999) et, d'autre part, par un recrutement important de personnels de métier (8 800 militaires professionnels de toutes les origines et 4 750 volontaires, dont 3 000 pour la seule gendarmerie dans les zones périurbaines) et par l'embauche de 2 400 employés civils. Pour faciliter les départs volontaires de militaires, il a été prévu d'allouer 810 millions de francs d'aides sous la forme de « péculés » à destination de quelque 900 officiers et 2 000 sous-officiers.

En dépit de sa hausse de 6,2 % (en francs courants) par rapport au budget initial de 1998, le montant des crédits d'équipement traduit, en réalité, une stabilisation de l'enveloppe attribuée annuellement à la modernisation des matériels. L'objet du gouvernement reste, en effet, de réaliser, d'ici à 2002, une économie globale de 20 milliards de francs sur les dépenses d'équipement par rapport à la loi de programmation militaire : « C'est un recalage technique, opérationnel et financier de

la programmation, reconnaît un conseiller du ministre de la défense, Alain Richard, mais ce n'est pas une nouvelle programmation. » Les crédits de paiement consacrés à la dissuasion devraient s'élever à 16,6 milliards de francs, une somme proche de celle de 1998. Ceux qui seront alloués à l'espace permettront notamment de lancer un deuxième satellite de reconnaissance optique (Hélios-1B) et de continuer, à raison de 1,3 milliard de francs, le développement d'une nouvelle génération de satellites d'observation militaire (Hélios-2).

DÉVELOPPEMENT DU RAFALE

Quant aux crédits d'équipement classique, ils devraient se monter à 65,8 milliards de francs, en augmentation très sensible (+8,7 %) par rapport à 1998. Les grands programmes d'armement sont maintenus, comme le char Leclerc, le développement d'un nouveau véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), l'hélicoptère d'attaque Tigre (dont 80 exemplaires seront commandés), le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle (il sera admis en service actif fin 1999 et un troisième avion-radar embarqué sera acquis), une nouvelle frégate du modèle La Fayette, le lancement d'un transport de chalands de débarquement et le financement de l'hélicoptère logistique NH-90 pour l'armée de terre et pour la marine.

L'an prochain verra, enfin, la mise en service de l'avion de combat Rafale dans l'armée de l'air et dans l'aéronavale. A cette fin, il a été réservé un crédit global de 5,6 milliards de francs, qui couvre - outre l'achat de deux appareils, les premiers d'une commande de treize passée en 1997 - le développement de la version F2 du Rafale, qui est destinée à des missions air-air et air-sol. Cette version est plus particulièrement destinée à l'armée de l'air ; elle prévoit de mettre sur pied son premier escadron opérationnel de vingt Rafale à Thionville 2005.

Jacques Isnard

Environnement : le doublement de la dotation

AVEC une augmentation de 15 % du budget environnement, Dominique Voynet peut estimer avoir gagné sa bataille. Son administration se voit enfin reconnaître, dit-elle, comme un ministère « régulier » et non plus comme le « ministère de l'impossible », dont la mission était de réparer les dommages des activités humaines. La priorité affichée par le premier ministre se voit confirmée : le budget de l'environnement s'établit en 1999 à 3,948 milliards de francs, soit 0,3 % du budget de l'État, alors qu'il se voyait limité à 0,14 % depuis dix ans.

Première innovation, il avale la création d'une fiscalité écologique avec la nouvelle taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et un début de rattrapage fiscal entre le gazole et l'essence. Pour M^{me} Voynet, la TGAP permettra une modernisation et une plus grande efficacité de la fiscalité environnementale, qui permettront d'appliquer pleinement le principe pollueur-payeur. Son produit - 1,9 milliard de francs - issu de la fusion de cinq taxes déjà existantes, sera directement affecté au budget général ; en conséquence, l'environnement bénéficiera d'une dotation nouvelle de 1,435 milliard de francs.

Comme promis, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) bénéficie d'une dotation de 500 millions de

francs, afin de « relancer » la politique de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables. Cette mesure permettra la création de cent emplois.

En matière de dépenses, trois priorités sont affichées pour cet exercice budgétaire. En premier lieu, la gestion des espaces naturels, dont les crédits augmentent de 22 %. Afin de renforcer la conservation et la réhabilitation des sites et paysages, un fonds de gestion des milieux naturels (FGMN), doté de 164 millions de francs, est créé : il financera la mise en place du réseau européen des espaces et espèces remarquables dans le cadre de l'application de la directive européenne Habitat Natura 2000, et assurera le renforcement des espaces protégés (parcs nationaux, parcs naturels régionaux, réserves naturelles, conservatoire du littoral, etc.). Un volet spécifique est prévu pour la conservation des animaux sauvages (ours et lynx).

MOYENS HUMAINS EN HAUSSE

La protection de l'eau et des milieux aquatiques constitue la deuxième priorité. La restauration du domaine public fluvial bénéficiera d'une augmentation de 15 % avec, notamment, un plan décennal de prévention des risques naturels d'inondation et un nouveau fonds de concours pour la police de l'eau et de la pêche. Troisième priorité : la prévention des pollu-

tions et des risques. Elle verra ses crédits augmenter de 9,75 % : 50 millions de francs seront affectés aux réseaux de surveillance de la qualité de l'air et 71 millions aux plans régionaux de la qualité de l'air prévus par la loi du 31 décembre 1996. La gestion des risques naturels voit sa dotation augmenter de 50 % : l'objectif est d'accélérer la mise en place des plans de prévention des risques. Un coup de pouce de 5 millions de francs est aussi donné au milieu associatif.

Les moyens humains du ministère se voient considérablement accrus. Les dépenses ordinaires (personnel, fonctionnement) augmenteront de 35 % avec la création de cent quarante emplois pour l'administration centrale (notamment dans les directions régionales de l'environnement et les services d'inspection des installations classées), et de trois cent douze dans les établissements publics sous tutelle (agences de l'eau, parcs nationaux, conseil supérieur de la pêche, Institut français de l'environnement, etc.).

Quant au budget de l'aménagement du territoire, avec 1,8 milliard de francs, il se voit « consolidé » : le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) sera doté de 1,576 milliard de francs, soit un montant comparable à celui de 1998.

Sylvia Zappi

Logement : priorité à la lutte contre les exclusions

AVEC 2,2 % d'augmentation pour 1999, le budget du logement (49,1 milliards de francs) est, dans l'épure fixée pour le budget général de l'État, même s'il marque le pas après l'effort budgétaire engagé en 1998 (6,7 %). Le secrétaire d'État au logement, Louis Besson, hérite d'un budget de consolidation pour ce qui concerne l'aide à la pierre, pour le logement social, comme les aides personnelles au logement, revalorisées en 1997 après quatre années de gel.

Pour ces dernières, une dotation de 34,6 milliards de francs est prévue, en hausse de 6 % par rapport à la loi de finances initiale de 1998. Elle prend en compte l'application en année pleine de l'actualisation intervenue au 1^{er} juillet 1998. Comme en 1998, 80 000 prêts locatifs aidés (PLA), destinés à la construction de logements sociaux, sont inscrits au projet de budget. A l'intérieur de cette enveloppe globale, 20 000 PLA dits « à loyer minoré » et 10 000 PLA « d'intégration » bénéficieront de subventions majorées. Pour la rénovation du parc social, 120 000 prêts « Pahlols » sont budgétés, comme en 1998 ; s'y ajoute une enveloppe de 10 milliards de francs de prêts à taux réduit pour des programmes de démolition-reconstruction.

Pour la relance de la construction neuve dans le parc social - dont les résultats, en 1998, seront sans doute décevants -, le gouvernement mise sur la baisse du taux du Livret A, décidée le 15 juin, sur lequel est assis le financement du logement social. Les organismes HLM devraient ainsi récupérer 15 milliards de francs d'intérêts sur leur dette en cours, et bénéficier de prêts de la Caisse des dépôts et consignations, au taux réduit de 4,3 %, pour la construction et les opérations de réhabilitation.

Dans le parc privé, en revanche, l'enveloppe des crédits de la prime à l'amélioration de l'habitat (PAH), réservée, sous conditions de ressources, aux propriétaires occupants, est maintenue à 800 millions de francs. Quand à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), son enveloppe est reconduite à 2,2 milliards de francs.

DEUX AIDES NOUVELLES

Des mesures fiscales complémentaires viennent toutefois améliorer la situation des propriétaires privés de logements locatifs anciens : la déduction forfaitaire passe de 14 % du montant des loyers perçus à 25 %. Dans le neuf, en revanche, l'amortissement sur l'investissement est minoré : il passe à 8 % du montant de l'investissement les cinq premières années, 2,5 % les quatre suivantes. En outre, dans le neuf comme dans l'ancien, les propriétaires devront s'engager à appliquer des loyers plafonnés pour bénéficier de ces mesures fiscales.

Les hausses budgétaires les plus sensibles concernent le logement des plus démunis et traduisent les engagements pris par le vote de la loi contre les exclusions. Ainsi, les dotations de l'État aux fonds de solidarité pour le logement (FSL), destinés à prévenir les expulsions et à favoriser l'accès au logement, sont fortement revalorisées, avec 490 millions de francs (soit une augmentation de 44 %). Deux aides nouvelles sont créées, l'une à destination des associations qui assurent la gestion de logements d'insertion (60 millions de francs), l'autre (50 millions de francs) pour la lutte contre le saturnisme.

Le financement du prêt à taux zéro pour l'accession sociale à la propriété (110 000 prêts en 1999) réintègre le budget du logement. Les organismes collecteurs du « 1 % logement » qui assurent son financement depuis 1996 verseront encore, en 1999, 6,4 milliards de francs au budget général du logement. Mais ils ont l'assurance, ratifiée par une convention, le 3 août, que cette contribution diminuera progressivement, jusqu'à s'éteindre d'ici à cinq ans.

Christine Garin

Ville : une forte hausse en cohérence avec les orientations du gouvernement

CONFORMÉMENT aux orientations fixées par Lionel Jospin lors du comité interministériel des villes du 30 juin, les crédits spécifiques du ministère de la ville sont en forte hausse (+ 32 %) et passent le cap du milliard de francs. Ils devraient, notamment, permettre de renforcer les moyens de fonctionnement de la délégation interministérielle à la ville (26 millions de francs, soit une hausse de 43 %), et de relancer la politique d'animation dans les quartiers (87 millions de francs, soit une augmentation de 30 %).

Les priorités fixées par le ministre délégué à la ville, Claude Bartolone, concernent essentiellement l'emploi, la sécurité, l'éducation et l'égalité devant le service public. Cela se traduit par une augmentation sensible de la dotation de l'Etat aux contrats de ville qui arrivent à échéance fin 1998 et qui sont prolongés d'un an. Elle passe de 374 millions de francs à 530 millions de francs.

ACTIONS DANS LES ZEP

Le gouvernement assure que l'ensemble des crédits consacrés à la politique de la ville par différents ministères s'élèveront, en 1999, à 18,4 milliards de francs, soit une hausse de 22 %. Ainsi, le ministère de l'intérieur devrait mobiliser 400 millions de francs, dont 197 millions de francs pour les adjoints de sécurité. Le coût des emplois-jeunes, réservés aux habitants des quartiers en difficulté est évalué à 4,8 milliards de francs. L'éducation nationale, pour sa part, devrait réserver 2,1 milliards à des actions liées à cette priorité, notamment dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP).

S'ajoutent à ces crédits d'Etat, une majoration importante de la dotation de solidarité urbaine (3,8 milliards de francs au lieu de 2,8 milliards en 1998), censée abonder les moyens financiers des communes les plus pauvres. Au total, le gouvernement annonce donc une enveloppe globale de 30 milliards de francs consacrée à la politique de la ville, au lieu de 22,7 milliards en 1998.

Ch. G.

Justice : une priorité respectée

Une enveloppe de 26,3 milliards de francs, 1,6 % du budget de l'Etat, et la création de 930 emplois

AVEC UNE PROGRESSION de crédits de 5,6 %, le projet de loi de finances confirme la hausse du budget de la justice déjà engagée en 1998. Traitée comme une priorité, elle va bénéficier d'une enveloppe globale de 26,3 milliards de francs, soit 1,6 % du budget de l'Etat, contre 1,55 % en 1998. Cela se traduira notamment par la création de 930 emplois, la plus importante de tous les ministères.

Cette hausse des crédits a été prioritairement allouée aux services judiciaires, qui bénéficient de 370 nouveaux emplois dont 140 de magistrats. Ces créations de postes - le double de celles de 1998 - devraient permettre la mise en place des « juges de la détention provisoire », prévus par le projet de loi sur la présomption d'innocence. Pour occuper ces postes et réduire les vacances dans les juridictions, la chancellerie prévoit d'accélérer le recrutement de magistrats : les places offertes au

concours de l'Ecole nationale de la magistrature devraient ainsi passer de 145 à 185 en 1999, et 200 magistrats seront recrutés par concours exceptionnels en 1998 et 1999.

PROTECTION DE LA JEUNESSE

Afin de résorber la monnaie du contentieux, le ministère devrait créer 230 nouveaux postes de greffiers ainsi que 400 postes d'assistants de justice. Un effort à évaluer est fait en faveur de la modernisation des juridictions : 64,4 millions de francs seront alloués à la constitution des pôles économiques et financiers, à la création de conseils départementaux d'aide juridique et au développement de maisons de justice. Une enveloppe de 42 millions a été réservée pour permettre, notamment, la mise en place du suivi socio-judiciaire des délinquants sexuels.

Enfin, 673 millions de francs d'autorisations de programme ont

été dégagés pour la construction des tribunaux de Toulouse, Besançon et Rodez ainsi qu'à la modernisation du Palais de justice de Paris.

Autre priorité du ministère, la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), dont les crédits augmentent de 6,4 %. 113 postes d'éducateurs seront créés sur les 150 alloués à la PJJ, soit à l'encadrement des mineurs en détention, ainsi qu'à la généralisation du projet d'exécution de peine, axé sur la préparation à la sortie des détenus. Enfin, trois nouveaux établissements pénitentiaires seront créés en 1999 à Avignon, Lille et Toulouse, tandis que le premier « centre pour peine aménagée », destiné à accueillir les courtes peines, devrait ouvrir ses portes à Metz dès le début 1999.

Enfin, le ministère prévoit de créer 10 nouvelles classes-relais en 1999, ainsi que deux foyers d'hébergement de 18 places et sept « dispositifs éducatifs renforcés »

(ex-unités à encadrement éducatif renforcé).

Traditionnel « poids lourd » du ministère de la justice, l'administration pénitentiaire sera dotée, en 1999, de 344 créations d'emplois. Contrairement à l'année dernière, où l'accent avait été mis sur le recrutement d'agents en milieu ouvert, 220 postes ont été réservés au personnel de surveillance. Ces nouveaux agents devraient être affectés prioritairement à la prise en charge des mineurs en détention, ainsi qu'à la généralisation du projet d'exécution de peine, axé sur la préparation à la sortie des détenus. Enfin, trois nouveaux établissements pénitentiaires seront créés en 1999 à Avignon, Lille et Toulouse, tandis que le premier « centre pour peine aménagée », destiné à accueillir les courtes peines, devrait ouvrir ses portes à Metz dès le début 1999.

Cécile Prieur

Equipement : d'abord les transports en commun

LE RÉÉQUILIBRAGE des interventions de l'Etat entre les différents modes de transport semble prendre un caractère durable. Si le projet de budget de l'équipement et des transports connaît une progression de plus de 3,5 %, ce sont les transports terrestres (ferroviaires, routiers et fluviaux) qui, avec plus de 60 milliards de francs et une progression de 6 %, bénéficient de la plus forte accélération. Les ressources d'origine stricte du budget progressent de 254 millions de francs en moyens d'engagement, mais une plus grande mobilisation des comptes d'affectation spéciale amplifie l'effort.

Les transports ferroviaires et combinés disposeront de 38,63 milliards de francs pour leur fonctionnement. Quelque 800 millions de francs devraient permettre la mise en œuvre de l'avant-projet détaillé du TGV est-européen. Parallèlement, la modernisation et l'amélioration du réseau existant seront accentuées, tandis que la dotation en capital de Réseau ferré de France s'élèvera à 12 milliards de francs en 1999 (contre 10 en 1998).

Pour la deuxième année consécutive, les transports publics de province constituent une priorité

avec une dotation d'autorisations de programme en hausse de plus de 10 % (719,5 millions de francs). Parmi les opérations qui seront ainsi subventionnées, figurent notamment la création ou l'extension de lignes de métro à Lille, Lyon et Rennes, de tramways à Grenoble, Lyon, Montpellier, Nantes, Orléans, Strasbourg et Valenciennes et d'axes d'autobus en site propre à Maubeuge, Rennes, Rouen et Saint-Denis de la Réunion.

LES ROUTES MARQUENT LE PAS

Pour l'île-de-France, les 345 millions de francs d'investissements seront principalement utilisés pour le prolongement de Métro à Saint-Lazare, l'achèvement d'Éole, le prolongement de la ligne C du RER à Pontoise et celui du Trans-Val-de-Marne à Croix-de-Berny.

Les routes sont moins bien loties, avec une baisse de 3,68 % en moyens de paiement et de 1,57 % en autorisation de programme. Alors que le développement du réseau routier national marque le pas, la réhabilitation vers l'entre-tien (+ 6,3 %), la réhabilitation (+ 4,2 %) et la sécurité routière (+ 4 %) se confirment.

Robert Belleret

Agriculture et pêche : revalorisation des petites retraites

LE MINISTÈRE de Louis Le Pen fait partie des secteurs plutôt favorisés puisque le projet de budget de l'agriculture et de la pêche (28,2 milliards de francs) augmente de 3 % par rapport au précédent. Mais si l'on inclut les dépenses du budget annexe des prestations sociales agricoles (Bapsa), c'est une baisse de 4,9 % que l'on enregistre. Une baisse qui s'explique, indique-t-on dans l'entourage du ministre, par la diminution de la subvention d'équilibre de l'Etat au Bapsa étant donné que les autres recettes de celui-ci - TVA, transferts des autres régimes de protection sociale - sont beaucoup plus importantes que l'an dernier.

Ce projet de budget accorde un crédit de 1,2 milliard de francs au financement de la revalorisation des retraites des agriculteurs et des veuves les moins favorisées. Par ailleurs, les crédits de l'enseignement agricole progressent de 6 % avec la création de 180 emplois dont 115 d'enseignants. 300 millions de francs sont prévus pour financer les premiers contrats territoriaux d'exploitation, la mesure phare du projet de loi d'orientation agricole que Louis Le Pen défendra devant les députés au dé-

but d'octobre. Cette somme pourrait être abondée par des crédits européens à hauteur de 450 millions de francs. L'objectif du gouvernement est d'aboutir, en outre, à l'installation de 10 000 jeunes agriculteurs l'année prochaine.

QUALITÉ DES PRODUCTIONS

Dernière priorité : la qualité des productions et le renforcement de la sécurité alimentaire : l'enveloppe réservée à ce secteur est en hausse de 10,5 % et 85 emplois sont créés, notamment pour faire fonctionner la nouvelle agence de la sécurité alimentaire. Quant à la pêche, les crédits sont globalement reconduits et 21 millions sont prévus pour améliorer les investissements à terre : les criées et centres de maréyage.

« Il s'agit d'un budget marqué par l'idée de solidarité qui veut démontrer la volonté du gouvernement de continuer à accompagner le développement et la mutation de l'agriculture et de la pêche », nous a déclaré Louis Le Pen. « Il instaure aussi une nouvelle approche fondée sur le soutien contractuel des actions économiques territoriales des pouvoirs publics. »

François Grosrichard

Recherche : soutien accru pour l'innovation industrielle

L'EMBALLIE de 1998 se prolonge et le budget de la recherche progresse de 1,6 %, à 53,9 milliards de francs. Mais cette hausse, supérieure à l'évolution des dépenses de l'Etat, est réalisée en faveur des organismes publics, dont les subventions sont majorées de 2,2 % : la recherche médicale (Inserm) bénéficie du soutien le plus net (+ 3,3 %), la recherche agronomique (INRA) tire son épingle du jeu (+ 2,2 %), mais le CNRS est moins bien loti (+ 1,6 %). Compte tenu de la croissance de la masse salariale, la marge de manœuvre des établissements est limitée.

Une certaine souplesse doit être introduite, avec la création d'un Fonds national de la science, qui devient l'un des instruments privilégiés de la politique gouvernementale. Doté de 500 millions de francs, il servira à coordonner des études (notamment en sciences de la vie) entre plusieurs organismes, qui pourront redéployer une partie de leurs ressources vers la recherche fondamentale. Un soutien accru est accordé à l'innovation industrielle dans les PME et PMI, par le biais du Fonds pour la recherche technologique, dont les moyens passent de 670 à 700 millions de francs. Des « réseaux » liant laboratoires et entreprises seront développés (agro-alimentaire, transports, génie civil, télécommunications) ou mis en place (santé, aval du cycle nucléaire, environnement, informatique, matériaux). En outre, 200 millions de francs favoriseront la création d'entreprises innovantes.

« L'emploi, qui avait reçu l'an dernier un coup de fouet, progresse encore, mais à un rythme plus lent : 100 postes de chercheurs sont créés et 50 autres d'ingénieurs, techniciens et administratifs, ce qui doit maintenir un taux de recrutement de 3 %. Le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU) exprime sa déception : « Ce budget n'est pas à la hauteur des besoins, surtout en matière d'emploi. »

Pierre Le Hir

La réforme du quotient pénalisera les familles à partir de 40 000 francs de revenu mensuel

Les entreprises bénéficieront de 7,2 milliards de francs d'allègement de la taxe professionnelle

DÉJÀ présenté au conseil des ministres le 22 juillet (Le Monde du 23 juillet), le volet fiscal du projet de loi de finances pour 1999 est conforme à ce qui était attendu. Au total, il prévoit des allègements nets d'impôts qui s'élèvent à 11,7 milliards de francs. Si l'on prend en compte l'effet 1999 des mesures votées en 1998, tel que les récapitule le tableau établi par le ministère des finances (lire ci-contre), on arrive même à un total de 16,1 milliards de francs, voire de 21 milliards de francs si l'on ajoute que la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés sera ramenée de 15 %, en 1998, à 10 %.

Voici les dernières précisions qu'apportent les documents budgétaires :

- **Taxe d'habitation.** Le gouvernement avait annoncé en juillet qu'il engagerait une réforme limitée de cet impôt consistant à appliquer, à partir de l'an 2000, une révision des valeurs locatives cadastrales, qui servent de base à ce prélèvement ; mais il a renoncé à modifier son assiette en prenant en compte, par exemple, les revenus des contribuables. Cette révision des valeurs locatives ne figure pas, toutefois, dans le projet de loi de finances pour 1999. Estimant que le texte comprend déjà un nombre inhabituel de dispositions fiscales, le gouvernement a décidé de faire figurer cette réforme dans le projet de loi de finances rectificatif de fin d'année.
- **Impôt sur le revenu et quotient familial.** Le gouvernement a annoncé, de longue date, que la réforme de l'impôt sur le revenu ne figure pas parmi ses priorités.

Comme chaque année, le barème de l'impôt est revalorisé d'un montant équivalent à la hausse prévisible des prix hors tabac, soit 0,8 % en 1998.

Par ailleurs, à l'issue de la conférence sur la famille, le 12 juin, le

premier ministre avait annoncé la suppression du plafond de ressources, conditionnant l'octroi des allocations familiales, et l'abaissement en contrepartie de 16 380 francs à 11 000 francs par demi-part de l'avantage maximal

en impôt résultant du quotient familial. La réforme du quotient familial figure donc dans ce projet de loi. Elle sera plus ample que prévu initialement. Dans un premier temps, le gouvernement avait souhaité que certains béné-

ciaires de demi-parts, comme les invalides, les handicapés et anciens combattants, ne soient pas touchés. Le Conseil d'Etat a estimé que ce traitement spécifique pourrait entraîner une rupture d'égalité devant l'impôt, ce qui a conduit le

gouvernement à corriger sa copie sur ce point.

Les documents officiels ne donnent que peu d'indications sur l'effet net de ce double dispositif. Tout juste le ministère des finances précise-t-il que la réforme du quotient familial entraînera un prélèvement supplémentaire de 3,9 milliards de francs, contrebalancé par 4,7 milliards de francs de prestations supplémentaires.

On sait, toutefois, dès à présent, que les gagnants et les perdants (Le Monde du 13 juin) de la combinaison de ces deux réformes. Un couple avec un enfant (donc exempt d'allocations familiales) serait touché par une perte de pouvoir d'achat à partir de 40 000 francs de revenu net par mois.

Pour un couple marié avec deux enfants, l'impact se traduirait par un gain mensuel si le revenu net est inférieur à 50 000 francs par mois, mais par une perte au-delà. Un couple marié avec trois enfants bénéficierait d'un gain jusqu'à 60 000 francs de revenus, mais subirait une perte au-delà.

● **Taxe professionnelle.** La réforme a connu plusieurs corrections durant l'été. En particulier, l'allègement ne sera plus, comme prévu, de 8,4 milliards de francs en 1999, mais de 7,2 milliards de francs.

Cette révision découle de plusieurs aménagements. En particulier, le gouvernement a décidé de relever la cotisation minimale : de 0,35 % de la valeur ajoutée, celle-ci passera en plusieurs étapes à 1,5 % en 2001 (Lire page 6).

Laurent Mauduit

Les mesures fiscales prévues pour 1999

ESTIMATION DE L'EFFET BUDGÉTAIRE DES MESURES FISCALES EN 1999

	ENTREPRISES	MÉNAGES	TOTAL
1 Suppression de la taxe professionnelle sur les salaires	-7,2		-7,2
2 Abaissement des taxes sur les ventes de locaux d'habitation		-3,7	-3,7
3 Encourager les transmissions anticipées de patrimoine personnel et professionnel		-0,3	-0,3
4 Unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels	0,0		0,0
5 Allègement des formalités fiscales pour 500 000 très petites entreprises	-0,5		-0,5
6 Crédits d'impôt pour création d'emplois	-3,0		-3,0
7 Crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale		-1,4	-1,4
8 Lutte contre l'évasion fiscale des grandes fortunes et relèvement du taux maximum d'imposition de l'ISF		2,0	2,0
9 Moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie		0,5	0,5
10 Limitation de l'avoir fiscal pour les placements financiers des entreprises	1,0		1,0
11 Modernisation de la taxe d'habitation et des autres impôts locaux		0,0	0,0
12 Baisse à 5,5 % de la TVA applicable aux abonnements EDF-GDF		-4,0	-4,0
13 Baisse à 5,5 % de la TVA sur les appareils destinés aux diabétiques et à certains handicapés		-0,2	-0,2
14 Baisse à 5,5 % de la TVA sur les travaux d'amélioration réalisés par les bailleurs privés de logements sociaux		-0,2	-0,2
15 Gratuité des cartes d'identité		-0,6	-0,6
16 Suppression de la taxe d'examen pour l'obtention du permis de conduire		-0,6	-0,6
17 Suppression de divers impôts et taxes	-0,1		-0,1
18 Rattrapage de la TIPP gazole et gel de la TIPP sur l'essence sans plomb	1,5	1,1	2,6
19 Baisse à 5,5 % de la TVA sur le traitement des déchets faisant l'objet d'un tri sélectif		0,3	0,3
20 Amortissement exceptionnel sur 12 mois des véhicules bicarburants		-0,1	-0,1
TOTAL DES MESURES NOUVELLES 1999 (hors effet 1999 des mesures 1998)	-5,3	-6,4	-11,7
TOTAL GÉNÉRAL (avec effet 1999 des mesures 1998)	-8,3	-7,8	-16,1

La CFDT revendique sa place « au centre du jeu social »

L'organisation de M^{me} Notat lance la préparation de son 44^e congrès

Avant son congrès de décembre, la CFDT reconnaît l'existence d'une opposition interne « d'un type nouveau ». Avec pour principaux actifs à son bilan, la progression des effectifs, la réforme de l'assurance-maladie et la réduction du temps de travail, la CFDT se juge « forte » mais « contestée dans sa culture démocratique ».

SUR LES DOUZE congrès d'organisations de la CFDT qui se sont tenus au premier semestre 1998, huit concernant des régions et quatre des fédérations, un seul, celui de la région Auvergne, a confirmé une majorité en faveur de « Tous ensemble », association hostile à la direction confédérale. C'est dans cette région, où le rapport d'activité de la direction sortante a été voté avec la majorité la plus courte (54 %), contre des moyennes oscillant autour de 70 % pour les autres congrès. Ces résultats sont dans la lignée de ceux enregistrés en 1997, où tous les congrès ont été favorables à la majorité confédérale.

C'est donc avec une certaine sérénité que Nicole Notat, candidate à sa succession, ainsi que l'équipe qu'elle a constituée autour d'elle, abordent le 44^e congrès confédéral de la CFDT qui se tiendra à Lille, du 7 au 11 décembre. Il y a trois ans, à Montpellier, M^{me} Notat avait affronté l'opposition conjuguée des partisans de Jean Kaspar, qui lui avaient reproché la manière forte avec laquelle elle avait pris la place du premier successeur d'Edmond Maire, et des opposants traditionnels à la ligne confédérale, qui suivant les sujets abordés pouvaient réunir entre 20 % et 40 % des voix.

LES POINTS MARQUÉS

Le rapport d'activité, présenté jeudi 10 septembre, reflète cet état d'esprit, montrant une CFDT qui a su tirer son épingle du jeu « au cœur d'une période difficile ». Sur les trois ans écoulés, la CFDT estime avoir marqué des points qui confirment « l'efficacité du choix d'un syndicalisme de transformation sociale ». A son actif, la confédération place en tête la réforme de l'assurance-maladie, « l'ultime chance de sauver une sécurité sociale gravement menacée », et la réduction de la durée du travail, désormais reconnue et utilisée comme politique en faveur de la création d'emplois.

Revendiquant 723 500 adhérents en 1997, soit une progression de 5 % en moyenne, chaque année depuis trois ans, la CFDT entend se présenter à la fois comme une

force de « proposition » et d'« action », « débouchant par un rapport de forces maîtrisé, sur la négociation et sur des résultats ». « Pendant cette période, la CFDT a été au centre du jeu social ». La CFDT fait le bilan d'une confédération syndicale « forte » et « en développement », mais aussi « contestée dans sa culture démocratique ». « Des décalages ont parfois pu apparaître entre la clarté des orientations et des principes largement partagés qui donnent sens à notre action, et les difficultés suscitées par leur mise en œuvre », relève la direction de la CFDT.

Reconnaissant « la constitution inédite d'une opposition structurée »

relève sont « le domaine du financement concernant la part des entreprises » et la « réorganisation du système de soins ».

A propos des 35 heures, la CFDT note que l'application de la loi Aubry « s'avère conflictuelle », comme dans la métallurgie, en raison notamment de l'hostilité du patronat. Sur les emplois-jeunes, la CFDT considère que ses « craintes » d'une « dérive vers une logique strictement administrative » sont « fondées ». En matière d'exclusion, elle rappelle son « désaccord avec les formes d'action » des associations de chômeurs qui ont occupé des Assedic fin 1997.

Dans un paysage syndical « do-

L'UNSA critique la ministre de l'emploi

L'Union nationale des syndicats autonomes se vit comme le « vilain petit canard » de la niche syndicale, et Alain Olive, son président, a souligné, mercredi 9 septembre, que Martine Aubry, ministre de l'emploi, se montre « moins frileuse » à l'égard de l'UNSA, en recevant officiellement ses représentants. Lors d'une conférence de presse à Paris, M. Olive a proposé « aux organisations favorables à la loi Aubry sur les 35 heures de former un front commun, face au patronat », qui se joue des divisions syndicales, comme le montre l'accord, « scandaleux », à ses yeux, signé dans la métallurgie. Il a plaidé pour « la reconnaissance d'accords signés par des organisations majoritaires » dans les branches et les entreprises qui « pousseraient à des alliances dans le paysage syndical et constitueraient un élément de clarification ».

Sur la protection sociale, M. Olive a estimé qu'il y a « un effacement sur ce dossier » et que M^{me} Aubry est « la principale responsable » de cet « état de confusion généralisée » qui « donne des armes à ceux qui veulent foutre en l'air la réforme de la Sécu ».

dans la tendance « Tous ensemble », la confédération estime que ces opposants internes entretiennent « des clivages organisationnels, porteurs d'échec ». « Contre toutes les règles du fédéralisme CFDT, "Tous ensemble" se comporte comme une CFDT bis, imprimant et diffusant un journal, ayant recours à l'expression publique, écrivant aux députés au nom de "CFDT en lutte", etc », il a précisé.

Sur l'assurance-maladie, la CFDT estime que « le risque d'un enlisement de la réforme est récurrent » et que « la répartition des responsabilités entre l'Etat et les partenaires sociaux demeure une question délicate ». Pour elle, les « défis » à

relever sont « le domaine du financement concernant la part des entreprises » et la « réorganisation du système de soins ».

Alain Beuve-Méry

Mutuelles et assurances prêtes à financer la couverture médicale universelle

La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, annonce, après la remise du rapport de Jean-Claude Boulard, le dépôt d'un projet de loi « dans les délais les plus brefs »

LE DÉPUTÉ SOCIALISTE de la Sarthe, Jean-Claude Boulard, en est persuadé : les conditions de mise en place d'une couverture maladie universelle peuvent être réunies très rapidement. Ce dossier avait été ouvert par Alain Juppé, en décembre 1995, dans le cadre de la réforme de la Sécurité sociale. Mais depuis rien de concret n'a été engagé alors que les associations de lutte contre les exclusions ne cessent de décrire l'urgence de la situation : 0,3 % de la population, soit 150 000 personnes, n'accèdent pas à un régime de base de la protection sociale, et 12 %, soit 7 millions de personnes, ne bénéficient pas de couverture complémentaire.

En juin, Lionel Jospin a confié à M. Boulard une mission de concertation et de propositions sur ce dossier. Le premier ministre, dans sa lettre au député, cadrait « cette réforme d'ampleur » : elle devait garantir « aux personnes en situation de précarité de se faire soigner comme les autres », il répétait que le gouvernement « refusait toute solution qui pourrait se traduire par une médecine spécifique ou par une modulation des remboursements en fonction des revenus ».

A l'assurance-maladie universelle (AMU), telle que la démissionnait M. Juppé, M. Jospin préfère la couverture maladie universelle (CMU). La première, souligne M. Boulard dans son rapport rendu au public jeudi 10 septembre, risque de « déboucher sur une filière sanitaire des pauvres », qui « maintient leur exclusion du droit commun ». Alors que la CMU ouvre aux personnes en difficulté le système de soins pour tous.

Dans son rapport, synthèse d'une « large concertation », M. Boulard envisage trois scénarios pour la mise en place de la CMU. Le premier, intitulé « couverture décentralisée encadrée », s'appuie sur les conseils généraux qui ont déjà en charge, via le RMI et l'aide médicale, une partie de la gestion sociale de l'exclusion. Mais M. Boulard rappelle « le précédent douloureux » de la prestation spécifique dépendance : différents rapports, rendus publics en juin, avaient mis en évidence les fortes disparités entre les départements dans l'attribution de cette allocation. Pour la CMU, il préconise l'institution d'un barème national, mais observe que les conseils généraux « ne souhaitent pas conserver la compétence en matière de santé et sont favorables à la recentralisation du risque ».

« LOGIQUE DE SANTÉ PUBLIQUE »

Dans le deuxième scénario, le rapporteur examine les conséquences d'une « couverture centralisée ». Selon lui, il permettrait d'inscrire « la question de l'accès aux soins dans une logique de santé publique, alors que l'accès décentralisé la maintient dans une démarche d'action sociale ». Ce scénario, indique M. Boulard, « a pour intérêt décisif d'ouvrir à tous le droit commun ». La centralisation offre « enfin » l'occasion de simplifier les règles d'affiliation au régime général, une revendication répétée des associations de lutte contre les exclusions.

Mais avec ce scénario, la gestion de la couverture complémentaire serait intégrée au régime général, rompant ainsi avec les

règles communes de la couverture maladie. La CFDT et le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie ont exprimé leurs « réserves » sur cette hypothèse. Les acteurs de la couverture complémentaire ont fait part de leur « hostilité ».

D'où le troisième scénario envisagé par M. Boulard : « La couverture partenariale ». Le régime de base serait centralisé mais les acteurs de la couverture complémentaire (mutuelles, la Prévoyance, et les assurances) participeraient à la prise en charge d'une partie de la CMU. « Cette position de principe » affichée est un élément essentiel de la CMU, insiste M. Boulard, car elle place les exclus dans le champ commun. Pour financer cette extension de la couverture complémentaire, dont le coût brut s'élève à 6 milliards de francs, M. Boulard suggère que les personnes concernées s'acquittent d'une cotisation de 30 francs par mois, soit 1,4 milliard de francs. Les acteurs de la couverture complémentaire apporteraient 2,2 milliards de francs, autant que l'Etat.

Le premier ministre s'est « félicité de la contribution décisive que représentent les propositions de Jean-Claude Boulard », tout comme Martine Aubry, jeudi 10 septembre, la ministre de l'emploi a annoncé qu'elle allait engager, « avec l'appui de M. Boulard », la concertation nécessaire « afin qu'un projet de loi soit déposé au Parlement dans les délais les plus brefs et au plus tard avant la fin de l'automne ».

Bruno Caussé

Affiche de têtes au Musée du Luxembourg

DÉPÊCHES

■ EUROPÉENNES : l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua a jugé prématuré d'évoquer la préparation des listes pour les élections européennes de juin 1999, jeudi 10 septembre, sur RMC. « L'important, c'est le traité d'Amsterdam », a souligné le sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, ajoutant qu'il est « résolu contre ». Mercredi 9 septembre, le député Pierre Lellouche (RPR, Paris) avait déclaré, sur LCI, que « ça ne le gênerait pas » que M. Pasqua et Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, constituent une liste concurrente de celle de l'Alliance.

■ SONDAGE : une liste du PS conduite par son premier secrétaire, François Hollande, recueillirait 28 % des suffrages aux élections européennes de juin 1999 et devancerait de 3 points une liste de l'Alliance (RPR, UDF et DL) emmenée par Philippe Séguin, selon un sondage réalisé par l'IFOP, les 4 et 5 septembre, auprès d'un échantillon représentatif de 937 personnes et publié par l'hebdomadaire VSD (daté 11 septembre). Selon cette enquête, une liste du Front national conduite par Jean-Marie Le Pen recueillirait 15 % des suffrages (et 14 % avec Bruno Mégret en tête de liste), une liste Villiers-Pasqua 8 %, tandis qu'une liste du PCF emmenée par Robert Hue et celle des Verts conduite par Daniel Cohn-Bendit seraient à égalité (7 %).

■ PHARMACIENS : le conseil d'administration de l'Union nationale des pharmaciens de France (UNPF) a approuvé, sous certaines réserves, un projet d'accord avec le gouvernement instaurant notamment le droit de substitution d'un médicament, ainsi qu'un nouveau mode de rémunération des pharmaciens, a indiqué, mercredi 9 septembre, l'UNPF.

LE PRÉSIDENT de la République, le ministre des relations avec le Parlement, le médiateur de la République, le maire de Paris, des membres du Conseil constitutionnel, plusieurs anciens ministres, le secrétaire général du gouvernement, plusieurs membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le préfet de police de Paris, le président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, le président de la Commission nationale des comptes de campagne, une quarantaine d'ambassadeurs, le directeur de cabinet et le chef de cabinet du président de l'Assemblée nationale... Une telle « affiche » réunie à trois semaines d'un scrutin ferait pâle d'envie n'importe quel politique lancé dans une compétition électorale.

Candidat à sa propre succession à la présidence du Sénat, René Monory avait pourtant le triomphe modeste, mercredi 9 septembre, lors de l'inauguration de l'exposition Média Sénat au Musée du Luxembourg. Il est vrai que son entourage ne cesse de répéter que le sénateur de la Vienne « ne fait pas campagne », pour la simple et bonne raison qu'il n'y aurait « pas de campagne ». Négligées, les prétentions du président RPR de la commission des finances, Christian Poncelet, qui présentera, mardi 15 septembre, au bureau de son groupe, les raisons de sa candidature à la candidature (Le Monde daté 6-7 septembre). Oubliées, les interrogations observées cet été chez les centristes (Le Monde du 31 juillet).

Le candidat qui ne fait pas campagne a accueilli le chef de l'Etat, à midi, sur le parvis du Musée du Luxembourg. Il l'a suivi, pas à pas,

dans les allées de l'exposition, aux côtés du directeur général de la communication du Sénat, Alain Delcamp, qui a rappelé à quel point le Sénat est « porteur de modernité ». M. Chirac, dont les paroles valent de plus en plus cher au fur et à mesure que l'on s'approche de la date du scrutin, s'est bien gardé de prendre ouvertement parti dans la bataille qui se profile. M. Chirac a pris soin, peu après son arrivée, de saluer M. Poncelet d'un « Christian, tu vas bien ? ».

RENDEZ-VOUS

Dans son compte-rendu de l'inauguration, l'Agence France Presse faisait savoir que le président de la commission des finances serait reçu, jeudi, par le chef de l'Etat. Un rendez-vous prévu avant l'été, selon l'Élysée, il y a une dizaine de jours, selon M. Poncelet.

Ces légers correctifs apportés, M. Chirac s'est prêté de bonne grâce au « jeu de loi » organisé, à partir d'écrans informatiques, dans un hémicycle de soixante places. Il s'est entretenu, notamment, des possibilités offertes par Internet à qui veut se plonger dans le détail des institutions françaises.

A quelques mètres de là, Simone Veil conversait avec Alain Peyrefitte, tandis que le médiateur de la République, Bernard Stasi, était en grande discussion avec Jacques Toubon. Le maire du treizième arrondissement de Paris prenait soin d'éviter Jean Tiberi, qui s'efforçait, en ce qui le concerne, de rester dans les traces de M. Chirac. Comme tout le monde, ceux-là avaient la tête ailleurs.

Jean-Baptiste de Montvalon



SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

ÉDUCATION Pour la génération qui arrive dans le second cycle, « le lycée du XXI^e siècle » voulu par Claude Allègre va rester cette année un rêve de papier. ● LA RÉ-

FORME se mettra en place progressivement et ne sera effective, pour l'essentiel, qu'à partir de l'année 1999-2000. ● L'OBJECTIF du ministre de l'éducation nationale est de di-

minuer l'horaire hebdomadaire des élèves et de leur fournir une aide personnalisée, ce qui suppose une autre manière d'enseigner. ● EN CETTE RENTRÉE, seuls les profes-

seurs des classes préparatoires étaient invités par leurs organisations syndicales à faire grève, le SNES ayant finalement repoussé au 24 septembre son appel à cesser les


cours. ● EN SEINE-SAINT-DENIS, cette décision, prise par la direction du syndicat, passe mal auprès des adhérents, qui l'assimilent à une reculade.

Les lycées ont rendez-vous avec la réforme l'année prochaine

La rénovation voulue par Claude Allègre pour le second degré se mettra en place progressivement. Elle s'attachera, sur trois ans, à réduire l'horaire hebdomadaire des élèves et à renforcer l'aide personnalisée

SERAIENT-ILS les seuls tribulations de la rentrée ? Jeudi 10 septembre, jour de rentrée des lycées, bon nombre de professeurs des classes préparatoires ont décidé de ne pas accueillir leurs élèves, en raison de la baisse de rémunération des heures supplémentaires (lire aussi page 36). Le mot d'ordre de grève syndical a en revanche été levé pour leurs collègues du second degré ou de l'enseignement agricole et les 2 349 300 lycéens ont pu, dans l'ensemble, effectuer normalement leur rentrée, une semaine après les écoliers et les collégiens. Cette semaine de grâce pour les lycées, une faveur accordée par François Bayrou aux profs pour compenser les tardives corrections du baccalauréat, sera d'ailleurs la dernière. L'an prochain, tous les élèves rentreront le même jour.

Pour la génération qui arrive aujourd'hui dans le second cycle, ou qui s'y trouve, le « lycée du XXI^e siècle » voulu par Claude Allègre reste pour l'essentiel un rêve de papier. Comme toute réforme qui engage la modification d'un cursus, elle ne peut se mettre en place que progressivement : l'an prochain en seconde, l'année d'après en première, la troisième année en terminale. A l'exclusion de quelques mesures de vie scolaire qui peuvent prendre effet dès cette année, la rénovation du cycle

Les projets pour le lycée du XXI ^e siècle		
ELEVES		PROFESSEURS
<p>REDUCTION DE L'HORAIRE HEBDOMADAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> horaires variables selon les séries allant jusqu'à 32h/se. Filière générale : 28 ou 29 h (option) Filière technologique : 30 h ou 32 h <p>CALENDRIER : Secondes : horaire diminué de trois h./sem. en 1999-2000. 1^{re} : 2000-2001 Terminale en 2001-2002</p> <p>AIDE AU TRAVAIL PERSONNEL DE L'ELEVE</p> <p>Le temps dégagé serait utilisé pour des travaux en petits groupes de soutien. Mise en place d'un suivi plus souple.</p> <p>PROFESSEUR : Mise en place de conseils de la vie lycéenne paritaires adultes-élèves et création, dans chaque établissement, d'une « maison des élèves » (dès cette rentrée).</p> <p>PROFESSEUR : Redéfinition d'une vraie filière professionnelle avec généralisation de l'alternance.</p> <p>PROFESSEUR : Pas de date</p>	 <p>Ces projets vont concerner 4 500 établissements accueillant 2 350 000 lycéens dont 812 700 dans l'enseignement professionnel et 1 537 000 dans l'enseignement général et technologique.</p>	<p>MODIFICATION DU SERVICE HEBDOMADAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> Certifiés : 18 h Agénies : 15 h Cargées : 15 h de cours + 4 h d'activités pédagogiques et de soutien <p>PROFESSEUR : La négociation est gelée sur ce point, jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur les 35 heures dans la fonction publique. Le projet pourrait même être abandonné au profit d'autres solutions.</p> <p>PROFESSEUR : Création d'un enseignement d'éducation civique, juridique et politique pour tous les lycéens (expérimenté cette année).</p> <p>PROFESSEUR : Développement de l'enseignement des langues étrangères (pas de date).</p> <p>PROFESSEUR : Maitrise des nouvelles technologies (mise en place progressive).</p> <p>PROFESSEUR : Allègement des programmes et recentrage sur les « connaissances de base, les apprentissages fondamentaux, la maîtrise des savoirs structurants ».</p> <p>PROFESSEUR : Premier allègement des la Toussaint, puis probable réforme suivant le calendrier des modifications horaires.</p> <p>PROFESSEUR : Refonte des manuels scolaires (en discussion).</p>

d'études du lycée sera une affaire longue et complexe. Loin de l'effervescence de la consultation nationale conduite par Philippe Meirieu, commence aujourd'hui un travail aussi diplomatique que technique, pour définir l'aplace

et le rôle de chaque discipline. ● Les élèves : horaire réduit, aide personnalisée, meilleure vie scolaire. L'objectif du ministre Claude Allègre est exactement le même que celui de Lionel Jospin en 1991, alors ministre de l'éducation nationale : diminuer l'horaire hebdomadaire des élèves, doter le lycéen d'une meilleure aide au travail personnel, la nouvelle maquette de la classe de seconde, la première à entrer en application, devrait être prête début novembre.

Comment passer d'un semaine de 29,5 heures ou 32,5 heures, selon les options, à une semaine de 26,5 heures, sachant qu'il faudra devenir meilleur en langues vivantes, faire de l'informatique, recevoir un enseignement « civique, juridique et politique » ? Une solution, vers laquelle s'achemine le ministère, consiste à

supprimer les « modules », ces fameuses heures de soutien, trois par semaine, mises en place par l'équipe Jospin (lire ci-dessous). Comment alors améliorer l'aide au travail personnel des élèves ? Partir sur l'idée, jugée dangereuse par le SNES, principal syndicat du second degré, que ce soutien individualisé serait facultatif, le ministre réfléchit à une solution intermédiaire : une partie obligatoire, une semi-obligatoire (l'élève étant désigné par le professeur pour faire partie d'un groupe de soutien) et une facultative.

Pour réduire l'horaire hebdomadaire des élèves, la marge de discussion réside également dans le statut qu'il convient d'accorder à chaque discipline : certaines d'entre elles pourraient passer du rang d'option à celui d'enseignement commun. Les sciences économiques et sociales pourraient ainsi devenir obligatoires et se transfor-

mer pour partie en éducation « civique, juridique et politique ». Au chapitre de la vie scolaire, une circulaire va être diffusée, invitant les établissements à créer des conseils de la vie lycéenne, sortes d'instances paritaires adultes-élèves où se régieraient les problèmes de la vie quotidienne et pédagogique : interventions sur le règlement intérieur, la cantine, la bibliothèque, etc.

Au printemps, un décret les officialisera, puisque leur création auprès du conseil d'administration des établissements implique une modification du statut des lycées. Il est également prévu d'intégrer les lycéens du privé dans les conseils académiques de la vie lycéenne (CAVL, créés par Lionel Jospin) et de rallonger le mandat de leurs membres. Rappelons que la loi d'orientation de 1989, votée à l'initiative de l'actuel premier ministre, avait créé dans les lycées un

« conseil des délégués des élèves », présidé par le chef d'établissement et destiné à formuler des propositions sur « les questions relatives à la vie ou au travail scolaires », ou à donner son avis.

● Les enseignants : travailler autrement. L'idée est loin d'être neuve, puisque M. Jospin avait essayé de la vendre aux enseignants contre la « revalorisation » de leurs salaires. La même antienne revient depuis quinze ans : il faut en finir avec le cours magistral et enseigner de façon plus individualisée aux élèves. Si la majorité des professeurs ne semble plus opposée à cette idée, il reste à la mettre en place sans pour l'instant toucher au temps de service des enseignants. Matignon l'interdirait tant que le travail interministériel sur les 35 heures dans la fonction publique n'a pas abouti. Exit donc le « 15 heures de cours + 4 heures de soutien » proposé par Philippe Meirieu. Reste à voir s'il n'est pas possible de trouver de nouvelles équivalences dans le temps de service des enseignants, par exemple 1 heure de cours équivalant à 2 heures d'études surveillées.

Pour le reste, un allègement des programmes devrait être annoncé à la Toussaint, en attendant un toilettage plus approfondi qui serait confié au Conseil national des programmes (CNP). La redéfinition de la filière littéraire et la création d'un baccalauréat technologique en sont encore aux prémices. Que reste-t-il de l'intense agitation qui a entouré la consultation nationale sur les lycées voilà quelques mois ? Des 4,5 millions de questionnaires déposés ? On le saura sans doute avec précision lorsque le texte fixant définitivement les modalités de la réforme sortira, vers la fin de l'année civile. Mais il est d'ores et déjà à craindre qu'il n'en reste que le projet, ravivé au goût du jour, que M. Allègre avait déjà en tête.

Béatrice Gurrey

Quelques établissements sont en grève

Plusieurs écoles élémentaires sont actuellement en grève pour dénoncer des sursis et réclamer la création de classes supplémentaires. C'est le cas notamment dans trois écoles du Val-de-Marne - Pasteur à Fresnes, Lebon à Villejuif, Pablo-Picasso à Limeil-Brévannes - mais aussi à l'école primaire de l'Abbaye à Limoges (Haute-Vienne), à l'école maternelle de Verfeil (Tarn-et-Garonne) et à celle de Bois-le-Roi (Seine-et-Marne) que les parents occupent jour et nuit depuis le 5 septembre.

Dans le secondaire, plusieurs établissements sont également en grève pour obtenir du personnel de surveillance ou pour que des postes soient pourvus. Ainsi, les collèges Paul-Eluard à Vigneux-sur-Seine (Essonne), Desnos à Orly et Paul-Eluard à Bonneuil (Val-de-Marne) dénoncent « une rentrée inacceptable ». Enfin, à Paris, le rectorat doit affronter la colère des parents dont les enfants n'étaient toujours pas affectés à la veille de la rentrée dans les lycées.

En Seine-Saint-Denis, la direction du SNES a les oreilles qui sifflent

LE « COLLECTIF » des établissements en lutte de la Seine-Saint-Denis a repris ses habitudes. Mercredi 9 septembre, à la Bourse du travail de Paris - là où se réunis-

REPORTAGE

Une militante : « Je suis écoeuvée, indignée. Allègre a un boulevard devant lui »

saient après chaque manifestation du printemps dernier les grévistes du 93 -, quelque quatre-vingts enseignants, représentant cinquante-cinq collèges ou lycées de ce département, se sont retrouvés pour faire un bilan des conditions de la rentrée. « Grâce à la création d'une nouvelle classe de sixième, nous avons, en moyenne, vingt et un ou vingt-deux élèves par classe. C'est une immense satisfaction que nous mettons au crédit de notre forte mobilisation », explique un professeur du collège Langevin à Rosny-sous-Bois. « On respire mieux à cette rentrée, car nous avons obtenu notre classement en zone d'éducation

prioritaire (ZEP) et une baisse des effectifs par classe », poursuit un enseignant du collège Descartes au Blanc-Mesnil.

Les uns après les autres, chaque représentant des établissements dresse un état des lieux des moyens acquis grâce au plan de rattrapage, mais aussi des promesses non tenues. Si les nouvelles dotations horaires ont permis de dédoubler des classes et d'améliorer le taux d'encadrement, les griefs ne manquent pas pour dénoncer la « pagaille administrative » de cette rentrée. Dans une grande partie des établissements, des postes d'enseignants, de conseillers principaux d'éducation (CPE) et d'assistants sociaux ne sont toujours pas pourvus et les surveillants manquent cruellement à l'appel. Certains collèges n'ont pour l'instant qu'un seul, voire aucun « pion ». Un collège d'Aulnay-sous-Bois est en grève depuis lundi, estimant que sans surveillant la sécurité des élèves n'est pas assurée. Ce problème d'encadrement, auquel s'ajoute la disparition progressive des appels du contingent du fait de la fin prochaine de la conscription, fait craindre à certains enseignants que les aides-éducateurs soient de plus en plus utilisés pour des fonctions de surveillance. « Les emplois-jeunes ne devaient pas se substituer à des emplois déjà existant », rappellent des professeurs.

Mais de là à dire que le compte n'y est pas et qu'une nouvelle grève est nécessaire, il y a un pas qui est loin d'être franchi. L'heure est davantage à l'attentisme. D'autant que l'annonce du report - du 10 au 24 septembre - du mot d'ordre d'arrêt de travail du Syndicat national des enseignants du

second degré (SNES-FSU) a jeté le trouble dans les esprits. Si cette « reculade » face à Claude Allègre fait « sourire » dans les rangs des non-syndiqués, mais aussi dans ceux de SUD-Education et de la CGT, elle est perçue comme une « trahison » par les sections locales du syndicat. La réunion, lundi 7 septembre, des secrétaires du SNES 93 a été très houleuse, la grande majorité des participants considérant que leur syndicat avait « cédé au chant du ministre ».

« ON A L'AIR DE PITRES »

« Je suis écoeuvée, indignée. Allègre a un boulevard devant lui. J'ai envie de déchirer ma carte, car on prend vraiment les militants pour des imbéciles », s'insurge une enseignante du SNES pour qui les « soi-disant avancées obtenues ne sont que des mirages ».

« Voilà trois mois qu'on annonçait cette grève, et on apprend par la presse qu'elle est annulée, alors que la situation en Seine-Saint-Denis n'est toujours pas à la hauteur de nos espérances et que se pose le problème de la baisse de rémunération des heures supplémentaires et de la mise en place du mouvement déconcentré d'affectation », regrette un autre syndiqué, qui se dit « scandalisé ».

« Chez nous, la grève avait été votée. C'est un coup de poignard dans le dos, on a l'air de pitres », déplore un enseignant de Saint-Denis. En apprenant que le SNES a maintenu le mot d'ordre de grève uniquement dans les classes préparatoires, un professeur résume avec dépit : « On ne mélange pas les torchons et les serviettes ».

Quoi qu'il en soit, cette grève du 10 était loin de faire l'unanimité. Trop précoce, trop courte, bon

nombre de membres de l'assemblée générale préfèrent « garder des cartouches et des forces pour la prochaine bataille d'Allègre », mais aussi pour prendre le temps de préparer leurs troupes. Car dans bon nombre d'établissements le pourcentage de nouveaux enseignants, parfois fraîchement sortis des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), est important, atteignant dans certains endroits plus de 40 %. « Ils sont davantage préoccupés par la manière dont ils vont tenir leur classe », constate un ancien du 93. Et puis il y a la pression des parents d'élèves, qui auraient sans doute mal accepté une nouvelle grève.

Tout au plus, des membres de l'assemblée générale ont proposé un rassemblement, la semaine prochaine, devant le rectorat de Créteil ou l'inspection académique pour exiger que tous les postes soient pourvus et pour dénoncer « l'ignominie de la précarité » - emplois-jeunes, maîtres auxiliaires, vacataires, contractuels - dans l'éducation nationale.

Sandrine Blanchard

Le casse-tête de l'aide personnalisée à l'élève

AVEC un sens de l'à-propos indéniable, l'inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) a établi en juin 1998 un rapport, non publié, sur les « modules » mis en place au lycée en 1992, dans le cadre de la « rénovation pédagogique du lycée ». Mesure-phare de la réforme Jospin, il s'agit ni plus ni moins de l'aide au travail personnel de l'élève qui resurgit aujourd'hui. Et reste l'éternel problème du lycée de masse. Quelques conclusions des deux inspecteurs, Marc Baconnet et Marc Fort, méritent sans doute, par leur pertinence durable, d'être retenues.

Les inspecteurs rappellent auparavant que les modules, soit trois heures par semaine en seconde en français, maths, langues, histoire-géographie et deux heures en première, sont destinés à « enseigner de façon différente dans un autre cadre que l'heure de cours ». Les enseignants doivent y aider les lycéens à combler leurs lacunes méthodologiques et s'en servir pour « gérer l'hétérogénéité croissante des classes ».

Or, six ans après leur création, les modules ont presque systématiquement tourné aux séances de travaux pratiques en demi-classes, sans se préoccuper des besoins réels des élèves. Autrement dit, pendant que le premier groupe, absurde classé par liste alphabétique, ou par langue vivante, fait du français, le second se penche sur les maths. Comme l'écrit l'inspection, « ce n'est pas parce que huit élèves ont besoin d'apprendre à rédiger un paragraphe que les seize autres doivent nécessairement se re-

trouver tous en mathématiques ». En première, les modules tournent systématiquement au bachotage de l'épreuve anticipée de français. L'évaluation nationale conduite à l'entrée en seconde est « rarement prise en compte » dans la constitution des groupes. Bref, « l'obscurité et l'absence de réflexion des modules » se heurte à bien des obstacles.

« ESPACE DE LIBERTÉ »

Parmi ceux-ci, l'existence d'options « bien plus valorisantes pour les établissements », le manque de locaux, la difficulté à contrôler les présences, le tropisme des enseignants vers les traditionnels travaux dirigés, la rigidité de l'institution, sa difficulté majeure à former et à informer... Il y a fort à parier que ce diagnostic si juste n'a pas varié depuis des années.

Pourtant, les modules ont apporté un « espace de liberté » très apprécié des enseignants ; ils ont permis une relation différente avec les élèves, eux-mêmes très amateurs de ce qu'ils appellent « les cours de modules ». Le travail en groupe restreint, quel qu'il soit, plaît aux lycéens et à leurs profs. Dans bien des cas, ils ont suscité un travail d'équipe parmi les enseignants. Et même, « beaucoup de professeurs reconnaissent qu'ils ont pu régler par ce biais des difficultés d'ordre disciplinaire ».

En conclusion, malgré « de réelles déceptions », l'inspection juge que « ce serait une grave erreur de supprimer ou de restreindre la pratique des modules, même si le nom ne correspond pas à la chose ».

B. G.

Nouvelle Collection
DU BEAU VETEMENT A
LA SIMPLE RETOUCHE

LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Très grand choix
de tissus et de prix
Depuis 1894
27, rue du 4-Septembre, Paris 2e
Tel : 01.47.42.70.61

CD - CD Rom - Vidéos

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos

(envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Le parquet de Paris ouvre une information judiciaire sur le fonctionnement de la MNEF

La mutuelle étudiante a créé une cascade complexe de filiales prestataires de services

Le parquet de Paris a ouvert, mercredi 9 septembre, une information judiciaire dans l'affaire de la Mutuelle nationale des étudiants de

France. La Cour des comptes n'avait pas découvert d'anomalies suffisamment graves pour justifier des poursuites en enquêtant sur le régime

de sécurité sociale des étudiants. En revanche, le fonctionnement de la MNEF a fait l'objet, en août, d'une note transmise au parquet.

APRÈS la transmission, en août, d'une note de la Cour des comptes sur la gestion de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), le procureur de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, a ouvert, mercredi 9 septembre, une information judiciaire contre X pour faux, usage de faux, abus de confiance et recel ainsi que pour prise et conservation illégale d'intérêts. Le dossier a été confié aux juges d'instruction Armand Riberoles et Françoise Neher. Le parquet a également diligenté une enquête préliminaire sur les relations entre la MNEF et sa trentaine de filiales commerciales. Pour prendre ces décisions, il n'a pas attendu le rapport définitif de la Cour des comptes sur la gestion de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), qui doit être adressé dans les prochains jours.

Dirigée depuis 1983 par Olivier Spithakis, la principale mutuelle gère la protection sociale de 600 000 étudiants affiliés et prend en charge les prestations complémentaires de 200 000 « adhérents » pour un budget d'environ 500 millions de francs. Essentiellement à partir de 1990, elle a entrepris une politique de diversification dans la communication et l'informatique pour ses besoins propres, mais aussi en direction des étudiants dans l'assurance, le logement et la restauration. Depuis plusieurs mois, des enquêtes de la Cour des comptes, l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et la commission de contrôle des mutuelles tentent d'éclaircir cette « nébuleuse » de sociétés dotées de

dirigeants communs bénéficiant d'indemnités complémentaires à leur traitement assuré par la Mutuelle.

DÉVELOPPEMENTS POLITIQUES

L'affaire a, depuis, connu des développements politiques avec la mise en cause de dirigeants ou de salariés de la mutuelle qui sont, pour la plupart issus du syndicalisme étudiant. Outre d'anciens élus ou membres de cabinets ministériels reclassés dans l'entreprise, ont été particulièrement visés Jean-Marie Le Guen, député de Paris, premier secrétaire de la fédération de Paris du PS et ancien directeur médical de la mutuelle, ainsi que Jean-Christophe Cambadélis, actuel numéro 2 du PS, salarié jusqu'en 1992 d'une des mutuelles associées, puis d'une société de communication liée par convention à la MNEF. C'est d'ailleurs la politique de communication de la Mutuelle et les relations « privilégiées » qu'elle entretient avec trois sociétés, filiale et prestataires de service, qui justifient, selon le parquet, l'ouverture de l'information judiciaire pour « faux, usage de faux, abus de confiance et recel » ainsi que le chef de « prise et conservation illégale d'intérêts ».

Dans le cas de Pollicette, une agence spécialisée dans la communication politique des municipalités, des associations et les campagnes des candidats – dont celles de Dominique Strauss-Kahn et Jean-Marie Le Guen –, les magistrats devraient s'interroger sur la signature d'un contrat de trois ans avec la MNEF pour la réalisation

d'une charte graphique et la réalisation de ses publications. Le PDG de cette société, Gérard Obadia, ancien secrétaire de la section socialiste du 13^e arrondissement, est aussi le mari de Marie-Bel Obadia, directrice de la communication institutionnelle de la MNEF jusqu'à son licenciement, en juin, ce qui pourrait justifier, selon le parquet, des investigations sur une éventuelle infraction de « prise illégale d'intérêts ».

La justice devrait aussi s'intéresser aux activités de la Société parisienne d'impression (SPIM), créée en 1993 et dirigée par Thierry de Haynin. Cette filiale de la MNEF lui sert actuellement de « courtier » pour négocier les contrats d'impression, l'achat de papier et la livraison de certaines de milliers de brochures dans les antennes locales. A sa création, SPIM a repris en location-gérance un fonds de commerce d'imprimerie, Efic-Editif, qui avait accumulé un passif de 14 millions de francs à la suite d'une mauvaise gestion et d'une diversification hasardeuse. Dernière société visée, Transist est un cabinet de conseil indépendant auquel la MNEF aurait fait appel pour des études de « marketing » avant le lancement de nouvelles activités. Bien qu'il s'agisse soit de filiales contrôlées par la MNEF, soit d'entreprises prestataires, la Cour des comptes semble s'interroger sur la situation de « quasi-monopole » dont elles bénéficient, l'absence de mise en concurrence ainsi que sur des prestations facturées à des prix jugés exorbitants.

En revanche, les conclusions du

rapport de la Cour seraient plus prudentes sur le fonctionnement du réseau des filiales. Le magistrat enquêteur aurait émis des doutes sur l'existence réelle de certaines d'entre elles, si se serait aussi énoncé des conditions de rémunération de cadres et dirigeants salariés de la MNEF placés à la tête de ces sociétés, mais les faits n'ont pas été jugés suffisamment flagrants pour justifier d'éventuelles poursuites pénales.

DÉMÊLER CETTE NÉBULEUSE

Dans un entretien au Parisien du 10 septembre, Jean-Pierre Dintilhac explique d'ailleurs que, dans la note transmise par la Cour des Comptes, « il y avait une difficulté avec la découverte d'une cascade de sociétés liées à la MNEF ». « C'est pour essayer de démêler cette nébuleuse », explique-t-il, que j'ai préféré saisir la police judiciaire. »

La mise en œuvre de cette procédure n'est pas sans conséquence sur la situation actuelle de la Mutuelle. Outre les effets négatifs dans l'opinion, la MNEF s'est engagée dans un processus électoral de renouvellement de ses instances dirigeantes annoncé en même temps que la démission de son directeur général, M. Spithakis. Son déroulement reste soumis à l'approbation d'une modification des statuts qui doit approuver le ministre des affaires sociales, Martine Aubry. Les pressions se multiplient pour un éventuel report de ces élections et la nomination d'un administrateur provisoire.

Michel Delberghe

Matignon a levé le secret-défense sur le dossier de Charles Hernu

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, a autorisé le juge d'instruction parisien Jean-Paul Valat à prendre connaissance des informations détenues sur Charles Hernu par la direction de la surveillance du territoire (DST), a annoncé L'Express du 10 septembre. Le juge instruit la plainte déposée par les fils de l'ancien ministre après les enquêtes de L'Express qui, en octobre 1996, avaient présenté Charles Hernu – en citant des documents émanant de la DST – comme un « agent » des services du bloc soviétique entre 1953 et 1963. Dans une lettre adressée au juge à la fin juillet, Matignon a donné suite à la demande de levée du secret-défense présentée le 19 mars par le magistrat. Le premier ministre a attiré l'attention du juge sur le caractère sensible des informations détenues par la DST, qui pourraient concerner des personnes toujours vivantes.

Xavier Dor condamné pour délit d'entrave à l'IVG

LE MILITANT anti-avortement Xavier Dor a été condamné, mercredi 9 septembre, par la cour d'appel de Versailles à 60 000 francs d'amende pour « délit d'entrave à l'IVG ». L'arrêt confirme « dans toutes ses dispositions » le jugement du tribunal de Versailles du 6 janvier. En première instance comme en appel, le ministère public avait requis une peine de prison ferme afin « de mettre un terme au comportement particulièrement choquant » de M. Dor, déjà condamné à douze reprises pour des faits similaires. Avec quatre autres membres de son association SOS-Tout-petits, M. Dor était poursuivi pour avoir envahi le 7 juin 1997 la clinique du Chesnay (Yvelines). A l'annonce de l'arrêt, il s'est dit « satisfait d'être en liberté », ajoutant qu'il « continuerait de plus belle son combat jusqu'à l'abrogation de la loi Veil ».

Un appel en faveur des sans-papiers dans « Témoignage Chrétien »

L'HEBDOMADAIRE Témoignage chrétien a publié, jeudi 10 septembre, un appel en faveur de la régularisation de « tous les sans-papiers qui en ont fait la demande dans le cadre de la circulaire Chevènement ». Intitulé « Il faut en sortir », ce texte affirme que « plus de 60 000 sans-papiers sont aujourd'hui (...) pris au piège ». « Il est urgent de mettre fin à leur errance administrative. Il faut sans tarder tirer un trait sur la mauvaise gestion d'hier », ajoute l'appel, estimant qu'une régularisation générale serait « un acte politique juste et responsable ». Cette pétition est rendue publique alors que deux nouveaux mouvements de grève de la faim ont commencé voici quelques jours, dans la cathédrale de Créteil et dans une église du Havre. Parmi les premiers signataires du texte, on trouve le chanteur Cheb Mami, le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, l'évêque Jacques Gaillot et le secrétaire général du MIRAP, Mouloud Aouit.

Maurice Papon poursuit l'historien Jean-Luc Einaudi à propos des événements du 17 octobre 1961

LA RÉPRESSION sanglante de la manifestation des Algériens, le 17 octobre 1961 à Paris, va être au centre d'un procès correctionnel. Préfet de police à l'époque, Maurice Papon a porté plainte le 17 juillet pour « diffamation envers un fonctionnaire public » contre Jean-Luc Einaudi, auteur d'un livre de référence sur ces événements, pour avoir, dans un article publié dans Le Monde du 20 mai 1998, répété qu'en octobre 1961 un « massacre » avait été perpétré par la police, alors placée sous l'autorité de Maurice Papon. L'ancien ministre réclame un million de francs de dommages-intérêts.

Le MRAP a considéré, dans un communiqué diffusé mercredi 9 septembre, que la procédure judiciaire « s'apparente à une intimidation (...) sur ces événements qui constituent un véritable "crime contre l'humanité" ». L'association a lancé un appel de soutien à M. Einaudi, déjà signé par l'ancien ministre Claude Cheysson, le cinéaste Costa-Gavras et Jean-Pierre Vernant, professeur au Collège de France.

DÉPÊCHE
■ JUSTICE : treize personnes ont été interpellées au Pays basque français, mercredi 9 septembre, sur la base de commissions rogatoires du juge parisien Jean-François Ricard visant deux attentats qu'il, commis en 1996 et 1998 dans les Pyrénées-Atlantiques, ont été revendiqués par l'organisation clandestine Iparretarak. Jeudi matin, deux personnes étaient encore en garde à vue, les autres ayant été remises en liberté. — (Corresp.)

LE MONDE diplomatique ALGÉRIE

L'information asservie par Marc Marginedas

L'économie menacée par la mafia politico-financière par Fayçal Karabadiji

Une population à la dérive par Djillali Hadjadj

- **TERRORISME** : Guerres saintes, par Alain Gresh.
- **ALLEMAGNE** : Elections sur fond d'immobilisme, par Christian Semmler – Pourquoi l'extrême droite perce (C. S.).
- **BOSNIE** : A l'heure du « ni guerre ni paix », par Thomas Hofnung. – L'impossible retour des réfugiés (T. H.).
- **CHYPRE** : Otagé de l'affrontement entre Athènes et Ankara, par Nils Kadritzke. – Rêve d'Europe dans le nord de l'île (N. K.).
- **AFRIQUE** : Le Burkina Faso fait reculer l'excision, par Joëlle Stolz.
- **CORÉE DU NORD** : Dernière façade du régime de Pyongyang, par Selig S. Harrison.
- **LITTÉRATURE** : La résistance de George Orwell, par Nicolas Truong.

En vente chez votre marchand de journaux 22 F.

La mission Mattéoli sur la spoliation des biens juifs étudie le rôle de banques

REQUIS, mardi 8 septembre, par le premier ministre, le président de la mission d'études sur la spoliation des biens juifs de France, Jean Mattéoli, et son vice-président, le professeur Adolphe Steg, ont fait part de l'état d'avancement de leur travail. La mission, qui a rendu, le 12 janvier, un premier rapport d'étape (Le Monde du 14 janvier), devrait achever ses recherches en 1999. Des propositions sur la « dévolution » des biens et des avoirs inventoriés pourraient alors être faites. L'étude sur la spoliation des biens juifs dans les camps de détention ou de transit – notamment Drancy –, d'où les Juifs étaient acheminés vers les centres d'extermination de l'est de l'Europe, est quasiment bouclée. En revanche, l'analyse des conséquences de l'aryanisation des entreprises juives ou la question des banques et des assurances n'est pas achevée.

Ainsi en 1942, vingt-neuf établissements de crédit avaient contribué à acquitter l'amende du milliard imposée aux Juifs de zone occupée par les autorités d'occupation. Par décision du gouvernement de Vichy, ces banques avaient été remboursées grâce à un prélèvement de 50 % sur les comptes de dépôt supérieurs à 10 000 F, bloqués en application du statut des Juifs. Le 24 juin, un « comité de surveillance » placé sous la direction de Jean Saint-Geours, ancien président de la Commission des opérations bancaires, a été chargé d'analyser la spoliation dans le secteur bancaire. Un groupe de travail qui s'ajoute à

la mission d'historiens et d'archivistes déjà à l'œuvre à la Caisse des dépôts et consignations s'est en outre attelé à la question de la spoliation dans le domaine des assurances.

IMPULSION DÉCISIVE

L'impulsion décisive pourrait cependant venir des États-Unis. Le 2 octobre, le tribunal fédéral du district est de New York examinera l'assignation signifiée, en nom collectif, par un groupe de survivants et d'ayants droit, à huit banques françaises : Paribas, Barclay's Bank, le Crédit lyonnais, Indosuez, le Crédit agricole, Natexis – anciennement BCFE –, le Crédit commercial de France et la Société générale. Les plaignants reprochent à ces établissements de n'avoir pas conservé la trace des fonds et valeurs qui leur avaient été confiés, de s'être injustement enrichis en retenant les biens et les avoirs de leurs clients juifs, d'avoir négligé de les restituer après la fin de la guerre, d'avoir disposé de ces biens en fournissant, par exemple, des informations sur leurs avoirs aux occupants ou aux autorités de Vichy et de s'être livrés à une appropriation illégitime.

En sortant du bureau du premier ministre, Jean Mattéoli a souligné le « sérieux et l'objectivité » des banques et des sociétés d'assurances, dont il affirme notamment avoir « maintenant le concours ». Avec l'appoint d'experts français, ces établissements se préparent pourtant à rétorquer que le fonde-

ment juridique de la plainte est inconnu du droit français. Outre l'incompétence des tribunaux américains, ils mettent en avant la prescription trentenaire, décal au terme duquel la propriété des sommes en débérance doit revenir à l'État. Autre argument : avant un décret du 15 octobre 1979, aucune obligation d'avertir un client de la clôture de son compte ne leur incombait.

Enfin, elles assimilent au « fait du prince » l'obligation qui leur avait été faite par les lois de Vichy de remettre les valeurs mobilières de leurs clients juifs à l'administration des domaines ou à des administrateurs provisoires.

La personnalité de Jean Mattéoli a par ailleurs fait l'objet de critiques de la part de personnalités de la communauté juive, et notamment d'Henri Hajdenberg, président du CRIF. Le 19 avril, lors de la commémoration, à Paris, de la révolte du ghetto de Varsovie en 1943, il s'était étonné de l'intervention de Jean Mattéoli en faveur de Maurice Papon devant la cour d'assises de Bordeaux. M. Mattéoli, ancien ministre du travail de Raymond Barre, président du Conseil économique et social et ancien député, avait affirmé que M. Papon avait agi sous contrôle de la Résistance, alors que la Fédération des déportés et internés de la Résistance, dont il est le président d'honneur, s'était portée partie civile.

Nicolas Weill

Le PACS pourrait être enregistré dans les préfectures

LES AUTEURS du rapport parlementaire sur le pacte civil de solidarité (PACS), les députés Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône) et Patrick Bloche (PS, Paris), ont conduit plus d'une quarantaine d'auditions, mardi 8 et mercredi 9 septembre, à l'Assemblée nationale. Qualifiés de « constructifs » par Patrick Bloche, ces entretiens ont permis aux parlementaires d'affiner les propositions qu'ils présenteront, mercredi 23 septembre, à la commission des lois.

Le lieu de signature du PACS a fait l'objet de nombreuses remarques. Le choix de la mairie, proposé par les deux parlementaires, a été remis en cause. L'Association des maires de France a ainsi évoqué le risque que certains maires refusent d'enregistrer de tels actes et que les « homosexuels deviennent les otages de prochaines campagnes électorales ». Des associations de militants homosexuels, comme la Lesbian and Gay Pride et la Coordination nationale les-

biennes, partagent ces craintes. Le ministère de la justice, qui est opposé à la signature d'un PACS en mairie, avait suggéré que le PACS soit signé au greffe du tribunal de grande instance. Selon Patrick Bloche, cette proposition a déclenché chez les personnes auditionnées « une hostilité générale » car « le tribunal apparaît plus comme un lieu des conflits que comme un lieu d'union ». La préfecture apparaît à ses yeux comme une solution préférable. Une enquête réalisée par Le Collectif pour le contrat d'union sociale et le pacte civil de solidarité auprès de 310 de ses adhérents a d'ailleurs révélé que 85 % d'entre eux souhaitaient que la signature ait lieu à la mairie ou à la préfecture mais non au tribunal de grande instance. Devant ces consensus, les deux parlementaires envisagent donc de modifier leur proposition en optant pour la préfecture, bien que 50 % des députés socialistes se soient prononcés mardi 7 septembre pour un enre-

gistrement au tribunal de grande instance. Lors des auditions, le Syndicat des avocats de France et l'Ordre des avocats à la cour de Paris ont fait part de leur hostilité au pacte civil de solidarité et de leur préférence pour une modification du code civil reconnaissant l'union libre. La fédération nationale Aides penche aussi pour cette solution, à défaut du mariage. Le Centre gay et lesbien soutient le PACS, mais demande le mariage.

INDIVISION

Quant au Conseil supérieur du notariat, il a apporté quelques précisions d'ordre technique, suggérant que le régime applicable entre les signataires d'un PACS soit celui de l'indivision et non celui de la communauté réduite aux acquêts. La chancellerie ayant émis le même souhait, les députés devraient modifier leur texte en ce sens.

Judi 10 septembre, Patrick Bloche devait encore recevoir des associations familiales. Dans un

communiqué rendu public mercredi 9 septembre, la Confédération nationale des associations familiales catholiques annonce être « mobilisée » contre le PACS qui conduit « à la banalisation de toute forme de vie commune en confiant à ces unions des droits quasi équivalents au mariage sans les exigences qui s'y attachent ». Enfin, le président de la conférence épiscopale et nouvel archevêque de Lyon, M. Louis-Marie Billé – qui ne sera pas entendu par les parlementaires –, a critiqué le PACS, mardi 8 septembre. Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré dans un entretien accordé au Figaro, jeudi 10 septembre, qu'il proposerait à son groupe de voter contre le PACS. De son côté, Edouard Balladur, RPR également, se déclare favorable au PACS à condition qu'il ne soit pas signé en mairie et n'ouvre pas droit à l'adoption.

Michèle Aulagnon

Le nouvel âge des gardes champêtres

Ils sont près de 4 000 à sillonner les campagnes, mais aussi, parfois, les abords des villes, pour protéger les récoltes et faire appliquer la loi. Ceux qu'on appelait autrefois les « sergents de verdure » voudraient être reconnus comme des acteurs actifs du monde rural

LES GARDES CHAMPÊTRES ont de l'avenir. Jacques Arnesto, président de leur Fédération nationale, et garde champêtre à La Selve-sur-Agout, dans l'Hérault, mar-tèle sa conviction : la France rurale a besoin de ces policiers des campagnes, aujourd'hui en voie de disparition faute de moyens. Il avance un argument choc : « 20 000 emplois pourraient être créés grâce à un recrutement intercommunal » (Le Monde du 31 décembre 1997). Les maires ruraux applaudissent. A deux ou trois communes, payer un fonctionnaire à temps complet devient envisageable. Une loi adoptée en 1995 le permet, mais son décret d'application n'est pas encore pris. La Fédération nationale des maires ruraux (FNMR), dont Jean-Pierre Chevènement a reçu une délégation au début de l'année, s'impatiente. A l'évidence, le garde champêtre, figure traditionnelle et quelque peu surannée de la France rurale, a de nouveau la cote.

« Garde champêtre », l'expression, vieillotte, est trompeuse. Celui qu'on appelait autrefois « sergent de verdure » ne passe pas ses jours

nées à scruter des champs de blé ou à se promener en forêt. La protection des récoltes est l'une de ses missions les plus anciennes, mais le catalogue de ses compétences a considérablement augmenté au fil des ans. Jusqu'à devenir ce qu'il est aujourd'hui : l'œil et l'oreille du maire dans un village, celui que l'on va voir en cas de petit tracé ou de grosse frayeur, qui contrôle le stationnement des véhicules, à qui les vieilles dames demandent de l'aide pour traverser la rue... Une sorte d'homme à tout faire ? « Non », répond Didier Josse, garde champêtre à Joux-Mauvoisin. Je suis avant tout un représentant de la loi. »

Chargés de faire respecter les arrêtés municipaux, les gardes champêtres ont en effet des compétences de police judiciaire. Ils doivent veiller au respect d'une liste imposante de codes : code de la route, de la voirie, de la chasse, de la pêche, des poids et mesures, des funérailles, des débits de boissons... Ils sont aussi chargés de faire la police de la nature, c'est-à-dire de surveiller les forêts, les rivières et les étangs. « Je passe beaucoup de temps

à protéger la nature, raconte Didier Josse, j'empêche les gens de jeter leurs ordures ou de violer leur voiture n'importe où. » Enfin, rechercher les contraventions, délits, et crimes fait aussi partie de leurs attributions. « Nous sommes souvent les premiers sur le terrain et les seuls à intervenir. Quand nous ne sommes pas là, personne ne fait le travail de notre place », résume Jacques Arnesto, qui conclut : « Notre présence est un facteur de maîtrise du territoire. »

REVOLUTION NÉCESSAIRE

Les gardes champêtres sont aujourd'hui peu nombreux : un peu plus de 3 000 exercent à temps complet, sur les 32 000 communes rurales que compte la France. Leur répartition sur le territoire est très inégale. Nombreux en Alsace et en Moselle, où leur présence est obligatoire, ils sont pratiquement absents en Lorraine. Le département le mieux doté est le Puy-de-Dôme, où quelque 150 gardes sillonnent les communes. Les campagnes ne sont pas pour autant des zones de non-droit. Les gendarmes y sont présents, mais leur territoire est, la plupart du temps, très vaste. Ils sont donc moins disponibles que les gardes champêtres. « Les gendarmes ne peuvent pas tout faire. Le garde champêtre, lui, connaît les délits, les infractions et la vie du village », affirme René Anselme, président de l'Association des maires ruraux de l'Ain. La présence d'un garde champêtre est-elle la réponse au développement du sentiment d'insécurité dans les villages ou les hameaux isolés ? René Anselme, maire de Pres-

siat et membre du bureau de la FNMR, prenant l'exemple de son département, le croit. Certes, « la délinquance, est objectivement moins importante à la campagne qu'à la ville, écrit-il dans une étude consacrée au sentiment d'insécurité dans l'Ain, publiée par l'Institut des hautes études sur la sécurité inté-

rieure (IHESI). Mais la délinquance y acquiert une plus grande résonance, continue-t-il. Le seuil de tolérance aux infractions y est inférieur, l'information y circule mieux qu'ailleurs et les personnes âgées et isolées, nombreuses à la campagne, y sont particulièrement sensibles. » Réponse des maires : il faut rassurer. Or la présence constante et la disponibilité des gardes champêtres calment effectivement les inquiétudes des habitants. « Nous sommes des concil-

iateurs, affirme Didier Josse. Dès qu'il y a un problème avec des jeunes notamment, on m'appelle. Je dialogue et je trouve des solutions. » Le nouveau garde champêtre doit donc avoir plus d'une corde à son arc. Qualités de dialogue, connaissance de l'environnement, et bientôt peut-être compétences en infor-

matique... « Les gardes champêtres modernes doivent être multiser-vices », plaide René Anselme. Ils doivent savoir se servir d'un ordinateur, aider à remplir des papiers administratifs, au besoin tenir des permanences en mairie... Bref, assurer un service public tout-terrain. De tels souhaits ne satisfont sans doute pas tous les gardes champêtres, qui souhaitent surtout voir leurs compétences traditionnelles augmentées : « Nos marges de

Un métier créé en 1369

C'est en 1369 que Charles V, roi de France, crée la fonction de garde champêtre, alors dénommée « garde des abais », c'est-à-dire garde des blés coupés. Sa mission : protéger les récoltes et assurer la police des campagnes. Son domaine de compétence a, au fil des siècles, évolué. Son nom aussi : on l'a appelé garde champs, garde messiers, sergent de verdure... La Révolution lui profite : une loi du 20 Messidor An III impose aux communes la présence d'un garde sur leur territoire.

Aujourd'hui, la présence d'un garde champêtre dans les communes rurales est facultative. Mais certains gardes exercent aujourd'hui en milieu péri-urbain. Leur travail y est apprécié, mais des problèmes de partage de compétences avec la police municipale, en plein développement, se posent. Les gardes champêtres, restent, en premier lieu, des acteurs du monde rural. Jacques Arnesto, le président de la Fédération nationale des gardes champêtres, souligne : « Tous les grands phénomènes d'aujourd'hui touchent les villes. Nous voulons faire sortir les campagnes de leur marginalité. »

réure (IHESI). Mais la délinquance y acquiert une plus grande résonance, continue-t-il. Le seuil de tolérance aux infractions y est inférieur, l'information y circule mieux qu'ailleurs et les personnes âgées et isolées, nombreuses à la campagne, y sont particulièrement sensibles. » Réponse des maires : il faut rassurer. Or la présence constante et la disponibilité des gardes champêtres calment effectivement les inquiétudes des habitants. « Nous sommes des concil-

iateurs, affirme Didier Josse. Dès qu'il y a un problème avec des jeunes notamment, on m'appelle. Je dialogue et je trouve des solutions. » Le nouveau garde champêtre doit donc avoir plus d'une corde à son arc. Qualités de dialogue, connaissance de l'environnement, et bientôt peut-être compétences en infor-

matique... « Les gardes champêtres modernes doivent être multiser-vices », plaide René Anselme. Ils doivent savoir se servir d'un ordinateur, aider à remplir des papiers administratifs, au besoin tenir des permanences en mairie... Bref, assurer un service public tout-terrain. De tels souhaits ne satisfont sans doute pas tous les gardes champêtres, qui souhaitent surtout voir leurs compétences traditionnelles augmentées : « Nos marges de

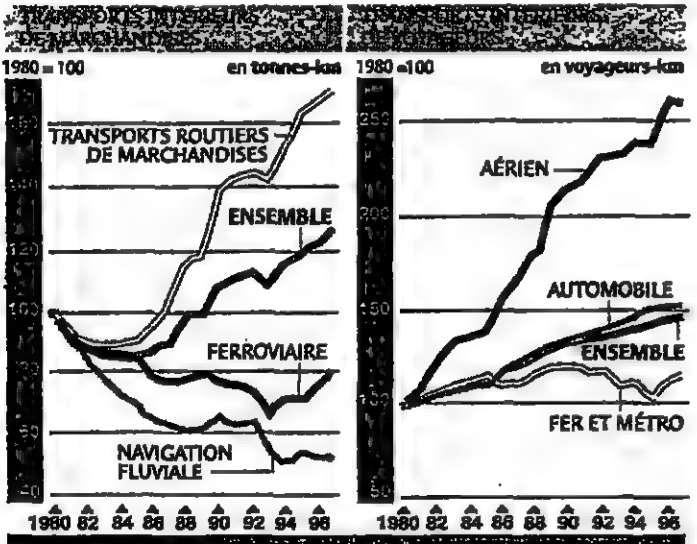
Gaëlle Dupont

Des agents de la fonction publique territoriale

● Effectifs. Les gardes champêtres étaient officiellement 3 708 en 1995, soit une augmentation de 18 % depuis 1993. Ils sont en fait plus nombreux, car ces chiffres ne prennent pas en compte un certain nombre de gardes à temps partiel.

● Statut. Les gardes champêtres sont des agents de la fonction publique territoriale, catégorie C. Ils sont recrutés sur concours, au niveau du BEP et du CAP. La profession compte 2 grades, garde et garde principal.

Croissance générale des transports en 1997, selon l'Insee



SELON LE NUMÉRO d'Insee première consacré aux transports, jeudi 10 septembre, les services de transport ont connu en 1997 une croissance de 3,8 % liée à la reprise industrielle et à l'intensité des échanges extérieurs. Alors que le transport routier de marchandises renoue avec la croissance (+3,9 %), les transports maritimes et ferroviaires connaissent la plus nette embellie avec une augmentation respective de 7,2 % et de 4,8 %. Le transport fluvial, affecté par le gel des canaux en début d'année, enregistre, seul, un léger recul de -1,1 %. Dans le même temps, la valeur ajoutée des services de transport a augmenté en volume de 3,7 % soit une crois-

sance supérieure à celle du produit intérieur brut (+2,2 %). Le transport ferroviaire confirme son nouveau dynamisme (+5,5 % en valeur ajoutée) qui constitue l'amarce d'un rééquilibrage avec la route. Le fret, grâce notamment à une politique tarifaire plus compétitive, a progressé plus nettement (+8,1 %) que le transport de voyageurs dont la hausse de +3,6 % est principalement imputable au réseau TGV, avec la montée en régime des réseaux Thalys et Eurostar et la mise en service des voitures duplex sur le TGV Sud-Est, alors que le reste du réseau enregistre une légère baisse.

Les mille et une tâches du gardien de l'ordre rural de Mèze

MONTPELLIER

correspondance

Jeu 27 août, une journée ordinaire dans la vie de Gilles Guiraud, trente-sept ans, garde champêtre à Mèze (Hérault), 1 500 habitants.

REPORTAGE

On sent chez lui un souci d'ordre, - le cheveu ras, le Smith & Wesson plaqué sur la hanche - tempéré de bonhomie

Il a commencé sa journée à 6 heures du matin. En se dirigeant vers le marché, la radio l'alerte : un vieux chasseur à l'affût sur l'étang de Thau a glissé dans l'eau et se trouve dangereusement immobilisé, la cheville luxée. Gilles Guiraud alerte les pompiers, organise le transport d'urgence de l'infortuné à l'hôpital de Montpellier et court prévenir son épouse. Passant sur le port, le garde champêtre constate avec déplaisir que le voilier, qui, depuis huit mois, coule lentement, est toujours là alors que le propriétaire a été dûment averti, à quatre reprises, d'enlever l'épave. Gilles Guiraud rédige un ultime constat : « C'est la dernière limite ! »

Revenu au bureau, le voilà saisi d'un problème de voisinage. Il convoque, pour lui passer un savon, le propriétaire du chien qui, la nuit précédente, n'a cessé d'aboyer. L'après-midi, Gilles Guiraud, au volant de son 4x4 pour une « surveillance champêtre » du côté de la commune de Villeveyrac, note, « à l'intention de Monsieur le Maire », un sentier à débroussailler et la persistance de deux tas d'ordures.

Depuis le jour de sa nomination, le 1^{er} février, Gilles Guiraud mène avec entrain les mille et une tâches qu'implique sa mission.

On sent chez lui un souci d'ordre - le cheveu ras, le Smith & Wesson plaqué sur la hanche - tempéré de bonhomie. L'imposante silhouette s'arrondit et la baccante s'enroule en spirale, de part et d'autre de la bouche.

Fils et petit-fils de vigneron, Gilles Guiraud a liché la vigne à trente-deux ans. Il avait tenté de s'installer à son compte, mais, dit-il, après le remboursement, chaque mois, des emprunts, « il ne restait pas grand-chose ». Le plaisir qui fut le sien, dans l'exercice parallèle de la fonction de garde-chasse, l'a conduit à s'orienter vers le métier de garde champêtre. En 1994, à Toulouse, il a présenté le concours. Sur les 350 candidats, les examinateurs en ont sélectionné 17, dont lui.

Après un premier poste dans la petite ville de Poussan (Hérault), il a frappé à la porte d'Yves Pietrasanta, le maire (Ver) de Mèze. Il se sentait avec lui en communion d'esprit : « Il est écologiste, et moi, j'aime la nature. » Gilles Guiraud exerce ses fonctions dans les bureaux de la police municipale de Mèze. Pendant un tiers environ de son temps, « il donne la main à ses collègues », chargé, en particulier, du contrôle des balances des commerçants sur le marché et de la police des funérailles.

« DÉFENSEUR DE LA NATURE » Le garde champêtre consacre le reste de son temps à ses tâches de gardien de l'ordre rural, « défenseur de la nature », chargé de prévenir et de sanctionner « tout délit portant atteinte aux propriétés rurales et forestières ». Son territoire : 3 200 hectares de vigne, de champs de maïs et de tournesols, de bois de pins et de chênes, 1 200 hectares d'étangs, 250 kilomètres de chemins communaux, trois ruisseaux.

Il sillonne cet univers en liaison permanente, par radio, avec les pompiers et la mairie. Rien d'anormal ne doit lui échapper. Il a

l'œil sur la pollution. De la mi-juin à la mi-septembre, tous les quinze jours, il prélève un échantillon d'eau dans chacun des ruisseaux afin qu'il soit examiné par un laboratoire. Pour le moment, les résultats sont rassurants. Gilles Guiraud a su convaincre une entreprise de la zone industrielle, qui ne cessait de rejeter ses effluents, de renoncer à cette pratique et des propriétaires de mettre fin au débordement de leur fosse septique.

Le garde champêtre surveille aussi les abords des récoltes. Car les chardarbes gagnent en audace. Un soir, vers 23 heures, il a surpris deux voleurs dans un champ de melons, enfouissant des palettes entières dans une fourgonnette. Dans ses tournées de nuit, Gilles Guiraud a inclus les mas des pêcheurs de l'étang : il sait que les maraudeurs s'intéressent aux coquillages, au matériel de pêche et à l'essence qui y sont entreposés.

Gilles Guiraud est là pour assurer le lien entre les écarts et la mairie. Son souci est d'être accepté. A peine nommé, il a frappé à la porte de chaque exploitation : « Bonjour, je suis le nouveau garde champêtre. » En poste depuis sept mois, Gilles Guiraud a le sentiment d'avoir été adopté par les Mézolais. Quand il patrouille, en passant devant les mas, il n'oublie pas de donner un coup de klaxon amical. Parfois même, il signale sa venue en laissant un « avis de passage ». Gilles Guiraud s'emploie à traiter les contrevenants avec pédagogie : « Les gens, dit-il, il faut savoir les prendre. » La ferme n'exclut pas le doigté. D'abord un simple avertissement. Il ne verbalise que si, malgré ses consignes, rien n'a changé, preuve manifeste de mauvaise volonté. Et qu'on ne vienne pas le menacer d'un « Je vais aller voir le maire ». Lui tient bon.

Jacques Molénat

Bruxelles accorde une aide aux pêcheurs de l'île d'Yeu

BRUXELLES

(Union européenne)

de notre correspondant

Les pêcheurs de thon germon de l'île d'Yeu et des ports du sud de la Bretagne, pénalisés par la décision européenne du 8 juin d'interdire l'usage de filets maillants dérivants à compter du 1^{er} janvier 2002, seront indemnisés.

La proposition que vient de faire dans ce sens la Commission de Bruxelles, conformément aux engagements pris alors, intéresse également les pêcheurs espagnols, irlandais ainsi qu'italiens. Elle ne devrait pas poser de problème lors de son prochain examen par le Conseil : il n'est pas demandé en effet d'accroître le montant des aides affectées par le budget euro-

péen à la pêche, mais seulement de les réorienter.

Il n'y aura pas d'argent frais donc : dans chacun des pays concernés, les organisations professionnelles intéressées et l'administration devront s'entendre sur une nouvelle programmation de l'aide européenne. Environ 45 bateaux français sont visés, la grande majorité étant immatriculés à l'île d'Yeu.

L'objectif affiché d'entrée de jeu par la commission européenne Emma Bonino est de favoriser l'adaptation des navires et des équipages, de manière à ce qu'ils continuent à pêcher le thon dans les mêmes zones, mais de façon moins dévastatrice pour la faune marine qu'avec les filets maillants

dérivants. « Thon sur thon ! », comme on dit à Bruxelles, avec le souci que l'effort de reconversion ne conduise pas les pêcheurs à s'orienter vers la capture d'autres espèces déjà surexploitées.

NOUVELLES TECHNIQUES

La législation communautaire a déjà imposé que la longueur des filets soit ramenée désormais de 10 kilomètres, voire 15 il y a quelques années, à 2,5 kilomètres. L'interdiction complète, exigée par les organisations écologiques pour sauver les dauphins et autres mammifères marins, est donc décidée en juin par le Conseil. Implique que les bateaux concernés fassent appel à de nouvelles techniques de pêche. Ce sont, par exemple, les

lignes automatisées utilisées par les Américains dans le Pacifique. Les pêcheurs auront plus de trois ans pour les tester et s'équiper.

L'aide proposée par la Commission bénéficiera tant aux pêcheurs embarqués (prime de 130 000 F en cas de reconversion, de 325 000 F en cas de cession d'activité, cumulable avec d'éventuelles primes de pré-retraite) qu'aux propriétaires de bateaux (prime forfaitaire comprise entre 104 000 F et 1,85 million de francs selon le tonnage en cas de reconversion, cumulable avec d'autres aides à la modernisation : entre 169 000 F et 1,92 million de francs en cas de cession d'activité).

Philippe Lemaître



Sous les auspices de la P.A.C.A.

JOE DOWNING

"UNE VIE DE FEMME"

MUSÉE HÉBERT

LA TRONCHE, 17 Sept. - 31 Oct. 98

CHAPELLE des CALVAIRIENNES

MAYENNE, Nov. - Déc. 98

CENTRE CULTUREL

PIERREFOU (Vich), Janv. - Fév. 99

Informations publiées : 01.42.17.39.65

HORIZONS

REPORTAGE

Ainsi va la vie dans l'Oural

Salaires et pensions versés avec retard, usines non approvisionnées, pénuries diverses : les habitants d'Iekaterinbourg n'attendent plus rien des hommes politiques de Moscou. Le travail au noir, le troc, les légumes du jardin permettent de survivre en redoutant une explosion sociale



DEVANT sa machine, des fougères poussent dans des cylindres où elle a mis un peu de terre. Nina, soixante-quatre ans, regarde tomber des buses de chaudière qu'elle fabrique en actionnant un levier comme un bandit-manchot. Au sol, un mélange d'eau, de graisse et de boue croupit dans des crevasses. Partout, s'accumulent des pièces de mécanique rouillées, des bouts de bois, des chutes de métal. Dans son tablier bleu, Nina se parle à elle-même : « Ça, c'est facile, ça se fait en deux secondes, toi ? » Et ils éclatent de rire. La moitié sont des retraités qui continuent, comme les plus jeunes, à espérer travailler une journée ou deux par semaine dans cette fabrique centenaire, à la périphérie d'Iekaterinbourg, la capitale industrielle de l'Oural.

Nina s'active, ça ne sert à rien, l'usine est en panne d'acier. Le patron n'a pas d'argent pour le payer. D'ailleurs, l'usine n'a plus de clients. « Qui veut acheter des chaudières ? », rigolent les ouvriers. « Nous avons tous cru à un conte de fées : allez, votez, votez qu'ils disent, et vous aurez tout ce que vous voulez », tempête Vladimir, soixante-cinq ans. Depuis avril, les salaires n'ont pas été versés ; les machines-outils datent de 1929, jamais remplacées. Les salaires ? L'équivalent de 420 francs avant le krach financier, la moitié aujourd'hui. La semaine passée, tout le monde a touché 516 roubles (180 francs environ), en guise d'avance, de retard, ou ne sait plus.

Vladimir, à moitié aveugle, se heurte contre une table. « Je me souviens, y avait le portrait de Lénine au-dessus. Un jour, je donnais des coups de marteau à côté, ça m'a fait trembler. Des officiers passaient par là, l'engueulaient que je me suis pris ! » Vladimir dit qu'autrefois on ne se posait pas la question de l'avenir. Le 7 et le 22 du mois, le salaire était versé.

Nina se souvient des voyages en RDA, en Bulgarie qu'elle a faits « grâce au syndicat ». « Même si t'étais de mauvaise foi, tu pouvais dénoncer ton directeur d'usine au parti. Il était convoqué : premier avertissement, deuxième avertisse-

ment, après viré », sourit Vladimir. Alexandre, un autre ouvrier, demande à un ami de passage : « T'as pas un bout de trois jours, comme l'année dernière, quand on a réçu le toit de la datcha ? » Vladimir a récolté des pommes de terre pour l'hiver. « J'en ai trop, je vais même en vendre », Nina, elle, ne jure que par Staline. « Staline ! Staline ! Lait au moins il nous laissait élever des vaches en pleine ville, maintenant c'est interdit. »

Le vent s'engouffre dans l'usine. Les ouvriers regardent dehors la pluie, les flaques, la boue et l'immeuble flambant neuf qui vient de pousser au milieu de la cour. Une PME s'y est installée. « Ils devaient nous embaucher, tu parles ! », marmonne Vladimir. L'un d'eux seulement, Youri, fait figure de rescapé, avec ses longs cheveux blancs, employé à soixante ans comme manutentionnaire dans le garage-service qui jointe les bureaux. « Là-bas, les ouvriers, s'ils font de la réparation de qualité, ils sont récompensés », dit Youri à ses anciens collègues admiratifs.

« Là-bas », de l'autre côté de la cour, Ivan, trente-cinq ans, le patron de la PME, essuie la tempête du krach financier en travaillant sur son ordinateur. Dans le hall, le dernier tube du groupe US Ace of Base résonne au-dessus des voitures japonaises en exposition. L'ancien ingénieur en électronique d'une usine militaire fait ses comptes. « C'est clair que j'arrête les importations de produits de luxe et d'alimentaire, annonce-t-il. Je m'en sors parce que je mélangeais commerce et production. Je vais m'adapter, je vais être obligé de développer la production de l'alimentaire russe. Importer, je reconnais, c'était la facilité. J'ai déjà une unité de fabrication de conserves de viande. » L'homme préfère ne pas penser à l'explosion sociale. « En Russie, elle serait terrible, imprévisible », dit-il avec le sourire.

Dans le quartier de l'Ouralmach, l'un des imposants complexes métallurgiques et militaires de la ville, Tatiana et Natalia, dix-neuf ans, remontent l'allée de la Victoire en se demandant ce qu'elles vont faire aujourd'hui. « Peut-être aller au zoo. » Leurs pères, ouvriers dans une usine électrique, ne sont plus payés en roubles depuis des mois. « La crise des banques n'a pas touché nos économies, on n'en avait pas », disent-elles. L'usine de leurs pères fait du troc avec d'autres centres de production afin de dédommager ses salariés. Un système de tickets a été institué et selon les arrivages de la farine, du sucre, du café, des

« produits frais à dates périmées », quelques conserves sont livrés aux familles. « On ne va jamais à la boulangerie, nous faisons le pain nous-mêmes. Mon père arrive à gagner quelques roubles en dehors de son travail en faisant, au noir, des portes blindées et des chaudières », précise Tatiana.

Toutes les deux se préparent à être ingénieures en informatique, mais elles ne savent pas si ces études correspondent à un « vrai besoin » sur le marché du travail. « On nous dit que les ordinateurs russes ne sont pas sûrs. De toute façon, j'ai l'impression de vivre la fin du monde ; c'est vrai, c'est peut-être la vraie fin du monde, comme dans la Bible », insiste Tatiana. Elle ne voit qu'un coup de force du leader ultranationaliste Jirnovski capable de sortir son pays de la crise. « Ce serait une réplique de Staline. Trois, quatre ans de Jirnovski et il y aurait de l'ordre, imagine-t-elle. Les communistes, on ne peut pas y revenir. Il y a eu le progrès, la vie a changé. »

Plus loin sur l'allée, Anna, vingt ans, étudiante en économie, et Petr, vingt-trois ans, informaticien-programmateur, racontent qu'ils se sentent un peu perdus : « On a l'impression que le travail ne sert à rien, il n'est pas reconnu. Quant aux gens, ils se contentent de percevoir cette crise comme une simple catastrophe personnelle. Pour eux, l'Etat, c'est comme l'orage, il faut attendre que ça passe et s'organiser à la maison. Ils n'imaginent pas qu'ils peuvent changer les choses. »

Dans les cités d'immeubles qui entourent les usines d'Ouralmach, les habitants déchargent les coffres de leurs voitures de sacs de concombres, de pommes de terre. Boris, un chauffeur de trente-six ans, père de deux enfants, dit : « On va vivre avec les produits du jardin, après on verra bien. Du temps des Soviétiques, je travaillais, j'avais rien. Maintenant, je travaille, j'ai rien. Pourquoi je ne m'ennuie pas qu'ils vendent, personne ne m'entend. »

EVGUENI, mineur à la retraite : « Ils ont voulu copier l'économie de marché de l'Occident. Chez nous, ça s'est traduit par le bordel et le vol du pays. Il faudrait Staline. Il nous mettrait en taule toute cette mafia. C'est d'une grande matraque dont a besoin le sommet du pouvoir », affirme-t-il, prêt à applaudir à un éventuel coup de force du général Lebed. Valéry, quarante-trois ans, ouvrier chez Ouralmach, dit : « C'est difficile à expliquer, on a tout perdu. On n'est pas payés de-

puis quatre mois. Autrefois, tout était gratuit. Quand même, je préfère aujourd'hui : on a eu et on aura plus de liberté. » Agés de trente-cinq ans, Alexandre, juriste dans une banque, et Larissa, professeur d'allemand, espèrent, eux, qu'il s'agit d'une étape. Ils se préparent : « On est tellement habitués aux pénuries. Les Russes sont patients, les politiciens le savent, ils en jouent. Franchement, on est fatigués de tout ça. » Larissa regrette que la protestation s'arrête aux cuisines des appartements. Alexandre pense au désordre créé, selon lui, par les conditions des privatisations : « On ne sait pas ce qui s'est vraiment passé au moment de la perestroïka, on a donné des actions des entreprises à tous les salariés russes. 90 % d'entre eux n'y ont pas cru, ils les ont vendues pour des bouchées de pain. Depuis, les actions se baladent, des fonds d'investissement ont fait des plus-values énormes, on ignore où est l'argent. Les petits qui ont gardé leurs actions n'ont pas touché de dividendes. » Tous les deux voudraient croire encore aux réformes, « à un libéralisme avec un Etat fort, respecté et honnête ». Ils préfèrent ne pas y penser, « les

léphes. Edouard Nitratov tient entre ses mains des petits billets qu'il a fait imprimer. « S'il le faut, ce sera notre monnaie, en interne. » Il n'est pas loin de penser que « ce n'est pas la destruction du pays qui nous guette, mais sa décomposition en régions autonomes ». Il y a quelques années, le désir avait pointé de frapper, ici, une monnaie locale, « le franc oural ». « Si ça continue, ce projet va revenir », pronostique-t-il.

Ancien économiste spécialisé dans la recherche scientifique et technique pendant la période soviétique, ce sexagénaire a été l'un des premiers à amorcer le mouvement des PME en Oural. « J'avais compris que tout dépendait de l'initiative privée. A l'époque, toute initiative était réprimée. En matière scientifique, surtout en informatique, il ne fallait pas avoir de nouvelles idées, il fallait copier l'Occident. Je connais des chercheurs qui ont fait "fuir" des idées en Occident pour qu'elles soient développées, quittes à les acheter ou les voler après. » Pour lui, la Russie était « un camp où on faisait bosser tout le monde et à raison de trois fois par jour, chacun recevait sa ration de pain. Aujourd'hui, on peut dire qu'il n'y a plus de fils barbelés, une

situation. Les mouvements des mineurs, des médecins, des infirmières ne dépassent jamais le slogan "Recevez-nous notre argent !". Moi, j'étais secrétaire de cellule du parti dans mon usine. Au début, j'y croyais. Après, j'ai été dégoûté. Le système était visible : les légumes du parti volaient. Au moment de la perestroïka, ils ont accaparé les biens de l'Etat, des entreprises, et ça continue. Ils sont là, ils croient que c'est pour l'éternité. Depuis, du Kremlin au village, personne n'a le sens des responsabilités en Russie. On pense à ses propres intérêts : on dépouille et on se chamaïlle. Vous voulez que ça fasse de l'ordre, ça ? La liberté, il faut qu'elle entre maintenant dans le cerveau, dans le sang des gens. »

AU centre de gros, Zourab, quarante ans, ingénieur dans une PME de construction, achète 50 kilos de sucre. « Après avoir acquis des meubles, des vêtements, c'est une manière d'investir les dernières économies », explique-t-il. Tous les jours, son travail devient plus compliqué. « La dévaluation change les règles du jeu, des contrats sont remis en cause. » Il espère que la crise est « une marche d'escalier, une de plus et à mon avis, on en aura d'autres. » Il n'attend rien des hommes politiques de Moscou : « Ils ne jouent aucun rôle, ne font qu'enregistrer des situations de fait. La Russie est devenue un vaste territoire, un peu amorphe. » Son fils, Daniel, vingt-trois ans, chercheur en physique nucléaire, termine ses études à l'école polytechnique. « Le réflexe naturel, ce serait de lui trouver un travail à 100 dollars par mois dans une usine militaire de la région. L'es- saie de lui apprendre qu'il peut travailler pour dix fois plus, mais dans un boulot qui ne sera pas pénard, avec des risques, une dépense d'énergie, beaucoup d'énergie. C'est cela qui n'est toujours pas encouragé en Russie, explique-t-il. On ne croit pas au "vrai" travail. Le potentiel scientifique et technologique en Russie, c'est un mythe. Les gens devaient avoir envie d'apprendre à travailler ensemble, à un niveau technologique élevé. Ils ne pensent qu'à nourrir leur famille avec quelques roubles. Ils croient que leur vie ne peut pas être autrement. Il n'y a pas de confiance en soi, pas d'ambition, et surtout pas d'ambition collective. Le collectivisme du passé a tué tout ça. Il faudra du temps. » Et il ajoute : « Ni Eltsine, ni Clinton, ni Chirac, n'y pourront rien. C'est à nous-mêmes, les Russes, de nous trouver. »

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Sergueï

« Pour eux, l'Etat, c'est comme l'orage, il faut attendre que ça passe et s'organiser à la maison. Ils n'imaginent pas qu'ils peuvent changer les choses »

partie des détenus a trouvé une bonne place. Les autres se souviennent comment c'était chouette d'avoir trois bouts de pain par jour. » Il ajoute : « Si l'Occident donne de nouveaux crédits, en une nuit, ils sont pillés à Moscou. Ils n'arriveront jamais ici. » Sur le marché central de la ville, l'our, un metteur au point à la retraite, se fait disputer par sa femme Tatiana : « Mais dis-le qu'avant nos pensions bloquées, on est incapable d'acheter de la viande. C'est notre fils qui nous permet de manger. » Iouri a entendu à la radio qu'à Tula, une usine de fabrication de kalachnikovs hésite à livrer à ses ouvriers un lot de 75 000 fusils en guise de salaires. « Pourtant, ils en feraient peut-être un bon usage », dit-il, avant de se rétracter : « Nous avons peur de nous-mêmes. S'il y a une révolte, elle sera tellement dévastatrice qu'une fois de plus, elle nous empêchera de nous poser la question de savoir qui est responsable de la

Consensus républicain contre République sociale

par Daniel Bensaid, Philippe Corcuff et Samuel Johsua

VOICI un événement peu banal dans le paysage intellectuel : une fraternisation, une paix des braves, une union sacrée réunissant la Fondation Saint-Simon et le défunt club Phares et Balises, les fines plumes d'*Espoir*, du *Nouvel-Observateur* et les jacobins irréductibles, la première et la deuxième gauche (*Le Monde* du 4 septembre 1998). Cette sainte alliance réunit d'aristocratiques défenseurs de la culture en toge et ceux qui ne cessent, hier encore, de souffler à l'oreille complaisante de Claude Allègre l'éclatement du système éducatif, sous prétexte d'adaptation aux différents niveaux sociaux, comme aux communautés culturelles et territoriales.

Huit personnalités ont donc joint leurs efforts pour paraphraser ce manifeste historique, par raison d'Etat, par amour de Napoléon ou par amour de l'art. Elles commencent par justifier un équilibre aussi insolite : « Nous avons souvent bataillé entre nous, les sous-signés... Sur des peccadilles : l'appui ou le refus de la guerre du Golfe, le soutien ou le rejet du traité de Maastricht, la solidarité ou la condamnation des mouvements de décembre 95 ou des sans-papiers ! Mais la hache de guerre est enterrée : on repart de zéro pour « épouser de conserve une querelle plus urgente ».

L'affaire doit être urgentissime pour provoquer un tel recentrage général, pour rabibocher la démocratie et la république, hier jugées mutuellement exclusives par Régis Debray, aujourd'hui enrôlées sous la même bannière : « *Républicains démocrates* », unissons-nous, et « *n'ayons plus peur* » !

Ce titre bravahe claque au vent comme un avertissement. En dépit des béatitudes jospiniennes, la république foute le camp et la démocratie avec. Plus on accommode la citoyenneté à toutes les sauces, plus elle devient introuvable. La faute à... A qui, au juste ? Au capitalisme sauvage ? A la dérégulation libérale ? A la main invisible et assassine du marché ? Aux profits spéculatifs ? A la plaie du chômage, à la crise scolaire, à la détresse urbaine ? Non point. Si la république est menacée, si l'urgence entre toutes est qu'elle soit « *nettement refondue* », ce sera parce que « *l'action corporative* » empêche la loi de s'appliquer.

L'action corporative ? Des noms, des faits ! Celle du CNPF ? Des

mystérieux marchés financiers ? De la caste médiatique ? Des élites énarcliques ? Pour les « *républicains démocrates* », les vrais coupables seraient plutôt les « *groupes sociaux* » trop enclins à « *se proclamer en colère* ».

Tiens, tiens : colère, vous avez dit colère ? Comme c'est bizarre ! La colère des cheminots de l'hiver 1995, des sans-papiers de Saint-Bernard, des chômeuses et chô-

Dernier baroud médiatique de maîtres penseurs essouffés ou dernière salve d'une gauche intellectuelle à bout d'idées ? Le tragi-comique flirte ici avec d'inquiétants dérapages

meurs de l'hiver 1997, des enseignants de la Seine-Saint-Denis, des chauffeurs routiers, des militants (e)s d'Act Up, et d'autres à venir ? La première question est pourtant : la raison de ces colères est-elle légitime et leur cause juste : défense du service public, droit à l'hospitalité, droit à l'emploi et au revenu ? Ensuite : pourquoi la défense catégorielle de droits acquis constitue-t-elle le point de départ de la résistance aux contre-réformes libérales ?

Lorsque l'apologie de la concurrence de tous contre tous lachère les solidarités, cela n'a rien de surprenant. Ce qui est étonnant en revanche, c'est, en dépit des coups reçus, le grand bond de décembre 1995, de la défense des retraités des cheminots, au « *tous ensemble* » contre le plan Juppé (à propos : les citoyens signataires sont-ils aussi réconciliés sur cette « *querelle* » ?). Ce qui est carrément bouleversant, et oppose le dément le plus cinglant au discours jospiniste, c'est de voir les chômeurs d'Arras porter la moitié de leur collecte aux sans-papiers de Lille en grève de la faim. En voilà qui fabriquent par leur lutte de l'égalité républicaine et de la citoyenneté au quotidien.

Alors, dernier baroud médiatique de maîtres-penseurs essouffés ou dernière salve d'une gauche intellectuelle à bout d'idées ? Le tragi-comique flirte ici avec d'inquiétants dérapages. La république des « *républicains démocrates* », sans peur et sans reproche, est un contenant sans contenu. Leur république autoritaire, sécuritaire, et disciplinaire, c'est ce qui reste de la république quand on renonce au social, quand on brade ses prin-

cipes de solidarité et d'égalité, quand on abandonne le droit à l'existence, à l'école et à la santé. Il ne reste alors que l'ordre institué sans l'élan constituant, les règlements de la république sémelle et conservatrice sans les générosités de la république juvénile. Il n'y a plus un projet à accomplir mais seulement la nostalgie d'un passé mythifié. On pleure les « *respectueux ancestraux* ». On invoque les auto-

cadre et quel avenir pour le service public ? Ils s'accrochent pour oublier Maastricht - urgence oblige - et ne soufflent mot du pacte de stabilité de Dublin, du traité d'Amsterdam, du rôle de la Banque centrale européenne. Ordre et discipline d'abord ! Au nom de la loi, faudrait-il exiger aussi l'expulsion impitoyable des sans-papiers déboutés de la régularisation ?

Ces questions intempestives risquent de fâcher, de diviser les républicains indivisibles ? L'avenir de la république se joue pourtant là. La perte de légitimité de l'Etat et la montée de l'incivisme traduisent l'atrophie de l'espace public. Les privatisations des entreprises et des services, dont l'armement gouvernemental dément déjà le record, ne se réduisent pas à une technique de financement et de gestion : la réorganisation de la propriété signifie aussi une concentration et un renforcement des pouvoirs privés par rapport aux pouvoirs publics.

Au-delà des privatisations industrielles, une logique de privatisation généralisée, inhérente à la logique marchande, est donc en marche : privatisation de l'information, de la solidarité (bienvenue aux fonds de pension spéculatifs placés en Bourse ?), de l'éducation, de la santé, de la sécurité, du droit même où la logique privée du contrat l'emporte sur l'émancipation de la volonté générale. Cette spirale vide le projet républicain de sa substance. Aucune surcensure autoritaire, nul rappel à l'ordre dépourvu de légitimité sociale, ne saurait en détourner les effets désastreux : il n'y aura pas de sursaut républicain dans la capitulation sociale.

Plus confusionniste que responsable, ce manifeste participe de l'air du temps et de l'angoisse du lendemain. A l'instar de la furieuse campagne contre Pierre Bourdieu, il vise à fermer la parenthèse ouverte par décembre 1995, à effacer la griffe reçue alors par les intelligences serviles du social-libéralisme. Il stigmatise ainsi, sans oser les nommer, les mouvements sociaux qui bousculent la pensée unique de la gauche juppéiste. Il bat le rappel de la mobilisation générale, non autour d'un projet ou d'un programme, mais autour d'idées reçues pour le moins ambiguës. Les signataires renouent allégrement à « *un contre-projet global* » et à toute « *radicalité critique* » pour « *chercher modestement le moyen terme dans nos propres sphères d'existence* ». La république sociale était autrement

ambitieuse. Elle nouait l'action quotidienne et la perspective d'avenir. Pour s'arracher à l'ordre immuable de l'exploitation et de la domination, pour offrir d'autres lendemains que la gestion résignée de l'ordre existant, pour conjurer la société alternative illustrée aujourd'hui par la préférence nationale, un horizon d'attente, un projet pour changer le monde est plus que jamais nécessaire.

La crise est profonde. Les convulsions internationales peuvent l'accélérer. Nous n'avons besoin pour l'affronter ni d'une nébuleuse sociale-libérale ni d'un national-républicanisme crispé, mais d'un projet de lutte et de transformation sociale. D'une gauche de gauche (et non d'une gauche du centre), d'une autre gauche dont les mobilisations de ces dernières années ont esquissé les contours :

1. Une politique résolue de lutte contre le chômage et la précarité, qui passe par une forte réduction du temps de travail et une grande réforme de la fiscalité. Dans une société où l'on peut produire dix fois plus de biens en dix fois moins de temps qu'il y a cinquante ans, il est injustifiable de voir renaître massivement la pauvreté et

l'exclusion. Par ses concessions au patronat (sur la flexibilité, sur le taux de majoration des heures supplémentaires, sur le seul des entreprises concernées), la loi Aubry vide les 35 heures de leur potentiel de création d'emplois et risque de tuer pour longtemps la perspective de la semaine de 32 heures en quatre jours. En même temps, les déclarations répétées de Dominique Strauss-Kahn entendent sine die l'idée d'un « *grand soir fiscal* ».

2. Une reconquête résolue de l'espace public, qui passe notamment par une défense et une démocratisation des services publics dans la perspective de services publics européens, par la réhabilitation de la notion d'appropriation sociale du bien commun contre les effets de la dérégulation marchande en matière de pollution, d'urbanisation, d'aménagement du territoire, d'utilisation des res-

sources naturelles (comme l'eau) ou de l'énergie.

3. Un nouveau pacte de la société avec son école, en tant que service public et laïque, répondant aux conditions nouvelles de l'éducation de masse. Loin de se réduire à la défense illusoire d'un âge d'or mythique qui n'a jamais existé, un tel pacte suppose, à l'inverse des contre-réformes éducatives en cours, un engagement massif du pays pour des changements d'ampleur portant sur les contenus enseignés, les méthodes pédagogiques et l'amélioration égalitaire des équipements matériels et des taux d'encadrement.

4. Un système de solidarité élargie, complétant un système de protection sociale par répartition (une assurance mutuelle généralisée) assis sur les cotisations salariales par un impôt de solidarité sociale sur le capital, l'outil de travail et les mouvements financiers (une taxe Tobin à l'échelle au moins européenne).

5. Une réorientation radicale de la construction européenne, opposant à la logique libérale de Maastricht et d'Amsterdam, non le slogan évasif d'une Europe sociale, mais des critères de convergence

La crise est profonde. Nous n'avons besoin pour l'affronter ni d'une nébuleuse sociale-libérale ni d'un national-républicanisme crispé, mais d'un projet de lutte et de transformation sociale

sociaux concrets en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale, de droit du travail ; ainsi que la reprise en main de l'outil monétaire, à travers un processus constituant destiné à organiser l'Europe politique à partir d'une subsidiarité ascendante où chaque transfert de compétence à l'échelon supérieur soit débattu, décidé ou ratifié, à l'échelon inférieur. Ces pistes traduisent une autre idée de l'urgence et des priorités. Une autre idée aussi de la société et de la république.

Daniel Bensaid est maître de conférences en philosophie à l'université Paris-VIII.

Philippe Corcuff est maître de conférences en science politique à l'IEP de Lyon.

Samuel Johsua est professeur en sciences de l'éducation à l'université de Provence.

La modestie, vertu politique ?

par Olivier Le Cour Grandmaison

APRÈS les vocables rebatus de « *citoyen* » et de « *pluriel* », l'usage de l'adjectif modeste est devenu un rituel de la langue politique supposée transcender de la prise en compte des réalités complexes d'aujourd'hui. Toute initiative comme toute action se doivent, pour être légitimes et positivement accueillies, d'être « *ci-toyennes* » et « *plurielles* » et « *modestes* ».

Si la modestie est désormais une ressource politique essentielle, c'est parce qu'on lui prête beaucoup. Elle se trouve, en effet, au centre d'un ensemble de représentations valorisées et valorisantes où voisinent la mesure, le sérieux de l'intention, l'éthique de la responsabilité, le réalisme opposés à l'irresponsabilité, l'ambition démesurée, l'éthique supposée toujours aveugle de la conviction, l'archaïsme idéologique, l'utopie présumée meurtrière. Après des années de discours volontaristes ou

prétendus tels, agir avec modestie en respectant ce qui est un impératif catégorique.

Face au réel, il conviendrait donc de s'inscrire dans une attitude modeste afin de ne pas troubler le cours des choses. Ce cours qui, à défaut d'être complètement harmonieux, serait néanmoins le seul possible car nul ne saurait plus prétendre sérieusement vouloir en modifier la direction. Plus généralement, ce triomphe de la modestie annoncerait, comme l'écrivait François Furet, la fin d'une histoire exceptionnelle « *marquée par l'essor précoce de l'Etat et par une série de révolutions* ».

Après ce passé caractérisé par le déchaînement des passions politiques qui, de la Révolution française jusqu'au début des années 80, auraient été la marque distinctive de notre histoire, sonnerait l'heure de la modernisation. Sonnerait l'heure aussi de l'Etat et de l'action modestes, gages d'une démocratie apaisée et efficace permettant à la France de rejoindre pleinement les rangs des grands Etats démocratiques après deux siècles d'errements hésitants.

Il fut un temps où du passé il fallait faire table rase. Les temps sont aujourd'hui venus où la politique consiste, comme le notait Jacques Rancière, « *à épouser la vague* » plutôt que de l'affronter. Promettre peu afin, dit-on, de ne pas nourrir d'illusions et les déceptions qui en sont les suites inévitables et dangereuses pour la stabilité des majorités en place ou à venir. Transformer et réformer moins encore. Tels sont les

habits neufs, prétendus tels en tout cas, de l'homme politique contemporain qui se fait sage technicien dont les ambitions se bornent à gérer ce qui est.

La devise de cette époque pourrait être : « C'est ainsi ! » et l'âne, comme symbole, lui conviendrait parfaitement

Cet homme politique dont le sérieux et la compétence se mesurent désormais à la capacité qu'il a, face à la complexité supposée toujours plus grande des phénomènes économiques, juridiques et financiers, de s'incliner devant leur puissance en avouant sa petitesse. Cette dernière devient grandeur parce qu'elle est synonyme de sérieux, de réalisme et de responsabilité. N'est-ce pas cela, entre autres, qui conduit à désertir le terrain de l'engagement et de l'action politiques au profit d'une pure gestion qui ne doit jouer qu'à la marge puisqu'il ne saurait plus être question de modifier de façon substantielle une réalité dont les lois, économiques notamment, sont réputées être d'airain ?

La modestie vient étayer efficacement cette prétention en faisant du renoncement à l'action vertu en même temps qu'elle tend à imposer

le silence en coupant court au débat par la disqualification de ceux qui s'opposent à ce nouveau conformisme. Qui peut en effet contester une initiative qui se pare des qualificatifs de « *citoyenne* » et de « *modeste* » sans risquer de passer pour un dangereux rêveur, autochtonaire de surcroît ?

En fait, cette modestie n'est pas tant appréciation pondérée de soi et modération dans l'action qu'abdication et renoncement pure et simple devant la réalité. C'est ainsi qu'elle redonne vie, sous des formes nouvelles, à une vieille thématique : celle de la nécessaire soumission à l'ordre présent du monde. Cet impératif étant aujourd'hui considéré comme l'expression de pensées profondes et d'objectifs qui passent pour seuls légitimes. En témoignent tous ces discours qui nous enjoignent de nous « *adapter* » au plus vite. Ce n'est pas un hasard si « *s'adapter* » est aussi un maître mot du vocabulaire social et politique contemporain : il ne fait que traduire les conséquences pratiques de cette injonction permanente à la modestie. S'adapter à la mondialisation, à l'Europe telle qu'elle se construit, à la « *guerre économique*, aux nouvelles technologies, aux nécessités du troisième millénaire, telles sont quelques-unes des nouvelles idées devant lesquelles il faut se prosterner.

Chacun étant sommé de se plier au cours des choses puisque, réputé nécessaire, c'est nous qui devons impérativement changer pour que ce dernier puisse continuer à être et à prospérer tel qu'il est. Notre époque

adore la flexibilité sous toutes ses formes et ceux qui, par modestie, ne trouvent jamais rien à redire au monde. La devise de cette époque pourrait être : « *C'est ainsi !* » et l'âne, comme symbole, lui conviendrait parfaitement. Cet animal, originellement chrétien selon Nietzsche, laïque et désenchanté aujourd'hui, porte sa charge sans jamais se révolter et sans jamais dire « *non* ». Ses caractéristiques : l'hum-

ilité, l'acceptation de la réalité et la patience face à la souffrance. L'âne est certes un animal endurant. Hélas, il ne résiste pas longtemps lorsque les loups prospèrent et commencent de hurler.

Olivier Le Cour Grandmaison est maître de conférences en science politique à l'université Evry-Val-d'Essonne.

25 appareils à dicter Chez Duriez

Philips • Sony • Casio • Olympus • Sanyo. De poche (de 189 F TTC à 1 790 F TTC) ou de bureau (de 2 690 F TTC à 3 890 F TTC). Disponibles sur stock.

Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e 112 bd St-Germain Paris 8e

Can Liem Luong Paris

Le double défi de la Russie à l'Europe

LA CRISE politique et financière en Russie place les Occidentaux, et au premier chef les Européens, devant un double défi dont ils commencent à peine à prendre la mesure.

Pour les Américains, le problème est relativement simple. Leur préoccupation première est le contrôle de l'arsenal nucléaire russe, mais leurs vrais soucis sont ailleurs. Il n'en va pas de même pour les dirigeants du Vieux Continent. Les Russes sont des voisins dont ils n'ont cessé de vanter la vocation européenne, au moins depuis 1991, et ils se retrouvent brusquement à côté d'un géant effondré qui n'a pas honoré les espoirs placés en lui. La perspective d'une évolution lente mais régulière vers la démocratie et l'économie de marché s'est révélée une chimère et on s'interroge sur les conséquences internationales de ce fiasco.

Réunis le week-end dernier à Salzbourg, en Autriche, les ministres des affaires étrangères des Quinze ont eu un premier échange de vues qui a donné une idée de leur perplexité (*Le Monde* du 8 septembre). Si l'heure des révisions déchaînées n'a pas encore sonné, l'Europe ne s'en retrouve pas moins face à une situation nouvelle. Il ne servirait à rien de faire comme si tout était comme avant.

Ce qui a changé ? D'abord il n'est plus possible, comme on le faisait régulièrement à chaque sous-boutant politique en Russie, d'invoquer la « poursuite des réformes ». Si l'y a un enseignement à tirer de la crise

actuelle, c'est bien que les changements intervenus depuis la fin de l'Union soviétique n'ont qu'un lointain rapport avec les réformes que disaient souhaiter les Occidentaux pour l'édification d'une économie de marché et d'un système démocratique. Malgré l'assaut contre le Parlement en 1993 et la guerre en Tchétchénie, malgré les hésitations officielles autour de l'élection présidentielle de 1996, malgré l'économie maussade et la misère sociale, on pouvait encore invoquer le « retard russe » pour expliquer les comportements peu compatibles avec les règles du Conseil de l'Europe où la Russie avait été solennellement reçue.

Le deuxième enseignement est aussi une remise en cause des idées admises jusqu'à maintenant : mélange de dogmatisme et d'ignorance, les réformes imposées par les *Chicago boys* et leurs émules ont été plaquées sur la réalité soviétique comme si la Russie post-communiste ressemblait au Chili, voire à la Pologne. L'échec ne vient pas du fait que les réformes ont été mal appliquées ou déformées à des fins privées. Elles étaient simplement inadéquates.

Officiellement, on ne le dit pas aussi brutalement. Mais quand les Quinze affirment nécessaire de « revoir les programmes » des institutions internationales, ou quand le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, estime qu'il faut « mieux préciser les réformes attendues », c'est bien de cela qu'il s'agit.

Ce n'est que le début de la sagesse. Personne ne sait exactement par où il faudrait commencer pour arrêter la dégringolade financière, relancer la production, reconstruire l'État, restaurer la confiance à l'intérieur et à l'extérieur. Ce n'est pas une question d'argent. Les centaines de milliards de dollars que la communauté internationale a transférés en Russie ont été dilapidés sans que l'appareil de production soviétique soit profondément transformé.

SONNETTE D'ALARME

Sans doute était-il sage d'éviter avec la Russie d'après 1991 l'erreur commise avec l'Allemagne par les vainqueurs de la première guerre mondiale. Mais entre la traîner en vaincue sous prétexte qu'elle avait perdu la guerre froide et prendre pour argent comptant toutes les promesses de son président, il y avait une marge qui n'a pas été utilisée. Quelques tentatives ont eu lieu pour rappeler les dirigeants de Moscou à leurs engagements. Alain Juppé, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères, avait, à plusieurs reprises, souligné que l'attitude de l'Occident ne pouvait pas être indépendante du comportement russe. Ces rappels de bon sens pesaient peu face à une conviction bien ancrée dans les chancelleries : Boris Eltsine est le seul garant des réformes ; entre lui et les communistes, il n'y a rien. Ce raisonnement simpliste a vécu.

La crise interne aura-t-elle des répercussions sur la politique inter-

naionale de Moscou ? C'est le second défi auquel les Européens risquent de devoir rapidement faire face. A la tête de la diplomatie russe, ils vont retrouver Evgueni Primakov qui, pour avoir survécu à tous les régimes, est un garant de la stabilité et de la continuité. A peine confirmé dans ses fonctions, M. Primakov s'est empressé d'affirmer que, malgré ses difficultés, la Russie « reste une grande puissance ». Si du côté occidental on nourrit quelques doutes sur cette appréciation, les Américains comme les Européens n'en ont pas moins répété que la Russie demeurerait un partenaire indispensable.

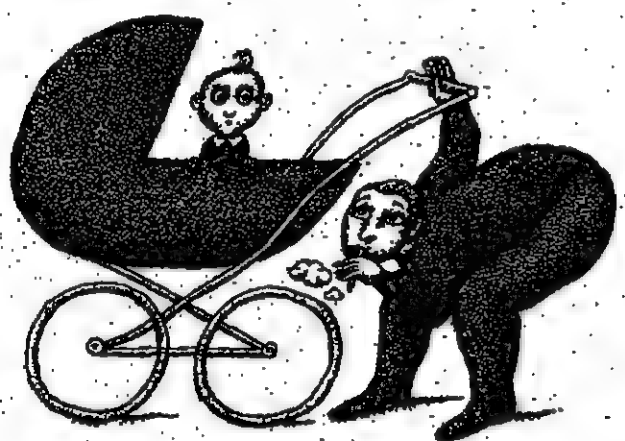
La dépendance financière vis-à-vis de l'Occident peut amener les dirigeants russes à se montrer accommodants ; c'est ce qui s'est produit depuis les dernières années Gorbatchev. A terme cependant, l'évolution devrait être défavorable à la politique occidentale. La montée du nationalisme, un regain d'activisme sur les marchés dans cet « étranger proche », auquel elle n'a jamais vraiment renoncé, touchent d'abord les voisins immédiats de la Russie. Certains ne s'y sont pas trompés et ont déjà tiré la sonnette d'alarme.

Les risques ne sont pas économiques. En quelques années, les anciennes démocraties populaires ont réorienté à plus de 80 % leur commerce en direction de l'Ouest. Ils sont politiques. Les Occidentaux avaient imaginé une géométrie européenne de cercles concentriques : autour de l'Union européenne, les candidats à l'adhésion, les pays ayant vocation à être candidats, les anciennes terres russes qui, sans être candidates, seraient des associées et enfin la Russie elle-même, le tout renforcé par l'élargissement de l'OTAN et le partenariat pour l'Europe.

Cette harmonieuse topologie ne résisterait pas si la Russie ne jouait plus le jeu. Implicitement, c'est la question soulevée par le ministre autrichien des affaires étrangères, Wolfgang Schüssel, quand il a proposé à ses collègues de créer, autour de l'Union européenne, un « partenariat pour l'Europe » comme il existe un partenariat pour la paix autour de l'OTAN. L'accueil a été glacial. La proposition est une réponse prématurée à une question qu'on préfère éluder. Appliquons les accords existants, ont répliqué en substance ses quatorze collègues ; après, nous verrons. Personne n'ose plus envisager une Europe dans laquelle la Russie serait de nouveau hostile après avoir été coopérative. En évoquant cette question hypothétique, on craint même de biter le jour où il faudra sérieusement se la poser.

Daniel Vernet

Double jeu par Peter Sis



La nouvelle politique économique de M. Jospin

Suite de la première page

Avec le recul, les socialistes peuvent faire valoir que leur jugement était pertinent. Même si nul ne pouvait prévoir la crise asiatique, puis la russe, enfin celle de nombreux pays émergents, il reste que la demande étrangère a brutalement faibli cette année et que la croissance française reste néanmoins forte - elle devrait être de 3,1 % en 1998. Elle doit son dynamisme, au moins provisoirement, à un seul moteur : la demande intérieure, ce qui valide la politique de soutien à la demande que le gouvernement a conduite dans les premiers mois qui ont suivi les élections de 1997 (majoration du SMIC, hausse du pouvoir d'achat grâce à la montée en puissance de la CSG, etc.).

Que ce serait-il passé si le gouvernement avait choisi une autre orientation ? Les socialistes doivent rester modestes : la France n'est pas le seul pays à bénéficier d'une croissance préservée. Une grande partie de l'Europe profite d'une conjoncture à contre-courant des tendances mondiales. Le gouvernement a su, cependant, consolider cette croissance et n'a commis aucune maladresse de nature à l'enrayer. MM. Jospin et Strauss-Kahn peuvent, en outre, tirer argument de la situation européenne pour

faire valoir que la crise financière internationale valide aussi, a posteriori, l'autre grand axe de leur politique économique : la priorité donnée à la monnaie unique. La spéculation n'a pas entravé, en Europe, les turbulences occasionnées ailleurs parce que l'euro a, dès à présent, joué, selon une formule qu'affectionne le ministre des finances, un rôle de « bouclier protecteur ».

Il reste que le projet de loi de finances pour 1999 marque une première entorse à ce qui fondait la doctrine économique socialiste des dernières années. Si quelques mesures sont prises pour les ménages, elles sont de niveau symbolique. Pour les entreprises, en revanche, rien de tel : l'heure est à la générosité. Pour la seule année 1999, l'allègement de la taxe professionnelle (TP) portera sur 7,2 milliards de francs, à quoi il faut ajouter 5 autres milliards de francs au titre du recul promis de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés (IS). Le gouvernement a, de plus, annoncé que la baisse de l'IS serait amplifiée en l'an 2000 et celle de la TP durant quatre ans, l'allègement fiscal global pour ces deux prélèvements devant atteindre près de 40 milliards de francs au total.

Alors que d'autres pays, dans la période récente, ont pu jouer la carte des baisses d'impôt en faveur des ménages pour consolider la croissance, le gouvernement semble donc - c'est intéressant - s'engager dans une autre voie, puisque l'essentiel des marges de manœuvre budgétaires prévisibles dans les années qui viennent sont préaffectées aux entreprises.

Pourquoi ce choix, qui engage l'avenir budgétaire de la France ? Dans un premier temps, Bercy a fait valoir que cette décision avait

été prise pour la bonne cause : l'emploi. L'argument n'emporte pas la conviction. Si la lutte contre le chômage avait été déterminante, il y aurait eu une meilleure utilisation possible de ces 40 milliards de francs. Les socialistes n'ont-ils pas répété, des années durant, que les allègements budgétaires, c'est-à-dire non ciblés sur le coût du travail non qualifié, sont autant de « cadeaux » aux entreprises, sans effet réel sur l'emploi ?

PRIORITÉ À L'INVESTISSEMENT

En réalité, le calcul que fait le ministre des finances est différent. Il est désormais enclin à penser que, pour imiter les États-Unis et entrer dans une phase de croissance durable, la France doit impérativement rattraper son retard d'investissement. C'est donc très clairement - même si, publiquement, la chose n'est pas dite en ces termes - ce qui ressort du projet de loi de finances pour 1999 : l'investissement, voilà la nouvelle priorité du moment.

Insensiblement, tacitement, le gouvernement est-il en train de changer le cap de sa politique économique ? A tout le moins, on devine une intention : après la priorité donnée à une politique de la demande, la politique de l'offre redonne son importance. La relative rigueur qui a prévalu, lors de l'arbitrage de juillet sur le SMIC, ou celle qui est annoncée pour les retraites en 1999 - indexées sur la hausse des prix et non sur les salaires - incitent à la même interprétation.

Évidemment, M. Jospin contestera ce diagnostic. Il fera valoir que, dans le régime de la politique économique, la demande intérieure est assez dynamique et n'a guère besoin de coups de pouce supplémentaires, autres que la double ma-

joration de l'allocation de rentrée scolaire ou les baisses symboliques de TVA annoncées. Il est exact, de surcroît, que le choix fait de ne pas réduire les dépenses de l'État, dans une période de turbulences économiques, peut aussi avoir un effet de soutien modéré à la demande, même si c'est moins directement perceptible pour les ménages.

Ce projet de budget a, cependant, une cohérence imprévue. Entendons-nous, un jour, le premier ministre défendra finalement le fameux théorème libéral selon lequel « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain » et les emplois d'après-demain ? En tout cas, il s'expose aujourd'hui à ce qu'on lui fasse ce méchant procès.

Laurent Mauduit

PRÉCISION

ALGÉRIE

Suite à l'article paru dans *Le Monde* du 14 août. Redha Malek, président de l'Alliance nationale républicaine (ANR), nous précise que « l'ANR n'est pas "un parti laïc" dans la mouvance du pouvoir », mais un parti rigoureusement indépendant qui, pour être anti-intégriste, n'est ni "laïc" ni "dans la mouvance du pouvoir". L'ANR s'inscrit dans la mouvance démocratique ».

Il souligne, par ailleurs, qu'« il convient de manier avec précaution le mot "laïc", qui, dans notre contexte, prend souvent une connotation polémique, sinon péjorative. En qualifiant l'ANR de parti laïc, vous ne faites que sacrifier à la terminologie intégriste, pour qui tout ce qui n'est pas "islamiste" est "laïc", entendez "athée" ».

Le Monde

71 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Transparence salutaire

L'ENTRETIEN accordé à l'hebdomadaire *Impact Médical* par le médecin général Yves Cudennec, médecin-chef de l'hôpital d'Instruction des armées du Val-de-Grâce, est un événement. Pour la première fois en France, s'agissant d'une personnalité publique de premier plan, un médecin ose faire la transparence et donner, fil à fil, les informations que le grand public est en droit d'attendre. Sans précédent, cette initiative, que *Le Monde* avait appelée de ses vœux dans ses éditions du 8 septembre, doit être saluée. On saura gré à la famille du ministre de l'Intérieur de l'avoir autorisée, après avoir, de manière fort compréhensible, dans un premier temps, demandé aux médecins du Val-de-Grâce une certaine discrétion sur l'état de santé de M. Chevènement.

Sans doute est-ce la polémique naissante sur les conditions d'hospitalisation de M. Chevènement qui a incité le « patron » du Val-de-Grâce à faire preuve d'une telle volonté de transparence. Nous écrivions l'autre jour : s'agissant d'une personnalité politique de l'importance du ministre de l'Intérieur, « rester dans le vague, s'abriter derrière le secret - médical, militaire ou d'État - c'est le plus sûr moyen de donner prise à la rumeur ». C'est effectivement ce qui s'est produit et qu'a voulu endiguer le docteur Cudennec.

Encore une fois, il ne saurait être question, ici, de remettre en cause le principe essentiel du secret médical. Mais simplement de rappeler ce que François Mitterrand disait avant son élection en 1981, à savoir qu'il revendiquait, pour lui-même et les Français, la transpa-

rence la plus absolue sur sa santé.

Il faudra bien un jour revenir sur cette question sensible de l'état de santé des gouvernants, de l'information des citoyens qui les ont élus et des risques qu'une éventuelle maladie pourrait faire courir à leur capacité de gouverner.

Depuis la révélation, dans nos colonnes, puis dans le livre du docteur Claude Gubler, du fait que François Mitterrand se savait atteint d'un cancer de la prostate depuis 1981 et que tous les bulletins de santé publiés sous ses deux septennats étaient mensongers, ce débat est mystérieusement et subitement devenu tabou. Ainsi chacun fait mine de ne pas s'apercevoir que Jacques Chirac, devenu président de la République, a mis un terme à la pratique des bulletins de santé réguliers instituée par Valéry Giscard d'Estaing, puis formalisée par François Mitterrand.

Cette situation n'est pas saine. La décision de mettre un terme à la publication de bulletins de santé du président de la République mérite non seulement débat, mais surtout la définition d'une stratégie de remplacement. La stratégie du mensonge choisie par François Mitterrand a certes discrédité le rituel des bulletins de santé. Mais le vide qui lui a succédé est dangereux, l'actuelle procédure française d'empêchement - en cas de maladie grave - étant totalement inopérante.

Des médecins ayant eu à soigner des chefs d'État, ainsi que des constitutionnalistes réputés ont réfléchi à ce problème. Ils ont même fait des propositions de réforme de cette procédure, y compris à l'actuel chef de l'État. Ne serait-ce pas le moment, aujourd'hui, d'en débattre ?

Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombat
Directeur : Jean-Marie Colombat / Dominique Allou, directeur général
Directeur adjoint : Jean-Marie Colombat, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Fabrice Proust
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Renard, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Royette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Rédacteurs en chef :
Alain Fournier, Edith Bruneau (éditorial et analyse)
Laurent Groussier (suppléments et cahiers spéciaux), Michel Kadoch (Débat)
Eric Le Bouder (International), Patrick Jarnon (France), Patrick Monod (Société), Claire Blaudon (Entreprises)
Jacques Bodo (Jeunesse), Jacques Bruguère (Culture), Christine Vasson (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan
Métier : Hubert Bédé
Directeur technique : Eric Pailhou, directeur délégué : Anne Charnetbourg
Conseiller de la direction : Alain Ruffin / Directeur des relations institutionnelles : Daniel Vermet
Personnel audiovisuel : Bernard Le Camet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblet, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1949), Jacques Fournier (1949-1952), André Laurens (1952-1957), André Fontaine (1957-1971), Jacques Lecomte (1971-1974)
Le Monde est édité par le SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1974
Capital social : 160 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs de Le Monde »
Associations : Union des journalistes, Union des écrivains, Union des journalistes de France
Le Monde Europe, Le Monde Amérique, Le Monde Afrique, Le Monde Asie, Le Monde Proximité, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Fusillade à Berlin

DE VIOLENTS incidents se sont déroulés jeudi après-midi dans le secteur britannique de Berlin, aux alentours de la porte de Brandebourg. Une imposante manifestation avait été organisée par les sociaux-démocrates sur la place de la République. Deux cent cinquante mille personnes, surexcitées par les récents événements, et notamment par l'arrestation de policiers allemands « occidentaux » par les Russes, s'étaient rassemblées, manifestant bruyamment leur hostilité aux communistes et aux occupants soviétiques.

Sur la Pariserplatz, à la limite des secteurs britannique et soviétique, des manifestants injurèrent les policiers du secteur russe. Des jeunes gens, membres de l'organisation des « Faucons », tentèrent d'enlever le drapeau rouge flottant sur la porte de Brandebourg.

La police soviétique dirigea alors le feu sur le premier manifestant, qui s'écroula au milieu de la foule. Cependant, à la troisième tentative, des manifestants réussirent à grimper sur le monument, brisèrent la hampe du drapeau et le jetèrent dans la rue, où la foule le mit en pièces en s'en partageant les lambeaux. Des coups de feu éclatèrent. Des hommes et des femmes s'écroulèrent dans la foule.

La police britannique intervint alors et demanda aux soldats russes d'arrêter le feu. Après une vive discussion, les Russes se retirèrent et la police allemande et britannique dispersa la foule. On compte du côté occidental de nombreux blessés et deux morts, dont un jeune garçon de quinze ans et demi. Les Soviétiques annoncent la mort de deux policiers. (11 septembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-25-04-34

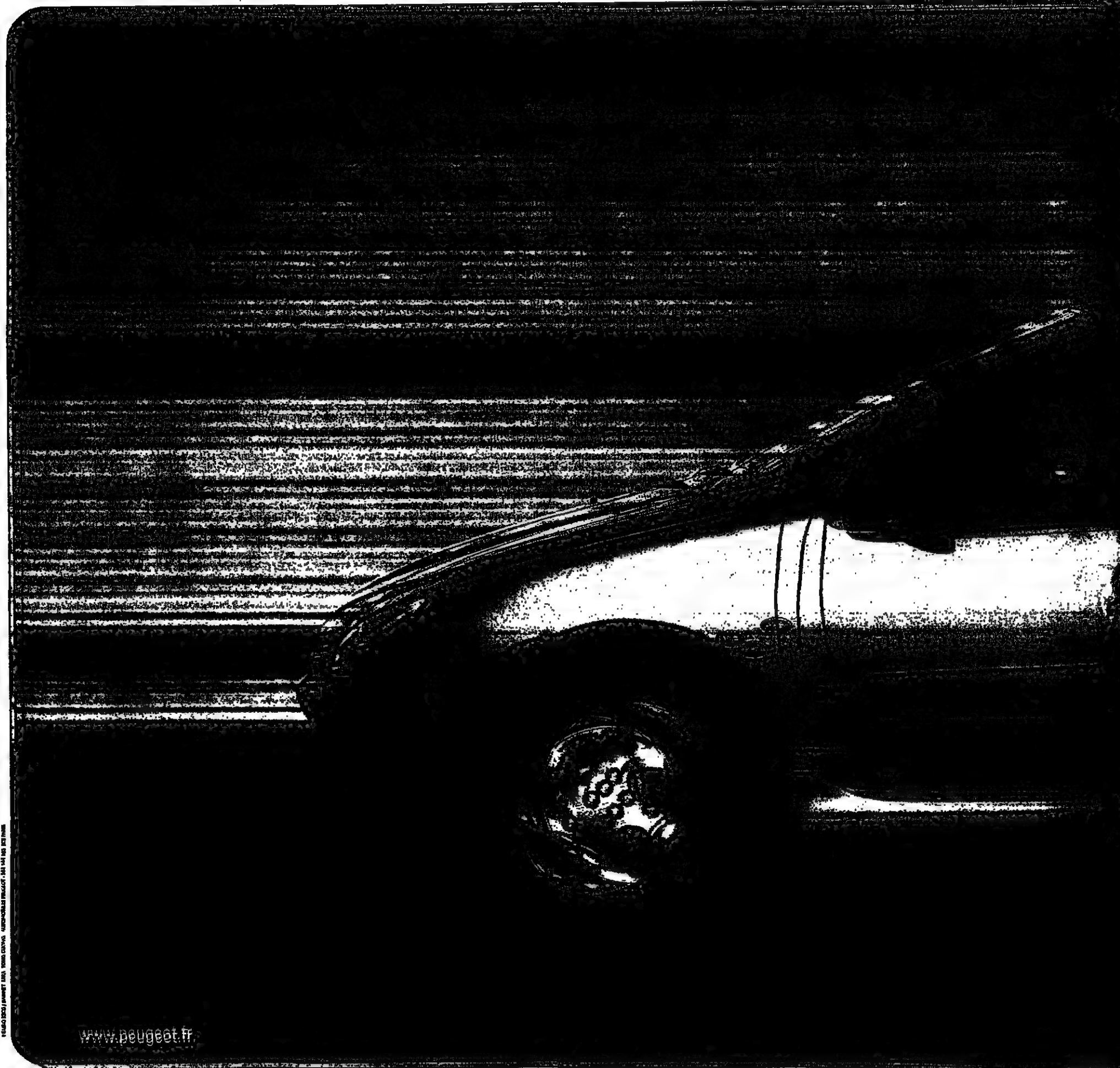
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-68-76-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

هكذا من لا يمل

VOUS N'AURIEZ PAS LES



www.peugeot.fr



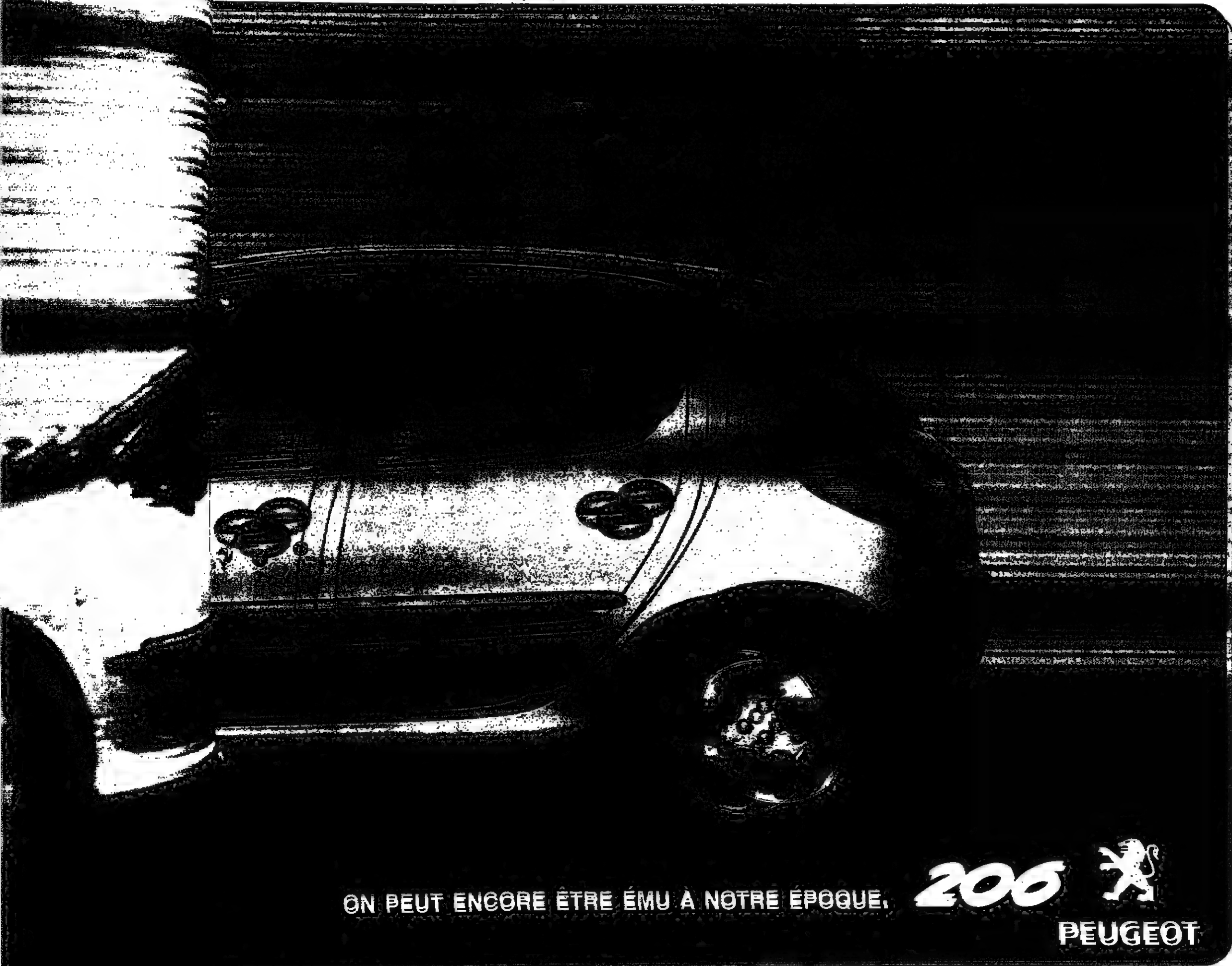
PEUGEOT 406

مركز (من الإيجل)


(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998 / 17

MAINS QUI TREMBLENT?



ON PEUT ENCORE ÊTRE ÉMU À NOTRE ÉPOQUE.

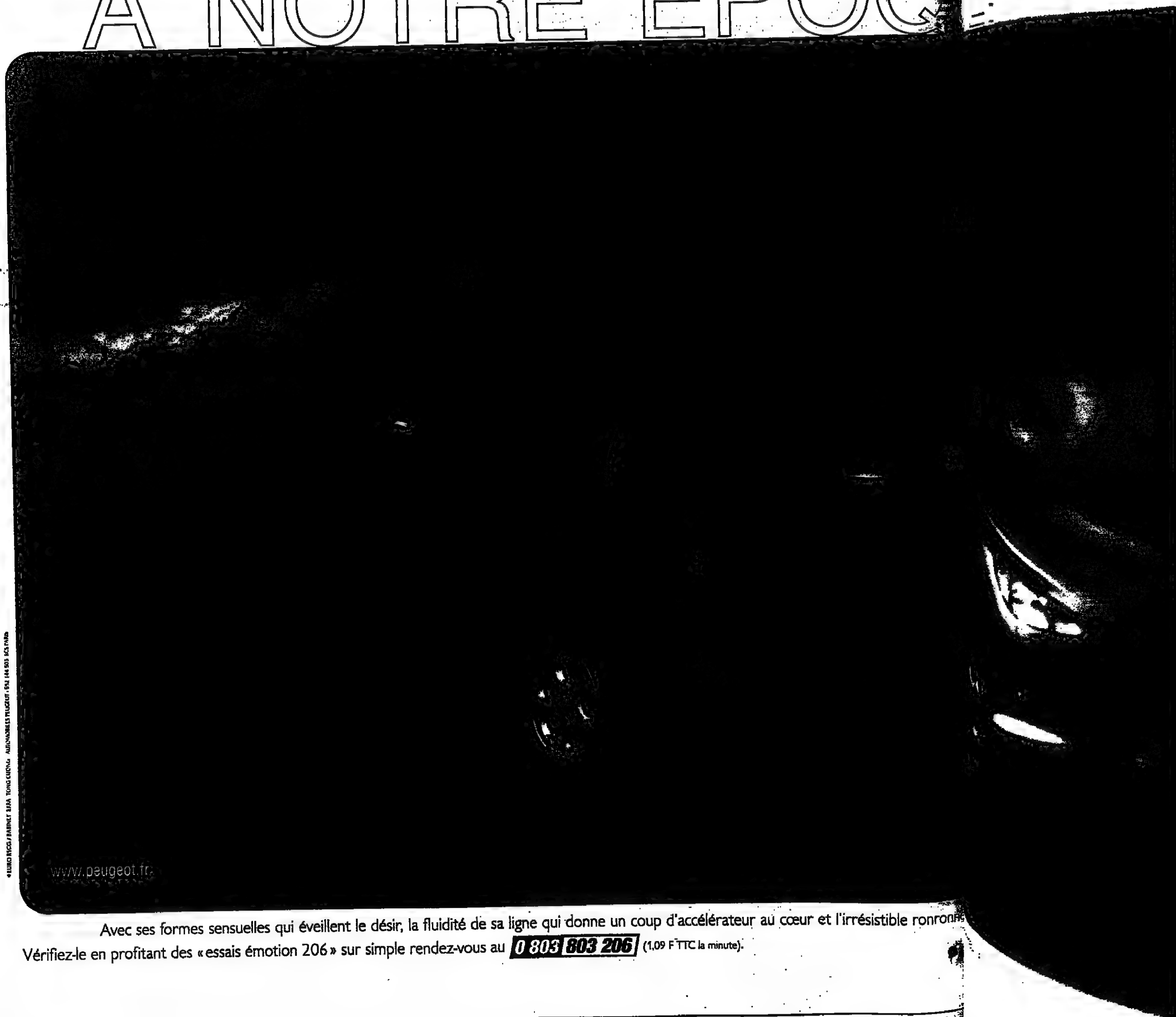
206 

PEUGEOT

مركز من لاجل

18 / LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

ON PEUT ENCORE ÊTRE À NOTRE ÉPOQUE



www.peugeot.fr

Avec ses formes sensuelles qui éveillent le désir, la fluidité de sa ligne qui donne un coup d'accélérateur au cœur et l'irrésistible ronron.
Vérifiez-le en profitant des « essais émotion 206 » sur simple rendez-vous au **0 803 803 206** (1,09 F TTC la minute).

هكذا من الإيهل

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998 / 19

ÉMU
JE.

206



PEUGEOT

En application de la loi informatique et liberté du 6/1/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant auprès d'Automobile Peugeot, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

de son moteur, la nouvelle Peugeot 206 est bien la preuve par quatre roues que nous ne sommes pas devenus des êtres totalement insensibles.
PEUGEOT. POUR QUE L'AUTOMOBILE SOIT TOUJOURS UN PLAISIR.

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

FINANCE Les banques françaises ont dégagé des résultats record au premier semestre, dopées par la bonne conjonction en France, des provisions domestiques en net recul et

des marchés financiers particulièrement porteurs. ● CETTE PERFORMANCE leur permet de passer de très lourdes provisions pour faire face aux risques liés à la crise financière et

économique en Asie et en Russie. ● LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE apparaît comme la plus prudente avec un effort massif de 6 milliards de francs. Celui de la BNP est moindre. Paribas et le

CCF sont moins engagés. ● ATTENDANT avec une certaine inquiétude l'évolution des marchés en fin d'année et les risques de contagion des crises, les dirigeants des groupes fran-

çais ne font aucun pronostic sur leurs résultats à venir. ● À L'OUVERTURE de la Bourse de Paris, jeudi 10 septembre, les titres Société générale et BNP perdaient respectivement 5,9 % et 4,1 %.

Profits record pour les banques françaises malgré les turbulences financières

Au premier semestre, Paribas a dégagé un bénéfice net de 4,2 milliards de francs, la Société générale de 4,1 milliards, la BNP de 3,8 milliards et le CCF de 1,1 milliard, en dépit d'importantes provisions sur la Russie et l'Asie

LES DIFFICULTÉS des économies du sud-est asiatique, auxquelles sont venues s'ajouter celles de la Russie en août, font planer une menace sur les résultats des banques françaises. Vont-elles se sortir de la montée des risques dans ces zones géographiques ? Dans l'incertitude, la Bourse a commencé à répondre par la négative : elle a fait perdre en six semaines aux titres bancaires, plus de 35 % de leur valeur cotée.

Mercredi 9 et jeudi 10 septembre, les banques ont apporté leur propre réponse : leurs résultats au premier semestre progressent fortement. Elles ont profité pour faire des efforts substantiels pour se prémunir contre la boursasque financière dont tous les patrons avouent qu'ils ne savent pas très bien comment elle va se terminer.

Sur la ligne d'arrivée, Paribas a une petite longueur d'avance sur ses concurrents, avec un bénéfice net de 4,2 milliards de francs, im-

médiatement suivie par la Société générale qui a gagné 4,1 milliards (+9 %), malgré un effort de 6 milliards de provisions lié à l'Asie et la Russie. La BNP qui passe beaucoup moins de provisions, n'est pas loin derrière, avec 3,8 milliards de profit (+25 %). Le CCF affiche une progression spectaculaire de 39 % à 1,1 milliard et le Crédit agricole d'Ile-de-France de 253 millions (+27 %).

La clef de cette bonne santé est triple. Tout d'abord, la croissance en France, en Europe et aux États-Unis est restée très solide sur les six premiers mois de l'année. Toutes les branches d'activité bancaire en profitent. Dans la banque de détail, les revenus progressent et les dépenses restent maîtrisées malgré les charges liées à l'euro et à l'an 2000. Cela produit un effet de ciseau très positif. La distribution de crédits repart, surtout du côté des ménages tirée par le crédit à la consommation, sur lesquels les banques prélèvent d'excellentes marges. Celles-ci sont

Des performances exceptionnelles

	en milliards de francs	1997	1998	1999	2000	2001	2002
PARIBAS	16,5	20,8	0,8	2,8	4,2	4,2	
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	27,1	31,3			3,7	4,1	
BNP	21,5	24,0	2,3	4,2	3,0	3,8	
CCF	5,5	6,8			0,8	1,1	

nettement moins bonnes sur les crédits immobiliers, utilisés comme produits d'appel et sujets à des renégociations. Les filiales de Paribas ont, pour cette raison, laissé passer certaines affaires. Les banques se rattrapent toutefois en vendant de plus en plus de pro-

duits à leurs clients (conventions de comptes, cartes, assurances, produits de placement...). Aujourd'hui, jusqu'à 40 % des revenus des agences bancaires proviennent de commissions.

Sur les petites et moyennes entreprises, le crédit redonne éga-

lement, au CCF notamment. Les banques profitent de la bonne santé de ces clients, et n'ont que peu de provisions pour risques domestiques à passer. La BNP a bénéficié de ce contexte très favorable en France, mais aussi aux États-Unis où elle contrôle la Bank of West, en cours de fusion avec la First Hawaiian.

Deuxième moteur de croissance des résultats : l'excellente tenue de la Bourse au premier semestre de l'année. L'activité de gestion d'actifs est florissante. Les banques tirent un très bon parti de leurs portefeuilles de participations. Paribas a dégagé 1,3 milliard de plus-values (contre 1,4 milliard en 1997), tout en voyant progresser rapidement les revenus des sociétés dans lesquelles elle a investi. La Société générale a dégagé 2,5 milliards de plus-values dont 1,6 milliard sur son portefeuille de participations industrielles (hors dividende exceptionnel lié à l'offre publique d'échange de Vivendi sur Havas). Finalement, la Société générale recule encore 14,6 milliards de plus-values, Paribas 16,8 milliards et la BNP 10,8 milliards.

ribas Affaires Industrielles.

Ce troisième moteur de croissance, les marchés financiers, sera-t-il au rendez-vous sur la seconde moitié de l'année ? Personne n'a la réponse ! Chez Paribas, on rappelle que le résultat du second semestre est traditionnellement plus faible que celui du premier. Comme d'habitude, la banque a connu quelques déboires sur les marchés obligataires, déjà sensibles au premier semestre, du fait de l'élargissement de l'écart de taux inattendu - qui s'est accentué en août - entre les emprunts d'État et ceux d'autres émetteurs. La Générale indique que juillet a été excellent mais admet avoir souffert au mois d'août, sur le papier russe et l'ensemble des taux fixes, ajoutant qu'il existe un risque de contraction des volumes d'activités sur le dernier trimestre si la crise financière devait se prolonger ou s'étendre. M. Bouton, tout en précisant que la banque est à même de résister à un choc majeur, se garde bien de donner une prévision de résultat sur toute l'année 1998. Aucune banque n'assure d'ailleurs qu'elle atteindra globalement le rendement des fonds propres atteint au premier semestre (de 12 à 15 %).

Toutes suivent avec une très grande attention la privatisation du Crédit lyonnais. Le redressement très net de la rentabilité de la banque de réseau en France en fait un investissement intéressant. Paribas se dit prêt à étudier une prise de participation, pour protéger le partenariat qui la lie au Lyonnais, dans les activités de services financiers spécialisés. M. Bouton, lui, ne se fait guère d'illusions sur ses chances d'entrer avec une participation élevée dans le capital du Lyonnais à court terme, mais réplique qu'un rapprochement Crédit lyonnais-Société générale ne serait pas plus absurde qu'un autre.

Sophie Fay

De fortes provisions sur la Russie et l'Asie

CONTRAIREMENT au début des années 90, quand les banques françaises avaient mis du temps à prendre la mesure de la crise de l'immobilier, elles ont décidé de tenir compte rapidement de la dégradation économique en Russie et en Asie. Elles l'ont fait d'autant plus volontiers, cette fois, que la nette amélioration de leur rentabilité leur permet de renforcer la couverture de leurs risques tout en affichant des bénéfices records.

A la Société générale, 3,5 milliards de francs de provisions sont venus s'ajouter aux 5,4 milliards déjà réalisés en 1997 pour couvrir la Russie asiatique. Au total, la deuxième banque française a presque doublé le taux de couverture de ses engagements pour le porter à près de 20 %. Daniel Bouton, le président de la Société générale, n'a pas voulu donner trop de détails sur le provisionnement pays par pays, il a cependant indiqué qu'il « est très fort sur l'Indonésie où il n'y a plus de banques, plus d'économie et probablement plus d'État. Il est plus modéré en Corée du Sud, pays dont les fondamentaux doivent lui permettre de surmonter la crise ». La Corée représente la moitié de l'exposition de la Société générale dans la région.

La BNP, pourtant plus engagée en Indonésie et en Malaisie, a porté le taux de provisionnement

de son risque en Asie à 18,2 %. « L'encours des provisions sur cette zone est de 4,9 milliards de francs à fin juin 1998, dont 2,4 seulement couvrent des risques spécifiques identifiés et dont 76 % sont constitués à titre prudentiel pour le cas où la crise dans cette zone s'aggraverait », souligne l'établissement. Au CCF, le taux de provisionnement des risques sur les pays sensibles d'Asie atteint 20,8 %.

PHASE IMPRÉVISIBLE

Chez Paribas, 2 milliards de francs supplémentaires ont été mis de côté. Le taux de couverture des risques en Asie et en Russie s'élève à 26 %. Au 31 août, les encours de crédits de la banque et le portefeuille de titres de dettes s'élevaient à un peu plus de 510 millions de francs sur la Russie.

Le CCF indique pour sa part que ses engagements en Russie d'un montant de 132 millions de francs sont couverts à hauteur de 17 %. A la Société générale et à la BNP, les engagements en Russie sont plus conséquents : elles annoncent respectivement 2,9 et 4,3 milliards de francs. Les deux établissements ont donc passé des provisions supplémentaires. M. Bouton a toutefois reconnu qu'il est difficile d'évaluer le niveau adéquat de provision. « Nous sommes dans une phase im-

prévisible où il n'y a plus d'État en Russie », a-t-il déclaré, tout en soulignant que ce pays disposait de « richesses économiques importantes et d'une épargne cachée ». La Société générale a constitué une provision totale de 2,5 milliards de francs. A la BNP, des réserves ont été constituées au fil des ans au sein de la provision globale pour risques pays qui s'élève à la fin juin à 15,4 milliards de francs. L'établissement dirigé par Michel Pébereau a en outre doté ses comptes du premier semestre d'une provision générale de 500 millions de francs.

Ce relatif flou autour des provisions passées ne s'explique pas uniquement par la complexité de la situation russe. Il traduit l'embaras dans lequel se trouvent les

banquiers français pour évaluer l'impact de la crise sur l'ensemble des marchés financiers. « Sera-t-elle, comme la crise mexicaine de 1994, suivie d'un redressement rapide ou est-elle, au contraire, au début d'une crise de l'ensemble des pays émergents susceptible d'entraîner, par effets de domino successifs, l'ensemble de l'économie mondiale dans la récession », s'est interrogé le président de la Société générale. « Une partie de la réponse à cette question se trouve entre les mains des gouvernements des grands pays et des institutions financières internationales dont l'action concertée peut permettre de juguler les effets de cette crise », a-t-il conclu.

Joël Morio

Le Japon baisse ses taux pour sauver ses banques

ALORS QUE les opérateurs de marché se préoccupaient surtout de l'évolution des taux américains, dans l'espoir de leur baisse prochaine, la Banque du Japon a créé la surprise en annonçant, mercredi 9 septembre, un assouplissement de sa politique monétaire.

A l'issue de son conseil - d'une durée exceptionnelle de six heures et demie -, l'Institut d'émission a fait savoir qu'il ramènerait le taux de l'argent au jour le jour au niveau de 0,25 %, contre un peu plus de 0,40 % actuellement. S'il n'a pas modifié son principal taux directeur - l'escompte -, fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995, ce geste n'en constitue pas moins un événement monétaire majeur. Il a été d'ailleurs perçu comme tel sur les marchés financiers : le dollar s'est envolé, mercredi, vers le yen, passant de 131 à 138 yens, soit son plus violent mouvement de hausse depuis 1974.

« SPIRALE DÉFLATIONNISTE »

Dans un communiqué, la banque centrale japonaise a justifié sa décision en expliquant qu'elle était destinée à empêcher l'apparition d'une « spirale déflationniste » dans l'archipel. « Le niveau de l'activité économique a considérablement baissé », a commenté la Banque du Japon, « et nous ne pouvons pas exclure la possibilité que l'économie et les prix déclinent encore davantage à l'avenir ».

La crise financière que traverse la région asiatique depuis un an est venue durablement toucher une économie japonaise qui n'était toujours pas parvenue à se relever de l'éclatement de la bulle financière et immobilière de la fin des années 80. La stagnation a dès lors basculé en récession. Le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 1,3 %

au premier trimestre et la situation s'est encore détériorée depuis.

La baisse du taux de l'argent au jour le jour, qui permettra aux établissements de crédit de se refinancer à meilleur coût, est aussi destinée à venir au secours d'un système bancaire au bord du gouffre. « La restauration du système bancaire est une priorité qui ne peut être retardée plus longtemps », a affirmé mercredi le gouverneur de la Banque du Japon, Masaru Hayami. Au cours des derniers mois, les défaillances de banques, qui coulaient sous le poids des créances douteuses, se sont multi-

pliées : mercredi encore, le titre de la Fuji Bank avait plongé en Bourse à la suite de rumeurs faisant état de pertes colossales de l'établissement sur les marchés dérivés. Affichant un certain scepticisme quant à l'efficacité de cette initiative monétaire, les milieux économiques nippons soulignent la nécessité que celle-ci s'accompagne rapidement d'un accord sur le plan de redressement du système financier (débat au Parlement) conjugué à une politique de relance fondée sur une réduction de la pression fiscale.

Sur les deux plans, des progrès se dessinent. Mais lentement. Le Parti

libéral démocrate et l'opposition semblent sur la voie d'un compromis sur les lois pendantes devant le Parlement visant au redressement du système financier par l'injection de fonds publics. La plupart des quotidiens pressent les partis de faire passer les intérêts nationaux avant leur jeu partisan afin de présenter au plus vite un plan cohérent de sauvetage des banques croulant sous les dettes. A l'intérieur même du parti gouvernemental existe une forte opposition au projet de sauvetage présenté par le cabinet Obuchi. Ses adversaires préconisant une nationalisation.

Scepticisme de la presse économique

Dans un commentaire, jeudi 10 septembre, le journal des milieux d'affaires *Nihon Keizai* juge certes favorablement l'initiative de la banque centrale destinée à enrayer la spirale déflationniste en train de se mettre en place et de stabiliser la Bourse, mais doute de son impact. La Banque du Japon « a joué l'une de ses dernières cartes » - compte tenu du niveau déjà pratiquement an « plancher » des taux directeurs -, estime le quotidien, mais « il n'est pas certain que cette mesure dissipera l'inquiétude ambiante et empêchera de nouvelles réactions en chaîne des marchés ».

pure et simple des établissements en état de faillite et font valoir qu'en cherchant une solution en douceur du problème le gouvernement risque de voir la bombe à retardement des mauvaises créances lui exploser entre les mains.

Le plan de relance d'un montant de 16 000 milliards de yens adopté au printemps n'a pas encore fait sentir ses effets. Mais le gouvernement semble décidé à geler sa politique d'austérité financière, qui, prise à contre-pied, a été le déclencheur de la récession actuelle. Selon le *Nihon Keizai*, il envisagerait de reporter de deux ans l'objectif de la loi de novembre 1997 relative

à l'assainissement des finances publiques qui prévoit de ramener le déficit de l'État à 3 % du produit intérieur brut en 2005.

De leur côté, les économistes occidentaux rappellent que les conditions de crédit extraordinairement généreuses offertes depuis plusieurs années dans l'archipel n'ont, pas plus que les plans de relance successifs, permis de redresser l'économie japonaise. La baisse des taux annoncée mercredi, en confirmant indirectement la gravité de la situation économique et financière au Japon, apparaît à beaucoup comme un acte désespéré, par là même peu susceptible de restaurer la confiance de la communauté financière internationale vis-à-vis du Japon. Elle est aussi de nature à peser sur le moral des ménages nippons dont l'épargne financière verra sa rémunération grignotée. Des voix s'élèvent d'ailleurs, dans la classe politique japonaise, au cours des derniers mois, pour réclamer une hausse des taux afin d'injecter du pouvoir d'achat et favoriser la relance de la consommation. Enfin, la décision de la banque centrale japonaise - dont le gouvernement a précisé qu'elle n'avait pas fait l'objet d'une concertation internationale - risque de provoquer de fortes tensions sur le marché international des changes : en fragilisant une monnaie japonaise convalescente, elle nourrit le soupçon selon lequel Tokyo est désormais peu soucieux de maintenir une politique de yen stable, ce qui devrait non seulement irriter Washington, mais aussi placer sous forte pression le dollar de Hongkong et le yuan chinois.

Pierre-Antoine Delhommeais avec Philippe Pons à Tokyo

Les établissements suisses affichent aussi des performances records

BERNE

de notre correspondant Les deux principales banques helvétiques peuvent se montrer satisfaites de la marche de leurs affaires au cours du premier semestre. Fin août, la nouvelle UBS, née de la fusion entre l'Union de banques suisses et la Société de banque suisse (SBS), avait annoncé un bénéfice net de 3,511 milliards de francs suisses (FS) - 14 milliards de francs -, soit une hausse de 22 % par rapport aux six premiers de 1997. Mercredi 9 septembre, c'était au tour du Crédit suisse d'afficher, pour la même période, un bénéfice après impôts de 2,4 milliards de francs suisses, ce qui représente une progression de 36 %.

Signe des temps, les résultats favorables enregistrés pendant les six premiers mois de l'année n'ont pas suffi à rassurer les investisseurs. L'action Crédit suisse a reculé de 13 % le jour même de l'annonce des résultats, mercredi 9 septembre. Engagé pour près de 8 milliards de dollars dans les mar-

chés émergents, le groupe Crédit suisse pâtit des contrechocs de la crise russe. Selon des chiffres fournis à la presse, l'exposition de sa filiale d'investissement Crédit suisse First Boston (CSFB) s'élève à 2,159 milliards de dollars en Russie. Au Brésil, l'engagement de la CSFB représente 1,746 milliard de dollars. En Asie, le groupe Crédit suisse a privilégié la Corée du Sud pour 2,237 milliards de dollars et l'Indonésie pour 1,263 milliard. Il s'est également engagé pour 638 millions de dollars en Thaïlande et 162 millions en Malaisie. Pour affronter la crise asiatique, le groupe a constitué une provision de 474 millions de dollars.

Enfin, comme l'UBS, qui avait provisionné 544 millions de francs suisses à cette effet, le Crédit suisse a prélevé 375 millions de francs suisses sur ses réserves afin de couvrir une grande partie du montant de l'accord conclu le 12 août aux États-Unis dans le contentieux sur les avoirs juifs en déshérence.

Jean-Claude Buhner

Une commande de 48 appareils, début 1999, permettra le décollage industriel du Rafale

Un rabais de 10 % aurait été consenti par Dassault, Thomson-CSF et Sncma

Le ministre de la défense a annoncé, mercredi 9 septembre, que la commande de 48 avions Rafale devrait être notifiée début 1999 à ses

constructeurs, Dassault, Thomson-CSF et Sncma. Cette commande intervient, alors que la bataille commerciale se durcit à l'exportation

entre le Rafale et l'Eurofighter, conçu en coopération par le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne.

LE MINISTRE de la défense devait notifier, début 1999, la commande groupée plurianuelle d'avions Rafale à ses constructeurs. Alain Richard l'a annoncé, mercredi 9 septembre, lors de la présentation à la presse de son projet de budget.

Le ministre de la défense confirme ainsi que l'Etat et les trois principaux industriels - Dassault-Aviation, Thomson-CSF et la Sncma - concernés par ce programme mettront la dernière main à ce contrat dont les bases avaient été jetées du temps du gouvernement d'Alain Juppé.

Pour l'instant, une somme de 5,6 milliards de francs est inscrite dans le projet de budget 1999, et couvre deux opérations distinctes. D'une part, la marine et l'armée de l'air financent chacune la livraison de leurs premiers Rafale de série en exécution d'un premier marché passé juste avant les élections législatives de 1997 et portant sur treize appareils. D'autre part, il est demandé aux industriels d'achever le développement de la version F2 du Rafale, vouée à des missions air-air et air-sol, qui deviendra le modèle de base destiné en priorité à l'armée de l'air pour constituer son premier escadron opérationnel de vingt avions pour 2005.

BATAILLE COMMERCIALE

Cette série de décisions intervient en plein Salon aéronautique de Farnborough, en Angleterre, alors que la bataille commerciale se durcit à l'exportation entre le Rafale et l'Eurofighter, conçu en coopération par le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. Lancée bien avant le programme

européen, la production du Rafale a été retardée à maintes reprises par le gouvernement français qui trouve l'addition lourde à supporter seul pour une commande globale, étalée sur des décennies, de moins de trois cents exemplaires. Aujourd'hui, l'Eurofighter arrive sur les marchés étrangers en même temps que le Rafale avec, de surcroît, la garantie donnée à ses constructeurs, par les quatre gouvernements, que les commandes porteront sur plus de 600 exemplaires. Concrètement, les industriels du Rafale ne peuvent se prévaloir que d'un contrat limité pour l'instant à treize avions, quand leurs concurrents européens ont en poche la commande d'une première tranche de près de 150 Eurofighter pour une somme totale équivalente à 42 milliards de francs.

Dassault-Aviation, Thomson-CSF et la Sncma estiment avoir besoin, pour crédibiliser leur produit à l'exportation, que le gouvernement s'engage officiellement sur une série de Rafale plus importante, par une commande groupée plurianuelle d'avions. C'est l'objet du contrat en préparation depuis bientôt deux ans et portant sur un lot de 48 Rafale pour une dépense de 17 milliards de francs.

Le ministère de la défense a dû vaincre la résistance du ministère des finances et de la direction du budget, pour qu'une commande groupée de cet ordre ait pour effet de geler des crédits d'investissement importants sur une dizaine d'années et de limiter ainsi toute marge de manœuvre de l'administration dans la préparation de la loi de finances annuelle. En 1997, des

commandes groupées analogues ont été acceptées, mais sur des programmes financièrement moins ambitieux et conçus en coopération comme l'hélicoptère d'attaque Tigre ou des missiles de croisière avec deux pays (l'Allemagne et le Royaume-Uni) qui pratiquent déjà la commande globale. Aujourd'hui, cependant, l'accord de principe sur les modalités techniques d'un achat groupé plurianuel est intervenu entre les deux ministères.

DOUBLE ARGUMENT

Avec Dassault-Aviation, Thomson-CSF et Sncma, les discussions sur la notification du marché ont trait notamment au nombre d'avions commandés en fin de compte (vingt-huit achetés ferme et vingt autres en option), au dédit à verser par l'Etat s'il devait se retirer du programme en cours de route, aux modalités d'actualisation des coûts sur une dizaine d'années et au rabais (on parle d'une perspective de 10 %) consenti par les trois industriels dès lors qu'ils sont assurés d'amortir leurs chaînes de production sur une série, et non plus sur

des achats unitaires. Mais les discussions traînent en longueur du fait, aussi, que le maître d'œuvre du Rafale, la société Dassault-Aviation, n'envisage pas le moins du monde de se rapprocher du nouveau groupe aéronautique constitué, sur l'insistance du gouvernement, entre Matra Hautes Technologies (MHT) et Aerospatiale et probablement installé début 1999. Serge Dassault, le PDG de Dassault-Aviation, demeure viscéralement opposé à une telle fusion. Il vient de le répéter à Farnborough avec un double argument.

D'abord, il invoque le fait qu'il n'est pas un investisseur financier au service d'une opération dont il nie qu'elle puisse avoir un intérêt industriel pour son groupe. Ensuite, la fusion préconisée par le gouvernement va à l'encontre d'une réalité qui, à ses yeux, fait que l'aviation de combat n'a rien à voir avec l'aéronautique civile, une opinion qui l'incite à développer ses activités avec le groupe British Aerospace outre-Manche.

Jacques Isnard

Jean-François Hénin mis en examen pour abus de biens sociaux

JEAN-FRANÇOIS HÉNIN, fondateur et ancien directeur général d'Altus Finance, ex-filiale du Crédit lyonnais, a été mis en examen, mercredi 9 septembre, pour « abus de biens sociaux » par les juges d'instruction parisiens Jean-Pierre Zanotto et Eva Joly. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire et doit s'acquitter d'une caution de 1 million de francs. Il lui est interdit de rencontrer certains protagonistes de l'affaire et de se rendre en Suisse. Les magistrats tentent d'éclaircir les conditions jugées suspectes du rachat de l'entreprise Parachini par la société Sater, spécialisée dans le traitement des déchets, grâce au soutien financier d'Altus. Estimée initialement entre 600 et 650 millions de francs, la valeur finale s'est élevée à 750 millions de francs (Le Monde du 9 septembre).

Le PDG des Mutuelles du Mans sera fixé sur son sort vendredi

JEAN-CLAUDE JOLAIN, le PDG des Mutuelles du Mans, qui vient de remettre en jeu son mandat face à la contestation grandissante de ses salariés (Le Monde du 6 et 7 septembre), a affirmé dans un entretien à Ouest France du jeudi 10 septembre qu'il n'était « pas démissionnaire » pour autant, ce qui constituerait selon lui « un acte de désertion ». Les conseils d'administration des deux sociétés constituant le groupe doivent se tenir, vendredi 11 septembre, pour décider de renouveler ou non leur confiance au président.

Albert Frère achète le Château Cheval Blanc

LE FINANCIER belge Albert Frère, principal actionnaire de Suez-Lyonnais des Eaux, va racheter le Château Cheval Blanc, premier grand cru classé A de Saint-Émilion. Ce prestigieux domaine de 37 hectares dans le bordelais serait cédé par la famille Fourcaud-Lausac pour un montant évalué à 800 millions de francs, selon La Tribune du 10 septembre. LVMH ne sera finalement pas associé par Albert Frère au rachat, comme le prétendait la rumeur locale.

Un rapport de Maignon prône une refonte des politiques d'innovation

« PEUT-ON entrer dans un tiers de croissance durable par l'innovation et comment ? » : c'est à partir de cette interrogation que Robert Boyer, directeur de recherche au CNRS, et Michel Didier, directeur de l'Institut économique REXCODE, ont cherché à définir le rôle de l'innovation dans l'économie moderne et les moyens à mettre en œuvre par le gouvernement pour soutenir ces efforts. Leur rapport « Innovation et croissance », réalisé dans le cadre du Conseil d'analyse économique, qui réunit une trentaine d'économistes autour du premier ministre, devait être présenté jeudi 10 septembre à Lionel Jospin.

L'innovation, pour les auteurs du rapport, est au cœur du processus de croissance. « La vigueur de l'économie américaine dans les années 90 est souvent expliquée par la capacité des entreprises nord-américaines à innover dans les secteurs clés et à s'approprier rapidement les percées technologiques pour les convertir en marchés nouveaux dans le monde entier », rappellent-ils. L'Europe, en revanche, semble avoir négligé la contribution de l'innovation dans la croissance et la création d'emplois. Avec la sanction à la clé : entre 1973 et 1997, le nombre d'emplois a augmenté de 43 millions aux Etats-Unis et de seulement 1 million en France.

Le soutien des pouvoirs publics français, pourtant, n'a pas manqué pour favoriser la recherche et l'innovation : l'Etat contribue pour pratiquement la moitié à son financement, évalué à 179 milliards de francs au total en 1995. Mais ses efforts, qui ont permis par le passé les succès d'Airbus, du TGV, de SGS-Thomson dans les semi-conducteurs, ne semblent plus aussi efficaces. Alors que le rôle de la France dans la recherche scientifique et fondamentale reste important, sa place mondiale dans les dépôts de brevets, par exemple, recule.

Pour les auteurs du rapport, ce décalage s'explique en partie par l'inadaptation des procédures de soutien. Car l'innovation a changé : autrefois conçue sur un modèle linéaire qui partait des labora-

toires de recherche pour aboutir au marché, elle s'élabore aujourd'hui à partir de modèles interactifs faits d'incessants allers-retours entre le marché, l'entreprise, les laboratoires de recherche, les clients, les fournisseurs...

RÔLE ESSENTIEL DE L'ENTREPRISE

Si l'entreprise exerce désormais un rôle essentiel dans l'innovation, les pouvoirs publics conservent, selon le rapport, toute légitimité pour intervenir, « le rendement social étant très généralement supérieur au rendement privé » attendu des innovations en termes de croissance économique et d'emplois.

Soulignant que « la société française s'adapte mieux dans les périodes d'expansion », les auteurs jugent le moment opportun pour repenser la politique de soutien à l'innovation. Ils préconisent l'adoption de six mesures : adopter des interventions publiques, plus souples, qui notamment permettraient d'associer les PME-PMI, grandes exécutives des grands programmes ; favoriser l'organisation en réseau des centres de recherche entre eux, mais surtout avec le système productif ; soutenir, au-delà du secteur des technologies nouvelles, l'innovation dans d'autres secteurs, notamment les services, qui peuvent être créateurs d'emplois ; diffuser les innovations extérieures ; repenser la politique d'aménagement du territoire, qui doit s'inscrire dans les logiques de développement de l'innovation selon les secteurs ; mettre en place des procédures d'évaluation économique rigoureuses pour juger de l'efficacité des financements.

D'autres questions restent ouvertes, selon les auteurs, faute d'études suffisantes, comme les méthodes de répartition des moyens entre la recherche pure et l'innovation, le rôle du capital-risque pour dynamiser les innovations ou le partage des responsabilités entre l'Europe, l'Etat et les régions pour soutenir une politique d'innovation.

Martine Orange

C'EST INUTILE DE SOIGNER VOTRE CLAUSTROPHOBIE

si vous voyagez dans une boîte à sardines.



Une boîte nouvelle pour les claustrophobes : enfin un avion où on ne se sent pas enfermé. Avec le Boeing 777, on n'est pas serré dans son fauteuil, on peut étaler ses jambes, on n'a pas les coudes de ses voisins dans les côtes, on ne sent plus leurs genoux dans le dos et on peut se lever sans se cogner la tête contre les coffres à bagages. Quel soulagement ! Chaque jour sur UNITED AIRLINES, nous ne faisons que ça. « Dévancer vos désirs, dépasser vos attentes ». Alors un conseil, augmentez la dose de vos voyages sur UNITED AIRLINES et vous verrez vos troubles diminuer complètement. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou UNITED AIRLINES au 0 801 72 72 72 (N°Azur), composez le 3615 UNITED (1,29 F/mn) ou retrouvez-nous sur Internet : www.united.fr.

STAR ALLIANCE
The global network for Europe
La Réseau Airbus du Monde

UNITED AIRLINES
RISING

Le prêt-à-porter français retrouve du tonus mais redoute les effets de la crise asiatique

Les importations de produits chinois ont augmenté de 20 % en un an

Pour la première fois depuis cinq ans, l'industrie du textile et de l'habillement bénéficie d'un marché intérieur en croissance. Mais la reprise

est générée en grande partie par le bas de gamme, donc par les importations en provenance de pays à faibles coûts. Les professionnels

restent prudents face à cette embellie, qu'ils jugent fragile, et abordent avec réticence les négociations sur les 35 heures hebdomadaires.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT à l'industrie, Christian Pierret, a visité au pas de course, lundi 7 septembre, le Salon du prêt-à-porter féminin, qui se tenait à Paris, en même temps que celui du prêt-à-porter masculin, du 4 au 7 septembre. Il y a rencontré des professionnels partagés entre espoir et inquiétude. Espoir : pour la première fois depuis cinq ans, la croissance de la consommation est au rendez-vous en France. Inquiétude : de nouveaux nuages s'amorcellent à l'horizon mondial, avec les crises financières asiatique et russe, mais aussi hexagonal, avec l'ouverture prochaine de négociations sur le passage aux 35 heures hebdomadaires.

Après quatre années de baisse continue et un timide retour à un taux de croissance légèrement positif en 1997 (+0,9 %), la consommation intérieure de vêtements féminins affiche une hausse de 2,1 %, en francs courants, de janvier à juillet 1998. Cette croissance se répartit inégalement entre les différents circuits de distribution. Si les boutiques traditionnelles poursuivent leur inexorable déclin - leurs ventes sont encore en baisse de 0,4 % depuis le début de l'année -, les grandes surfaces de centre-ville, magasins populaires (type Monoprix) et grands magasins (Printemps...), réalisent les plus belles performances : respectivement +9,8 % et +9,1 %.

La fédération du prêt-à-porter féminin veut voir dans ce retour des clients au centre-ville un signe que « les consommatrices privilégient les articles de mode de qualité dans des segments de marché moyen-haut de gamme », donc profitant aux fabricants français. Mais pour l'heure, tempère Gérard Rondine, le délégué général du Salon « Prêt-à-porter Paris » (féminin), « la reprise est générée essen-

tiellement par les produits bas de gamme, qui favorisent d'abord l'importation ».

De fait, si les exportations du prêt-à-porter français se portent bien (+12,5 %, à 12 milliards de francs au cours des douze mois « glissants » de juin 1997 à mai 1998), les importations l'emportent toujours (+13,3 %, à 14,8 milliards de francs). La balance commerciale du prêt-à-porter féminin reste donc négative de 2,8 milliards de francs. Les professionnels, habitués à subir la douche écossaise depuis deux décennies, ne cèdent pas à l'euphorie. La situation en Asie les préoccupe tout particulièrement. Des missions commerciales sont revenues, fin août, de Taipei et de Tokyo - « nous avons supprimé l'étape de Séoul », souligne M. Rondine -, avec dans leur besace « un niveau de commandes rassurant à Taipei, passable à Tokyo ».

Le Japon demeure le premier débouché du prêt-à-porter français à l'étranger, mais avec le ralentissement de la croissance des exportations vers ce pays (+0,9 % seulement de juin 1997 à mai 1998), celui-ci est en passe de se faire

doubler par l'Allemagne, dont les achats de vêtements féminins français ont explosé ces derniers mois : +19,9 %, à 1,4 milliard de francs. Le Royaume-Uni affiche toujours le plus fort taux de croissance en Europe (+34,4 %) et les ventes aux États-Unis progressent de 24,7 %. Les commandes et la fréquentation des acheteurs étrangers, au cours des Salons du week-end dernier, où étaient présentées les collections printemps-été de l'an prochain, laissent augurer une saison 1999 du meilleur cru.

FRILLOSITÉ PATRONALES

Le marché intérieur et l'Europe semblent donc, jusqu'ici, jouer leur rôle de relais de croissance. « Encore faut-il que cela ne se transforme pas en pompe aspirante pour les importations des pays à bas prix », commente un petit patron du prêt-à-porter qui produit en France. La poussée des produits en provenance de Chine (+20,8 % de juin 1997 à mai 1998), fait déjà de ce pays le deuxième importateur en France, derrière le Maroc, mais devant la Tunisie, qui ne progressent respectivement que de 9,5 % et 6,5 %.

Un répit pour le remboursement des aides indues

La relance de l'activité de la filière textile-habillement en France a aussi attiré l'attention du commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, qui s'empêchait de savoir comment la France allait mettre en œuvre le remboursement par les entreprises françaises des aides indument perçues dans le cadre du plan Borotra d'allègement des charges. « J'ai vu Karel Van Miert en juillet. Je crois l'avoir convaincu que nous appliquerions à la lettre les directives européennes. De son côté, il a compris que nous devions prendre en compte les réalités des entreprises, qui ne peuvent à l'évidence pas tout rembourser d'un seul coup », déclare Christian Pierret au Monde. Reste à déterminer le calendrier de remboursement, « sur plusieurs années ». Un répit que le ministre compte mettre à profit pour aider les entreprises qui sont le plus en difficulté, « au cas par cas et dans le cadre de la légalité européenne ». Des consignes ont été données en ce sens aux préfets pour qu'ils signalent les situations les plus délicates.

Naf Naf part à la reconquête sans le « grand méchant look »

POUR ses vingt-cinq ans, Naf Naf s'est offert un lifting. Exit le petit cochon et le « grand méchant look », le slogan-choc qui imposa la griffe de prêt-à-porter féminin, dans les années 80, comme l'une des marques les plus connues en France - « la sœur, tous secteurs confondus », affirment ses dirigeants. Les clientes de Naf Naf ont vieilli, elles ont aujourd'hui entre dix-huit et vingt-cinq ans. Une chance : c'est la catégorie de femmes qui dépense le plus pour s'habiller, et que l'ancien Naf Naf n'avait pas réussi à conquérir. Il y a cinq ou dix ans, le « méchant look » séduisait surtout les adolescentes et... leurs mères, qui voulaient rester jeunes en s'habillant comme elles. Aujourd'hui, le nouveau Naf Naf cible les jeunes adultes, avec une création assidue mais plus fréquemment renouvelée, plus « mode » mais à des prix plus serrés, dans des boutiques plus spacieuses et confortables. Le modèle de l'espagnol Zara, en somme...

Une révolution que Patrick et Gérard Pariente, les fondateurs, ont mis quatre ans à peaufiner. Quatre années durant lesquelles le groupe Naf Naf a traversé sa crise la plus grave. Au début de la décennie 90, après vingt ans de croissance ininterrompue à deux, voire trois chiffres, les frères Pariente se voyaient partis pour faire un Benetton à la française. Ayant dépassé le milliard de francs de chiffre

d'affaires, ils se faisaient construire un siège social futuriste à Epinay-sur-Seine, ouvraient trois boutiques par mois, investissaient à tour de bras dans des filiales étrangères, rachetaient Cheyignon, le spécialiste du blouson de cuir, autre marque fétiche des « ados » des années 80, et se préparaient à introduire leur société en Bourse en 1995.

« GRANDE PANNE » ET GRAND NETTOYAGE

La récession de 1993 les ramènera brutalement sur terre. En 1994, arrive ce que Patrick Pariente appelle la « grande panne ». De 90 millions de francs sur l'exercice 93-94, le bénéfice net consolidé du groupe tombe à 11 millions en 94-95, puis vire au rouge, avec des pertes de 36 millions en 95-96. Le cadet de la famille reconnaît sans fard les erreurs commises par la PME, trop vite montée en grain : « On s'est regardé le nombril, sans daigner jeter un œil sur ce que faisaient nos concurrents. Nos prix se sont envolés. On n'a pas vu venir GAP, Zara et les autres. » Alors, « pendant deux ans, on a nettoyé, fermé, coupé », Cheyignon, racheté au pire moment, en 1994, est réduit à sa plus simple expression : quatre boutiques en propre, vingt « corners » dans les grands magasins, et un volume de licences ramené de 40 millions à 15 millions de francs. La griffe principale sera elle aussi impitoyable-

ment allégée : après avoir compté jusqu'à 200 magasins dans le monde, Naf Naf n'en a plus aujourd'hui que 160, triés sur le volet.

Mais c'est surtout sur le contenu de la marque que se penchent les frères Pariente. Ils confient à un cabinet d'études de marché une enquête lourde sur tous ses aspects, « y compris sémiologiques ». S'ensuivront l'abandon du petit cochon, « symbole d'une certaine frivolité », reconnaissance des fondateurs, et le repositionnement plus haut de gamme de la griffe, dont la notoriété est intacte. Cheyignon sera également recentré sur les jeunes adultes, version masculine. Avec un plan média de 42 millions de francs cet automne, 50 à 60 millions investis par an dans la rénovation des boutiques et la levée de 500 millions de francs en Bourse, « Naf Naf peut et va redevenir le leader du prêt-à-porter féminin », affirment les frères Pariente dans le rapport annuel 1997-1998 de leur société, redevenue bénéficiaire avec 30 millions de francs de résultat net.

Du coup, ils se sentent à nouveau pousser des ailes. En juillet, Naf Naf a racheté, à la barre du tribunal de commerce, Dorothee Bis, marque-phare des années 70-80, visant une clientèle plus mûre. Histoire de récupérer les mètres des « nathalètes » ?

P. G.

Le salaire mensuel de base a augmenté de plus de 2 % en 1997

Dans les grandes entreprises, neuf salariés sur dix sont concernés par l'individualisation

EN 1997, près de neuf salariés sur dix ont bénéficié d'une augmentation de salaire, chiffre qui serait plus élevé qu'en 1996. En revanche, comme l'année précédente, le salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés s'est accru, en moyenne, de 2,2 %, indique une étude du ministère de l'emploi sur l'individualisation des salaires publiée le 7 septembre (Premières Informations 98/09, n° 362). Plus la taille de l'entreprise augmente, plus sa politique salariale est diversifiée. Sur 100 entreprises de 10 à 49 salariés, 58 n'ont accordé que des augmentations générales, 21 uniquement des augmentations individuelles et 21 les deux types d'augmentation. Dans celles de plus de

2 000 mille salariés, 10 n'ont accordé que des augmentations générales, 13 uniquement des augmentations individuelles et 77 ont fait du panachage.

Si la proportion de salariés augmentés est équivalente dans toutes les catégories professionnelles, les politiques salariales varient en fonction du niveau hiérarchique des intéressés. Ainsi, 50 % des ouvriers et des employés n'ont reçu, en 1997, que des augmentations générales, contre 35 % des professions intermédiaires et 25 % des cadres. Logiquement, l'individualisation totale des salaires, qui n'a concerné que 11 % des ouvriers et 13 % des employés, a touché 20 % des professions intermédiaires et 57 % des cadres.

Les salariés les plus favorisés sont ceux qui travaillent dans une entreprise dont la politique salariale combine les deux formules. Les salariés qui n'ont bénéficié que d'augmentations générales ont été augmentés en 1997 de 1,9 %. Ceux qui n'ont bénéficié que d'augmentations individuelles l'ont été de 2,5 %. Ceux qui ont bénéficié des deux l'ont été de 3,1 %.

BÉNÉFICES SYNDICAUX

Entrée dans les mœurs, l'individualisation est-elle bien acceptée ? L'étude du ministère de l'emploi ne l'indique pas, mais deux éléments de l'étude permettent d'en douter. Les syndicats restent réservés ; les entreprises qui individualisent les salaires négocient plus

souvent sur les salaires que les autres. Néanmoins, seuls 55 % des salariés dont les entreprises individualisent totalement les salaires sont couverts par un accord, contre 68 % des salariés bénéficiant d'augmentations mixtes et 79 % des salariés n'ayant que des augmentations générales. Si l'on peut expliquer cette différence par la réticence des organisations syndicales, l'enquête avance une explication supplémentaire : la moitié seulement des entreprises qui accordent des augmentations individualisées ont un outil d'évaluation formelle des performances individuelles, et ce quelle que soit la taille de l'entreprise.

Frédéric Lemaître

Les assureurs s'inquiètent d'une baisse des tarifs jugée dangereuse

La rentabilité des sociétés françaises est faible

MONTE-CARLO

de notre envoyée spéciale
Un attroupement continu de plusieurs centaines de personnes à la terrasse du Café de Paris, devant le casino de Monte-Carlo, ce n'est pas pour admirer le dernier modèle de Ferrari, mais pour discuter des prix de l'assurance de l'année prochaine. C'est le sujet majeur des 42^e rendez-vous de septembre de la réassurance, qui se tiennent chaque année à Monte-Carlo. Le climat ensoleillé de ce mardi 8 septembre masque une ambiance plutôt morose. Les prix continuent à baisser, et les incertitudes sont loin d'être levées sur les marchés financiers.

Toutes les branches d'assurance voient leurs tarifs orientés à la baisse. En risques d'entreprise, la baisse est de 4 % en francs courants sur le premier semestre de 1998. Les clients sont toujours assez cléments pour les assureurs. Les sinistres, dans ce secteur d'activité, ont baissé sur cette période, après avoir déjà baissé en 1997. L'aviation, les transports, l'assurance spatiale, etc., aucun risque n'est épargné par cette baisse des prix. « Si le domaine des risques de particuliers ne souffre pas encore d'une sous-tarification trop criante, il n'en est pas de même dans celui des transports et des risques industriels, où des chutes de 30 à 40 % ont été observées », annonce Antoine Jeancourt-Galliani, président des AGF et président du comité d'organisation du rendez-vous de septembre.

De même, la branche construction, bête noire des assureurs, devrait voir ses tarifs augmenter de 20 % cette année, prévient Pierre Florin, président de l'Assemblée plénière des sociétés d'assurance-dommages (Apsad).

Si la baisse n'est pas aussi importante, elle est toutefois préoccupante dans les risques de particuliers. En assurance automobile, après une baisse régulière du

nombre de blessés depuis 1973, le nombre de tués a augmenté de 20 % sur les deux premiers mois de 1998. Et les tarifs sont, là aussi, à la baisse. « Les clients sont au rouge », explique M. Florin. Cette baisse a pour conséquence évidente un déclin de l'activité. Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, le chiffre d'affaires de l'assurance-dommages a chuté de 1,2 % en 1997, et l'ordre de grandeur devrait être équivalent cette année. Le profit de l'assurance-dommages de 7,6 milliards en 1997 (pour un chiffre d'affaires d'environ 200 milliards) devrait tomber à 5 milliards en 1998, à produits financiers identiques, prévoit M. Florin. La rentabilité des sociétés françaises d'assurance reste faible. Elle représente 7,4 % de leurs fonds propres.

Or les plus-values commencent à fondre. Si, en 1997, la très bonne tenue des marchés financiers avait grandement profité aux résultats des assureurs, et si ces derniers devaient encore bien s'en sortir en 1998, l'année 1999 sera difficile, surtout si les tarifs ne sont pas revus à la hausse, avertit M. Florin.

Dans ce climat de concurrence exacerbée, les assureurs ne savent pas toujours quelle attitude adopter. Soit ils baissent leurs prix de façon jugée dangereuse. Par exemple, Elf a obtenu une réduction de 70 % sur le prix de ses contrats au début de l'année. Qu'advient-il en cas de tremblement de terre en Californie, qui coûterait plus de 100 milliards de dollars à la profession ? Ce sont certes des scénarios catastrophes, mais les assureurs devraient trouver là, selon l'Apsad, de bons arguments pour une hausse de tarifs dès 1999, et ce d'autant plus que les marchés financiers continuent de baisser.

Pascalie Santi

Des propriétaires bordelais se lancent dans la « vinothérapie »

BORDEAUX

de notre correspondante
A Smith Haut-Lafitte, un grand cru classé au cœur des plus grands châteaux de l'appellation pessac-léognan, Daniel et Florence Cathiard, les propriétaires du château, ont décidé de se lancer dans ce qu'ils appellent la « vinothérapie », ou balnéothérapie à base de raisin. « Ce que fait la thalassothérapie avec des algues, nous le ferons avec du raisin », résume Florence Cathiard, ancienne championne de ski, comme son mari.

En mai prochain, au moment de Vinexpo, le rendez-vous mondial des professionnels du vin, à Bordeaux, le couple inaugurera Les Sources de Caudalie : un complexe hôtelier de luxe dont l'originalité réside dans les soins à base de raisin associés à une source d'eau chaude trouvée à plus de 500 mètres de profondeur sur les terres de la propriété.

Les Sources de Caudalie s'inspirent du nom et de la spécialité de la société de leur fille, Mathilde Cathiard. Celle-ci a créé, à la fin de 1994, la SARL Caudalie, qui conçoit et commercialise des produits cosmétiques à base de polyphénols de pépins de raisin. Les vertus de ces extraits naturels, entre autres contre le vieillissement de la peau, ont été découvertes par un professeur bordelais de pharmacologie. La jeune entreprise, basée à Paris, a réalisé plus de 2,5 millions de francs de chiffre d'affaires en 1997.

L'institut de soins et de beauté, qui occupera 2 000 mètres carrés, sera une vitrine commerciale pour Caudalie et une façon originale pour les Cathiard de se distinguer des autres stations thermales : bains au marc de raisin

frais, à la vigne rouge et aux huiles essentielles, onguents à la levure de vin et au miel de Giroude, soins du visage avec les crèmes Caudalie, massage à l'huile de pépins... L'investissement total est estimé à 60 millions de francs, financé par des fonds américains et par le couple Cathiard, qui reste discret sur le montage financier. « Nous avons les moyens de nos ambitions », indique simplement la maîtresse de maison, ancienne responsable de cinq entreprises. En février 1990, son mari a vendu au géant de la grande distribution Rallye le groupe Genty-Cathiard, comprenant les magasins Go Sport, pour une somme avoisinant les 2 milliards de francs. A la fin de 1990, le couple a racheté ce grand cru classé des Graves, ses stocks et ses dettes, son château et ses 55 hectares de vignes.

CLIENTÈLE DE LUXE

Avec Les Sources de Caudalie, la famille Cathiard compte attirer une clientèle principalement étrangère, capable de payer 3 550 francs par personne pour un séjour « découverte » de deux jours en haute saison.

Utilisation du carnet d'adresses des clients de Smith Haut-Lafitte, recrutement d'un consultant bordelais pour sélectionner des voyageurs dans le monde entier... rien n'est laissé au hasard. Une trentaine d'agences de voyages américaines auraient déjà contacté le château, et des demandes arrivent du Japon et de Grande-Bretagne. Huit mois avant leur inauguration, les lieux sont déjà réservés une semaine pour fêter l'an 2000, une autre pour Vinexpo 1999.

Claudia Courtois

Jean-Marie Cavada compte sur son plan stratégique pour calmer le jeu à RFO

Les syndicats de la Radio-télévision française d'outre-mer (RFO) agitent la menace d'un préavis de grève au moment où la direction dévoile les grandes lignes de sa politique : décentralisation, amélioration de la production, changement de nom des stations

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis qu'il est à la tête de la Radio-télévision française d'outre-mer (RFO), Jean-Marie Cavada est confronté à une menace de grève. Pour en décider, les syndicats attendent les réponses qui leur seront faites et la discussion sur le plan stratégique qui aura lieu, lors du comité central d'entreprise (CCE) des jeudi 10 et vendredi 11 septembre.

« Nous en avons assez des promesses non tenues et de la réduction de la production régionale, qui est la principale justification de l'existence de RFO face à la concurrence des opérateurs privés locaux des DOM-TOM et des bouquets satellite », proteste Robert Rose, secrétaire du CCE et membre de la Confédération des syndicats autonomes (CSA). De toutes les organisations syndicales présentes à RFO, celle-ci est la plus virulente. L'approche des élections professionnelles et le risque de perdre le CCE au profit de la CFDT contribuent sans doute à la rendre plus contestatrice.

Il reste que ces protestations ne sont pas sans écho. Depuis dix-huit mois qu'il a pris les rênes de RFO, Jean-Marie Cavada a multiplié les discours sur sa stratégie, bousculé un certain nombre de pratiques et réalisé de nombreuses mutations parmi les responsables, notamment dans les stations. Mais, dans cette entreprise très

Un plan en trois points

Le plan stratégique de RFO, dont il se dit qu'il est « le plus abouti » de l'audiovisuel public, repose sur trois points : amélioration de la production locale, mise en œuvre de l'objectif de décentralisation, modernisation des moyens de communication au sein de l'entreprise. Après une description de l'environnement, qui met notamment en valeur « le besoin d'expression identitaire » et « le développement de la concurrence locale », le document de 50 pages est consacré aux « axes stratégiques ».

La volonté de « devenir une véritable société de programmes » et d'« accélérer l'effort de décentralisation » suppose que chaque station ait la maîtrise et la responsabilité de sa programmation. En matière d'information, les rédactions locales doivent être « les fers de lance » de RFO et la rédaction parisienne « une banque d'images ». Les dirigeants de la chaîne ultra-maritime souhaitent aussi que soit revue l'organisation des échanges de programmes avec les chaînes nationales.

éclatée géographiquement et habitée à un mode de gestion plus traditionnel, les personnels ne s'y retrouvent pas toujours entre l'effet d'annonce et la réalité des décisions. Du coup, ils trouvent que les choses « n'avancent pas » et ils s'en prennent même à RFO/Sat, la mise de leurs programmes sur satellite qu'ils avaient pourtant largement approuvée lors de sa création. Outre un bouleversement technologique vers le numérique, qui ne s'est pas fait sans quelques ratés, la préparation du plan stratégique et les « fuites » sur le changement de nom de la société, ces dernières semaines, ont probablement contribué à attiser le malaise. Dès ses premiers contacts avec RFO, Jean-Marie Cavada a eu l'intuition qu'il fallait se débarrasser de ce sigle peu évocateur. Après avoir fait travailler l'agence Dragon rouge sur un changement d'appellation, les dirigeants de RFO ont arrêté leur choix sur « Tempo » pour RFO 2 et sur « Télé-Guyane », « Télé-Guadeloupe », « Télé-Réunion », etc., pour RFO 1. Cependant, la raison sociale de l'entreprise ne devrait pas changer.

La volonté d'associer l'appellation de l'entreprise et le territoire de diffusion est un des éléments-clés de la politique de proximité et de décentralisation que Jean-Marie Cavada a toujours prônée. Il s'agit pour les dirigeants de RFO « de

prendre en compte l'évolution politique et institutionnelle de ces territoires ». Cette adéquation entre le fonctionnement de RFO et les évolutions politiques est aussi un des éléments du débat sur le rattachement ou non de l'entreprise au futur pôle de France Télévision, prévu dans le projet de loi en préparation.

PROBLÈME BUDGÉTAIRE

Les syndicats ont très vite vu des risques de « démantèlement » de l'entreprise. « La décentralisation suppose qu'on permette aux gens de l'entreprise d'accéder aux responsabilités. Si décentraliser, c'est faire venir des gens de l'extérieur à grande frais, nous ne sommes pas d'accord », critique Robert Rose, en faisant allusion à certaines nominations contestées. Concernant la gestion du personnel, les syndicats reprochent à la direction de RFO sa lenteur à mettre en place des plans de formation.

Un autre élément du malaise est

le discours tenu sur la production des programmes. La phrase « produire moins, mais produire mieux », qui sert de résumé à la politique en cours, agace les syndicats. À l'issue des études menées, notamment par le cabinet IMCA de Pascal Joseph, la direction de RFO a fait le constat que les émissions produites sont trop souvent des émissions « de flux » et non « de stock ». D'où une mauvaise utilisation des moyens et une difficulté à réutiliser les programmes.

En réalité, sur ce point, comme sur d'autres, Jean-Marie Cavada se trouve confronté à l'éternel problème budgétaire de RFO. Avant l'été, les risques de dépassement l'ont obligé à freiner certaines dépenses pour approcher l'équilibre à la fin de l'année et éviter le « déficit record » que craignent les syndicats. Pour 1999, avec les 1,25 milliard de francs que vient d'annoncer Catherine Trautmann, le budget de RFO est en hausse de 3 %. C'est la même configuration que pour l'exercice précédent. D'aucuns reprochent à Jean-Marie Cavada son peu d'empressement auprès de Bercy pour obtenir davantage de moyens. Une fois acquittées les charges fixes, il lui reste une faible marge de manœuvre pour financer sa politique de développement.

Néanmoins, Jean-Marie Cavada est parvenu à obtenir que les opérations immobilières en Guadeloupe et en Guyane soient financées « dans le cadre de la loi de finances rectificative de fin d'année 1998 ». Cette décision devrait calmer les personnels de ces deux stations, jaloux que les nouveaux locaux qu'on leur promet depuis longtemps ne soient toujours pas construits alors que le siège de Paris est flambant neuf.

Nicole Vulser

Françoise Chiriot

Catherine Trautmann entame un début de réforme du financement de l'audiovisuel public

« LE SERVICE PUBLIC n'est ni archaïque ni dépassé », Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a fait sienne cette citation du discours du premier ministre à La Rochelle, pour présenter le budget 1999 de l'audiovisuel. En progression de 2,6 % par rapport à 1998, ce budget, bien doté par rapport à la moyenne des autres ministères, atteint 18,47 milliards de francs, qui proviennent pour 66 % de la redevance, 31 % de ressources propres et 3 % de crédits budgétaires. Les mesures nouvelles s'évaluent à 334,5 millions de francs.

« Le budget 1999 sera celui d'une

année de transition et permettra de préparer dans les meilleures conditions les réformes qui feront l'objet de la prochaine loi sur l'audiovisuel public. Ce secteur bénéficie de moyens accrus pour développer ses programmes dans un contexte de mutation », a-t-elle affirmé. France 3 bénéficie de la hausse budgétaire la plus forte (+3,6 %, à 5,34 milliards de francs) afin d'« amplifier le développement des programmes régionaux ». Sont aussi en forte progression : RFO (+3 %, à 1,25 milliard), La Cinquième et La Sept-Arte (+2,9 %, soit respectivement 808,4 millions et 1,03 milliard), France 2 (+2,5 %, à 5,31 milliards) et Radio France (+2,4 %, à 2,81 milliards). En revanche, le budget de l'INA est en légère baisse (-0,8 %, à 658,2 millions de francs). « Pour la première fois depuis 1992, le budget de France 2 annonce une diminution de la part des recettes publicitaires (50 %, contre 51,1 % en 1998) », a affirmé Catherine Trautmann. La part des recettes publicitaires sur France 3 est plafonnée à environ un tiers de ses ressources.

« Les concours publics majorés de 3,2 % (122 milliards de redevance et 572 millions de crédits budgétaires affectés intégralement à RFI) témoignent de l'importante accordée par le gouvernement au développement du secteur audiovisuel », a souligné la ministre. La progression de la redevance sera limitée à l'évolution des prix, soit 1,2 %, portant à 744 francs le prix à acquitter pour un téléviseur couleur. Le recouvrement de la redevance s'est « amélioré » et le nombre des foyers exonérés a baissé au fil des années. Il était de 3,7 millions en 1997. Selon le ministère, en 1999, l'âge à partir duquel il était possible d'être exonéré a été porté, par paliers, de 60 à 65 ans. Cette mesure a pris son plein effet en 1998. Le croisement des fichiers des services de la redevance et de la taxe d'habitation a également permis de lutter plus efficacement contre la fraude.

crée un fonds de remboursement des charges de factures - qui permet l'impression des journaux parisiens en province - doté de 6,6 millions. Les abonnements de l'Etat à l'Agence France-Presse augmentent de 2 % (600,2 millions de francs). 1998 a été marquée par la création, à l'initiative du Parlement, d'un fonds de modernisation de la presse quotidienne, alimenté par une taxe de 1 % sur la publicité hors média. Le fonds devrait atteindre entre 120 et 140 millions de francs en 1998, et 200 millions en 1999.

Le projet de budget 1999 prévoit pour les journalistes la création

d'une déduction forfaitaire fixée à 30 000 francs (contre 50 000 francs actuellement) au titre d'« allocations pour frais d'emploi, en raison des conditions particulières d'exercice de la profession ». Les journalistes devaient avoir le choix, lors de leur déclaration fiscale, entre cette déduction ou l'abattement de 30 %, plafonné à 30 000 francs pour 1998, puis à 20 000 et 10 000 francs en 1999 et 2000. Les négociations se poursuivent entre le gouvernement et les syndicats de journalistes qui souhaitent « revoir le quantum de 30 000 francs ».

Le CSA pour une coordination des politiques sociales

Dans son bilan 1997 de France Télévision, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a souhaité, mercredi 9 septembre, « la coordination des politiques sociales des deux chaînes » et « l'approfondissement de l'harmonisation des programmes ». Le CSA a aussi proposé « la création d'un pôle de développement au sein d'une filiale commune ». Les deux chaînes ont rempli leurs obligations de diffusion et de production mais se sont fait épingler pour des cas de « publicité clandestine ». Le CSA a souligné « la bonne santé financière » de France 2 (50 millions de francs de bénéfice net) tandis que France 3 a été décitahre (de 8 millions) en raison d'une longue crise d'hiver dernier.

« Le Figaro » se réorganise pour préparer une nouvelle formule

FRANZ-OLIVIER GIESBERT a été nommé directeur des rédactions du Figaro et devient membre du comité de titre. Il reste vice-président du comité éditorial. Il est chargé de la relance du Figaro Magazine et de la préparation d'une nouvelle formule du quotidien. Le président du comité de titre du Figaro, Yves de Chaisemartin, a aussi annoncé la nomination de Michel Schifres, actuel directeur adjoint de la rédaction, au poste de directeur délégué de la rédaction. Il sera assisté de Charles Lambrecht, actuel chef du service étranger, et de Jean-Paul Mulot, auparavant chef adjoint du service politique. Jean de Belot a été nommé rédacteur en chef de la rédaction économique du journal. Il remplace Yves Messarovich, nommé directeur des rédactions de L'Expansion, bimensuel économique du groupe Havas-Vivendi (Le Monde du 10 septembre). Henri-Christian Girard, rédacteur en chef du Figaro Magazine, et Yann Méot sont nommés directeurs adjoints de la rédaction de ce supplément. Au début de l'été, M. de Chaisemartin avait indiqué au comité d'entreprise du journal qu'une relance éditoriale du Figaro sera engagée en 1999, en annonçant parallèlement que 40 % du capital serait ouvert à des partenaires (banques, investisseurs financiers).

DÉPÊCHES

■ PUBLICITÉ : les agences BDDP Conseil et TBWA Paris se rapprochent, dans la foulée de la fusion de leurs maisons mères, BDDP Worldwide et TBWA International (groupe américain Omnicom). Elles deviennent BDDP @ TBWA, une des plus importantes agences de publicité française - 320 collaborateurs et plus de 70 marques gérées (McDonald's, Michelin, Accor, Danone, Française des jeux, BMW, etc.). BDDP était en 1997 au 4^e rang des agences de l'Hexagone, avec 728 millions de francs de marge brute, et TBWA au 23^e rang, avec 67,5 millions. Eric Delannoy devient PDG de BDDP @ TBWA. Marie-Catherine Dupuy est présidente, chargée de la création.

■ AUDIOVISUEL : la convention sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe, qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2000, a été harmonisée avec la directive de l'Union européenne révisée l'an dernier. Le comité des ministres a adopté, mercredi 9 septembre, le protocole d'amendement à la convention européenne de 1989 sur la télévision transfrontière. Les deux textes sont complémentaires. Le nouveau protocole européen définit la publicité, le téléachat, le parrainage, la juridiction, l'accès du public à des événements majeurs et le délai de diffusion d'œuvres cinématographiques.

■ NUMÉRIQUE : la chaîne musicale américaine MTV sera diffusée à partir du 1^{er} octobre par le bouquet Télévision par satellite (TPS). MTV, déjà sur CanalSatellite, est reçue par un foyer sur quatre dans soixante-quinze pays.

AIDE AUX QUOTIDIENS

Par ailleurs, la ministre a précisé les contours du futur holding de l'audiovisuel public, annoncé au cœur de l'été (Le Monde du 12 juillet). « Ce holding comprendra toutes les télévisions publiques, y compris celles de l'audiovisuel extérieur (TVS et CFI). La seule question en suspens est l'intégration ou non de RFO ». Sont ainsi exclus de cette future entité l'INA, la Société française de production, Télédiffusion de France ou encore Radio France. Pour prévenir les critiques, Catherine Trautmann a assuré que cette nouvelle structure n'aurait pas les défauts de l'ORTF, qui exerçait un monopole de fait. Elle a également clairement réaffirmé qu'elle n'avait aucunement l'intention de privatiser France 2.

Le débat parlementaire sur la réforme de l'audiovisuel public se tiendra « avant la fin de l'année », a-t-elle promis, tandis que le second volet de la loi consacré aux télévisions privées, au numérique, aux radios, etc. - qui a pourtant fait l'objet d'une communication en conseil des ministres le 28 janvier - n'est pas prévu, dans le meilleur des cas, avant le deuxième trimestre 1999.

Le montant des aides directes à la presse augmente de 2,6 %, atteignant 252,76 millions de francs. Le gouvernement confirme sa volonté d'accroître une priorité à la presse d'information politique et générale, et notamment à la presse quotidienne. L'aide au portage des quotidiens est augmentée de 10 % (49,5 millions). Le gouvernement

le nouvel

Observateur

HALPHEX, VICHNEVSKY, JOLY, JEAN-PIERRE, VAN RUYMBEKE

INQUISITEURS OU ROBIN DES BOIS ?

CES JUGES QUI FONT TREMBLER LES PUISSANTS

EXCLUSIF LA CRISE MONDIALE ET NOUS PAR LIONEL JOSPIN

LE MITTERRAND DE LACOUTURE : EXTRAITS

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SHELL** : la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise a été condamnée à une amende de 1,5 million de dollars (près de 9 millions de francs) pour avoir pollué le fleuve Mississippi à l'annonce, mercredi 9 septembre, le département de la Justice. Shell a, en outre, accepté de verser 10 millions de dollars pour financer des projets liés à l'environnement.

● **ASAHI GLASS/PILKINGTON** : les groupes verriers japonais et britanniques vont créer, selon le quotidien *Nihon Keizai Shimbun*, une usine de verre plat en Espagne, opérationnelle en l'an 2000. L'investissement prévu serait de 13 milliards de yens (577 millions de francs).

● **LUCENT-NEC** : le groupe électronique japonais NEC a annoncé, jeudi, qu'il allait fabriquer pour le compte de l'américain Lucent Technologies des « systèmes sur puce ». NEC fournira à Lucent, en contrepartie, sa technologie dans le domaine des mémoires informatiques.

● **IBM** : le groupe informatique a lancé, mercredi, le disque dur le plus petit et léger au monde, de la taille d'une grosse pièce de monnaie. Pesant 20 grammes, ce disque dur peut contenir deux cents fois plus de données qu'une disquette conventionnelle.

● **SEITA** : l'ex-régie nationale des tabacs, privatisée, va lancer le 14 septembre une émission d'actions réservées aux salariés adhérents au plan d'épargne d'entreprise. Cette opération sera limitée à 1 % du capital.

SERVICES

● **SEMA GROUP** : la société de services informatiques franco-britannique a annoncé, jeudi, la cession de la majeure partie de son activité de Défense à British Aerospace, pour 76,8 millions de livres (environ 760 millions de francs). Le groupe souhaite se renforcer dans les télécommunications et l'informatique de gestion.

● **INTERIM** : une quarantaine de salariés intermédiaires CGT ont occupé, mercredi, une agence de travail temporaire, Vedior Bis, à Paris, dans le cadre d'une semaine d'actions visant à dénoncer le « statut précaire » des intérimaires et exiger l'ouverture de négociations avec le patronat du secteur (SETT), a indiqué la CGT. Plusieurs occupations d'agences ont eu lieu cette semaine.

● **GO SPORT** : Gilles Oudot, ex-président d'Habitat International, a été nommé directeur général de la chaîne de distribution de matériel de sport, Filiale d'Euris. M. Oudot remplace Jean-Brice Herzu, nommé au comité exécutif du groupe Casino.

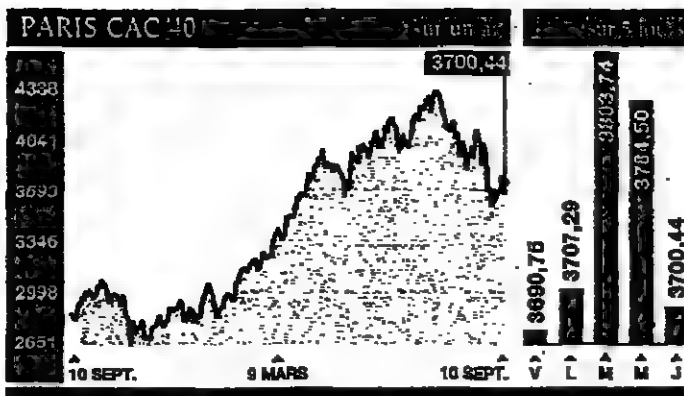
● **CONCURRENCE** : le ministre des transports italien, Claudio Burlando, s'est rendu à Bruxelles, le 9 septembre, pour négocier après le veto opposé par la Commission européenne à la réorganisation des aéroports de Milan. Le projet de faire démanteler toutes les compagnies étrangères au nouvel aéroport de Malpensa, qui ouvrira en octobre, en laissant à la disposition celui de Linate à la seule Alitalia a été jugé discriminatoire par la Commission.

FINANCE

● **BANQUES** : la BNP, Paribas, le CCF et la Société générale affichent des bénéfices record au second semestre. (Lire page 20.)

● **LTCB** : l'agence américaine d'évaluation financière Standard and Poor's a abaissé, jeudi, de trois crans, de BB+ à B+, la note accordée à la dette subordonnée de la banque japonaise Long-Term Credit Bank of Japan (LTCB).

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde », www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
CREDIT LYONNAIS	100,00	+0,00	+0,00
GEOPHYSIQUE	100,00	+7,00	+43,00
INFOSYSTEMES	100,00	+6,70	+30,12
GRUPPO GYM	100,00	+8,00	+30,37
CHARENTAIS	100,00	+5,74	+51,51
ISL	100,00	+8,07	+27,57
S.E.B.	100,00	+4,49	+41,08
MICHELIN	100,00	+5,74	+13,13
RENAULT	100,00	+3,72	+63,02
AXA	100,00	+3,08	+32,70

LES PLACES BOURSIERES

PARIS

JEUDI 10 SEPTEMBRE, à la mi-séance, l'indice CAC 40 a abandonné 1,64 %, à 3 700 points, dans le sillage des autres places financières européennes. Les investisseurs s'inquiètent de la situation politique aux Etats-Unis où le président Clinton pourrait être destitué par la publication du rapport d'enquête du procureur Starr. Le billet vert a également souffert et il s'est inscrit en baisse, à 5,72 francs. Les titres Société générale et BNP ont fortement reculé après l'annonce de résultats semestriels pourtant en forte hausse. En revanche, l'action Crédit lyonnais a grimpé de 7,4 % en raison des perspectives de privatisation et d'une éventuelle entrée d'Allianz ou d'AXA dans son tour de table. L'action Setia a progressé de 2,9 % après la publication de bons résultats semestriels. Les titres des deux fabricants d'électroménager SEB et Moulinex ont également été recherchés.

FRANCFORT

JEUDI 10 SEPTEMBRE, lors des premières transactions, l'indice Dax a reculé de 1,78 %, à 4 870,03 points. Les valeurs bancaires et financières, comme Deutsche Bank et Allianz, ont poursuivi leur baisse. Les investisseurs demeurent prudents avant de connaître l'ampleur des pertes sur les marchés émergents. La veille, l'indice Dax avait déjà abandonné 2,69 % sur le système électronique, influencé par la baisse de Wall Street.

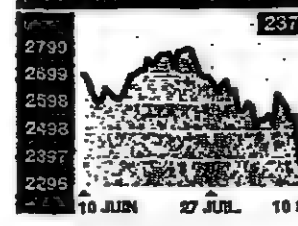
NEW YORK

MERCREDI 9 SEPTEMBRE, la bourse américaine a baissé de 1,94 % sous l'effet des prises de bénéfices après la remontée spectaculaire de la veille (+5 %). Les investisseurs ont été échaudés par l'annonce par Merrill Lynch d'une perte de 135 millions de dollars sur les marchés émergents. Les autres valeurs bancaires ont suivi Merrill Lynch dans la baisse.

Indices boursiers

Indice	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3700,44	-1,64	23,38
SBF 120	2500,00	-1,62	22,11
SBF 250	2311,49	-1,62	21,58
SECOND MAR.	205,00	-0,62	14,08
MIDCAC	1740,40	-0,69	10,13
LONDRES FT100	6253,10	-1	2,38
AMSTERDAM AEX	1040,01	-2,61	14,78
BRUXELLES BEL	3379,40	-1,07	36,23
FRANCFORT DAX	4870,03	-1,78	14,48
MADRID IBEX35	3243,33	-1,84	16,08
MILAN MIB30	2372	-2,17	21,78
SUISSE SMI	3685,70	-2,16	0,23
STOCK 66A	350,00	-1,80	—
EURO STOXX 30	3200,00	-1,13	—
STOCK 50	3200,00	-2,00	—
EURO STOXX 50	3200,00	-2,12	—

PARIS SBF 250



TOKYO

LA BOURSE japonaise a terminé jeudi 10 septembre en baisse de 0,61 %, en dépit de la baisse du taux au jour le jour annoncée la veille par la Banque du Japon (BoJ), qui n'a pas réussi à convaincre les investisseurs qu'une sortie de crise est en vue. Les analystes jugent la mesure bien timide. L'indice Nikkei des valeurs vendues a perdu 89,51 points, à 14 633,03 points. Le contrat sur indice a cédé 110 points à 14 600 points. Les valeurs financières, pourtant les plus sensibles à l'évolution des taux d'intérêt, ont toutes perdu du terrain en fin de séance.

HONGKONG

LE MARCHE des actions de l'ancienne colonie britannique était en petite hausse jeudi 10 septembre peu avant la clôture. L'indice Hang Seng gagnait 0,33 %, à 7 931,53 points, profitant des rumeurs de baisse des taux d'intérêt en Chine.

Monde

Indice	Cours	Var. %	Var. %
NEW YORK DJ	7990,00	-1,94	-0,58
SP 500	1000,00	-1,89	0,69
NASDAQ	2500,00	-1,19	3,48
BUENOS AIRES M.	250,00	-1,73	-48,57
JOHANNESBURG	350,00	-1,73	-23,79
MEXICO BOLSA	170,00	-2,10	-46,20
SANTIAGO IPSA	20,00	-0,02	-47,29
SAO PAULO BOV	15,00	-2,78	-44,54
TORONTO FSE	1571,78	-1,78	-12,35
ASTI 10015	100,00	0,00	31,12
BANGKOK SET	142,00	-0,01	-46,30
HONGKONG H.	7940,00	-0,70	-26,78
SEOUL	75,00	0,73	-7,23
SINGAPOUR ST	2800,00	-0,64	-3,46
SYDNEY ALL O.	2800,00	-0,64	-3,46
TOKYO NIKKEI	14633,03	-0,61	0,59

ECONOMIE

Les modèles de consommation mondiaux doivent changer

LES MODELES de consommation doivent être modifiés si la communauté mondiale désire maintenir la priorité au développement, a déclaré, mercredi 9 septembre, Richard Jolly, principal architecte du rapport 1998 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). « La consommation est le sang de l'avancée humaine », a-t-il affirmé. « Mais (...) elle doit être mieux partagée (...) et ne doit pas détruire l'environnement », a-t-il ajouté. La consommation mondiale a sextuplé depuis 1950 pour atteindre un total de 24 000 milliards de dollars en 1998, tout en restant « essentiellement l'affaire des nantis », car un milliard d'êtres humains sont toujours privés de l'essentiel (nutrition, eau...). « De nouvelles technologies sont disponibles et devraient permettre aux pays du tiers-monde de ne pas répéter les désastres environnementaux engendrés par l'industrialisation [des pays riches] », a-t-il estimé.

● **JAPON** : la Banque du Japon a annoncé, mercredi, qu'elle allait baisser le taux au jour le jour à 0,25 %, décision qui représente le premier assouplissement de sa politique monétaire en trois ans. Cette baisse du coût de refinancement des banques nipponnes doit empêcher l'émergence d'une « spirale déflationniste » et une dégradation supplémentaire de la conjoncture de la deuxième économie mondiale. (Lire page 20.)

● **LES COMMANDES** de biens d'équipement passées par les entreprises japonaises du secteur privé ont chuté de 24,1 % en juillet, par rapport à leur niveau du même mois de 1997, a annoncé jeudi 10 septembre l'agence gouvernementale de planification économique.

● **RUSSIE** : les prix à la consommation ont augmenté de 35,7 % sur la première semaine de septembre, a annoncé mercredi le comité d'Etat aux statistiques. Sur l'ensemble de l'année 1997, l'inflation avait été de 11 %.

● **LA MAJORITE** des banques occidentales engagées en Russie ne devraient pas être sérieusement affectées par la crise économique que traverse ce pays, estime mercredi l'agence de notation financière Fitch-IBCA. L'agence souligne dans une étude que les risques sont bien répartis parmi les banques occidentales et que les investissements sont généralement garantis ou bien ont fait l'objet de provisions.

● **LA RUSSIE** a besoin d'une monnaie stable et les Etats-Unis sont prêts à la soutenir dans ses efforts de réforme si elle suit la bonne orientation, a déclaré, mercredi, Lawrence Summers, le secrétaire adjoint au Trésor américain.

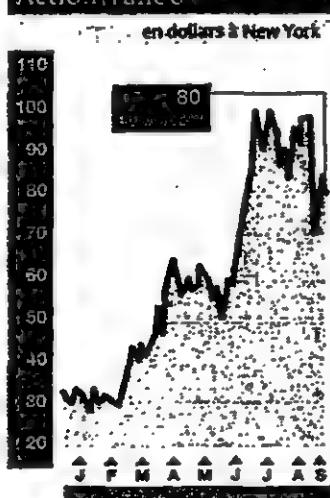
● **ALLEMAGNE** : les prix à la consommation ont reculé de 0,1 % en août par rapport à juillet, ce qui porte leur hausse en glissement annuel à 0,8 %, a annoncé jeudi l'office fédéral des statistiques de Wiesbaden.

● **FRANCE** : les recettes fiscales nettes de l'Etat devraient progresser de 3 % en 1998 (à 1 459,8 milliards de francs) et de 4,3 % en 1999, selon les chiffres communiqués par le ministère des finances à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances pour 1999. (Lire pages 6, 7 et 8.)

● **ETATS-UNIS** : le speaker (président) de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, a estimé, mercredi, que les crises financières en Russie et en Indonésie montraient la nécessité pour le FMI (Fonds monétaire international) d'être tenu pour responsable de ses actions. La participation américaine au financement du FMI (18 milliards de dollars) est en souffrance au Congrès depuis plusieurs mois.

Valeur du jour : Yahoo de nouveau recherché

Action Yahoo



L'ADMISSION de l'action Yahoo dans l'indice américain des valeurs de technologies, le Nasdaq index 100 a redonné un coup de fouet au titre. Les investisseurs sont revenus à l'achat, convaincus que l'action était redevenue abordable. La semaine précédente, elle avait fait un spectaculaire plongeon, abandonnant 27 % dans la tourmente boursière. Aujourd'hui, remontée à 80 dollars, l'action ne capitalise plus que 250 fois le résultat par action attendu pour 1998 (32 cents) et 174 fois celui espéré pour l'exercice suivant (46 cents). Une véritable aubaine ! Car avant la chute, l'action avait grimpé à 100 dollars, ce qui représentait une performance de 240 % depuis le début de l'année. Les investisseurs estiment que ce groupe est l'un des mieux placés pour devenir le géant des services sur Internet.

Créé en avril 1994 par deux étudiants, Jerry Yang et David Filo, Yahoo était, au départ, un simple moteur de recherche. Mais aujourd'hui, le groupe a étendu ses activités à des multitudes de services spécialisés (informations générales, bourses, immobilières, sites spécialisés dans la santé, les voyages, le shopping, etc.) qui lui permettent d'attirer des pages de publicité des annonceurs. Ainsi, Yahoo tente de s'extraire du simple rôle de moteur de recherche pour al-

ler concurrencer des prestataires de service sur Internet comme American on line. Et face aux autres sociétés de recherche sur Internet, comme Excite ou Lycos, elle conserve une longueur d'avance car elle fut la première de ce type à s'introduire en Bourse (en avril 1996) et la première à réaliser un bénéfice (au premier semestre 1998, elle a dégagé un profit de 81 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 41,2 millions de dollars). Sur-tout, elle bénéficie d'une excellente notoriété. Selon une étude du cabinet américain Intelligenc Inc, la marque Yahoo ! est connue de 44 % des internautes.

Si Yahoo peut capitaliser sur sa notoriété, elle peut également se reposer sur une solide situation financière. La société dispose de 400 millions de dollars de liquidités, dont 250 millions lui ont été récemment apportés par Softbank, un groupe d'investissement japonais, qui détient désormais 32 % du capital de Yahoo. Avec de telles réserves, Yahoo devrait financer sa croissance externe afin de compléter son offre de services. Dans sa courte existence, la société a déjà procédé à quatre acquisitions, dont la plus importante fut ViaWeb, achetée pour 49 millions de dollars.

Enguerrand Renaud

MONNAIES

● **DOLLAR** : le billet vert s'inscrivait en forte baisse, jeudi matin 10 septembre, vis-à-vis des devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,7060 mark et 5,7180 francs. Les anticipations d'une baisse prochaine des taux directeurs américains expliquent ce mouvement de repli : elles ont été renforcées par la décision surprise de la Banque du Japon d'assouplir sa politique monétaire, qui, pour selon certains opérateurs, doit être interprétée comme la première étape d'une initiative nippo-américaine de réduction des taux d'intérêt.

● **YEN** : la monnaie japonaise s'inscrivait en forte baisse, jeudi matin, au lendemain de la réduction du loyer de l'argent au jour le jour au Japon. Elle s'échangeait à 136 yens pour un dollar, après être tombée, durant la nuit, jusqu'à 138 yens pour un dollar. En vingt-quatre heures, son recul s'élevait à 4 %. La devise nippone se repliait aussi face aux monnaies européennes, à 100 yens pour 4,22 francs.

Cours de change

Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30	1009 12h30
FRANC	5,7180	0,80	0,85	4,08	2,97	4,23	0,84	3,35	—
DM	1,71	1,37	2,85	1,22	0,88	8,13	0,89	—	0,80
LIRE (100)	188,18	1941,18	2812,06	1202,49	874,35	1247,25	—	887,35	294,46
YEN (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
FLOREN	1,92	2,22	3,21	1,37	—	—	1,43	0,11	1,13
FR. S.	1,40	1,81	2,34	—	0,78	1,04	0,08	0,82	0,84
LIVRE	0,80	0,69	—	0,45	0,51	0,46	0,04	0,25	0,10
ECU	0,87	—	1,45	0,82	0,43	0,84	0,02	0,81	0,18
DOLLAR	—	1,16	1,87	0,71	0,82	0,74	0,08	0,58	0,17

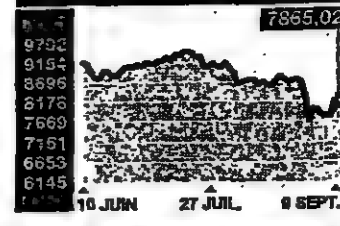
Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001	TAUX 0/001
FRANCE	5,50	5,50	4,50	5,04	—	—	—	—	—
ALLEMAGNE	5,50	5,50	4,50	5,04	—	—	—	—	—
GBRITANIE	4,50	4,50	5,25	5,02	—	—	—	—	—
ITALIE	5,50	5,50	4,50	5,04	—	—	—	—	—
JAPON	5,50	5,50	1,21	—	—	—	—	—	—
ETATS-UNIS	5,50	5,50	5,04	5,04	—	—	—	—	—
SUISSE	5,50	5,50	2,83	3,98	—	—	—	—	—
PAYS-BAS	5,50	5,50	3,90	4,29	0,75	—	—	—	—

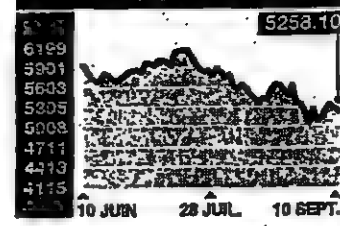
Marché des changes

Devises	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35	DEVISES 17h35
ALLEMAGNE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
ATLANTIQUE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
BELGIQUE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
CANADA	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
DANEMARK (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
ESPAGNE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
ETATS-UNIS	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
FINLANDE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
GRÈCE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
IRLANDE	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
ITALIE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
JAPON (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
NORVÈGE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
PAYS-BAS (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
PORTUGAL (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
SUEDE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61
SUISSE (100)	135,02	158,64	225,64	99,44	78,18	—	8,02	79,17	23,61

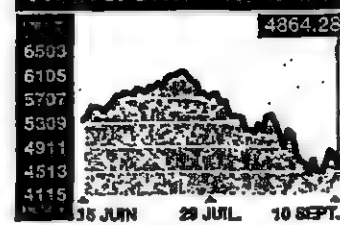
NEW YORK DJ



LONDRES FT100



FRANCFORT DAX



DISPARITIONS

Georges Meyer

Le PDG des Galeries Lafayette

GEORGES MEYER, président du groupe des Galeries Lafayette depuis 1987 et membre par alliance de la famille fondatrice, est mort mardi 8 septembre, à l'âge de soixante-huit ans, des suites d'une longue maladie. Les deux vice-PDG du groupe, eux-mêmes apparentés à la famille, Philippe Houzé et Philippe Lemoine, ont été chargés de « proposer une organisation qui assure l'avenir et permette d'assurer entre-temps l'intérim », précise un communiqué.

Né en 1930 dans la Loire, Georges Meyer, ingénieur textile de formation, était entré aux Galeries Lafayette en 1964, après avoir dirigé les filatures Prouvost en Colombie. C'est cette même année qu'il épouse Noëlle Meyer, son homonyme, une petite-fille du fondateur du grand magasin parisien, Théophile Bader. Il monte rapidement en grade, devenant vice-président-directeur général en 1970. En 1987, il succède à son beau-frère Étienne Moulin comme président du groupe. Sous sa férule, les Galeries Lafayette vont plus que doubler de volume, passant de 12 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986 à 30 milliards en 1997. Le groupe exploite aujourd'hui 338 magasins, dont 35 à l'étranger des Galeries Lafayette, et emploie 34 000 collaborateurs. Son autre fleuron est l'enseigne Monoprix-Prismac, dirigée par Philippe Houzé.

A la tête de l'immense paquebot

immobile du boulevard Haussmann, Georges Meyer, manager discret et austère, n'était pas pour autant un adepte de l'immobilisme. D'une main, il a préservé soigneusement l'héritage et la tradition familiale du groupe, de l'autre, il a préparé l'avenir en investissant, parfois de façon brouillonne. Après avoir absorbé Les Dames de France, puis repoussé une tentative d'ORA d'un groupe néo-zélandais, en 1989, Georges Meyer amorce un virage de croissance tous azimuts en 1991, année de la reprise des Nouvelles Galeries - dans l'escarcelle de laquelle se trouvent deux autres sociétés, Cofinoga (financement) et le BHV (bricolage) - et de l'ouverture d'un magasin Galeries Lafayette sur la 5^e avenue à New York, et d'un autre au cœur de Berlin, après la chute du Mur. Une boulimie qui manquera être fatale au groupe familial.

ASSEMBLAGE D'ENSEIGNES

La « vitrine de Paris » ne tiendra pas trois ans dans la chasse gardée des Bloomingdale's, Macy's et autre Saks Fifth Avenue qu'est Manhattan. Le magasin, ouvert en grande pompe fin 1991 à New York sera fermé sans gloire en octobre 1994, après avoir accumulé près de 500 millions de francs de pertes. Plus réussie sera la diversification, dès le milieu des années 80, dans une nouvelle forme prometteuse de distribution, le commerce électronique. Les Gale-

ries Lafayette ont soutenu le lancement de la société Télémarket, sorte de supermarché sur Minitel, ancêtre des magasins virtuels sur Internet, dont le groupe sera aussi le précurseur, via sa filiale LaSer. Le groupe Galeries Lafayette renouvellera avec les bénéfices en 1996, après quatre années difficiles. La dernière opération d'envergure sous la présidence de Georges Meyer sera le rachat, il y a un an, au rival de toujours - le Printemps - de l'enseigne Prisunic, fusionnée avec Monoprix avant de disparaître à terme. Une acquisition qui donne au groupe Galeries Lafayette, allié pour l'occasion avec Casino, une position dominante sur le commerce de centre-ville à Paris et dans les grandes métropoles.

Le PDG, qui se savait malade, avait préparé sa succession en faisant monter à ses côtés une quatrième génération de gendres de la famille fondatrice, dans les personnes de MM. Houzé et Lemoine, dont les épouses sont d'arrière-petites-filles du fondateur, et petites-filles du gendre de Théophile Bader, Max Heilbronn, patron historique du groupe durant cinquante ans, mort quasi centenaire il y a quelques mois. A eux désormais de poursuivre la remise en ordre de l'assemblage d'enseignes et de magasins légué par Georges Meyer.

Pascal Galliard

Lucio Battisti

L'« ange de la chanson » italienne

LA DISPARITION, mercredi 9 septembre, de Lucio Battisti, chanteur italien, mort à cinquante-cinq ans d'un cancer à l'hôpital de Milan, a provoqué une immense émotion dans toute l'Italie. Chanteur en vogue des années 70, ce « révolutionnaire des émotions », comme le qualifie le *Corriere della Sera*, a marqué toute une époque par ses chansons d'amour devenues les rengaines d'une période où toute la péninsule sombre dans les années noires du terrorisme, les fameuses « années de plomb ». Depuis vingt ans, ce véritable maniaque de tout ce qui touchait à sa vie privée - il ne donnait jamais d'interview, il ne s'est jamais montré à la télévision - avait disparu de la vie publique. Même sa maladie a été entourée du plus grand secret et les médecins se sont refusés à confirmer qu'il était mort d'un cancer du foie.

Cette manie du mystère a contribué à grandir la légende de Lucio Battisti, l'homme aux 25 millions de disques et au timbre de voix si particulier. Une voix sans force, qui convenait parfaitement au rythme languoureux, aux cris d'amour lancés par celui qui a été reconnu par David Bowie comme « son préféré ».

Ses chansons célèbres, comme *Pensieri e parole*, *La canzone del sole*, *Anche per te*, *Ancora tu e Acqua azzurra*, *acqua chiara*, étaient très connues en France.

Toutes les télévisions, toutes les radios, tous les journaux et les hommes politiques ont rendu hommage à cette tête enfantine aux cheveux bouclés qui avait été surnommé l'« ange de la chanson ». « Je suis sûr que Lucio, après avoir été un moment un silence respectueux », a déclaré celui qui fut son compagnon de gloire, son parolier et musicien, Giulio Rappelli, dit Mogol, auquel il fut présenté en 1965.

Les débuts en commun avec le jeune expert industriel qu'était Lucio Battisti, né le 5 mars 1943 à Poggio Bustone, près de Rieti, n'ont pas été des plus faciles, jusqu'à ce que la symbiose s'opère et que le succès vienne grâce à leurs chansons chantées de tous les Italiens. En dépit d'une extrême timidité qui lui faisait ne pas tolérer la foule, les fans, les photographes, Lucio Battisti fut adulé.

Son déclin a commencé à la suite de la séparation d'avec Mogol, en 1979. Il s'est retiré à petit retrait du spectacle et du monde. Chanteur populaire par excellence, ce prince de la romance italienne fut, selon *La Stampa*, « le dément vivant des contraires idéologiques » qui ont marqué cette époque. Lucio Battisti restera, comme l'a dit Massimo d'Alena, secrétaire du PDS (Parti de la gauche démocratique), « la colonne sonore de nos premières amours ».

Michel Bôle-Richard

NOMINATIONS

COUR DES COMPTES

Gérard Ganser a été nommé secrétaire général de la Cour des comptes par décret publié au *Journal officiel* du 8 septembre. Il succède à Gilles Johanet, devenu directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (*Le Monde* du 1^{er} août).

[Né le 6 janvier 1949 à Montreuil (Seine-Saint-Denis), ancien élève de l'école polytechnique (1969) et de l'école nationale de la statistique et de l'administration économique (1972), Gérard Ganser intègre la Cour des comptes à sa sortie de l'ENA (1974-1976). Il devient chargé de mission à temps partiel à la mission interministérielle de la mer en novembre 1978, puis conseiller commercial, adjoint au chef des services d'expansion économique, à Mexico, en janvier 1981. Il fait partie des cabinets d'Edith Cresson, comme chargé de mission au ministère de l'Agriculture, de janvier à mars 1983, comme directeur adjoint du cabinet au ministère du Commerce extérieur et du Tourisme, de mars 1983 à août 1984, et comme chargé de mission au ministère du redéploiement industriel et du Commerce extérieur, d'août à novembre 1984. Il devient directeur général adjoint et directeur des affaires commerciales de Télédiffusion de France en novembre 1984. Il réintègre la Cour des comptes en juin 1986, est rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel d'octobre 1987 à août 1988. Il devient directeur du cabinet de Catherine Tasca, ministre déléguée auprès du ministre de la Culture, de la Communication et des Grands Travaux en janvier 1989, président-directeur général de la Société française de radiodiffusion (Sofrad) et de sa filiale Havas Média International en janvier 1991. Depuis 1994, Gérard Ganser avait réintégré la Cour des comptes.]

DÉFENSE

Le général Pierre Costedoat a été nommé secrétaire général adjoint de la défense nationale, par le conseil des ministres de mercredi 9 septembre, sur la proposition du premier ministre, Lionel Jospin.

D'autre part, le commissaire général de division aérienne Jean-Paul Bernabeu a été nommé directeur de l'administration générale au secrétariat général de la défense nationale.

[Né le 27 janvier 1942 à Casablanca (Maroc) et ancien élève de Saint-Cyr, Pierre Costedoat a exercé une partie de sa carrière au sein de l'Armée. Entre 1965 et 1967, le colonel Costedoat a commandé le 9^e régiment d'artillerie de montagne à Vence-Albion-et-Rissat (Alpes). Entre 1969 et 1972, il commande le service « action » de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) - la formation chargée des opérations clandestines -, avant d'en devenir le directeur des opérations au sein d'un « collège » civilo-militaire qui dirige les services spéciaux français. En 1979, le général Costedoat est nommé commandant des écoles de Saint-Cyr-Coblenz. A son nouveau poste, qui lui vaudra de recevoir le quinquième ordre de général de corps d'armée, il remplace le colonel-adjoint Jean Moulin et il est l'adjoint du nouveau secrétaire général de la défense nationale, Jean-Claude Mallet.]

ÉCONOMIE ET FINANCES

Jean-François Stoll a été nommé directeur des relations économiques extérieures, lors du conseil des ministres de mercredi 9 septembre. Il succède à Jacques de Laigle, qui avait remis sa démission le 1^{er} septembre (*Le Monde* du 4 septembre).

[Né le 19 janvier 1950 à L'Isle-Adam (Val-d'Oise), Jean-François Stoll est licencié en sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'école nationale d'administration (1976-1978). A sa sortie de l'ENA, il est affecté au ministère de l'Économie, à la direction des relations économiques extérieures. Il a notamment été attaché commercial en Indonésie (1982-1984), conseiller commercial au Ministère (1987-1989) et conseiller technique dans plusieurs cabinets de Pierre Bérégovoy, au ministère de l'Économie (1984-1986 et 1990-1992), puis à Matignon (1992-1993). Depuis mars 1993, Jean-François Stoll était chef du service de la promotion des échanges extérieurs à la direction des relations économiques extérieures.]

ÉDUCATION NATIONALE

Jeanne-Marie Parly, conseillère au cabinet du ministre de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a été nommée directrice de cabinet, en remplacement de Denis Soubeyran, par arrêté paru au *Journal officiel* du 8 septembre.

[Née le 1^{er} avril 1935 à Toulouse (Haute-Garonne), Jeanne-Marie Parly, docteur et agrégée en sciences économiques, a été maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand en 1967 avant d'être nommée, l'année suivante et jusqu'en 1984, à l'université Paris-IX, maître de conférences puis professeur. A cette date, elle est appelée au cabinet du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement, où elle est chargée de l'enseignement supérieur. Après un retour à l'université Paris-IX, de 1985 à 1989, elle est nommée recteur de l'académie de Caen. En 1993, elle retrouve son poste d'enseignante avant d'être nommée, en 1997, conseillère au cabinet de Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, chargée des relations avec les recteurs.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Jacques CARON et Marianne LAJGNEAU ont la joie d'annoncer la naissance de

Aurélien,

à Paris, le 17 juillet 1998.

Laurence HEMERIT

et Arthur GOETSCHY et Arthur sont heureux de faire part de la naissance de

Matteo,

le 8 septembre 1998, à Marseille.

Décès

- Apprenant la disparition de leur collègue et ami,

Gérard BLANCHARD,

survécu à Paris le 26 août 1998, en sa soixante-douzième année,

les enseignants de l'UFR Communication de l'université Paris-III - Sorbonne nouvelle s'associent à la douleur de sa famille et de ses parents.

Enseignant et chercheur de talent, notre collègue savait communiquer aux étudiants sa passion de la création et son goût de la réflexion. Son départ à la retraite avait laissé un vide dans notre composition où il n'avait que des amis. Sa disparition va encore accentuer un manque légendaire, celui d'un enseignant enthousiaste, d'un chercheur original, d'un collègue attentionné, et d'un ami irréprochable. (Le Monde du 3 septembre.)

- Le président du conseil d'administration. Le directeur général. Et l'ensemble du personnel du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad),

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Louis CAMINADE,

administrateur de la direction générale,

survécu le 8 septembre 1998, dans sa cinquante-quatrième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 11 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Clément de Saint-Cloud (Haute-Saône).

Ni fleurs ni couronnes.

Don à la Ligue nationale contre le cancer.

- Nous faisons part du décès de

M. Marc CORLU,

survécu le 7 septembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 11 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Nicolas de Maisons-Laffitte.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne).

M^{me} Gaston FÉDOU, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

M. Gaston FÉDOU,

conseiller honoraire, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

survécu le 9 septembre 1998, à l'âge de quatre-vingt ans.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église de Saint-Amand-en-Puisaye (Nièvre) le vendredi 11 septembre 1998, à 16 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière d'Arles (13), dans le caveau du famille.

- M^{me} Georges MEYER, son épouse,

Alexandre Meyer, David et Jackie Meyer, Raphaël et Carina Meyer, ses enfants et leurs épouses,

M. Max Meyer, son frère, Danielle, son épouse, Eric et Olivier, leurs fils,

M^{me} Janyne Meyer, sa sœur,

M^{me} Liliane Wolinski, sa secrétaire, que la famille remercie chaleureusement,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges MEYER,

président-directeur général des Galeries Lafayette, commandeur de la Légion d'honneur,

survécu le 8 septembre 1998 dans sa soixante-huitième année, à la suite d'une longue maladie.

L'enterrement aura lieu à Dornach dans la plus stricte intimité.

Un office de commémoration sera célébré par le rabbin David Meyer, à la suite des trente jours de deuil.

La date et le lieu en seront précisés ultérieurement.

- Les membres du conseil d'administration de la société anonyme des Galeries Lafayette

ont la tristesse de faire part du décès de leur président-directeur général.

M. Georges MEYER,

commandeur de la Légion d'honneur,

survécu le 8 septembre 1998 dans sa soixante-huitième année, à la suite d'une longue maladie.

L'enterrement aura lieu à Dornach dans la plus stricte intimité.

Un office de commémoration sera célébré par le rabbin David Meyer, à la suite des trente jours de deuil.

La date et le lieu en seront précisés ultérieurement.

SOUTENANCES DE THÈSE

67 F HT la ligne

Tarif Étudiants 98

- Le président du conseil de surveillance.

Les membres du conseil. Les membres du directoire de la société Monoprix SA,

ont la tristesse de faire part du décès de leur membre du directoire,

M. Georges MEYER,

commandeur de la Légion d'honneur,

survécu le 8 septembre 1998 dans sa soixante-huitième année, à la suite d'une longue maladie.

L'enterrement aura lieu à Dornach dans la plus stricte intimité.

Un office de commémoration sera célébré par le rabbin David Meyer, à la suite des trente jours de deuil.

La date et le lieu en seront précisés ultérieurement.

- Le président du conseil d'administration.

Les membres du conseil des sociétés Laser et Cofinoga.

ont la tristesse de faire part du décès de leur administrateur,

M. Georges MEYER,

commandeur de la Légion d'honneur,

survécu le 8 septembre 1998, dans sa soixante-huitième année, à la suite d'une longue maladie.

L'enterrement aura lieu à Dornach dans la plus stricte intimité.

Un office de commémoration sera célébré par le rabbin David Meyer, à la suite des trente jours de deuil.

La date et le lieu en seront précisés ultérieurement.

- Le président du conseil d'administration.

Les membres du conseil de la société anonyme du Bazar de l'Hôtel de Ville (BHVV),

ont la tristesse de faire part du décès de leur administrateur,

M. Georges MEYER,

commandeur de la Légion d'honneur,

survécu le 8 septembre 1998, dans sa soixante-huitième année, à la suite d'une longue maladie.

L'enterrement aura lieu à Dornach dans la plus stricte intimité.

Un office de commémoration sera célébré par le rabbin David Meyer, à la suite des trente jours de deuil.

La date et le lieu en seront précisés ultérieurement.

(Lire ci-dessus.)

- Philippe Guglielmi, grand maître du Grand-Orient de France.

Le conseil de l'ordre,

ont le regret de faire part du décès de

Jean-Pierre PROUTEAU,

ancien grand maître.

(Le Monde du 10 septembre.)

- Philippe Guglielmi, grand maître du Grand-Orient de France.

Le conseil de l'ordre,

ont le regret de faire part du décès de

Bernard TAUZIA,

ancien grand maître adjoint.

- M^{me} Guy Pietresson de Saint Aubin, née Marie-Françoise Guibault, son épouse.

Eric et Béatrice de Saint Aubin, Isabelle de Saint Aubin-Goudot, Stéphanie et Jean-Denis Roisin, Christian et Patricia Gélinau, ses enfants,

Ses deux petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur père, à l'âge de soixante-quinze ans, de

Guy PIETRESSON

DE SAINT AUBIN,

survécu le 4 septembre 1998 à Cahors, où la cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité.

Une messe sera dite le samedi 12 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Denis de Vauresson.

52, rue de Garches, 92430 Vauresson.

- Daniel et Olivier Rôdel, son frère et son père.

Armande Ponge - de Trentinian, sa compagne,

Philippe, François, Paul, Agnès de Trentinian,

Daniel Cordier,

son ami fraternel, ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 6 septembre 1998, de

Alain RÔDEL,

officier des Forces françaises libres, officier de la 2^e DB, Croix de guerre 1943, chevalier de la Légion d'honneur.

Alain Rôdel a fait don de son corps à la science et, selon son vœu, aucune cérémonie ne sera célébrée.

4, place du Puits-de-l'Ermitte, 75015 Paris.

Remerciements

- M^{me} Jean Becker, M. et M^{me} Michel Becker, et leurs enfants.

Le docteur Géo Goetschel, très touchés par leurs nombreux témoignages d'affection, remercient tous ceux qui ont pris part à leur grande douleur, lors du décès de

M. Jean BECKER.

- M. et M^{me} Vu Van Giap, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} veuve Vu Hoang Anh et ses enfants.

M. et M^{me} Vu Hoang Dung et leurs enfants, M. et M^{me} Vu Hoang Chau et leurs enfants,

M. et M^{me} Vu Hoang Dai et leurs enfants, M^{me} Nguyen Phuc Toan et ses enfants.

très touchés des nombreux témoignages de sympathie manifestés lors du décès de leur frère, père, oncle et grand-père,

M. VU VAN MAU.

vous adressent leurs sincères remerciements.

CARNET DU MONDE

Tél. : 01-42-17-39-80 - 01-42-17-29-96

01-42-17-38-42

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

SPORTS La création d'une Superligue pourrait bouleverser le paysage du football européen. Cette épreuve réunirait 36 clubs européens dont la moitié auraient rang

de membre fondateur. ● CHAQUE participant bénéficierait de 140 millions de francs et le vainqueur toucherait au total 350 millions. Le projet a été initié par Media Partners,

une société italienne spécialisée dans la gestion commerciale des droits télévisés, en concertation avec plusieurs magnats de l'audiovisuel. ● L'UNION EUROPÉENNE de

football (UEFA) et son épreuve phare, la Ligue des champions, vivent sous la menace de cette révolution. ● DANS une interview au Monde, le président de Media Part-

ners, Rodolfo Hecht, explique que les grands clubs ne veulent plus vivre sans avoir la certitude de jouer un certain nombre de matches européens chaque saison.

Le nouvel ordre européen du football se met en place

Appuyée par les magnats de l'audiovisuel Leo Kirch, Rupert Murdoch et Silvio Berlusconi, la Superligue, financée par la manne des droits télévisés, favoriserait les clubs les plus riches. Le promoteur du projet évoque les grandes lignes d'une compétition très lucrative

DE RÉUNIONS secrètes dans des palaces londoniens en tractations occultes auprès des plus grands groupes audiovisuels du monde ; de promesses financières mirifiques en communiqués distillés à intervalles choisis, le projet de Superligue européenne de football se précise. S'il venait à voir le jour, c'est tout le paysage du football européen, donc mondial, qui serait radicalement transformé.

L'affaire a pris suffisamment d'ampleur pour que l'Union européenne de football (UEFA) se mette à craindre pour son avenir. Depuis quelques saisons, elle a fait de nombreuses concessions, transformant chaque année son épreuve phare, la Ligue des champions, pour calmer ceux que l'on appelle les « grands clubs », de plus en plus agités de tentations sécessionnistes. Mais sa marge de manœuvre se réduit.

Même si l'appât du cash des clubs nantis est sans limite, ce ne sont pas eux qui pilotent directement le projet de Superligue. En première ligne, on trouve Media Partners, société milanaise spécialisée dans la gestion commerciale des droits télévisés dont les clients sont, entre autres, la Fédération internationale de ski (FIS) et la Ligue italienne de football.

A sa tête se trouve Rodolfo Hecht, un ancien dirigeant de la Fininvest, le holding de Silvio Berlusconi. M. Hecht est-il un sous-marin de Berlusconi ? Il rejette catégoriquement cette idée. Pourtant, Silvio Berlusconi, par ailleurs président du Milan AC, est un homme peu préoccupé par le dossier Superligue. Lui, comme les deux autres magnats de l'audiovisuel, l'Allemand Leo Kirch et l'Australo-américain Rupert Mur-

doch (qui est, lui, devenu propriétaire de Manchester United, mercredi 9 septembre). Ces trois géants de la communication nourrissent un projet commun : développer le système du paiement à la séance (pay per view) en Europe grâce à la retransmission de cette nouvelle compétition (Le Monde du 12 août).

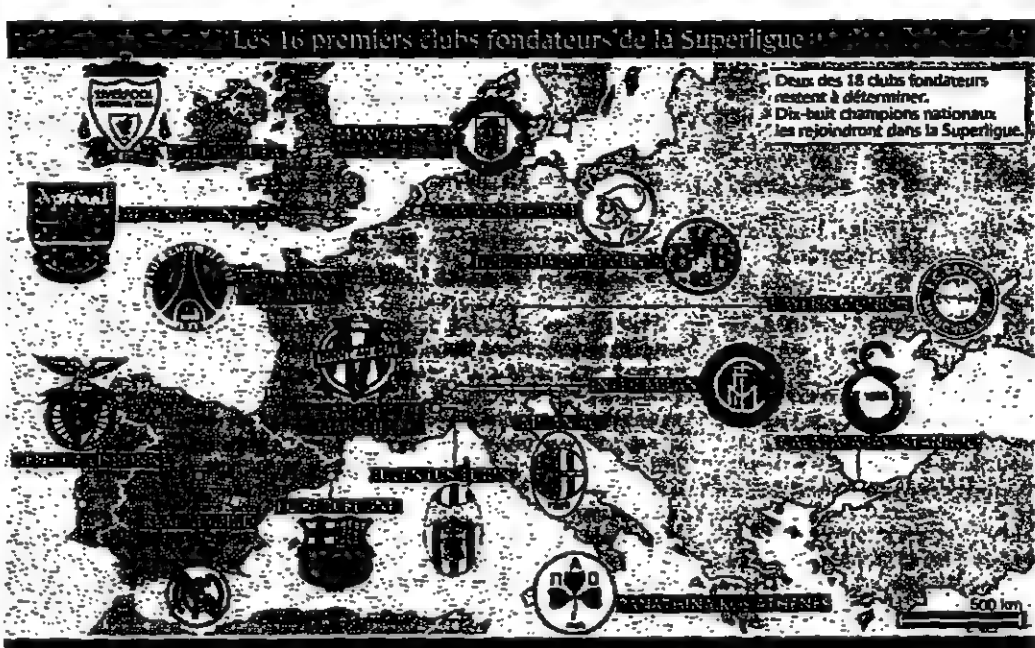
DOUCE POIS PLUS DE GAINS

Pour convaincre les clubs de venir les rejoindre, les dirigeants de Media Partners promettent une multiplication des recettes. A les croire, la Superligue générerait plus de 12,5 milliards de francs par saison, soit douze fois plus que ce que rapporte actuellement la Ligue des champions à l'UEFA.

Chaque participant toucherait 140 millions de francs et l'heureux vainqueur ferait rentrer 350 millions dans ses caisses, c'est-à-dire quatre fois plus que ce qu'a gagné le Real Madrid, vainqueur de la Ligue des champions en mai dernier. Pour désamorcer les critiques des tenants d'une royauté déjà en chancel, Media Partners prévoit d'allouer une enveloppe annuelle de 600 millions de francs au football amateur. De quoi transformer beaucoup de terrains vagues en terrains engazonnés.

Les clubs ayant participé aux onze réunions d'information sur le sujet depuis le 2 juillet auraient pu croire à un gros coup de bluff, voire à une supercherie, si, pour les convaincre, Rodolfo Hecht et ses collaborateurs n'avaient pas employé les grands moyens.

Media Partners a ainsi réuni, en plein cœur de Londres, un impressionnant casting. JP Morgan, l'une des plus grandes banques du monde, tient le rôle de l'indispen-



sable garantie financière dont a besoin ce genre de projet. Un cabinet d'avocats international, Slaughter & May, s'occupe de la partie juridique. Deux bureaux d'audit ayant pignon sur rue à la City, Deloitte & Touche et KPMG, délivrent leurs conseils. Six agences de relations publiques, dans six pays différents, informent la presse de l'avancée du dossier. Un récent communiqué annonçait, par exemple, l'arrivée d'Electra Fleming dans le capital de Media Partners à hauteur de 30 millions de dollars (environ 180 millions de francs). Electra Fleming ? Une très importante société internationale d'investissements.

Cette démonstration de force n'a

pas seulement pour but de séduire les « grands clubs ». Ces derniers sont coquifs d'avance, quel que soit d'ailleurs le montant des primes puisque les équipes dites fondatrices (dont Marseille et Paris-SG) seraient assurées de participer aux trois premières éditions de la Superligue quel que soit leur parcours dans le championnat national. Voilà qui régèlerait les tourments du Milan AC, qui ne s'est plus qualifié sportivement pour la Ligue des champions depuis trois saisons. Manchester United, coté en Bourse depuis 1991, vivrait sans la crainte de voir son action monter et descendre au gré des qualifications.

Il sera plus difficile, en revanche, de persuader l'UEFA d'adopter ce

projet clef en main. Or, sans l'aval des instances sportives, Media Partners aura du mal à donner vie à sa Superligue. Premièrement, dans de nombreux pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, seules les fédérations ont « délégation de pouvoir public » dans la mise en place des compétitions. A défaut de changer une règle au jeu et de lui donner un autre nom, il est interdit d'organiser une rencontre de football en France sans l'accord de la fédération française de football (FFF). Deuxièmement, l'UEFA brandit une menace, imparable pour le moment : l'interdiction de sélection nationale tout joueur participant à la Superligue.

Après avoir présenté son projet aux dirigeants de l'UEFA, le 21 août, dans un grand hôtel de Genève, Rodolfo Hecht s'est entretenu sur ce sujet avec Karel van Miert, lundi 7 septembre à Bruxelles. Le commissaire européen chargé de la concurrence n'a rien contre l'idée de voir se créer une deuxième épreuve internationale de football. M. van Miert aurait néanmoins émis des réserves sur le regroupement des droits télévisés et sur leur durée (six ans).

D'une manière générale, Bruxelles est favorable à ce que les clubs professionnels négocient « en direct » leurs droits, comme c'est déjà le cas en Angleterre, en Espagne et en Italie, plutôt que par le biais de cellules centralisées : UEFA, Media Partners ou autres.

CONTRE-ATTAQUE DE L'UEFA

Rodolfo Hecht va donc devoir retoucher sa copie. Ce qui laisse du temps à l'UEFA pour préparer sa contre-attaque. Vendredi 11 septembre, ce sera à son secrétaire général, Gerhard Aigner, de rencontrer Karel van Miert. Trois jours plus tard à Genève, une « task force » composée de quatre personnes, dont cinq représentants de grands clubs (Juventus, Liverpool, Bayern, Ajax, OM), va réfléchir à une éventuelle réforme de la Ligue des champions qui réunirait 32 équipes au lieu de 24 actuellement, ce qui permettrait d'augmenter le nombre de matches et les recettes. L'UEFA pourrait également désigner des têtes de série « historiques », une déclinaison des « clubs historiques » de Media Partners. Seule certitude : les « grands clubs » ne seront pas perdants.

R. P.

Rodolfo Hecht, président de Media Partners

« Le football est un sport, mais aussi un business »

« Vous dites n'avoir aucun lien avec Silvio Berlusconi. On ne peut s'empêcher de remarquer que vous êtes un de ses anciens collaborateurs et qu'il a beaucoup à gagner dans votre projet de Superligue de football... »

— Nous sommes plusieurs chez Media Partners à avoir travaillé dans le groupe de M. Berlusconi. Nous avons grandi dans ce milieu de la télévision privée et nous y avons appris à relever des défis. Nous sommes tous très reconnaissants à M. Berlusconi, mais je ne peux vous assurer qu'il n'a jamais mis le moindre centime dans nos affaires. Et si je suis personnellement un supporter du Milan AC, j'ai commencé à travailler sur ce projet de Superligue avant que le Milan AC ne soit confronté à des difficultés sportives. Ces quatre dernières années, je n'ai rencontré qu'une seule fois Silvio Berlusconi. C'était au stade San Siro.

— Si votre projet se réalise, des clubs comme le Milan AC, qui n'a pas participé à la Ligue des champions depuis trois ans, ou encore Manchester United et le Bayern Munich, qui ont dû passer par un tour préliminaire cette année, seront qualifiés d'office... »

— La Superligue doit être basée sur le mérite sportif. Nous tenons à maintenir cela. Mais, d'un autre côté, nous devons également prendre en compte le problème de stabilité financière qui se pose dans le football. En Italie, par exemple, les propriétaires de clubs subissent d'énormes pressions de la part du public et des médias pour acquiescer davantage de joueurs et de meilleurs entraîneurs. S'ils ne le font pas, on les critique. S'ils le font, ils se retrouvent avec une masse salariale exorbitante. Il n'est plus possible de vivre dans un tel scénario sans qu'il existe une base solide pour les recettes des matches européens. Il faut pouvoir avoir un certain niveau de prévision sur une sai-

son. Nous sommes conscients que le football est d'abord un sport avant d'être un business. Mais c'est un business aussi. Et quand ce business croît au-delà d'une certaine limite, vous devez faire avec.

— Votre mode de sélection des clubs reste encore un mystère. Comment justifier qu'il y aura trois clubs anglais et aucun club des pays de l'Est parmi les équipes « fondatrices » ?

— Notre sélection a été faite en fonction de critères objectifs sur les résultats sportifs des dix dernières années. Nous avons voulu être le plus transparent possible avec les clubs et avec eux seuls. Cette compétition sera leur propriété à 100 %. Il nous fallait donc établir un classement cohérent à leurs yeux. Et il y aura un accès à la Superligue aux clubs de pays de l'Est.

— Quels seront les deux autres clubs « fondateurs » et pouvez-vous confirmer que l'OM et le Paris SG ont assisté à vos réunions ?

— Je ne peux pas répondre à ces questions.

— Vous promettez des sommes astronomiques. D'où viendra l'argent ?

— Aucun contrat n'a encore été signé avec personne. Notre idée est que les télévisions payantes et numériques vont devenir des locomotives pour le développement des retransmissions sportives. Tout le monde va profiter de cette avancée, même les chaînes gratuites. Si on regarde la façon dont le football est exploité aujourd'hui, on se rend compte que la télévision hertzienne a, à la fois, beaucoup et pas assez. Dans notre projet, un match sera retransmis en direct à 20 h 30 sur une chaîne payante et sera ensuite rediffusé sur une chaîne gratuite à 23 heures. En ce qui concerne la France, qui possèdera trois équipes en Superligue, un match sur trois sera en direct sur une chaîne gratuite. Il en sera de

même pour la finale, ainsi que les demi-finales.

— Combien en coûtera-t-il au téléspectateur pour voir un match sur la chaîne numérique que vous prévoyez de créer ?

— En achetant un droit d'entrée pour l'ensemble de la saison, c'est-à-dire avec la possibilité d'aller et venir sur les 300 rencontres que nous aurons au programme, un match reviendra à moins de 1 dollar (moins de 6 francs). Parallèlement, nous étudions la possibilité de produire l'événement sur le format 16/9.

— Hormis les télévisions, quelles seront les autres sources de financement ?

— Nous réfléchissons sur le moyen de développer un domaine qui marche à merveille dans certains sports comme la formule 1 et qui concerne l'accueil des spectateurs au stade. Si un club comme l'Olympique de Marseille a la garantie de disputer un certain nombre de matches européens, cela peut ouvrir la porte à de nouvelles expériences avec le public. Je pense à des entreprises qui aimeraient investir dans le football et à qui il faut montrer le chemin.

— Que vous inspire la menace de l'UEFA d'interdire de sélection nationale les joueurs de Superligue ?

— Je ne pense pas que cette intention soit en conformité avec l'environnement de liberté dans lequel nous vivons.

— Vous venez de rencontrer le commissaire européen Karel van Miert. Pensez-vous qu'il sera possible d'organiser la Superligue sans l'accord de l'UEFA ?

— Je crois qu'il ne sera pas possible de créer la Superligue sans l'accord... de la Commission européenne. Mais il serait préférable de l'organiser sous le patronage de l'UEFA.

Propos recueillis par Frédéric Poter

Un cercle fermé de 36 invités

● LES CLUBS. D'après la dernière version du projet fournie par Media Partners, la Superligue sera constituée de 36 équipes. Pour moitié, 18 clubs dits « fondateurs », sélectionnés selon un mode de classement prenant en compte les performances nationales et internationales établies sur les dix dernières années. Seize de ces « grands clubs » sont déjà connus (voir infographie) et deux autres doivent être encore désignés. Tous auront la certitude de jouer la Superligue pendant trois années. Si leurs résultats sont mauvais pendant ces trois années, ils seront éliminés.

Les dix-huit autres clubs seront invités d'une année sur l'autre. Il s'agira des vainqueurs de championnats nationaux. On ignore quels pays seront concernés (il y a 51 fédérations nationales en Europe et donc 51 champions différents).

● LA COMPÉTITION. Une fois connus, ces 36 clubs seront répartis en trois poules de 12. Onze journées seront prévues lors de la première phase. Chaque équipe affrontera les onze autres sur une seule rencontre, sans match retour. Afin de déterminer où aura lieu un OM-Juventus par exemple, un tirage au sort sera effectué.

La seconde phase, sous forme de matches à élimination directe, comportera sept journées supplémentaires. Ce schéma porte à 18 le nombre de rencontres que devront jouer les deux finalistes. A l'arrivée, un problème de calendrier se posera inévitablement : un club qui atterrirait aujourd'hui la finale de la Ligue des champions dispute onze matches en tout.

● LES COUPES EUROPÉENNES. Media Partners propose de réformer les deux autres compétitions européennes que sont la Coupe des vainqueurs de coupes (dite C2) et la Coupe de l'UEFA (ou C3). Son projet s'appelle la ProCup et consiste à regrouper les

deux épreuves existantes. Y participeront 96 clubs, issus des 51 nations adhérentes à l'UEFA. Les vainqueurs de coupes nationales seront qualifiés d'office. Les autres seront retenus en fonction d'un classement semblable à celui de la Superligue (mérite sportif de ces dix dernières années). Cette ProCup se jouera en matches aller-retour et selon le principe de l'élimination directe.

● L'ARGENT. Dans la Superligue de football, chacun des 36 participants aura la garantie de toucher 144,5 millions de francs, en cadeau d'entrée. Les clubs qui se qualifieront pour la deuxième phase de la compétition gagneront davantage. Le détail de ces sommes supplémentaires n'a pas été précisé. On sait seulement que le vainqueur final recevra entre 346,8 et 404,6 millions de francs. Des chiffres supérieurs à ceux proposés par l'actuelle Ligue des champions.

La saison dernière, le Real Madrid, vainqueur de la Ligue des champions, a touché, tout compris, 84 346 500 francs de l'UEFA. Soit un peu plus de la moitié (58 %) de ce que propose Media Partners pour seulement participer à la Superligue.

● AIDE AUX AMATEURS. Pour ne pas mettre en péril le système pyramidal de l'UEFA, Media Partners souhaite qu'une partie des bénéfices générés par la Superligue soit reversée au football amateur. La société parle de 600 millions de francs, une somme qui irait directement dans les caisses de l'UEFA à cette dernière donne son accord au projet. Là encore, on est bien au-delà de ce qui existe déjà. Grâce aux retombées de la Ligue des champions, l'UEFA a distribué 207 millions de francs, à l'ensemble des fédérations nationales la saison dernière.

R. P.

Les Français prudents

Le président de l'Olympique de Marseille, Robert Louis-Dreyfus, se dit prêt à rejoindre la Superligue. Un membre éminent de la Fédération française de football déclare cependant : « Quand nous l'avons interrogé à ce sujet, il nous a dit que l'OM resterait à l'écart. En revanche, nous ne connaissons pas les intentions du Paris-Saint-Germain. » Charles Blétry, le président-délégué du PSG, refuse de s'exprimer sur le sujet, bien qu'un membre du club, Pierre Frelot, participe aux réunions organisées par Media Partners. Le RC Lens, champion de France en titre, et l'AS Monaco, son prédécesseur, n'ont pas été sollicités.

Envie de vacances... Tapez VOL !



Tous les tarifs aériens en un seul clin d'oeil (vois réguliers, charters, promotionnels) ...et des billets d'avion à gagner

US Open de tennis : une demi-finale Sampras-Rafter à Flushing Meadow

PETE SAMPRAS, tête de série n°1, s'est qualifié, mercredi 9 septembre, pour les demi-finales des Internationaux de Tennis de Flushing Meadow. L'Américain, qui a battu le Slovaque Karol Kucera, tête de série n°9 (6-3, 7-5, 6-4), rencontrera, samedi, Patrick Rafter, tête de série n°3 et tenant du titre. L'Australien a éliminé, mercredi, le Suédois Jonas Björkman, n°12 (6-2, 6-3, 7-5).

Chez les dames, la demi-finale du bas du tableau opposera deux Américaines : Lindsay Davenport (n°2) et Venus Williams (n°5). La première a disposé de la Sud-Africaine Amanda Coetzer, tête de série n°13 (6-0, 6-4), et la deuxième est venue à bout de l'Espagnole Arantxa Sánchez-Vicario (n°4) 2-6, 6-1, 6-1.

■ **VOILE :** Gilles Philippe et Tanguy Carlon, de Douarnenez (Finistère), sont devenus champions du monde de 470, mercredi 9 septembre, à Palma de Majorque (Espagne). Le dernier titre mondial obtenu par des Français sur ce dérivatif olympique était revenu à Thierry Penouet et Luc Pilot en 1986.

Une ordonnance trahit un médecin engagé dans la lutte antidopage

Le docteur Armand Mégret, nommé, mardi 8 septembre, membre d'un groupe de travail chargé de réfléchir aux « pratiques déviantes », a prescrit des produits interdits à un coureur avant le départ de l'édition 1997 du Tour de France

Le docteur Armand Mégret, membre du tout nouveau groupe de travail « médecins du sport et lutte antidopage » a prescrit l'année dernière, peu avant le départ du Tour de France 1997, deux médicaments interdits à

un coureur de l'équipe de La Mutuelle de Seine-et-Marne. Membres de la famille des corticoïdes et autres corticostéroïdes, ces deux produits, déprostone et décadron, figurent sur la liste des spécialités pharmaceutiques

françaises contenant des substances dopantes établie en 1994. Selon le médecin, l'état du coureur « justifiait la prise de ces produits généralement prescrits par les ORL sur des patients atteints de sinusites al-

guës ». Après les révélations sur son contrôle positif à la nandrolone lors du Grand Prix du Midi Libre, le coureur français Philippe Gaumont a été contraint de quitter le Tour d'Espagne par la direction de son équipe, Cofidis.

C'EST MAL PARTI ! A peine le groupe de travail « médecins du sport et lutte antidopage » a-t-il été présenté, mardi 8 septembre, par ses deux tuteurs, la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, et le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, qu'un de ses quatorze membres est dans l'actualité (Le Monde du 10 septembre).

En effet, le docteur Armand Mégret, praticien au centre hospitalier de Lannion (Côte-d'Armor), médecin du sport et animateur de la commission médicale à la Fédération française de cyclisme (FFC), va probablement devoir expliquer à ses pairs le contenu d'une ordonnance prescrite le 1^{er} juillet 1997 à un coureur cycliste de la formation La Mutuelle de Seine-et-Marne, alors que celui-ci s'apprêtait à prendre le départ du Tour de France quatre jours plus tard à Rouen.

Au terme de la consultation effectuée à Lannion, le coureur est reparti chez lui en région parisienne, muni de deux ordonnances, portant l'une et l'autre l'initiale et la signature du docteur Mégret. La première prescrivait l'absorption de sept produits régénérants, type vitamines, durant trois semaines, auxquels s'ajoutaient pour les jours de course cinq autres produits, dont un en injection intramusculaire. Tous parfaitement licites.

En revanche, la seconde ordon-

nance était beaucoup plus brève et dépouillée. Elle indiquait : deux boîtes de Diprostène et une boîte de Décadron. Ces deux médicaments sont classés dans la liste des « spécialités pharmaceutiques françaises contenant des substances dopantes » établie le 7 octobre 1994 et appartenant à la famille des « corticoïdes et autres corticostéroïdes ». Le premier est un bétaméthasone et s'absorbe par voie orale et le deuxième un dexaméthasone et s'injecte. Tous deux figurent explicitement parmi les pro-

duits interdits tant par le CIO (Comité international olympique) que par l'UCL (Union cycliste internationale). Ils ont la propriété d'être indétectables à l'occasion des contrôles d'urines et restent « muets » aux analyses.

Dans un document rédigé par la commission antidopage de l'UCL, lequel a valeur de loi applicable au 15 février 1996, le chapitre concernant les corticostéroïdes stipule : « Ils [les corticostéroïdes] entraînent une certaine euphorie et ont de tels effets secondaires que leur usage médical, sauf en application locale, exige un contrôle médical. L'usage des corticostéroïdes est interdit, à l'exception de leur utilisation en application locale (voies auriculaires, ophtalmologique ou dermatologique), en inhalations (asthme, rhinites allergiques) ainsi qu'en injections locales ou intra-articulaires ».

A moins d'une semaine du départ du Tour, le coureur ne présentait aucune pathologie pouvant justifier la clause d'exception ouverte par l'UCL. « Je souffrais d'une bronchite que je ne parvenais pas à soigner aux

antibiotiques et pour le départ du Tour je devais absolument être guéri, a-t-il affirmé au Monde. Rester à la maison en juillet, c'était inimaginable. » De plus, au regard de la réglementation en vigueur en France à cette date, aucun de ces médicaments ne pouvait « faire exceptionnellement l'objet d'une justification thérapeutique » comme il arrive parfois.

Le docteur Armand Mégret a-t-il commis une faute, une étourderie ? Ou a-t-il, en toute conscience, bravé une interdiction qu'un praticien aussi réputé et au fait de la médecine sportive que lui ne pouvait ignorer ? Il y a deux ans le docteur Patrick Nédelec, médecin de l'équipe GAN, a déjà eu à répondre d'une affaire similaire devant le pouvoir sportif qui l'a d'ailleurs sanctionné.

Armand Mégret a une longue carrière de médecin du sport derrière lui, et, au début des années 80, il a accompagné la formation Renault au sein de laquelle évoluait Bernard Hinault.

Yves Bordenave

Les explications du docteur Mégret

Interrogé par Le Monde, le docteur Armand Mégret affirme « assumer complètement la prescription en cause. Il ne s'agit pas d'un acte de dopage. L'état de mon patient justifiait la prise, pour des raisons thérapeutiques, de ces produits, lesquels sont d'ailleurs généralement prescrits par les ORL sur des patients atteints de sinusites aiguës. Chez un sportif, c'est très difficile. En médecine sportive, l'usage des corticoïdes afin de traiter des pathologies engendrées par l'effort — comme les douleurs aux genoux — est une chose assez fréquente. J'ai moi-même fait des infiltrations à des coureurs durant le Tour, parce que leur santé l'exigeait. Cela n'a rien à voir avec le dopage auquel on assiste depuis quelques années — l'EPO, les hormones de croissance etc. — et qui ont justifié en 1994 mon éloignement des équipes professionnelles. Depuis de nombreuses années, je me bats pour assainir ce milieu. »

Affaire Festina : deux pharmaciens ont été interpellés à Gap

DES POLICIERS du SRPJ de Lille, agissant sur commission rogatoire d'un juge lillois, chargé d'instruire le dossier Festina, ont interpellé, mercredi 9 septembre, un couple de pharmaciens à Veynes, dans les Hautes-Alpes. Les deux personnes ont été placées en garde à vue, dans les locaux du commissariat de Gap, à l'issue d'une perquisition dans la pharmacie. Willy Voet, le soigneur belge de l'équipe cycliste, longuement interrogé en juillet par les enquêteurs, réside près de Gap.

A Lille, le premier procureur adjoint, Gérard Vinsonneau, a confirmé qu'on recherchait « des pharmaciens et des laboratoires

qui ont délivré les produits » interdits à l'équipe Festina. Il n'a pas précisé le nombre de pharmaciens visés par la commission rogatoire délivrée par le juge Patrick Kell aux policiers lillois. Selon M. Vinsonneau, « il y a certainement eu approvisionnement auprès de pharmaciens français, mais aussi auprès de Belges parce que le docteur Eric Ryckaert est belge ».

Mercredi 9 septembre, sur France 2, Willy Voet a expliqué comment son directeur sportif, Bruno Roussel, et le médecin de l'équipe, Eric Ryckaert, ont organisé le dopage des coureurs, ainsi que son rôle dans le transport de produits dopants. Concernant la distribution des produits dopants, Willy Voet a précisé : « Ce sont les docteurs qui s'occupaient de ça. C'est entre eux qu'ils se débrouillaient. Je ne sais pas comment ils faisaient, cela passait toujours par le docteur, même s'il n'était pas là. C'est lui qui m'appelait le soir à l'hôtel. Il me disait ce qu'on devait faire. Alors moi, je portais dans les chambres et les coureurs se débrouillaient. » Interrogé sur le fait de savoir si les coureurs de Festina pouvaient avoir été dopés à leur insu, comme le soutiennent Richard Virenque et Pascal Hervé, le soigneur belge a répondu : « Non, non, non. » — (AFP)

■ Dans le budget du ministère de la jeunesse et des sports, qui figurera dans le projet de loi de finances pour 1999, la lutte contre le dopage et la protection de la santé des sportifs bénéficiera au total de 39,5 millions de francs, soit une augmentation de 58 %.

■ Le champion olympique de judo, Djamel Bouras, suspendu pour un an pour dopage à la nandrolone, a décidé, mercredi 9 septembre, de saisir le tribunal administratif pour faire annuler la décision.

■ Le Comité national olympique italien (CONI) a décidé, mercredi, de suspendre de ses fonctions, pour un mois, le secrétaire général du laboratoire antidopage de l'Acqua Acetosa à Rome, Emilio Gasbarrone, à la suite du scandale des contrôles antidopage incomplets pour la recherche de stéroïdes anabolisants chez les footballeurs.

Philippe Gaumont quitte la Vuelta

Après l'annonce du contrôle médical positif à la nandrolone subi par Philippe Gaumont lors du GP du Midi Libre au mois de mai (Le Monde du 10 septembre), les dirigeants de l'équipe Cofidis ont décidé de retirer, mercredi 9 septembre, leur coureur du Tour d'Espagne. La société réaffirme qu'elle « n'a jamais cautionné et ne cautionnera jamais le moindre dopage de ses coureurs » (un autre coureur de l'équipe, l'italien Francesco Casagrande, a d'ailleurs été récemment licencié pour ce motif). Toutefois, Cofidis n'a pas encore confirmé de l'ouverture d'une instruction. « On n'y comprend rien. C'est vraiment un sac de nœuds. Le dossier du présent dopage de Philippe Gaumont avait été prescrit par l'Union cycliste internationale », a indiqué Alain Deloche, directeur sportif adjoint de la formation française. Philippe Gaumont s'est, quant à lui, défendu. « Moi je sais que je n'ai pas pris de nandrolone, je peux vous le dire droit dans les yeux sans baisser mon regard, déclare-t-il dans le quotidien L'Equipe du 10 septembre. Maintenant, ça va être à moi de prouver mon innocence, mais, quoi qu'il arrive, il restera toujours quelque chose, une blessure qui ne se refermera jamais. »

■ **LOTTO :** résultats des tirages n°72 du Loto effectués mercredi 9 septembre. Premier tirage : 10, 18, 21, 42, 45, 46 ; numéro complémentaire : 14. Rapports pour 6 numéros : 3 272 285 F ; 5 numéros et le complémentaire : 112 455 F ; 5 numéros : 6 900 F ; 4 numéros et le complémentaire : 300 F ; 4 numéros : 150 F ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F ; 3 numéros : 15 F. Second tirage : 22, 25, 26, 32, 36, 47, numéro complémentaire : 43. Rapports pour 6 numéros : 14 005 593 F ; 5 numéros et le complémentaire : 112 455 F ; 5 numéros : 11 700 F ; 4 numéros et le complémentaire : 384 F ; 4 numéros : 192 F ; 3 numéros et le complémentaire : 34 F ; 3 numéros : 17 F.

femina

Puissance

DOSSIER LOISIRS
Promenade dans les jardins de Ch...
des idées à adopter pour les petits espaces

2 millions d'exemplaires chaque semaine

Les consommateurs plébiscitent le bio pour retrouver une alimentation « vraie »

Depuis quelques années, les magasins spécialisés se multiplient et les grands de la distribution créent de nouveaux rayons pour satisfaire une clientèle qui n'est plus limitée aux seuls militants écologistes. L'offre est aujourd'hui inférieure à la demande

LE BIO n'est plus l'exclusivité des « babas cool ». Ces consommateurs idéologiques de la première heure, ces purs et durs du 100 % bio - une habitude à laquelle ils sont, pour la plupart, restés fidèles - représentent aujourd'hui une clientèle non négligeable et, cependant, marginale. Depuis l'apparition de la maladie de la « vache folle » et ses conséquences sur la consommation, ces précurseurs ont été rejoints par de nouveaux consommateurs, moins assidus peut-être, mais de plus en plus nombreux. Devenus méfiants, soucieux de trouver une alimentation « vraie » et « saine », les Français ont, depuis 1991, fait exploser le marché bio, qui totalisait, en 1997, un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs (soit une progression de 20 % depuis 1996).

Vitrine de cette évolution, Marjolaine, le salon des produits naturels, a pu vérifier, depuis sa création, en 1974, le changement de profil de ses visiteurs ainsi que leur nombre grandissant. « Au début, nous étions un salon fréquenté par des « militants ». Plus du tout aujourd'hui, remarque un responsable

de stands bio) et des marchés exclusivement bio. Des supermarchés spécialisés sont apparus. Les super et hypermarchés de l'agroalimentaire ont ouvert leurs rayons à ces produits. Le chiffre d'affaires du bio se répartit aujourd'hui sur cet éventail élargi : grandes et moyennes surfaces (1,1), boulangeries (0,7), marchés et ventes directes (0,63).

Si Carrefour, dans la grande distribution, affiche le plus gros chiffre d'affaires sur le bio, la place de précurseur revient à Monoprix. « En 1990, nous avons été les premiers à tester des rayons fruits et légumes bio, explique Olivier Beyer, responsable du développement. A ce moment-là, notre démarche était militante. Il s'agissait de répondre à la demande de certains clients. De plus, nous situions en centre-ville, notre politique n'est pas seulement le prix bas. Pour cela, les consommateurs sont prêts à aller en périphérie. Notre bataille a toujours été axée sur trois points stratégiques : la proximité, la qualité et un positionnement marketing qui consiste à répondre aux besoins du client, non à lui imposer une offre ».

L'engouement pour le bio est bien réel. Au point que l'offre est aujourd'hui inférieure à la demande. Car la France a pris du retard. Plus grand pays agricole européen, l'Hexagone est loin, en effet, de caracoler en tête en ce qui concerne l'agriculture biologique, qu'elle pratique sur 137 000 hectares (soit 0,5 % de la surface agricole). Résultat : le bio ne représente actuellement que 0,3 % des dépenses alimentaires annuelles des Français, contre 10 % dans les pays d'Europe du Nord.

Ce qui entraîne des importations - 30 000 tonnes en 1997, contre 1370 en 1993 - avec des produits qui offrent parfois des garanties insuffisantes. Ces faiblesses ont poussé le gouvernement à lancer un plan (annoncé en décembre 1997) dont l'ambition est de reprendre la première place européenne. Les objectifs : couvrir 1 million d'hectares en 2005, impliquer 25 000 exploitations (contre 4 000 aujourd'hui) et, grâce notamment à une aide de 60 millions de francs, permettre 2 000 conversions par an, contre 600 actuellement (Le Monde du 7 mai).

Les spécialistes sont aujourd'hui optimistes. Ils voient dans le bio non pas un phénomène de mode, mais un mouvement plus durable. Selon eux, les nouvelles habitudes des consommateurs sont bien ancrées. L'arrivée des produits transgéniques, les problèmes de nitrate dans l'eau, de dioxine dans le lait,

des farines animales... ne peuvent que conforter les réflexes de prudence. « En l'an 2000, la dépense annuelle du consommateur pour le bio devrait pouvoir atteindre les 2 % à 3 % », précise Dominique Chailouet, directeur de rédaction de Qualibat, le guide officiel de la qualité agroalimentaire. Cela dit, l'avenir du marché ne repose pas seulement dans les efforts que feront les pouvoirs publics à son égard. Le bio gagnera des adeptes par les efforts qui seront faits sur la qualité gustative des produits - car bio signifie sain, mais pas forcément bon - et dans la baisse des prix ».

Sur cette dernière condition, le courant est en marche. Si certains lieux de distribution pratiquent encore des prix prohibitifs - notamment le marché du boulevard Raspail à Paris, qui, selon certains, nuit à l'image du bio accessible à tous -, les moyennes et grandes surfaces ont contribué à faire baisser l'addition. « Cela dit, le prix ne fait pas forcément reculer les gens. D'autant qu'on se rend compte que les adeptes du bio ne sont pas des fous de viande. Ne dépensant pas trop pour ce produit, ils peuvent se rattraper sur le bio », remarque-t-on chez Biocoop. Il n'empêche. Si les prix ne sont pas en passe de décourager la clientèle acquise, ils font encore reculer nombre de consommateurs. Ceux-là, seule une baisse pourra les séduire.

Véronique Cauhapé



Une appellation difficile à obtenir

Pour obtenir l'appellation bio, un produit agricole ou une denrée alimentaire doivent répondre à un certain nombre de critères. Les produits végétaux transformés ne sont autorisés à utiliser l'indication bio que s'ils contiennent au moins 95 % d'ingrédients d'origine agricole biologique. Ce qui implique :

- un mode de production exempt de produits chimiques de synthèse,
- l'application de méthodes de travail fondées sur le recyclage

des matières organiques naturelles et sur la rotation des cultures,

- le respect d'un plan de reconversion des terres de deux ans avant ensemencement pour les cultures annuelles, de trois ans avant récolte pour les cultures pérennes,
- l'utilisation de moyens de lutte biologique,
- la limitation de l'emploi d'intrants (additifs, conservateurs, désinfectants, nettoyants...) et la volonté de privilégier les intrants naturels.

« La « vache folle » a amené au bio des gens qui, sans son apparition, n'y seraient jamais venus. Notre public, c'est M. et Mme Tout-le-Monde, des consommateurs qui recherchent, avant tout, la qualité du goût et, de plus en plus, le contact avec celui qui cultive, élève ou fabrique ».

de Marjolaine. La « vache folle » a amené au bio des gens qui sans son apparition n'y seraient jamais venus. Notre public, c'est M. et Mme Tout-le-Monde, des consommateurs qui recherchent, avant tout, la qualité du goût et, de plus en plus, le contact avec celui qui cultive, élève ou fabrique. C'est pourquoi, pendant le salon, où nous accueillons que des petits producteurs, une confiture faite maison pourrait tout à fait plaire parce qu'elle est bonne et, à la limite, qu'elle est bio ou pas ».

Résultat : le bio couvre désormais une gamme importante de produits. Avec en tête les produits à base de céréales (1,3 milliard de chiffre d'affaires), suivis par les produits laitiers frais et la crèmerie (1 milliard), les fruits et légumes (0,75), les viandes et volailles (0,25) et les divers (0,7).

Côté distribution, la révolution s'est également effectuée. Les produits bio ne sont plus cantonnés à quelques boutiques confidentielles pour initiés, mais sont désormais présents sur les marchés traditionnels (qui comptent de plus en plus

Dans un deuxième temps, Monoprix saisit l'opportunité du marché et lance en mai 1994 sa propre marque bio. Aujourd'hui l'enseigne compte 350 à 400 références bio et une clientèle qui a essentiellement besoin de repères. « Nous touchons des consommateurs qui veulent être rassurés, qui cherchent des valeurs authentiques, qui sont sensibles à la notion de terroir, de préservation de l'environnement, qui font attention à leur santé et à leur forme... », souligne M. Beyer.

Même discours chez Biocoop, un réseau né en 1987 d'une association de coopératives de consommateurs, qui regroupe 180 supermarchés indépendants et représente un chiffre d'affaires de 450 millions de francs, soit 10 % de la distribution bio. Pour Biocoop, qui mise sur les produits frais (80 % de son offre), le cœur de cible de sa clientèle, qui était, à la création du réseau, nettement militante, a été rejoint par des consommateurs de tous horizons. La preuve, depuis 1994, Biocoop progresse chaque année de 30 % à 40 %.

LES PRODUITS BIO dans les enseignes Carrefour représentent moins de 0,5 % du chiffre d'affaires. Une peccadille, ce que les spécialistes du marketing appellent « une niche », une catégorie de produits qui n'intéresse qu'un nombre restreint d'amateurs. Il y a bien sûr l'exception, le produit vedette que tout le monde connaît, celui que la maison Carrefour met en avant quand elle fait de la publicité, une star qui s'est vendue à plus de 6 millions d'exemplaires l'an dernier : la boule bio.

Ce pain au levain est confectionné à partir d'une farine issue de blé biologique écoulé à la meule de pierre. A en croire Dominique Salbrun, responsable des boulangeries Carrefour, c'est pourtant presque par hasard que ce best-seller de son rayon a vu le jour.

UN DES CINQ MEILLEURS BOULANGERS « C'était au début des années 90 et Claude Dallerie, qui dirigeait la boulangerie d'un magasin, avait envie de faire, pour la clientèle locale, un pain ressemblant au fameux campagne que fabrique Lionel Poilâne. Le responsable des produits frais chez Carrefour s'est mis en rapport avec le minotier Decolonne-Lecoq, fournisseur en farine du célèbre boulanger, et celui-ci a suggéré, pour se différencier un peu plus, d'utiliser une farine biologique. »

En 1992, Carrefour lance ainsi, quasi fortuitement, le premier produit bio à sa marque : une boule de pain au levain. Moins d'une di-

zaine de magasins la proposait à cette époque : ceux qui sont équipés d'un four à sole de pierre, mode de cuisson le plus traditionnel qui soit. Devant le succès, Carrefour décide deux ans plus tard d'étendre la fabrication de sa boule bio à l'ensemble de ses magasins.

La direction s'adjoint les conseils d'un artisan boulanger, Dominique Salbrun, que le magazine *Gault et Millau* classe comme l'un des cinq meilleurs de France. Il y a déjà longtemps que, dans sa petite boulangerie de la place Brancusi, à deux pas de la gare Montparnasse, Dominique travaille avec la farine bio qu'il reçoit en direct des minoteries Decolonne-Lecoq à Précy-sur-Marne (Seine-et-Marne). Avec, il fabrique du pain au levain, mais qu'il se garde à l'époque d'afficher comme biologique. « Je ne trouvais pas ça un argument vendeur. Aujourd'hui la bio est perçue comme authentique et rassurante. Il y a dix ans la connotation était surtout « bobo ». Comme je trouvais le résultat meilleur, le pain plus parfumé notamment, j'ai utilisé cette farine biologique, mais sans mettre l'argument en avant ».

Engagé en 1994 chez Carrefour, il est prié au contraire d'emboucher les trompettes de la renommée pour la boule bio de la maison. En deux ans il met les cent treize enseignes de la chaîne aux normes pour fabriquer sur place cette boule qui ferait honneur à plus d'un artisan boulanger.

La mie plus aérée que celle du pain Poilâne est aussi moins acide, car le levain est à base de jus de pomme et non de raisin, comme c'est le cas la plupart du temps. Eau de source, sel de Guérande non raffiné, pétrissage lent, façonnage à la main : le produit est fabriqué quotidiennement dans chaque magasin, et les invendus sont éliminés chaque soir.

LA BAGUETTE PAS À LA HAUTEUR

On peut toutefois s'étonner que, fort de ce succès, le rayon boulangerie n'ait pas depuis développé sa gamme biologique et que sa baguette de base soit toujours aussi molle. Cuite au four rotatif, sa farine est encore souvent « enrichie » d'acide ascorbique et le résultat se vend sous sachet plastique : on est loin de l'authentique et du naturel !

Carrefour toutefois a senti le vent tourner et dans d'autres rayons, depuis avril 1997, il vend une soixantaine de produits bio à sa marque. Le lait et le poulet fermier connaissent un franc succès, mais le meilleur rapport qualité-prix de la gamme est peut-être le jus d'orange. En provenance de vergers israéliens, pressé sur le lieu de récolte, ce jus coûte à peine 10 % plus cher qu'un marque nationale non bio... Un record pour ces produits habituellement hors de prix.

Guillaume Crouzet

Des produits de beauté éthiquement corrects

LES DÉCUS DU PROZAC se sont convertis au millepertuis, plante aux vertus anxiolytiques. C'est l'une des meilleures ventes de l'herboristerie d'Hippocrate installée depuis 1997 rue Saint-André-des-Arts, à Paris. Au-delà des affections quotidiennes des citadins stressés, le monde de la beauté se convertit en masse au culte des plantes. Le Bon Marché - qui inaugure son Espace beauté entièrement repensé sur 1 600 m², le 29 septembre -, accueille désormais des spécialistes de l'aromathérapie souvent inconnus sur le marché français, comme les anglais Niele's Yard Remedies et TLC.

Avec un conditionnement quasi médical (flacons bleus façon bouteille d'éther, foles avec pipette intégrée...), ces produits éthiquement corrects sont garantis sans colorant, sans alcool et sans parfum synthétique. Plus qu'un soin, les gammes aux huiles essentielles dénotent d'un style de vie. En juin, la marque anglaise Crabtree & Evelyn a lancé « Aromathology », une ligne censée « améliorer la qualité de vie, tant sur le plan physique, émotionnel que spirituel » à travers quatre familles de

produits : Romance, Relaxation, Restauration et Concentration.

La boutique Colette, avec son bar à eau et ses carapaces de courgette, fait aussi l'apologie de l'esprit bio dans la beauté avec deux marques australiennes, Bloom et depuis peu Aesop. Créée à Melbourne en 1987 par Dennis Paphitis, un ancien coiffeur, la marque enregistre une croissance annuelle de 20 % par an. « Nous n'avons pas de crèmes pour effacer les rides, parce qu'à une

époque vieillir n'était pas un crime », aime à rappeler Dennis Paphitis, qui - avec son équipe de douze personnes - cherche des plantes dans le monde entier, de la sauge dalmate aux baies de genièvre de l'Himalaya.

Avec un train de retard, la France se tourne vers les recettes de grand-mère réactualisées. Certains n'ont pas attendu l'effet de mode, comme Anne Sémonin qui, depuis douze ans, combine huiles essentielles de Provence et oligo-éléments bretons

Guide de « l'esthétique naturelle »

- **Vigne.** Lotion marine après-rasage purifiante et cicatrisante à l'extrait de vigne rouge, d'arnica, de cyprès et de marjolaine, 125 F les 150 ml, Anne Sémonin. Tél. : 01-42-60-94-66
- **Bots.** Kit zen de Kenzo avec un galet de massage en bois, des bâtonnets d'encens au bois de santal et une huile de massage à la cannelle, 235 F.
- **Lavande.** Coffret bureau

- avec un baume contre les maux de tête, des sels aromatiques vivifiants, un flacon d'huile essentielle de lavande et un diffuseur, 220 F, Aromathology de Crabtree & Evelyn, Tél. : 01-45-44-68-76
- **Violette.** Baume pour les cheveux à l'huile de violette infusée, 120 F, Aesop chez Colette, tél. : 01-55-35-33-90
- **Miel.** Baume lèvres « Rêve de miel » à la texture gourmande, le

pot de 15 ml, 45 F, Nuxe, tél. : 01-55-33-50-20

- **Huile.** Huile pour le bain et le corps « Sleep » au jasmin, vétiver et bois de santal, 240 F, TLC au Bon Marché, tél. : 01-44-39-80-00

- **Sel.** Soin exfoliant aux sels marins et massage relaxant, 200 F, Maria Galland, tél. : 01-44-78-89-00. Mélange d'eau de mer et de plantes (menthe tonifiante, camomille relaxante...), huit sprays parfumés, 95 F les 150 ml, Shu Uemura. Tél. : 01-45-48-02-55

avec des crèmes comme « Espoir en pot » ou « Vérité nue ». A New York, on prend ses rendez-vous un an à l'avance chez Bliss - l'incontournable institut de Soho - pour un gommage du corps au gingembre râpé ou un enveloppement de purée de carottes et de graines de sésame.

Au rayon des soins zen, la paternité revient souvent aux recettes ancestrales du Japon. Shu Uemura, après une ligne d'essences pour le bain destinée à populariser le furo - bain chaud relaxant auquel s'adonnent les Japonais depuis des siècles - vient de lancer les eaux parfumées « Deepsea water », à base d'eau de mer puisée à 320 mètres de profondeur à Murato, au sud de l'île de Kyushu. Avec « Fragrance relaxante » - eau de toilette et soins antistress - Shiseido dépasse le concept du parfum conçu comme une parure. Le commerce zen semble porter ses fruits : en moins d'un an d'existence, cette fragrance new age représente la moitié des ventes de parfums Shiseido en France.

Anne-Laure Quilleriet

Le Monde
LA TELEVISION ET LA RADIO

Le Monde des idées
LCT
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury
RTL-LCT
Le dimanche à 18 h 30

De l'actualité à l'Histoire
HISTOIRE
Les dimanches à 20 h 45,
jeudi à 12 h 30 et 23 heures,
vendredi à 10 h 30 et 18 h 30,
samedi à 8 h 30 et 16 h 30

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e dimanches de chaque mois à 21 heures

A la une du Monde
RFI
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 (heures de Paris)

La une du Monde
RFM
Du lundi au vendredi
13 h 06, 15 h 13, 17 h 40
Le samedi
13 h 7, 15 h 4, 17 h 35

Perturbé et plus frais

VENDREDI, la situation sera très perturbée avec une zone dépressionnaire stationnaire entre l'Ecosse et la Scandinavie. Une première perturbation s'est réactivée jeudi des Pyrénées au Nord-Est. Une deuxième perturbation arrivera sur le golfe de Gascogne, vendredi après-midi. Des pluies se produiront assez loin à l'avant et l'instabilité sera souvent présente. Le thermomètre chutera de 4 degrés environ sur l'ensemble de la France.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera maussade. Le vent d'ouest sera modéré et les températures seront de l'ordre de 15 à 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel deviendra plus nuageux par l'ouest en fin de matinée. Des averses parfois orageuses se produiront sur la Normandie l'après-midi. Le thermomètre sera à la baisse et indiquera 15 à 19 degrés.

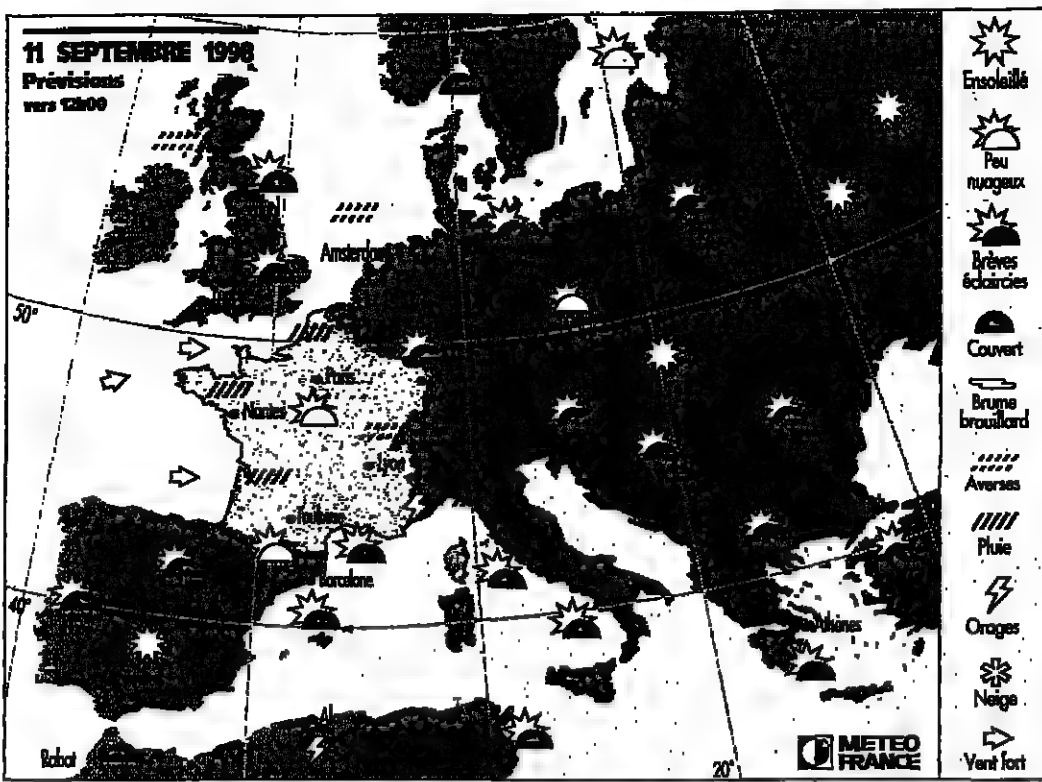
Champagne, Lorraine, Alsace,

Bourgogne, Franche-Comté. - Le temps sera souvent incertain avec des averses. Les températures seront de l'ordre de 17 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera nuageux le matin et la pluie arrivera en matinée sur les côtes atlantiques pour toucher l'ensemble de ces régions en cours d'après-midi. Le thermomètre indiquera 18 à 21 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Quelques pluies orageuses persisteront sur les Alpes le matin puis le temps restera tout de même incertain avec un risque d'averses. L'après-midi, il fera de 19 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En matinée, il y aura encore des pluies orageuses sur Provence-Alpes-Côte d'Azur puis le ciel va s'étendre à l'ensemble du bassin méditerranéen. Les températures seront comprises entre 21 et 25 degrés et 27 à 28 degrés en Corse.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ANGLETERRE. La nouvelle London White Card vendue au prix de 16 livres est un « pass » culturel de 3 jours, donnant accès à une quinzaine de musées parmi les plus importants (Royal Academy of Arts, Hayward Gallery, Barbican Art Gallery, Design Museum, Victoria and Albert Museum, etc.). Tarif adulte, 16 livres pour 3 jours (environ 160 F), 26 livres pour 7 jours. Tarif famille, 2 adultes, jusqu'à 4 enfants, 3 jours : 32 livres, 7 jours : 50 livres. Prix valables jusqu'au 31 mars de l'an 2000 ! En vente dans les kiosques d'information touristique, notamment aux gares de Victoria et de Waterloo.

■ HAÏTI. La compagnie Air France vient d'annoncer une réorganisation de sa desserte d'Haïti comportant la suspension de son vol direct Port-au-Prince-Paris et l'augmentation de ses vols vers Paris via Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et Miami (Floride).

PRÉVISIONS POUR LE 11 SEPTEMBRE 1998

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	13/19 P
ALGER	17/26 P	17/26 P
ANGERS	15/20 P	15/20 P
ARLES	14/21 P	14/21 P
BELFORT	12/19 P	12/19 P
BRETAGNE	13/16 P	13/16 P
CAEN	13/16 P	13/16 P
CHERBOURG	13/16 P	13/16 P
CLERMONT-F.	11/21 N	11/21 N
DIJON	13/19 P	13/19 P
GRENOBLE	14/22 P	14/22 P
LILLE	13/17 P	13/17 P
LIMOGES	14/23 P	14/23 P
LYON	14/23 P	14/23 P
MARSEILLE	15/25 N	15/25 N

PAPEETE	23/29 S	KIEV	16/22 S	V
POINTE-A-PIT.	25/32 S	LISBONNE	12/23 S	V
ST-DENIS-RE.	20/28 N	LIVERPOOL	10/15 S	A
EUROPE		LONDRES	10/16 S	A
AMSTERDAM	11/15 P	LYONS	10/16 S	A
ATHENES	22/30 N	MARSEILLE	10/16 S	A
BARCELONE	21/24 S	MADRID	18/25 N	C
BELFAST	17/22 P	MILAN	14/26 N	C
BELGRADE	17/22 P	MOSCOW	5/20 S	I
BERLIN	13/19 C	MUNICH	19/18 N	N
BERNE	14/23 S	PARIS	22/23 N	N
BRUXELLES	12/17 P	PSALMA DE M.	10/13 N	C
BUCAREST	11/20 N	PRAGUE	11/19 N	S
BUDAPEST	14/19 P	RAKOWE	16/16 N	S
COPENHAGUE	13/17 N	SEVILLE	15/30 S	N
DUBLIN	11/18 N	SOFIA	16/24 N	V
DURHAM	11/17 S	ST-PETERSBURG.	14/20 N	V
FRANCOFORT	13/20 P	STOCCHOLM	13/16 N	N
GENEVE	14/19 N	TENERIFE	14/24 S	S
HELSINKI	14/19 N	VARSOVIE	14/24 S	S
ISTANBUL	19/26 S			

KIEV	12/22 S
LISBONNE	16/23 S
LIVERPOOL	10/15 S
LONDRES	10/16 S
LUXEMBOURG	9/14 S
MADRID	14/26 N
MILAN	18/25 P
MOSCOW	9/20 S
MUNICH	13/18 N
NAPLES	22/28 N
OSLO	10/13 C
PALMA DE M.	21/29 N
PRAGUE	13/23 N
ROME	21/27 N
SEVILLE	16/30 S
SOFA	14/24 N
ST-PETERSB.	16/30 N
STOCKHOLM	13/18 N
TENERIFE	18/24 S
VARSOVIE	14/24 S

18/24 N	LE CAIRE	26/38 S
14/24 N	MARRAKECH	17/32 S
21/30 S	NAIROBI	15/25 S
11/19 P	PRETORIA	13/22 P
25/28 P	RABAT	17/24 C
16/27 S	TUNIS	23/34 N
15/19 C	ASIE-OCEANIE	25/30 P
14/21 S	BANGKOK	26/32 P
15/22 C	BOMBAY	26/32 N
10/21 S	CHANGAI	25/33 S
13/24 S	HANOI	26/29 P
12/19 S	HONGKONG	26/29 P
7/13 P	JERUSALEM	23/35 S
12/27 S	NEW DELHI	27/36 S
13/28 S	PEKIN	21/32 S
21/28 P	SEOUL	22/30 P
27/29 P	SINGAPOUR	26/29 C
19/25 S	SYDNEY	15/20 P
	TOKYO	21/28 C

Situation le 10 septembre à 0 heure TU

Prévisions pour le 12 septembre à 0 heure TU

VENTES

Les satellites de la Biennale

LA BIENNALE des antiquaires et joailliers, qui commence le 17 septembre, a mis en effervescence le petit monde des marchands parisiens, qui attendent de présenter le plus grand choix possible au public international. Et, pour la première fois, on assiste

cette année à une sorte de biennale parallèle, avec plusieurs expositions importantes organisées par des galeries.

Les frères Kugel, dont les stands au Grand Palais puis au Carrousel du Louvre faisaient partie des étapes obligées, ont choisi, cette fois encore, de rester dans leur magasin de la rue Saint-Honoré. Leur exposition, « Trésors des tsars », fait découvrir les splendeurs de l'art russe, avec environ trois cents œuvres, dont plusieurs proviennent des palais impériaux. Un de leurs joyaux est le « Potem-

kine », un diamant ovale de cinquante-quatre carats, offert par Catherine II au prince Potemkine. Ce diamant historique, qui a gardé sa taille d'origine, à fond plat, fut racheté par l'empereur Napoléon III pour Eugénie, puis passa entre les mains d'un maharadjah. Exposé pour la première fois, il est en vente au prix de 90 millions de francs.

Un guéridon, entièrement en verre bleu monté sur bronze doré, a été réalisé vers 1800 par la Manufacture impériale de verre : les Romanov avaient fondé plusieurs

ateliers et manufactures, où s'est développé un style pleinement russe, se démarquant de la production européenne par l'emploi de matériaux de formes et de couleurs différentes. Ainsi peut-on admirer de somptueuses pièces « toulas », un acier destiné à l'armurerie, utilisé pour la création d'objets d'art et associé à du bronze doré.

UN ANNEAU DE COCTEAU

Parmi ces pièces de prestige se trouvent des objets plus accessibles : coupes à vodka en argent

du XVIII^e siècle (à partir de 7 000 francs), timbales émaillées noires, niellées et gravées sur fond de vermeil (à partir de 20 000 francs).

Dans un autre registre, la galerie L'Arc-en-Seine reconstruit le hall d'une villa de la Côte d'Azur, le château de Clavary, décoré en 1925 par Emilio Terry. Ce décorateur, qui travailla entre autres avec Jean-Michel Frank, a laissé un nombre infini de meubles, tous des pièces uniques, ce qui fait l'intérêt de l'ensemble proposé.

Pour Clavary, Emilio Terry créa

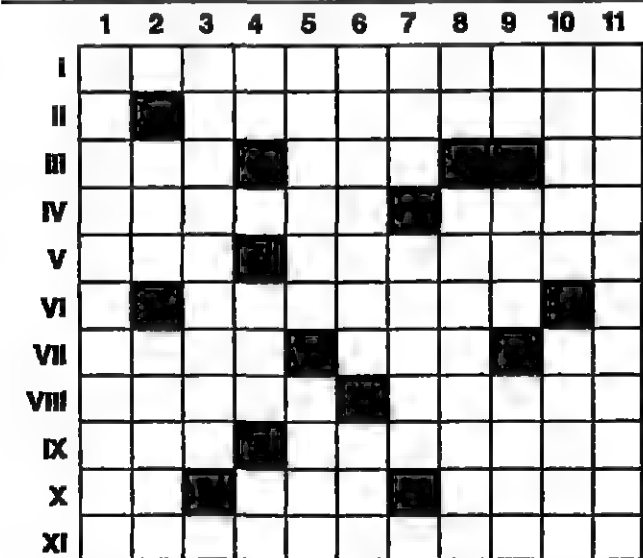
une paire de consoles en plâtre inspirées par des bœufiers rocaille, et traitées dans un rapport de masse et de volume asymétriques (1,5 million de francs), flanquées d'une paire d'obélisques en pendan (400 000 francs). Jean Cocteau, qui séjourna à Clavary (comme Picasso, Léger, Brancusi, Paul Valéry, Stravinsky, etc.), sculpta pour le parc un arbre en pierre (750 000 francs), qui complète l'évocation de cette demeure prestigieuse.

Catherine Bedel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98217

à SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, appez SOS (2,23 F/mois).



HORIZONTALEMENT

I. Travaillent par élimination. - II. Apporte son soutien. - III. Bien attrapés. Ouverture vers le large. Fait tout à moitié. - IV. Poussait son cri dans la nuit. Pris pour aller plus loin. - V. Un grand de la petite galette. Prépare les affaires avant de partir. - VI. Se retrouvent à la même place. - VII. Une couleur qui en jette. Ensemble en développement. Parti, parti en déconfiture. - VIII. Il faut la retourner pour la porter. Apportait mon soutien. - IX. Pressé pour servir. Peut-être en avait-il sa clique des claquettes. - X. Porteuse de cornes. Bourré de bons

mois. Petit et fort il secoue. - XI. Mets en conserve.

VERTICALEMENT
I. Portés par des bêtes à plume, parfois par des bêtes à poils. - 2. Prend l'air facilement. A fini dans les

étoiles. - 3. Passeras l'éponge. - 4. Départ musical. Lettres d'exécution. Voyelles. - 5. Fautes reconnues. Grande famille chinoise. - 6. Suivies par leurs poulains. Capucin. - 7. Couverture céleste. Habitat précaire. - 8. Conjonction. Prépare son avenir. - 9. Petit, il peut déborder. Pour les ladies de l'été. De fil en aiguille, il a fait sa pelote. - 10. Accumulateur artistique. Met en jeu. - 11. Travallent à la tâche.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98216

HORIZONTALEMENT
I. Piastrometer. - II. Réparation. - III. Epreuve. Crl. - IV. Lol. Miettes. V. Erode. Sauge. - VI. Viat. Trin. - VII. Edicule. Ns. - VIII. Me. Arcès. - IX. Essuie. Ro. - X. Or. Vœu. - XI. Tenacités.

VERTICALEMENT
1. Préférentiel. - 2. Léporidés. - 3. A priori. Son. - 4. SAE. Dictera. - 5. Trumeau. - 6. Ravi. Tlaloc. - 7. Otées. Ere. - 8. Ni. TAT. Réve. - 9. Nocturne. Or. - 10. Enregistrée. - 11. Iso. (Oise). Sous.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'éditeur.

Concessionnaires des journaux et publications n° 17 437.

ISSN 0395-2077

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gumbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Audebert

Vice-président : Gérard Borez

Directeur général : Stéphane Corne

21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.24

L'ART EN QUESTION N° 82

En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

Rigueur géométrique

PAUL CÉZANNE éprouve des difficultés à travailler avec des modèles professionnels et représente le plus souvent des membres de son entourage : sa femme, son fils, ses voisins, ses amis, et pratique à maintes reprises l'autoportrait.

Le personnage qui a posé pour ce tableau n'est pas identifié, on pense qu'il s'agit d'une des employées de la maison familiale du jas de Bouffan, près d'Aix-en-Provence.

La Femme à la cafetière est, par sa rigueur géométrique, l'une des œuvres de Cézanne qui illustre le mieux la célèbre formule du peintre qui veut « traiter la nature », par :

« le cylindre, le cube et le cône » ?
« le cylindre, la sphère et le cône » ?
« le cercle, le cône et le cube » ?

Réponse dans Le Monde du 18 septembre.

Solution du jeu n° 81 paru dans Le Monde du 4 septembre.

C'est le dieu Thor, représenté sous l'aspect d'un ibis, ou aussi d'un singe, qui est le « maître des paroles du dieu », le patron du scribe.



« La Femme à la cafetière » (vers 1890-1895), de Paul Cézanne (1839-1906), Paris, Musée d'Orsay. Huile sur toile, 130,5 x 96,5 cm.

INDICES DE POLLUTION POUR LA JOURNÉE DU 9 SEPTEMBRE ET ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR (°) POUR LA JOURNÉE DU 10 SEPTEMBRE 98

→ PARIS : 2 (° Stable) → MARSEILLE : 5 (° Stable) → BORDEAUX : 4 (° Stable) → STRASBOURG : 4 (° Stable) → RENNES : 3 (° Stable) → LENS : 3 (° Stable)

(Source ADEME - Réseau ATM0)

Les indices vont de 1 excellent à 10 insupportable.

Plus de 20 % des Saab immatriculées entre septembre 97 et août 98 roulent au GPL, contre 1 % en moyenne pour l'ensemble du marché Français.



SAAB

50 زامن الإيجان

LE CARTE DU VOYAGE

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

31

ART Sophie Calle planifie sa vie et son œuvre, organise sa folie, dévoile ce qui la regarde et ce qui la regarde moins. Ses récits nus, à la limite du voyeurisme, sont à décou-

vrir dans une exposition à l'Hôtel Rothschild, qui mêle travaux anciens et nouveaux. ● **DOUBLES JEUX**, son exposition, est un dialogue constant avec *Leviathan*, de

Paul Auster. L'écrivain américain, contacté pour un film qui finalement ne fut pas réalisé, a utilisé pour ce roman les informations qu'il avait obtenues sur Sophie

Calle. ● **L'EXPOSITION** est accompagnée d'un coffret de sept livres. ● **LA PHOTOGRAPHIE** est une constante des réalisations de Sophie Calle, même si, comme l'écrivit

Hervé Guibert, elle « n'est pas fichue de prendre une photo ». Elle confie d'ailleurs souvent la prise de vue à des professionnels. L'important, c'est le dialogue texte-image.

Sophie Calle, fétichiste de sa propre vie

Elle se fixe des règles, veut tout contrôler, « pour s'aider à vivre ». Elle note et photographie, puis trie et ordonne pour faire de sa biographie une œuvre qu'on peut voir à l'Hôtel Rothschild à Paris

« **J'AI VOLÉ** jusqu'à dix-sept ans, tous les jeudis, dans les grands magasins. » Sophie Calle distille sa biographie de son regard noir, en mangeant une salade de tomates, dans sa maison lumineuse de Malakoff, entourée d'œuvres empilées, un renard qui « court » sur du bois et deux taureaux vaincus aux arènes de Nîmes. Elle ajoute : « J'étais aussi d'une curiosité malade. Je peux demander aux gens jusqu'à quel âge ils ont fait pipi au lit. » Au mur, des mots griffonnés, des photos décollées. Dans les toilettes, ce rétrogramme signé Simon Casas : « Je ne peux être là à votre mariage mais je vous promets d'être là à vos funérailles. »

« Pas fichue de prendre une photo... »

En Californie, à la fin des années 70, hésitante sur son avenir, Sophie Calle prend ses « premières photos sans vocation ». Elle écrit à son père que ça ne lui a « pas déçu ». Revenue à Paris, elle commence à prendre ses photos de filature. D'emblée, la photographie n'est qu'un procédé. L'œuvre n'est jamais la photo mais un dialogue texte-image. Enfin, elle confie souvent la prise de vue à des professionnels. « Soit-disant photographie, Sophie Calle n'est même pas fichue de prendre une photo (qu'elle fasse des progrès) », écrit Hervé Guibert. Elle continue : « J'aurais voulu le bûcher et je ne sais plus quoi faire. Quand je dois prendre la photo, j'utilise un autoportrait. Pour mes menus monochromes, mes images étaient déplorables. J'ai engagé un ami. » Elle ajoute : « Le progrès. » « Les aveugles », la série la moins dominée par l'écrit, a été prise par Sophie Calle. « C'est un plaisir supplémentaire de prendre une jolie photo. »

Sophie Calle n'est plus mariée, s'est assagie, et reste obsédée par la mort. Elle est un des artistes français les plus célébrés à l'étranger - MOMA de New York et Tate Gallery de Londres sont à son palmarès. On la dit « complètement givrée » dans sa façon de planifier sa vie et son œuvre, d'organiser sa folie, de dévoiler ce qui la regarde et ce qui la regarde moins. Ses récits nus, entre autobiographie et roman, à partir de photos et de textes, parfois plus torquants : à raconter qu'à regarder, sont à découvrir dans

une exposition à l'Hôtel Rothschild, qui mêle travaux anciens et nouveaux, et dans un joli coffret de sept petits livres (*Actes Sud*).

Pour comprendre comment la vie de Sophie Calle a donné naissance à une œuvre, il faut remonter à 1979. Elle rentre d'un « voyage » de sept ans qui l'a menée du Liban à la Grèce, du Mexique au Guatemala. Elle a fabriqué du fromage de chèvre dans les Cévennes, vécu dans une communauté ardéchoise et fait des strip-teases à Pigalle. « J'ai connu tous les poncifs qui ont marqué ma génération », dit-elle. Sophie Calle a donc vingt-six ans à Paris. « J'avais changé. » Elle est déprimée, ne veut pas voir ses anciens amis, n'a pas « de souvenirs ». Elle entreprend une sorte de journal intime : « 1^{er} janvier 1979. Je prends de bonnes résolutions. Tous les jours, je suivrai quelqu'un. » Tenir une filature comme un détective privé sera la première des « règles du jeu » qu'elle s'imposera désormais. A côté de ses mots, elle colle des fragments d'articles et de photos découpés dans les journaux.

Ces procédés ressemblent à ceux d'artistes conceptuels des années 60-70, pour qui la photo et les mots ont été le moyen de conserver une trace d'expériences et de performances. « Suivre quelqu'un », répond Sophie Calle, n'est pas un geste artistique mais celui d'une personne perdue. Bref, l'artiste préfère raconter sa vie qu'analyser l'œuvre qu'il en découle : « L'idée de la filature et de l'emploi de détectives privés me vient des voix de mon enfance. J'avais très peur d'être suivie. » Elle a fini par se faire prendre. Son dernier vol, des chaussures rouges, a été exposé au Musée Boymans de Rotterdam. Comme quoi, tout finit au musée avec Sophie.

Après la filature d'un homme jusqu'à Venise, Sophie Calle retournera le principe contre elle en faisant demander à un détective privé de la suivre, de prendre photos et notes. Elle définira ainsi une série de « règles du jeu » qui pourront devenir, dans l'immédiat ou plus tard, des œuvres fonctionnant sur le dialogue images-textes avec pour ingrédients l'intime, l'amour, la mémoire, la mort, la biographie. Ainsi, vingt-huit personnes, photographiées toutes les heures, ont accepté de se succéder dans le lit de Sophie Calle entre le 1^{er} et le 9 avril 1979 - des images le prouvent. Dans un livre américain, elle a rassemblé tous les cartons de félicitations que son père a reçus de médecins après sa naissance. A l'Hôtel de Rothschild, on découvre le « rituel d'au-



« Autoportrait de Sophie Calle à la perruque blonde », réalisé par Jean-Baptiste Mondino, extrait de la série « Des journées entières sous le signe du B, du C, et du W ».

versaire » : des vitrines, par années, contenant tous les cadeaux qu'elle a reçus. Elle précise : « Mon père m'offre toujours une œuvre d'art et ma mère un appareil ménager. » Elle a aussi reçu « l'amitié d'un homme que j'ai harcelé pendant un an et qui me la refusait ». Sophie Calle a aussi été la dernière cliente de la brasserie La Compole à Paris avant sa rénovation. « J'ai conservé la dernière note, que j'utiliserai pour un sujet intitulé "La dernière fois". » Il y a un côté fétichiste, collectionneuse de reliques chez Sophie Calle. « Je garde tout », dit-elle, citant les « objets autobiographiques » qui accompagnent sa vie et entretiennent sa mémoire, soigneusement conservés dans une trentaine de boîtes colorées, alignées au mur. Pendant deux ou trois ans, elle a même squatté quelques heures chaque jour la gare d'Orsay abandonnée et l'hôtel logé au-dessus,

avant leur rénovation. « C'était mon atelier. J'ai tout gardé, jusqu'au fichier des clients de l'hôtel. » Pourquoi Sophie Calle veut-elle contrôler sa vie et faire de ce contrôle une œuvre ? « Jeune, j'ai été victime de mes sentiments et j'en ai souffert. Essayer de ne pas souffrir est au cœur de mon travail. Je m'impose des règles pour m'aider à vivre. J'ai même fait surgir un sentiment et me dire que, à 15 heures, c'est fini. » Pour « relativiser [sa] propre douleur », Sophie Calle a élaboré un nouveau projet : demander à des personnes ce qu'a été l'apogée de leur douleur. « S'imposer des règles rassure Sophie Calle. Devoir choisir l'angoisse. « Une carte de restaurant me terrifie. » Tout comme les nuits de Noël : « J'ai mis en place quelques règles pour les affronter. » Le « repas des orphelins » par exemple : depuis quinze ans, Sophie Calle invite

chez elle « des gens qui se seraient couchés seuls ce soir-là ». Chaque soir, elle leur offre un plat et un cadeau sur un thème tiré au sort, du genre : « Amenez le cadeau que vous aimez le moins recevoir. » à quand au mur d'un musée ? Sophie Calle veut tout contrôler, y compris sa mort : chaque année, elle prend une photo d'elle avec son père sur la concession qu'ils ont achetée au cimetière du Montparnasse. « Mes travaux ne suivent pas une méthode artistique mais sont un moyen de survivre », dit Sophie Calle, qui prend en exemple le film *No Sex Last Night*, qu'elle a coréalisé avec Greg Shephard, chroniqueur sur le fiasco de leur mariage : « Je ne voulais pas être totalement perdante. On a fait ce film ensemble pour alléger notre relation minable. » Sophie Calle y trouve son compte. Et les autres ? « Je sais que ce que je fais intéresse. Ce n'est pas

un manuel de savoir-mieux-vivre, mais une poésie. Quand je fais une filature, je m'intéresse aux regards, à comment les gens volent. Quand je me fais embaucher dans un hôtel pour découvrir les objets personnels des clients, je ne cherche pas à en tirer des conclusions sur l'emploi du pyjama, je ne fais pas de sociologie. C'est la poésie du lieu qui m'intéresse, le jeu entre une absence et un lit qui a été occupé, le fait d'apprendre qu'un homme emporte avec lui la chemise de nuit de sa femme pour l'avoir à côté de lui. Je pense que mon travail fait plus rêver que réfléchir. »

Son dernier vol, des chaussures rouges, a été exposé à Rotterdam. Comme quoi, tout finit au musée avec Sophie

Mais il y a chez Sophie Calle une façon d'entrer par effraction dans l'intimité de notre voisin de palier qui inquiète, dérange, choque, révolte. « Tout ce que je dis et écris est vrai », assure-t-elle. Son ami Hervé Guibert s'en amuse en égrenant les défauts de Sophie Calle dans un catalogue du Musée d'Art moderne de la ville de Paris, en 1991 : « Indiscrète, autoritaire, conciliante, perverse... » Ainsi, son œuvre est traversée par un sujet douloureux, « l'homme au carnet » : raconter, dans le journal *Libération*, en 1983, la vie d'une personne à travers des témoignages recueillis auprès d'amis et connaissances. « Il a trouvé le sujet infime et je crois que jamais il ne me pardonnera », dit Sophie Calle. Trouve-t-elle qu'elle est allée trop loin avec ce procédé proche du paparazzi ? « L'excitation l'a emporté sur la culpabilité. » Elle ajoute : « Après ce sujet, je me suis dit que je dois continuer à voir, mais avec l'accord des gens. » Cette réflexion débouche sur le sujet, sans doute le plus juste, poétique et émouvant de son œuvre : demander à des aveugles de naissance quelle est pour eux l'image de la beauté. Elle confirme l'impression visuelle : « Je suis moins méchante et surtout plus heureuse qu'avant. »

Michel Guerrin

Sept livres pour une exposition

- Le coffret : l'exposition « Doubles jeux » de Sophie Calle est accompagnée d'un coffret de sept petits livres, qui reprennent des travaux de l'artiste, et que l'on peut acheter ensemble ou séparément. (Doubles jeux, Actes Sud, 624 p., 278 F).
- Livre I, « De l'obéissance » : dans *Leviathan*, Paul Auster décrit Maria en s'appuyant sur la biographie de Sophie Calle. Sophie Calle « obéit » à l'écrivain et décide « de faire comme Maria » : cuisiner chaque jour pendant une semaine des repas de couleurs uniques (orange, rouge, blanc, vert, jaune, rose) et les photographier ; passer certaines journées sous le signe d'une lettre (B, C et W) (64 p., 30 F).
- Livre II, « Le rituel d'anniversaire » : de 1980 à 1993, Sophie Calle a invité à son anniversaire un nombre de convives équivalant à son âge. Elle a conservé les cadeaux dans des vitrines « annuelles », reproduites ici (64 p., 30 F).
- Livre III, « Les panoplies » : en première partie, Sophie Calle montre des vêtements - cravate, chaussettes, chemise - qu'elle a offerts anonymement à une personne pour Noël. Puis les

- photos, prises par une amie, de son strip-tease dans une baraque foraine de Pigalle (48 p., 20 F).
- Livre IV, « A suivre... » : après avoir suivi et photographié des inconnus à leur insu, Sophie Calle demande à sa mère de la faire suivre par des détectives privés. Photos et comptes-rendus (52 p., 69 F).
- Livre V, « L'hôtel » : Sophie Calle se fait embaucher comme femme de chambre dans un hôtel de Venise. A l'insu des clients, elle photographie leurs lits et leurs effets personnels et raconte ce qu'elle ressent (176 p., 79 F).
- Livre VI, « Le carnet d'adresses » : Sophie Calle dit qu'elle a trouvé un carnet d'adresses. Elle contacte certaines personnes y figurant pour qu'elles lui parlent de son propriétaire. Le compte-rendu de ses rencontres est paru dans *Libération* en 1983 (24 p., 15 F).
- Livre VII, « Gotham Handbook (New York, mode d'emploi) » : Paul Auster a envoyé des « instructions personnelles... afin d'améliorer la vie à New York... ». Sophie Calle décide de décorer une cabine téléphonique (avec Paul Auster, 96 p., 35 F).

SOPHIE CALLE, « DOUBLES JEUX », Centre national de la photographie, Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 01-53-76-12-32. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 novembre.

L'exposition que présente Sophie Calle à l'Hôtel Rothschild à Paris (Centre national de la photographie) est un dialogue constant et embrouillé avec le livre *Leviathan*, de Paul Auster. L'écrivain américain dresse en effet, entre les pages 84 et 93 de ce roman, le portrait de Maria, qui ressemble fortement au personnage romanesque et attractif de Sophie Calle. L'écrivain avait été contacté dans le passé par le cinéaste Michael Radford pour écrire un film à partir de la vie de Sophie Calle. Le film est tombé à l'eau, mais Paul Auster a utilisé pour son livre les informations qu'il avait obtenues. On peut d'ailleurs lire, dans *Leviathan*, « L'auteur remercie tout spécialement Sophie Calle de l'avoir autorisé à mêler la réalité à la fiction. » « Tout finit par se payer » avec Sophie Calle, qui, dans cette exposition, propose une réponse à Paul

Auster et tente de rapprocher le personnage de Maria avec sa propre biographie. Elle écrit, en préambule : « L'auteur remercie tout spécialement Paul Auster de l'avoir autorisé à mêler la fiction à la réalité. » Elle a bâti l'exposition suivant une de ses classiques « règles du jeu », qu'elle a découverte en trois parties : dans la première, Sophie Calle se soumet à deux rituels que Paul Auster a inventés pour Maria : manger des aliments d'une seule couleur par jour ; passer la journée sous le signe d'une lettre (B, C ou W). Ces principes, que n'aurait pas reniés un Georges Perec, trouvent une application visuelle plus proche de l'anecdote que de l'œuvre accomplie, et sans doute moins saisissante que dans ses travaux précédents. Dans la deuxième partie, Sophie Calle présente six travaux que Paul Auster évoque dans *Leviathan* pour façonner le personnage de Maria : « La garde-robe », « Le strip-tease », « Suite vénitienne », « L'hôtel », « Le carnet d'adresses », « Le rituel d'anniversaire ». Pour la troisième partie, Sophie Calle a demandé à Paul Auster « d'inventer un personnage de fiction auquel [elle] s'efforcera

de ressembler ». En fait, l'écrivain lui a envoyé quatre pages d'instructions - sourire, parler à des inconnus, ne jamais interrompre la conversation, adopter un lieu - afin « d'améliorer la vie à New York ». Ce travail photo-textes donne lieu à un livre cosigné Auster-Calle. Sophie Calle a adopté comme lieu une cabine téléphonique de New York : elle y est allée tous les jours à la même heure, comme demandé. Les photos, publiées aux murs de l'Hôtel Rothschild, s'apparentent à un document de travail, où l'on voit la cabine, les objets qu'elle a installés, les graffitis inscrits par les passants, les gens avec qui elle a parlé.

PREMIÈRE RÉTROSPECTIVE L'exposition confirme surtout que la vie de Sophie Calle est un roman et que Paul Auster l'a réécrit à sa façon. Et inversement, puisque l'artiste prend aussi des libertés avec les injonctions de l'écrivain. Pour accentuer l'effet, et pour que le spectateur ne perde pas le fil, les salles du Centre national de la photographie sont rythmées par les passages du livre d'Auster, cernés au stylo rouge, afin de bien vérifier les correspondances entre l'ou-

vrage et ce qui est au mur. Ce parti pris très littéraire permet, plus prosaïquement, de montrer des travaux anciens et de s'approcher de la rétrospective, même si la pièce la plus essentielle, « Les aveugles », n'est pas là. Ainsi, la « Suite vénitienne » n'avait jamais été montrée en France, sauf sous la forme du « Confessionnal ». Un journaliste espagnol a dit un jour à Sophie Calle qu'elle réalisait des « nouvelles de rue ». C'est assez juste, tant il y a à lire dans certaines histoires fouillées, denses, comme les chambres d'hôtels vénitiens. Elles « tiennent » pourtant le mur, même si le livre semble, pour certaines séries, un support plus approprié. Reste à savoir enfin si les idées de Sophie Calle ne sont pas plus passionnantes que la réalisation plastique. Hervé Guibert, qui avait rédigé un texte pour l'exposition de Sophie Calle au Musée d'Art moderne de la ville de Paris, en 1991, dressait en ces termes l'énigme : « Comment la souris a fait son trou dans l'art contemporain, je donne ma langue au chat et je laisse quelqu'un qui a une tête plus pensante que la mienne, le soin de nous l'expliquer. »

M. G.

Le cinéma plane au Festival de Telluride

A trois mille mètres d'altitude, une atmosphère unique pour deux mille cinéphiles

TELLURIDE (Colorado)
de notre envoyée spéciale
En jeans et casquette, Meryl Streep, à qui le Festival de Telluride rendait hommage, plaisante : « Je n'ai pas plané autant depuis longtemps... » Elle parle des effets de l'altitude - l'ancienne bourgade minière du Colorado est perchée à près de 3 000 mètres. Mais encore plus de l'atmosphère absolument unique d'un festival international qui était son vingt-cinquième anniversaire et a su rester un lieu de délices pour les amoureux de cinéma. Ceux-ci peuvent aller de l'Opera House, un bijou de petit théâtre à l'italienne, jusqu'au Nugget Theater, des débats en plein air aux séances de nuit sous les étoiles, en passant par la grande rue belle comme un décor de western et où Butch Cassidy, en personne, a commis un hold-up. L'Ouest et sa légende collent à Telluride.

Le festival a ses rites et ses règles distinctifs. La sélection est tenue secrète jusqu'à l'ouverture. « Les paparazzi ne sont pas les bienvenus et seront traités avec dédain », préviennent les organisateurs. Clint Eastwood peut déambuler sans façon sur Main Street, son dernier né sur les épaules. L'acteur-réalisateur participait à un hommage au western, ouvert par *Directed by John Ford*, un documentaire de Peter Bogdanovich remarquable tant par ses interviews de James Stewart, de John Wayne et de Henry Fonda qui commentent leurs (mauvais) traitements aux mains du réalisateur, que par le laconisme hautement comique d'un Ford que Bogdanovich a pourtant traîné jusqu'à Monument Valley (son décor de prédilection) sans en tirer grand-chose.

Le cru 1998 offrait une moisson de films déjà sélectionnés à Cannes : *The General*, de John Boorman, *My Son the Fanatic*, d'Udayan Prasad, *Happiness*, fort bien accueilli ici. Todd Solondz a

révélé comment, après la projection cannoise, Universal a interdit à October Films (que le studio a racheté) de distribuer son film, à cause du contenu jugé trop osé (*Happiness* est un petit catalogue, très drôle, des comportements « dysfonctionnels »). Un incident qui démontre comment les indépendants passés sous contrôle des studios se retrouvent dans la situation absurde de ne plus pouvoir distribuer des films conçus pour un public adulte.

■ **DOCUMENTAIRES** ■
Deux « docudrames » ont créé l'événement. *Endurance*, produit par Terence Malick, qui souhaitait rendre hommage aux coureurs africains et a choisi l'Éthiopien Haile Gebrselassie, vainqueur du 10 000 mètres aux Jeux olympiques d'Atlanta. À la manière de Robert Flaherty, le documentariste britannique Leslie Woodhead a reconstitué l'histoire du coureur de fond en utilisant les protagonistes comme acteurs. Le résultat a beaucoup d'élan, même si le film n'évite pas certaines platitudes. La réalisatrice iranienne Samira Makhmalbaf (âgée de dix-huit ans), a elle aussi été applaudie pour *La Pomme*, l'histoire vraie de deux jumelles enfermées par leurs

parents. Quelques jours après avoir lu le fait divers dans les journaux, la jeune cinéaste filmait la sortie des petites filles vers la liberté. On comprend moins l'engouement pour *I'm Losing You*, une adaptation guidée de son roman à succès réalisée par Bruce Wagner. Avec *Claire Dolan*, l'histoire d'une prostituée interprétée par Katin Cartledge, le cinéma froid et analytique de Lodge Kerrigan (*Clean, Shaven*) n'est pas parvenu à impliquer le public. *Conte d'automne* d'Eric Rohmer, *Seul contre tous* de Gaspar Noé, ont été bien reçus.

Ce festival ne décerne aucun prix, mais reprogramme à la fin les

Orson Welles enfin vengé

Quarante ans après la sortie de *La Soif du mal* retouchée par le studio Universal à l'insu de son réalisateur, le montage fidèle à la vision d'Orson Welles a été présenté en première mondiale à Telluride. « Orson est enfin vengé », déclare Janet Leigh, très émue, juste après la séance. C'est le film que nous avons tourné. Avec le rythme, le suspense, l'humour noir. Si Orson avait pu sortir son montage à lui, au lieu d'un film massacré, je me demande combien d'autres films il nous aurait donnés... Orson Welles avait adressé au studio un mémorandum de cinquante-huit pages en forme de supplique, détaillant son propre plan de montage. Charlton Heston en avait conservé une copie, et Universal a finalement accepté de remonter le film en respectant les consignes du réalisateur. La première cannoise n'a pu avoir lieu en mai, les héritiers d'Orson Welles ayant exigé de percevoir des droits sur la nouvelle version. Le film sort, cette semaine, à Los Angeles et à New York. Il sera présenté au Festival de Toronto et attendra prochainement l'Europe.

comme appuyer sur le bouton rouge qui fait exploser la raison. » La polémique dépasse largement le rationnel. Elle reprend exactement les arguments qui ont entraîné l'interdiction du spectacle à sa création, en 1976, à Francfort. Andreas Nachama, président de la communauté juive, est monté au créneau avant même le début des répétitions, allant, dans sa réplique, jusqu'à comparer Fassbinder à Goebbels. Accusé d'antisémitisme, il a été révoqué de son poste. L'antisémitisme revient à l'accuser d'homophobie parce que ses personnages d'homosexuels ne sont pas forcément flamboyants. « Si vous donnez le texte à un juge sans nommer l'auteur, il le sanctionnera, ce sont les mots qui comptent », s'empare le vice-président.

Chacun donne son avis. On s'interroge de la façon dont peuvent se répercuter ces réactions émotionnelles sur les discussions - aujourd'hui apaisées - à propos du monument en souvenir de l'Holocauste. Ou bien on espère qu'elles relanceront le débat sur la façon juste de traiter le passé. Une chose est certaine, Bernd Wilms ne s'attendait pas à un tel déchaînement de passions. Dans le journal *Die Zeit*, Wolf Bierman a bien résumé le désarroi général : « Montrer le spectacle est peut-être une erreur, l'interdire serait beaucoup plus grave. »

Colette Godard

En citant seulement le titre, c'est

chaque pays, de chaque culture. Exemple *Handbag ou l'importance d'être quelqu'un*, de Mark Ravenhill, par la compagnie londonienne Actors Touring, double histoire située sur deux époques : d'un côté celle de deux couples homosexuels - deux femmes, deux hommes - qui s'entendent pour faire un enfant par insémination artificielle. De l'autre, une parodie de la pièce d'Orson Welles, *L'importance d'être constant* - d'où le sous-titre - les deux unies par un jeune homme enfin détestable, frère de l'ange du *Théâtre de Pasolini*, de toutes les faiblesses, de tous les mensonges. Le sortide n'est jamais loin, mais les comédiens - mieux que les comédiennes d'ailleurs - démontrent le talent des Anglais pour le désamorcer par une désinvolture sans crainte ni gêne.

« Ici, seulement citer "Les Ordures, la Ville et la Mort", c'est comme appuyer sur le bouton qui fait exploser la raison »

Dirigés par Thomas Ostermeier, les acteurs de *Coups bas* sont porteurs de ce que l'on pourrait appeler « la qualité allemande » : science du geste, précision, facilité pour passer instantanément du jeu d'homme au réalisme, de la féroce à la mélancolie. La pièce, adaptée de Richard Dresser, se passe dans une usine au bout du monde, entre un contremaître et deux employés qui tout au long tentent de se jouer l'un contre l'autre, de se manipuler l'un l'autre, et se font finalement piéger par une puissance supérieure invisible.

Ce serait signé Mrozek, on penserait à la piévue de l'Etat. Puisque l'auteur est américain, on pense à celle des multinationales. Puisqu'on est à Berlin, il est difficile de ne pas



À Telluride, la nuit d'ouverture du festival.

films qui ont fait salle comble... La Palme revient au cinéaste français Erick Zouka, venu présenter *La Vie rêvée des anges* (primé à Cannes), ainsi qu'à Walter Salles pour *Central Station*, un road-movie formidable qui suit l'improbable tandem d'une vieille dame cynique et d'un petit garçon brésilien à la recherche de son père. La rumeur de la rue couvrait aussi d'éloges *Un 32 août sur terre*, premier film très original du Québécois Denis Villeneuve.

COURTS MÉTRAGES INCONNUS

Telluride panache les nouveautés et les trésors anciens, et cette année le festival rendait hommage au cinéma muet. Peter Bogdanovich, le sélectionneur invité à épauler les directeurs, Tom Luddy et Bill Pence, a choisi des œuvres de l'année 1928, qui, pour lui, représente l'apogée mais aussi le « chant du cygne du cinéma ». Mais la surprise est venue du programme présenté par la Cinéma-thèque française, qui revient à Telluride après une longue absence avec « L'Avant-garde française », une sélection de courts-métrages quasi inconnus, comme *Jeux arborescents*, d'Emile Malespine, ou *La Tour*, de René Clair. La réaction enthousiaste des festivaliers à la projection de *L'Homme qui rit*, de Paul Leni (d'après Victor Hugo) ac-

compagné par l'Octure de France, a impressionné Dominique Pailin, le directeur de la Cinéma-thèque, qui ne cachait pas son « coup de foudre pour le festival ». De son côté, Bertrand Tavernier, un familier de Telluride, avait sélectionné *Remous*, d'Edmond Greville (1934). Contrairement aux autres festivals, Telluride n'est ni un marché du film ni une convention d'affaires, mais une sorte de retraite et de cure de jouvence pour cinéphiles fatigués par Hollywood, ou pour simples amateurs qui profitent du week-end du Labor Day (la Fête du travail) pour se ressourcer avant la rentrée. Le festival du Colorado a pâti, et bénéficié, du succès de Sundance, qui s'est imposé comme la rampe de lancement obligée des films indépendants et monopolise de ce fait les avant-premières.

Telluride a su éviter les travers de Park City (téléphones cellulaires, agents, avocats, horde médiatique...) et en a profité pour cultiver, non sans une pointe de snobisme, sa coquette différence. Car ce bonheur en altitude a son prix : les deux mille festivaliers doivent débourser une somme forfaitaire de 500 à 2 500 dollars pour goûter à quatre jours de pur cinéma.

Claudine Mulari

Le prix Carlsberg a été décerné à l'architecte Peter Zumthor

LA REINE DU DANEMARK a remis mardi 8 septembre, à Copenhague, à l'architecte suisse Peter Zumthor le prix Carlsberg, l'une des plus importantes récompenses internationales pour l'architecture. Le prix, décerné tous les trois ans et d'une valeur d'environ 1,2 millions de francs, a été créé en 1992 par la Fondation Carlsberg pour les arts. Il a été attribué en 1992 au japonais Tadao Ando puis, en 1995, au Finlandais Juhani Levisäki.

Le Carlsberg est peu ou prou en concurrence avec le Pritzker pour le statut de Nobel de l'architecture. Le jury du Carlsberg semble avoir abandonné le terrain des célébrités acquises pour celui de personnalités hors des sentiers battus douées d'une exceptionnelle subtilité. Peter Zumthor, cinquante-cinq ans, a été retenu par le jury parmi vingt-six noms, eux-mêmes sélectionnés par la presse spécialisée internationale. A peine plus connu que son prédécesseur finlandais, Peter Zumthor vient en fait d'achever sa première œuvre d'importance, le Centre d'art de Bregenz, en Autriche, dont le bâtiment principal - boîte diaphane dans une structure translucide - a déjà fait le tour du monde via les revues d'architecture.

C'est une sorte de « vapeur » architecturale dotée de toutes les vertus de la technologie la plus avancée. Zumthor s'était déjà fait connaître notamment par une chapelle à Sogn Benedikt dans le canton des Grisons (1988), synthèse d'une modernité radicale des formes et du soubord traditionaliste, voire écologiste, que traduit son utilisation habile du bois. Les thèmes et l'hôtel de Vals (1996), toujours aux Grisons, témoignent de la maîtrise qu'a acquise Zumthor des matériaux (ici, la pierre), de leur travail dans des postures, des tailles inhabituelles pour faire naître des espaces difficilement photographiables, dit-on, parce qu'ils doivent autant aux fluides qu'à la lumière, l'eau qu'aux structures.

UN MAXIMALISTE DES SENSATIONS
Peter Zumthor est parfois qualifié, à tort, de minimaliste. C'est un maximaliste des sensations, de la sensualité, de l'émotion brute. Au demeurant, son œuvre est bien reconnue de ses compatriotes, puisqu'il est chargé de la construction du bâtiment suisse de l'Exposition universelle de Hanovre, en l'an 2000. Et dans le monde germanique au moins, puisqu'il assume la tâche délicate d'édifier à Berlin le centre d'exposition et de documentation sur la catastrophe nazie, « Topographie de la terreur », à l'emplacement des ruines de l'administration hitlérienne.

Le prix décerné à Peter Zumthor est d'une très grande pertinence parce qu'il fait découvrir au public l'une des voies les plus vraies et les plus riches de l'architecture du siècle prochain : quel qu'en soit le registre, ses formes seront porteuses d'ambiance, de poésie libre. Evidemment, cette architecture de rêve demandera aussi des moyens financiers et techniques qui risquent, eux, de n'être pas vraiment universels.

Frédéric Edelmann

à l'Opéra Comique
du 15 septembre au 15 novembre

La Dame de chez Maxim

un spectacle de Roger Planchon

Feydeau

Location 01 42 44 45 46



55: زمان للإعلان

La reprise des « Mains sales » fait ressurgir les émotions passées

Cinquante ans après sa création, Jean-Pierre Dravel met en scène la célèbre pièce de Sartre

Cinquante ans après sa création, *Les Mains sales*, l'œuvre célèbre de Jean-Paul Sartre, est reprise par Jean-Pierre Dravel sur la même scène

du Théâtre Antoine-Simone Berriau. La mise en scène sonne juste, Charlotte Valandrey est une Jessica pleine de finesse et Jean-Pierre Kalfon un

très énigmatique Hoederer. La tout suscite une nostalgie des émotions d'alors, quand Sartre se couvait la société française avec cette pièce.

LES MAINS SALES, de Jean-Paul Sartre. Mise en scène: Jean-Pierre Dravel. Avec Marie Lenoir (Olga), Yannick Debain (Hugo), Louis Doré, Charlotte Valandrey (Jessica), Patrick Pierron, Richard Madkum, Jean-Pierre Kalfon (Hoederer), Serge Feuillard, Olivier Macé.

THÉÂTRE ANTOINE-SIMONE BERRIAU, 14, boulevard de Strasbourg, Paris-10^e. M^o Strasbourg-Saint-Denis ou Château d'Eau. Tél.: 01-42-08-76-58. Du mardi au vendredi, à 20 h 45; samedi, à 17 heures et 20 h 45; dimanche, à 15 h 30. De 80 F à 260 F. Exposition Jean-Paul Sartre dans le foyer du théâtre. Le texte de la pièce est publié dans la collection « Folio », Gallimard (n° 806) et dans la collection « Foliothèque » (n° 10), avec documents et documentaires.

L'œuvre célèbre de Jean-Paul Sartre, *Les Mains sales*, est reprise sur la scène même où elle fut créée il y a cinquante ans, en 1948. Quand Sartre est mort, en 1980, une mer de jeunes qui l'aimaient l'ont accompagné à sa tombe. Les comptes officiels disent 50 000. Ils étaient en fait beaucoup plus. Certains de ceux-là, et d'autres plus jeunes encore, qui ces soirs-là applaudissent sa pièce, ne présumant pas ce qu'était le pays quand Sartre, presque au lendemain de la guerre, a écrit *Les Mains sales*.

Certes le gouvernement comptait, comme aujourd'hui, des membres du Parti communiste. Mais ce n'était pas la même donne. Maurice Thorez était vice-président du conseil, et ministre d'Etat. La défense nationale était attribuée à François Billoux. La reconstruction à Charles Tillon. Le travail et la Sécurité sociale à Ambroise Croizat. La santé publique à Georges Marrane. C'était dans l'ordre des choses: aux législatives du 10 novembre 1946, qui étaient à l'origine de ce ministère Ramadier, les communistes et apparentés avaient atteint 28,6 % des voix. Ils arrivaient en première ligne.

L'un des faits réels qui vont conduire Sartre à écrire *Les Mains sales* est cette participation importante de communistes à un gouvernement multipartite, puis le décret du 5 mai 1947 par lequel Ramadier annonce, séchement, que « les fonctions des ministres communistes sont considérées comme ayant pris fin » (les combats d'Indochine, d'une part, une grève chez Renault, de l'autre, venaient de conduire les ministres de la défense nationale et du travail, et aussi Maurice Thorez, à se désolidariser).

Sartre situe sa pièce hors de France, dans un pays d'Europe de l'Est, imaginaire. Le compromis des communistes est l'un des deux axes de l'action (« C'est une organisation révolutionnaire et vous allez en faire un parti de gou-

vernement », proteste Hugo, l'un des deux héros). L'autre axe est l'élimination physique des membres du parti une fois leur tâche accomplie (tous les acteurs des *Mains sales* ont, un moment ou l'autre, un revolver en main).

INTUITION DES CHOSES VRAIES

Sartre, en 1947-1948, n'est pas communiste ni pro-communiste. Huit semaines avant la première de sa pièce, il est entré au comité directeur du Rassemblement démocratique révolutionnaire, qui se dit anticapitaliste, mais qui veut ignorer le PC. L'auteur des *Mains sales* croit alors, ou veut croire, à un communisme sans casse. Il espère que sa pièce ne vogue dans les eaux non glacées d'un socialisme heureux. Il dose, à cette fin, les répliques. D'un rouge plus ou moins cerise, par moments plus ou moins pompier, quand le dialogue vire aux grandes déclarations. Ce n'est pas sans ingénuité. Sartre n'en manquera jamais tout à fait.

Le canevas de l'action, avec ses suspenses de meurtres, rappelle les thrillers d'Amérique. Mais, d'entrée, s'impose l'écriture dramatique de Sartre, qui est d'une rigueur d'énonciation, d'un dynamisme très personnels, et très forts. C'est comme l'expression directe d'une intuition des choses vraies, comme les projections en avant d'une conscience immédiate, sans le filtre d'une psychologie. Il y a aussi, très présents, les

rayons d'une sincérité, et d'une générosité. C'est cela l'écriture de Sartre. C'était cela aussi sa voix, lorsqu'il était vivant.

La reprise, actuelle des *Mains sales* se présente dans une France où l'argument numéro un, la « compromission » du PC avec des formations autres, n'a plus le même visage (Robert Hue n'est pas Maurice Thorez), et où les assassinats en Union soviétique ne sont plus d'actualité. Nous regardons la photo un peu passée de ce qui nous avait secoués. C'est émouvant. C'est mis en scène sans fausse note, à la va-vite, en toute modestie, par Jean-Pierre Dravel, dans un décor net, sans couleur, aux lignes droites, pas gênant (Edouard Loug est un grand du métier).

Le rôle d'Hugo - le jeune intellectuel bourgeois inscrit au parti - que tenait à la création François Périer (c'est l'un des sommets de son art), est repris par Yannick Debain, avec plus d'enfance, d'ingénuité. Son épouse, Jessica, qu'interprétait un peu maladroitement Marie Olivier, est jouée plus finement par Charlotte Valandrey. Marie Lenoir est juste et ferme en Olga, la militante stricte. La palme revient à Jean-Pierre Kalfon, mille fois plus énigmatique, surprenant, dans le rôle primordial de Hoederer, le respectable communiste, que ne l'était André Laguet à la création.

Michel Cournot

Nikolaus Harnoncourt, le prométhéen

MONTREUX (Suisse)

On n'oubliera pas la *Missa Solemnis* de Beethoven dirigée par Nikolaus Harnoncourt, au Festival de Montreux. Le public de l'Auditorium Stravinsky est resté subjugué par une interprétation d'une force et d'une émotion exceptionnelles. Créée en 1824, la même année que la *Neuvième symphonie*, l'œuvre est un monument qui exige tout des musiciens et du chef qui l'abandonne.

Nikolaus Harnoncourt a imposé sa grille des l'introduction du « Kyrie », abordée avec une grandeur éloquente. Sa *Missa Solemnis* n'est pas suave. Il tranche dans le vif, marque les accents, souligne les contrastes de rythmes et de niveaux sonores. Cette conception impérieuse n'est pas gratuite. Elle correspond à la compréhension profonde d'une messe qui vise à exalter l'homme à travers Dieu.

Harnoncourt sait convaincre ses interprètes du bien-fondé de ses options. L'Orchestre de chambre d'Europe, le chœur Arnold Schoenberg, les solistes, l'ont suivi avec une intensité extraordinaire. Sa direction combinait une lisibilité étonnante, notamment dans les passages fugués comme le finale du « Credo », et une dynamique large et puissante qui emportait l'œuvre d'un seul souffle. Les voix des choristes semblaient par moments flotter au-dessus de l'orchestre comme sur un coussin d'air avant de plonger au cœur de la messe.

Les auditeurs se sentaient immergés dans un flot musical, pas noyés bien sûr, tant Harnoncourt jetait des bouées pour qu'ils gardent leurs repères: pizzicatos de cordes claquant comme des percussions, timbales d'une douceur implacable, cuivres éclatant comme une fanfare au milieu de l'« Agnus Dei ». Installé au milieu du chœur et de la formation instrumentale, le quatuor vocal (Ruth Ziesak, Bernarda Fink, Herbert Lippert, Neal Davies, où chacun ne cherchait qu'à faire de la musique sans se mettre en avant, s'est fondu dans l'ensemble en communion avec la vision du chef.

Pierre Moutier

Woody Allen et Abel Ferrara en leur miroir déformant

VENISE
de notre envoyé spécial
C'est, au fond, du même thème que traitent les deux films marqués de cette 7^e journée de la Mostra, chacun signé par une figure exemplaire du cinéma d'auteur américain: Woody Allen et Abel Ferrara.

Précis comme un métronome, le cher Woody délivre son opus annuel, *Celebrity*. Il s'ouvre par un très beau plan où un avion écrit en lettres géantes dans le ciel de Manhattan « Help ! » (« A l'aide ! »), au-dessus des regards ébahis des habitants et des touristes. Mais c'était pour un tournage, premier pas de côté sur la vérité... des images, des comportements et des mots dont sera fait le film construit autour des tribulations affectives d'un homme d'âge mûr et de l'épouse qu'il vient de quitter.

Le principal décalage, au long de ce film qui va prendre un malin plaisir à revisiter des situations déjà montrées par Allen dans ses précédents films, consiste à faire interpréter le rôle principal, incontestablement écrit au millimètre pour son auteur, par Kenneth Branagh. La seule justification objective à cette substitution est que Branagh, à la différence d'Allen, a l'âge du

rôle. Mais à mesure que le comédien britannique se lance - et s'enlise - dans une imitation de l'acteur Allen, on soupçonne ce dernier d'avoir fait de ce transfert le véritable enjeu du film - beaucoup plus que les apparitions de vedettes (dont Leonardo DiCaprio et Melina Griffith) peu ou prou dans leur propre rôle - au service d'une parabole convenue sur les illusions du star system.

Celebrity se veut une dénonciation du faux, dans les médias de masse comme dans l'intimité et dans les discours que chacun se tient et tient aux autres sur lui-même. Il est difficile de mesurer jusqu'à quel point c'est volontairement que le film lui-même se met bientôt à sonner faux. Ce Woody Allen sans Woody Allen prend des airs d'ersatz, sinon de parodie, à mesure que Branagh mime le personnage, et que Judy Davis, dans le rôle de son ancienne femme retrouvant un bonheur instantané aux côtés d'Allen Alda, imite Diane Keaton. Comme comédie, *Celebrity* est clairement une déception. Mais qui garde entrebâillée la possibilité d'une ruse dérangeante - et suprêmement orgueilleuse - de son auteur, assumant sous le plus glorieux des vernis son refus d'utiliser le faux comme un atout spectaculaire, alors qu'il prétend le dénoncer.

Ce serait une manière particulièrement tordue d'échapper au piège

qui guette désormais les trop nombreuses productions ayant fait du jeu sur les apparences et sur la virtualisation de nos existences un nouveau fonds de commerce narratif. Ainsi, par exemple, du gentillet *Truman Show*, où Peter Weir montre Jim Carrey en imbécille heureux jusqu'au jour où il se doute que toute sa vie est filmée par des centaines de caméras cachées d'un reality-show dont il est le héros inconscient: la fable est contée de façon si inoffensive qu'elle ne peut que mettre tout le monde d'accord, dans notre beau monde à nous, qui est - ouf ! - si réel.

TRAFIC DES REGARDS

Tout le contraire de ce qui se produit avec le dérangeant et splendide *New Rose Hotel*, nouveau film d'Abel Ferrara. Le prégnant est d'emblée placé sous le signe de la fragmentation, de la pénombre, du trafic des regards et des clichés - y compris dans l'œil du spectateur, requis de combler les vides de ce qu'il voit (presque rien) à l'aide de ce qu'il sait ou croit (de la vie, du cinéma, d'un corps qui se fige, d'une très belle femme blonde en manteau de fourrure...). Puis vient à l'écran le titre, qui désigne un endroit en apparence sans importance dans le récit, cet hôtel où on ne parviendra qu'à la fin, par effacement. Mais là, le récit sera revu, repassé en revue par morceaux, dans une plongée au cœur du scénario, des envies d'aimer les romances, ou les polars, ou les parties d'échecs, ou les films pornos.

Entre-temps est advenue « l'histoire », comme on dit, remarquable composition dans le genre film noir cérébral: *New Rose Hotel* est un film d'action dont on ne voit pratiquement aucune action, seulement les jeux de mise en scène de ces actions par ses trois protagonistes, le maître-espion industriel qui trame le dévouement d'un savant, son assistant et la jeune femme qui doit accomplir leur plan. Et cette vertigineuse et ironique descente dans les troubles de la démiurgie, du contrôle des réalités par leurs représentations (et réciproquement), offre l'opportunité de passer du temps avec trois magiques acteurs, Christopher Walken, Willem Dafoe et Asia Argento, beaux, forts, surprenants. N'y aurait-il qu'eux que déjà il faudrait réserver d'urgence au labyrinthe-hôtel bâti par ce diable de Ferrara.

Jean-Michel Frodon

SORTIR

PARIS

Reprise de « Speed »
à Paris et à Nancy
Speed, monté par la Compagnie des transports d'après l'œuvre de William Burroughs Jr - un voyage initiatique dans le New York des sixties -, premier volet d'une « trilogie fin de siècle », sera repris à Paris et à Nancy. Le spectacle, qui est chaque fois recréé en fonction du lieu, sera remonté en plein air à Paris sur les rails de l'ancienne gare de la petite ceinture de Charonne, dans un paysage urbain et industriel, dans le 20^e arrondissement du 10 au 26 septembre. Il sera ensuite réadapté au Théâtre de la Manufacture de Nancy du 6 au 10 octobre.
Accès par La Flèche d'Or Café, 102 bis, rue de Bagnolet.
Renseignements: 01-47-05-99-01. 40 F et 60 F.

Chico Cesar
Représentant la nouvelle vague de chanteurs brésiliens, Chico Cesar maintient la tradition de la MPB (musique populaire brésilienne, la variété, au sens large), tout en la mêlant de rythmes des Caraïbes ou d'Afrique. Très influencé également par les musiques noires et indiennes du Nordeste, dont il est originaire, le jeune représentant de la culture noire sait tenir une scène, jouer la carte du charme et d'un nouveau tropicalisme.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e.
M^o Château d'Eau. Le 10, à 21 heures. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

« Voisins et amis »
à la Fête de l'Humanité
« Voisins et amis » est annoncé sous la triple étiquette free-funk-flamenco. C'est le choc impossible de ces trois formes. Et ça marche ! Deux énormes concerts à Uzeville les 17 et 18 août dernier. La troupe se compose d'une ligne d'avants menée par la Compagnie Labat (Labat, Minvielle, Perrone); de deux troisièmes lignes de devoir (Mompont, Guérineau); de deux trois-quarts ailes géniaux (Georges Didi-Huberman, Suzanna Zabala); de quelques poètes captifs (Arnaldo Calveyra); et de l'Aimé Jacquet local en la personne de son entraîneur, Francis Marmande (contrebasse). Fête de l'Humanité, La Courneuve (93). Parc paysager. Le 11, à 20 heures; le 13, à 19 heures. Tél.: 01-49-22-74-17.

BIARRITZ

Festival de Biarritz
Il a débuté avec le nouveau Ballet Biarritz dirigé par Thierry Malandain, auquel succèdera dès vendredi le Boston Ballet. Le dimanche 13 est réservé à la danse basque. Le Junior Ballet du Conservatoire supérieur de Paris vient ensuite avec un programme Alwin Nikolais/Murray Louis: une belle idée. Sans compter les talents de Geneviève Sorin, de Laronima Imperial et le Ballet de Mexico dans Don Quichotte. Jusqu'au 19 septembre, 21 heures. Salles: gare du Midi, Coisèze, Casino municipal. Tél.: Biarritz: 05-59-22-12-21.

Publicité

POUR UN OUI OU POUR UN NON

Nathalie Sarraute Jacques Lassalle
Veronique Alein, Jean-Damien Barbin, Nicolas Bonafant, Hubert Oberst

Première ce soir
Théâtre National de la Colline 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Rob Marley
de Stefan Paul (Allemagne, 1 h 20).
Le Compteur
de Sophie Tatischeff (France, 1 h 33).
Le Cyliste
de Mohsen Makhmalbaf (Iran, 1 h 15).
Dormez, je le veux !
d'Irène Jouanet (France, 1 h 38).
Laurier
de Roger Planchon (France, 2 h 05).
La Némée
d'Eugène Brady (Irlande, 1 h 40).
Le Silence
de Mohsen Makhmalbaf (Iran, 1 h 20).
Super 8 1/2
Une biographie éditée (*)
de Bruce LaBruce (Allemagne, 1 h 39).
Les Taudis de Beverly Hills
de Tamara Jenkins (Etats-Unis, 1 h 31).
Tokyo Eyes
de Jean-Pierre Limosin (France-Japon, 1 h 20).
Voleur de vie
d'Yves Angelo (France, 1 h 45).
(*) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél.: 08-36-68-09-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

La Captive aux yeux clairs
de Howard Hawks. Américain, 1952, noir et blanc (2 h 05).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Les Sept Samouraïs
d'Akira Kurosawa. Japonais, 1954, noir et blanc (3 h 30).
Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40); MK2 Quai-de-Seine, 19^e (01 40 30 30 31).

VERNISSEMENTS

Giorgia Florio: l'homme à nu
Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4^e. M^o Hôtel-de-Ville. Tél.: 01-42-77-38-24. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 10 septembre au 24 octobre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Danyboon
mise en scène de Judith Godrèche.

Bataillon, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Oberkampf, Saint-Ambroise. Le 10, à 20 h 30. Tél.: 01-47-00-55-22. De 80 F à 180 F.
Fabrice Luchini
d'après des textes de Baudelaire, Céline, La Fontaine et Nietzsche.
Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris 10^e. M^o Strasbourg-Saint-Denis. Le 10, à 21 heures. Tél.: 01-42-08-18-50. De 100 F à 200 F.
Pour un oui ou pour un non
de Nathalie Sarraute, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Veronique Alein, Jean-Damien Barbin, Nicolas Bonafant et Hubert Oberst.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. Le 10, à 21 heures. Tél.: 01-44-62-52-52. 110 F et 160 F.

Le Visiteur
d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Daniel Roussel, avec Rufus, Tom Novembre, Markita Boies et Jérôme Frey.
Théâtre Marigny (salle Poésie). Carré Marigny, Paris 8^e. M^o Champs-Élysées-Clemenceau. Le 10, à 21 heures. Tél.: 01-42-25-20-74. 180 F et 250 F.

Une journée particulière
d'Étienne Scolia, mise en scène de Jacques Weber, avec Jacques Weber, Françoise Fabian, Christine Pignet, Dominique Bluzet, Maud Narbonne, Christophe Guinet et Jean-Christophe Lucchesi.
Théâtre de la Porte Saint-Martin, 16, boulevard Saint-Martin, Paris 10^e. M^o Strasbourg-Saint-Denis. Le 10, à 20 h 45. Tél.: 01-42-08-00-32. De 50 F à 250 F.

Martine Hermel
Martine Hermel: La corruption n'est plus ce qu'elle était.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^o Trocadéro. Les 10, 11 et 12, à 21 heures. Tél.: 01-53-65-30-00. Entrée libre.

Gilbert Leroux Washboard Group
1^e Ciel de Paris, tour Montparnasse, 3^e 14^e. M^o Montparnasse-Bienvenue. Le 10, à 22 heures. Tél.: 01-40-64-77-64. 90 F.

Dikès
Ailleurs, 13, rue Jean-Baptiste, Paris 4^e. M^o Bastille. Le 10, à 20 h 30. Tél.: 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Zongo Ambassadors
Glaizart, 7-15, avenue de la Porte-de-La-Ville, Paris 19^e. M^o Porte-de-La-Ville. Le 10, à 20 h 30. Tél.: 01-40-36-55-65. De 25 F à 40 F.

Peyou Rabat
Cthésa, 114, rue Oberkampf, Paris 11^e. M^o Parmentier, Ménilmontant. Le 10, à 22 h 30. Tél.: 01-47-00-00-32. Entrée libre.

parés... » Puis il parla de « dépassements », de « bavures », de « dilutions » de sanctions judiciaires, de « centimes » de sanctions administratives. Avec ces mots diplomatiques il venait d'avouer le crime d'État.

C'est Patrick Baudouin qui acheva à bout portant en rapportant les arrestations arbitraires, les camps de détention innouvés, les tortures, les disparitions, tout ce qui accablait encore davantage les Algériens le jour où ils sauront la vérité sur les crimes commis en leur nom. Alors, sans hésiter, sans bailler, sans chercher à nier tout d'abord, l'ambassadeur répondit, sans trouble : « *J'accepte le procès.* » Puis il parla de l'état de droit : « *C'est difficile.* » De la démocratie : « *C'est difficile.* » Des libertés : « *C'est difficile.* » Il n'était plus embarrassé, mais pathétique. On suit enfin à quel s'en tenir : sous ce diplomate souriait un honnête homme.

هكذا رامن الامن

le-t-il d'autorité

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 L'Homme aux ongles d'or ■■ Edward Dmytryk (États-Unis, 1959, 120 min.) Ciné Classics	21.00 L'Aveu ■■ Constantin Costa-Gavras (France, 1969, 150 min.) Histoires	22.40 Samouraï ■■ Akira Kurosawa (Japon, 1950, 90 min.) Ciné Classics
20.30 Pas si méchant que ça ■■ Claude Goretta (France, 1974, 115 min.) Ciné Classics	21.00 La Grande Illusion ■■ Jean Renoir (France, 1937, 120 min.) Paris Première	23.45 Parlez-m'en ■■ Claude Lelouch (France, 1985, 120 min.) Ciné Classics
20.45 Le Chateau de Paraisópolis ■■ Akira Kurosawa (Japon, 1957, 105 min.) Ciné Classics	21.00 Nimitz ■■ Ernst Lubitch (États-Unis, 1999, 110 min.) Cinéma 2	23.50 L'Homme à la caméra ■■ Maurice Dugast (France, 1929, 70 min.) Arte
20.50 Infante des Esprits ■■ Federico Fellini (Italie, 1965, 130 min.) TMC	21.00 Une époque formidable ■■ Cécile de France (France, 1991, 105 min.) Cinéma 2	0.20 Maria's Lovers ■■ Andrzej Kondrachinek (Pologne, 1984, 100 min.) Cinéma 2
20.55 Angèle ■■ Marcel Pagnol (France, 1934, N, 140 min.) France 3	22.30 Le Jour du désespoir ■■ Maurice de Oliveira (France - Portugal, 1992, 75 min.) Ciné Classics	1.00 Le Coup de grâce ■■ Volker Schlöndorff (Allemagne, 1976, N, 90 min.) Arte

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS 21.35 et 22.15, 22.50, 23.30 Séances thématiques. Les nouveaux scénarios. Invités : Michel Quilès, Jean Ziegler. Arte	MAGAZINES 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Eagle Eye Cherry, Valérie Garcimont, Raphaële Lévy, Rodolphe Bouchet, Erick Zonta. Ciné Classics	MAGAZINES 19.00 Le Magazine de l'Histoire. La reprise des séries. Invités : Nicole Bacharan, Michèle Le Douarin, Jean-Noël Luc, Xavier Ruffet. Histoires	MAGAZINES 20.30 Le Club. Hommage à Akira Kurosawa. Avec Denis Parent, Christine Haas, Jean-Pierre Dionnet, etc. Ciné Classics	MAGAZINES 20.55 Envoyé spécial. Viagra : For bleu. Africains du Sud : La vérité et le pardon. Europ Assistance. France 2	MAGAZINES 23.00 De l'actualité à l'Histoire. La nouvelle société russe. Invités : Vladimir Fedorovskii, Svetlana Vivolkovskaya, Georges Nivet. Histoires	MAGAZINES 0.30 Envoyé spécial. Les années 90. Les profs. Familles victimes de la drogue. Invité : Olivier Galland. Histoires	MAGAZINES 0.53 La 25e Heure. Les Filles du vent. France 3	DOCUMENTAIRES 20.00 L'Assise du XXe siècle. La grande affaire de Ray et Charles Eames. Arte	DOCUMENTAIRES 20.05 La Bataille du Chili. (18) L'insurrection de la bourgeoisie. Planète	SPORTS EN DIRECT 20.13 Hollywood. Le championnat de l'Union. Les champions et les monstres. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 20.15 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 20.45 Séances thématiques. Les champions de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 21.00 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 21.30 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 21.40 L'Honneur perdu. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 21.55 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 22.35 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 23.25 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 23.45 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 23.55 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 0.10 Les champions de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	SPORTS EN DIRECT 20.30 Football. D1 : Monaco - Lens. Canal +	SPORTS EN DIRECT 2.00 Tennis. US Open. Quarts de finale hommes. Canal +	MUSIQUE 21.00 Ira Gershwin. The Great American Songbook. Par le London Symphony Orchestra et les Gershwin All-Stars. Mezz	MUSIQUE 21.25 Cecilia Bartoli. Vocal. Avec Cecilia Bartoli, mezzo-soprano ; Georg Fischer, piano. Œuvres de Pergolesi, Caldara, Vivaldi, Paisiello, Mozart, Rossini. Mezz	MUSIQUE 22.35 McLaughlin, Jones, De Francesco. Jazz. Les 100 ans de la musique. Mezz	MUSIQUE 23.00 Bernard Herrmann. Dirige l'Orchestre de la Suisse romande. Le Ballet de la Jeune Par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam. Paris Première	MUSIQUE 0.53 Le Couronnement de Poppée. Opéra de Monteverdi. Mise en scène. Peter Hall. Dir. N. Leppard. Mezz	TÉLÉFILMS 20.30 Le Paradis absolu. Patricia Wilson. Festival	TÉLÉFILMS 20.45 Un week-end meurtrier. Richard Friedmann. 13e Rue	TÉLÉFILMS 21.10 Des mots qui déchirent. Marc Padoa. Festival	TÉLÉFILMS 22.45 Made in America. Dangereuse rencontre. Robert Lewis. TF 1	TÉLÉFILMS 22.50 Diapari. George Kacandes. Télé	TÉLÉFILMS 23.45 Seul dans la nuit. Donna Gibbins. France 3	SÉRIES 19.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde d'esprit. M 6	SÉRIES 19.20 Equalizer. Carat. 13e Rue	SÉRIES 20.40 Le Retour de Sherlock Holmes. Le retour. Disney Channel	SÉRIES 20.50 Aux frontières du réel. La comédie de la vérité. M 6	SÉRIES 20.55 Les Cordier, juge et flic. L'Étoile filante. TF 1	SÉRIES 21.40 Urgences. Épisode. TSR	SÉRIES 22.25 American Gothic. Auteurs inconnus. 13e Rue	SÉRIES 2.05 Mission : Impossibles et autres de culte. Mission : Impossibles (v.o.). 13e Rue
--	--	---	--	--	--	--	---	---	---	--	---	---	---	---	--	---	---	---	---	---	--	--	---	---	--	--	---	--	--	---	--	--	---	--	---	---	--	---	--	--	---	---

FILMS DU JOUR

14.10 Madame Butterfly ■■ Félicien Marceau (France, 1955, 130 min.) Ciné Classics	20.30 La Roue ■■ Abel Gance (France, 1923, N, 135 min.) Ciné Classics	23.30 Ludwig van ■■ Bernard Herrmann (États-Unis, 1994, 120 min.) Ciné Classics
14.15 Taxi Driver ■■ Martin Scorsese (États-Unis, 1973, 110 min.) Cinéma 2	21.15 Un Américain à Paris ■■ Vincent Minetti (États-Unis, 1951, 110 min.) Cinéma 2	23.50 Le Crime de monsieur Lange ■■ Jean Renoir (France, 1935, 80 min.) Arte
15.05 Rock ■■ M. Bay (EU, 1995, 135 min.) Canal +	22.05 Aniki ■■ H. Hertz (FR, 1991, 95 min.) Cinéma 1	0.20 Une époque formidable ■■ Cécile de France (France, 1991, 105 min.) Cinéma 2
16.05 Maria's Lovers ■■ Andrzej Kondrachinek (Pologne, 1984, 100 min.) Cinéma 2	23.30 Fog ■■ John Carpenter (États-Unis, 1979, 95 min.) 13e Rue	0.40 1941 ■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1979, 115 min.) Cinéma 2
17.50 Rue de l'Éstrapade ■■ Jacques Becker (France, 1937, N, 140 min.) Cinéma 2	23.05 Non coupable ■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1947, N, 95 min.) Cinéma 2	

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES 14.30 Boléro. David Gino. TMC	19.13 La Quête du futur. (22). Planète	TÉLÉFILMS 18.35 Chronique d'un condamné à mort. Richard Paez. Festival
14.50 Le Canal du savoir. Spécial Interprète. Paris Première	19.45 Les monstres du canyon dégalant. Jours antérieurs. Planète	20.25 Invasion. Armand Mastroianni (22). RTBF 1
17.00 Le Magazine de l'Histoire. Spécial : Les années 90. Les profs. Invités : Nicole Bacharan, Michèle Le Douarin, Jean-Noël Luc, Xavier Ruffet. Histoires	20.13 Hollywood. Le championnat de l'Union. Le championnat de l'Union. 13e Rue	20.30 La Laque. Nathalie Peltier. Festival
18.00 Stars en stock. Joseph Csatari. Ciné Classics	20.35 Israël, 1948-1998. (24) Terre promise. Planète	20.40 Un innocent va mourir. Mark Solari. RTBF 9
18.30 De l'actualité à l'Histoire. La nouvelle société russe. Invités : Vladimir Fedorovskii, Svetlana Vivolkovskaya, Georges Nivet. Histoires	21.00 Les Grandes Civilisations. Oubliées. (14). Les chocs fantômes de l'Indus. Histoires	20.45 West Beyrouth. Ziad Doueiri. Arte
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Eagle Eye Cherry, Valérie Garcimont, Raphaële Lévy, Rodolphe Bouchet, Erick Zonta. Ciné Classics	21.00 Le Flambe. Philippe Franço. Histoires	20.50 Canada sur court. John McPherson. M 6
19.00 Les Lumières du music-hall. Bruno Coquatrix. Paris Première	21.30 Philippe Franço. Planète	21.15 Le Poteau d'Aldo. Didier Grousset. Festival
20.00 Envoyé spécial. Les années 90. Les profs. Familles victimes de la drogue. Invité : Olivier Galland. Histoires	22.00 Conférences de presse. Archives du 28 octobre 1958. Histoires	22.35 Baby Cat. Pierre Uria. RTBF 9
20.00 Une année de défilés. Thierry Mugler. Paris Première	22.30 Grand format. Mikael Avard. Arte	SÉRIES 17.00 Magnum. Karl, l'inspecteur. RTBF 1
20.05 Dossiers justifiés. L'affaire Ferguson, meurtre carnage. TSR	23.00 La IIIe République. (14). Histoire	17.15 Le Poteau d'Aldo. Didier Grousset. Festival
20.55 Thalassa. Escalade en Inde. France 3	23.25 Einstein, un mythe. un homme. Odyssée	17.45 La Loi de Los Angeles. Une croix sans gloire. 13e Rue
22.20 Faut pas rêver. USA. Le film de Monique Valley. France 1	0.00 Portrait de musiciens. Jo Privat. TV 5	17.55 Hartley, comte à vie. 1800 Highlanders. France 2
22.30 Bouillon de culture. Marguerite Duras et autres femmes inénarrables. Invités : Laure Adler, Marie Desclaux, Alicia Dujovne Ortiz, Françoise Vermy. France 2	0.00 Palettes : Gustave Courbet. Un enterrement à Orlans. Histoires	18.00 Highlanders. Une passion immortelle. M 6
23.15 Sans aucun doute. La guerre de Vietnam. Invité : Roland Girard. TF 1	1.00 La Case de Ponce Doc. (18) L'insurrection de la bourgeoisie. Planète	18.30 Hawaii police d'État. Désobéissance organisée. Série Club
23.40 Les Dossiers de l'Histoire. 11 septembre 1973 : le dernier combat de Salvador Allende. France 3	0.00 Palettes : Gustave Courbet. Un enterrement à Orlans. Histoires	19.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde d'esprit. M 6
DOCUMENTAIRES 18.05 CIA. (25). L'espionnage de pointe. Odyssée	SPORTS EN DIRECT 15.00 Cyclisme. Tour d'Espagne. Alicante-Valladolid. Eurosport - TSR	19.20 Mission impossible. La rançon. Série Club
18.15 Gestes d'artisans. (12) Le bois. Histoires	17.00 Athlétisme. Coupe du monde IAAF. A Johnsonsbourg. Eurosport	19.20 Equalizer. Le fils mortel. 13e Rue
18.25 La Quête du Graal. Recherche vers les siècles. La Cinquième	1.15 Tennis. US Open. Demi-finales, dames. Canal +	20.40 Chérie, j'ai raté les gosses. Chérie, on rappelle le cow-boy de l'espace. Disney Channel
18.30 Shogun. (45). Recherche vers les siècles. La Cinquième	MUSIQUE 19.25 Cecilia Bartoli. Vocal. Avec Cecilia Bartoli, mezzo-soprano ; Georg Fischer, piano. Œuvres de Pergolesi, Caldara, Vivaldi, Paisiello, Mozart, Rossini. Mezz	20.45 Buck Rogers. Le vampire. 13e Rue
19.00 Sur les traces d'une collection perdue. Odyssée	21.55 Jane Bunnett & Cuban Piano. Masters. Montréal 1997. Mezz	20.55 Cybill. Un amour de cochon. Téra
	0.05 Ashkenazy dirige Tchaïkovski. Le Symphonie n° 5. Par le Philharmonia Orchestra. Mezz	21.15 Fallen Angels. Le confessionnal (v.o.). Canal Jimmy
		21.35 Galactic. Les guerriers victorieux. 13e Rue
		21.50 Come On. Ligato-moi (v.o.). Canal Jimmy
		22.25 Au-delà du réel. L'aventure continue. Le bouton du mort. M 6
		22.35 Schindler. La vie (v.o.). Canal Jimmy
		23.20 Buffy contre les vampires. Le manuscrit. M 6
		0.10 Star Trek. La nouvelle génération. L'anneau imaginaire (v.o.). Canal Jimmy
		0.55 Friends. Ceci qui dérange (v.o.). Canal Jimmy
		2.15 Chapeau melon et bottes de cuir. Tueur à gages (v.o.). 13e Rue

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision. Les programmes de la radio et de la télévision sont accompagnés du code Show/View - ceux de la télévision du nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

19.30 Arte
L'Oiseau de la liberté
C'est dans l'ouest de l'Algérie que les chardonniers sont « les plus gros et les mieux chantants ». Kamel sait de quoi il parle. Cela fait quinze ans qu'il exerce le métier d'oiseleur. Et qu'il fait la navette entre le marché aux oiseaux du quartier algérois d'El Harrach et les collines de Tiemmen, où il piège, avec un rameau enroulé de glu, les précieux volatiles. En choisissant de suivre l'homme aux chardonniers, Rachid Benbrahim prend habilement le contre-pied des clichés médiocres auxquels l'actualité algérienne a fini par nous habituer. Mais l'horreur n'est jamais loin : le chauffeur du car que Kamel prend régulièrement a échappé, en 1997, au massacre de tous les passagers. Un reportage original, qui n'évite pas, hélas, les lourdeurs de la parabole. - C. S.

NOTRE CHOIX

23.40 France 3
Les Dossiers de l'Histoire
Chronique d'une mort programmée
C'est un document exceptionnel que nous propose France 3 dans le cadre de ses « Dossiers de l'Histoire ». Réalisé par Patricio Henríquez et écrit par Pierre Kalfon, ancien correspondant du Monde au Chili (lire Le Monde daté dimanche 6-11 septembre), Le Dernier Combat de Salvador Allende nous fait revivre heure par heure ce 11 septembre 1973 qui fit basculer le Chili dans le cauchemar avec le coup d'État du général Pinochet contre le gouvernement d'unité populaire du président Allende. Fruit d'une enquête très minutieuse et nourri par des témoignages inédits de quelques survivants, ce film se regarde comme un thriller tragique. Vingt-cinq ans après les faits, il nous rappelle surtout l'histoire d'un homme avec ses convictions, sa détermination, ses hésitations politiques et ses erreurs tactiques. A travers les témoignages de ses collaborateurs les plus proches qui ont luté jusqu'au dernier moment à ses côtés, de sa femme et de sa fille aux côtés de la Moneda avant de se suicider, Patricio Henríquez et Pierre Kalfon brosent un portrait intimiste et émouvant de ce président qui avait choisi la « troisième voie » pour faire la révolution. Les nombreux flash-back expliquent de manière très claire ce qui se tramait au Chili pendant les trois années d'unité populaire, notamment le rôle joué par les États-Unis et la CIA, qui avaient tout mis en œuvre pour abattre ce gouvernement démocratiquement élu. Les interviews d'Edward Korry, ancien ambassadeur des États-Unis au Chili à l'époque, et du colonel Wimert, son attaché militaire, confirment l'engagement personnel du président Nixon dans cette bataille. « Le président me disait qu'il fallait à tout prix et au plus vite écraser ce fils de pute », raconte Edward Korry. Ce que fit, le 11 septembre, le général Pinochet, dont les conversations ont été interceptées ce jour-là par un radio amateur. Quelques minutes avant de donner l'ordre de bombarder la Moneda, il disait de Salvador Allende en éclatant de rire : « Il faut tuer la chienne et l'affaire est réglée ».

Daniel Pseny

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1 19.05 Le Bigli. 19.55 Le Journal de l'air. 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Cordier, juge et flic. L'Étoile filante. 22.45 Made in America. Dangereuse rencontre. Téléfilm. Robert Lewis. 0.25 Les Rendez-vous de l'entreprise. 0.55 TF 1 nuit. Météo.	FRANCE 2 18.45 Friends. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Quel est qui ? 19.50 An non du sport. 19.55 Météo. Météo. Point route. 20.55 Envoyé spécial. Viagra : For bleu. Africains du Sud : La vérité et le pardon. Europ Assistance. 23.00 Expression directe. 23.05 Le Café. Film. Serge Pénard. 0.35 Au nom du sport. 0.40 Journal. Météo. 0.55 La 25e Heure. Les Filles du vent.	FRANCE 3 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.00 Météo. 20.05 Le Kadox. 20.35 Tout le sport. 20.55 Angèle. Film. Marcel Pagnol. 23.15 Météo. Soir 3. 23.45 Seul dans la nuit. Film. Tim Metcalfe. 1.15 La Marche du siècle. Algérie : la décennie sanglante.	CANAL + En clair jusqu'à 20.30 18.30 Nulle part ailleurs. 20.15 Football. Monaco - Lens. 22.30 Kibler, journal d'un assassin. Film. Tim Metcalfe. 0.00 Football. Lorient - Auxerre.	ARTE 19.00 Un garage fou-fou-fou. (64). 19.30 L'Oiseau de la liberté. Le monde de Ray et Charles Eames.
--	---	---	---	---

RADIO

20.30 8 1/2 Journal. 20.45 Soirée thématique. Les nouveaux esclaves. 20.50 Enfants à vendre. 21.35 et 22.15, 22.50, 23.30 Débat. 21.45 Import export. 22.25 Prostitution, les filières de l'Est. 23.00 Esplanade clandestine. 23.30 L'Homme à la caméra. Film. Drige Vertov (muet). 1.00 Le Coup de grâce. Film. Volker Schlöndorff (v.o.).	M 6 19.00 Sliders, les mondes parallèles. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.10 Joyeuse pagaille. 20.35 La Famille Touvabien. 20.40 Décrochage info. Passé simple. 20.50 Aux frontières du réel. Le combat. La voie de la vérité. 22.40 Souvenirs de l'au-delà. Film. Brett Leonard. 0.35 Bookers.	FRANCE-CULTURE 20.00 Les Chemins de la musique. La forme chanson. (45). Le XIXe siècle. 20.30 Agora. Bernard Thomas. (Les Vies d'Alexandre) (1579-1934). 21.00 Liens de mémoire. Saint-Tropez. 22.10 For intérieur. Avec Jean Blos. 23.00 Nuits magnétiques. Le Maroc entre les lignes. Midi, Tanger, au café Haifa.	FRANCE-MUSIQUE 19.45 Prélude. 20.00 Concert. Festival de Montreux-Wevey. Par l'Orchestre philharmonique de Montreux. Œuvres de Bach. 22.30 Musique pluriel. 23.05 Papillons de nuit.	RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées. Maxim Vengerov, violon. Sonate n° 376, de Mozart, Golan, piano ; Concerto n° 1, de Bruch, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur ; Sonate n° 2, op. 10, de Brahms, Markovitch, piano ; Concerto n° 2, op. 129, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Rostropovitch ; Nigun, de Bloch, Golan, piano. 22.25 Les Soirées. (suite). Œuvres de Chopin, Fauré, Alkan.
---	---	--	--	--

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1 13.55 Les Feux de l'amour. 14.45 Arabesque. 15.40 La loi est la loi. 16.40 Sunset Beach. 17.30 Beverly Hills. 17.25 et 22.25 Un livre, des livres. 19.05 Le Bigli. 19.55 Le Journal de l'air. 20.00 Journal. Centenaire de l'aviation. Météo. Trafic info. 20.55 Spécial Vidéo gag. 23.15 Sans aucun doute. La guerre de Vietnam. 1.05 Formule foot. 1.40 TF 1 nuit. Météo.	FRANCE 2 13.55 Derrick. 15.00 Placé en garde à vue. 15.55 La Chance aux chansons. 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.25 et 22.25 Un livre, des livres. 17.30 Savoirs par le genre. la nouvelle classe. 17.55 Hartley, comte à vie. 18.45 Friends. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Quel est qui ? 19.50 An non du sport. 19.55 Météo. 20.00 Journal. Météo. Point route. 20.55 Quel est qui ? Jeu de massacre. 22.30 Bouillon de culture. Marguerite Duras et autres femmes inénarrables. 23.40 Au nom du sport. 0.00 Ciné-club : Spécial nuit Godzilla. Godzilla. Film. Ishiro Honda. 1.00 Ciné-club : Spécial nuit Godzilla. Film. Ishiro Honda.	FRANCE 3 13.25 Nantius. 13.40 Une mission d'enfer. Téléfilm. Frank DePalma. 15.10 Un crime ordinaire. Téléfilm. Noel Nascedo. 16.40 Les Minikettes. 17.45 Le Kadox. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 An non du sport. 19.55 Météo. 20.00 Journal. Météo. Point route. 20.55 Quel est qui ? Jeu de massacre. 22.30 Bouillon de culture. Marguerite Duras et autres femmes inénarrables. 23.40 Au nom du sport. 0.00 Ciné-club : Spécial nuit Godzilla. Godzilla. Film. Ishiro Honda. 1.00 Ciné-club : Spécial nuit Godzilla. Film. Ishiro Honda.	CANAL + 13.40 Prince Valiant. Film. Anthony Hickox. 15.05 Rock. Film. Michael Bay. 17.20 et 1.15 Tennis. US Open. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Allons au cinéma ce week-end. 21.00 The Arrival. Film. David Twohy. 22.50 Jour de foot. 23.35 La vérité si je mens. Film. Thomas Gilou.
--	--	--	---

LA CINQUIÈME ARTE

13.30 et 17.35 100 % question. 13.55 Les Lumières du music-hall. 14.25 La Cinquième rencontre. L'Europe. 14.30 Petrus, le silence rouge. 14.45 L'Enfer avec Laila Nelms, archéologue. 15.55 Les Enquêtes du National Geographic. Les volcans. 16.25 Modes de vie, modes d'emploi. 16.55 Jeunes marins reporters. 17.10 Aïf. 18.00 Va savoir. 18.30 Le Monde des animaux. Shogun. (45). 19.00 Tracks. 19.30 L'École des cailloux. 20.00 Brut. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 West Beyrouth. à l'abri les enfants ! Téléfilm. Ziad Doueiri. 22.30 Grand format. Makom Avoda. 23.50 Le Crime de monsieur Lange. Film. Jean Renoir. 1.10 Le Dessous des cartes. Norvège : le bonheur loin de Bruxelles. 1.20 Rêves en rose. Film. Dusan Hanak (v.o.).	M 6 13.35 Légende d'été. Téléfilm. George Stanford Brown. 15.10 Boulevard des clips. 16.10 Hit machine. 17.20 M 6 Kid. 18.00 Highlanders. 19.00 Sliders, les mondes parallèles. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.10 Joyeuse pagaille. 20.35 La Famille Touvabien. 20.40 Décrochage info. Politiques et rock. 20.50 Aux frontières du réel. Téléfilm. John McPherson. 22.25 Au-delà du réel. L'aventure continue. 23.20 Buffy contre les vampires. 0.15 Burning Zone. menace imminente.	FRANCE-CULTURE 20.00 Les Chemins de la musique. La forme chanson. (55). Le XIXe siècle. 20.30 Agora. Michel Braudeau (Pérou). 21.00 Black and Blue. Six trompettes françaises. 22.10 Fiction. L'Œuvre de Michel Meyer. 23.00 Nuits magnétiques. Le Maroc entre les lignes. Le rendez-vous de Marrakech. 0.05 Du jour au lendemain. Erri de Luca (Ita, mot).	FRANCE-MUSIQUE 19.05 Histoires de Liédes. 19.45 Prélude. 20.00 Concert. Cordes parallèles. Par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Christopher Hogwood, Fabio Bondi, violon. Concert de jazz. Cordes parallèles. Par le quatuor d'Henri Todier.	RADIO-CLASSIQUE 19.30 Classique affaires-soir. 20.40 Les Soirées. Gide et la musique de son temps. 23.00 Opéra. Capriccio, opéra de R. Strauss, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Sawallisch, Schwarzkopf (La Comtesse), Wächter (Le Comte), Fischer-Dieskau (Olivier).
---	---	---	--	--

La ballade du pêcheur

par Pierre Georges

IL JURA mais un peu tard... Quel effarant moment, quel étonnant mauvais roman ! Bill Clinton courait mercredi les déjeuners et les dîners en Floride, corde au cou, mine défaite, se frappant la poitrine avec toute l'affliction démonstrative d'un repentant dans son Alpe-d'Huez. Oh ! comme je regrette, comme j'ai honte ! « J'ai laissé tomber ma famille, j'ai laissé tomber mon pays, j'espère que vous et tous ceux que j'ai blessés me pardonneront pour les fautes que j'ai faites. »

Vit-on jamais plus beau, plus public, plus admirable repentir ! Bis, bis, conseillaient les conseillers. Allez, du repentir encore. Over and over ! Du vrai bon repentir, bien solide, bien humide. Du repentir à voix cassée très télévisuelle. Mouches ton nez, Bill, et demande pardon à la dame Amérique !

Le pouvoir, pour garder le pouvoir, doit-il ainsi se mettre à genoux ? Et peut-il le rester, à s'être mis si publiquement ? Tout dépendra des réserves de « compréhension et de pardon » du peuple américain. L'image pourrait paraître douteuse d'agissant de l'affaire et pourtant elle s'impose : Bill Clinton est un démocrate. Totalement nu. Menteur, pêcheur et nu, courant le pardon au bon vouloir du conseil de famille national qui aura à trancher de ce qui doit peser le plus dans la balance : le poids de la faute ou l'ampleur du repentir.

Tout cela est bien extravagant. Ou, serait-on tenté de dire, pour conforter nos clichés, bien américain. Mais ce n'est pas qu'américain, puisque cette histoire assez commune d'une liaison dangereuse est appelée à faire le tour de la planète, et même à peser sur son avenir. Ne soyons pas

dans l'hypocrisie d'affecter le plus total désintérêt pour le récit ou la plus totale indifférence pour l'affaire. Nous avons tous pris notre billet d'entrée au spectacle inouï de la Maison Blanche.

Alors, ce rapport Starr ? Eh bien, il vient, il vient. Il est arrivé mercredi au Congrès. Par livraison en camion pour ainsi dire blindé, trente-six boîtes, introduction, résumé, commentaires du procureur spécial Kenneth Starr, pièces à conviction, annexes. Tout le dossier en somme, et en deux exemplaires gardés sous clefs et verrous, dans une pièce, voyez la précision, sans fêtures. Le mystère de la chambre close !

Il est là le LE rapport. Et, déjà, avec la mine soucieuse du tourmenteur tourmenté, du Torquemada des alcôves, Kenneth Starr a fait savoir qu'il serait bon que certaines annexes ne tombent pas entre toutes les mains, tant elles comportent de détails scabreux. Ne pas diffuser dans l'intimité des familles ! Il se pourrait même qu'il y ait des passages cochons. Mais, chut, hein !, les valeurs du pays ont déjà été trop mises à mal par l'incandescence d'un mari, d'un père, d'un président.

Admirable tartufferie. On ne saurait mieux vendre la marchandise, fût-elle politique ! Huit mois d'enquête sur une affaire de cocherie, des dizaines de témoins entendus, Bill Clinton cette fois réellement menacé, et ce fameux rapport comme sous le grand manteau universel. Admirable réserve dans la chasse sans merci au pêcheur. N'allons pas ajouter l'indécence au scandale ! Kenneth Starr triomphe déjà, qui a peut-être lu Bandelaire : « Nos péchés sont têtus. Nos repentirs sont lâches ».

DÉPÊCHES

■ ESPACE : une fusée russe Zénit emportant les douze premiers satellites du futur réseau de télécommunications américain Globalstar s'est écrasée sur terre après 4 minutes 32 secondes de vol, mercredi 9 septembre. Lancée depuis le cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan), la fusée avait déjà dépassé les couches basses de l'atmosphère lorsqu'une « défaillance du système de contrôle » a coupé ses moteurs. Ce lancement, le premier d'une série de six, devait rapporter à la Russie environ 30 millions de dollars, d'après un contrat signé avec la société américaine Globalstar. — (AFP)

■ ÉDITION : Grasset est condamné pour avoir donné le titre d'une chanson de Serge Gainsbourg, *Initiales BB*, au livre de mémoires de Brigitte Bardot. Estimant qu'il s'agissait d'une contrefaçon, le Tribunal de grande instance de Paris a condamné l'éditeur, mercredi 9 septembre, à verser 200 000 francs de dommages-intérêts à la société Éditions Sidonie, qui détient les droits d'auteur de la chanson. Grasset avait déjà été condamné en mars 1997 à payer 250 000 francs de dommages-intérêts à Jacques et Nicolas Charrier pour les atteintes à l'intimité de leur vie privée contenues dans le livre.

Tirage du Monde daté jeudi 10 septembre 1998 : 493 200 exemplaires

ESSAYEZ LE DROIT AVANT DE L'ADOPTER



Le meilleur moyen d'apprécier un ouvrage de Droit est encore de le lire. Sur simple demande de votre part, tous nos DICTIONNAIRES ET CODES permanents peuvent être mis gracieusement à votre disposition pendant un mois pour consultation.

Tel. 01 40 92 36 36

ÉDITIONS LEGISLATIVES

Le médecin-chef du Val-de-Grâce détaille les conditions de l'accident de M. Chevènement

Un nouveau bulletin de santé devait être publié jeudi en fin de journée

HUIT JOURS après l'accident anesthésique qui avait provoqué un violent choc anaphylactique, Jean-Pierre Chevènement était toujours dans le coma, jeudi matin 10 septembre. Un bulletin médical devait être publié jeudi en fin de journée par l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce : on saura alors si, après la phase de choc, l'état du ministre de l'Intérieur continue à s'améliorer, comme le confient certains de ses proches. Mais il faudra attendre encore une bonne dizaine de jours pour espérer avoir un premier bilan concernant d'éventuelles séquelles neurologiques.

Après de mettre en tenue à la polémique naissante sur les conditions dans lesquelles Jean-Pierre Chevènement avait été anesthésié — libération, dans ses éditions du 8 septembre, avait affirmé qu'il n'avait pas subi de consultation préanesthésique et, qu'en outre, le curant utilisé lors de son anesthésie était un produit très allergisant, la celocaine —, le médecin-chef Yves Cudennec, médecin-chef

du Val-de-Grâce, a accordé un entretien à l'hebdomadaire *Impact Médical* (daté 11 septembre), dans lequel il fournit un certain nombre de précisions importantes. Selon le docteur Cudennec, M. Chevènement « est suivi au Val-de-Grâce depuis plusieurs années ».

« Nous disposons, ajoute-t-il, d'un dossier d'anesthésie antérieur. Il a été vu en consultation préopératoire

avec évaluation anesthésique le 30 juillet et revu en visite préanesthésique la veille de l'intervention. » Selon le docteur Cudennec, « du fait de l'absence d'antécédent allergique, en particulier lors des anesthésies précédentes, aucun test de dépistage [allergique] n'a été effectué. » Le « patron » du Val-de-Grâce précise que le protocole anesthésique comportait les produits suivants :

deux anesthésiques, le Diprivan (propofol) et le sufentanil. Le curare de synthèse utilisé était le Norkuron, qui n'est pas considéré comme parmi les plus allergisants.

Le docteur Cudennec précise en outre que l'arrêt cardiaque subi par M. Chevènement est intervenu « deux minutes après l'injection de Norkuron et donc avant tout début de geste chirurgical. La réanimation immédiate s'est faite selon les modalités habituelles dans cette situation : injection massive d'adrénaline, ventilation en oxygène pur, massage cardiaque externe et chocs électriques répétés. Une première reprise d'activité circulatoire spontanée très brève s'est manifestée vers la trentième minute. Le retour en rythme sinusal [rythme cardiaque normal] est apparu après une heure de réanimation. Les modalités de la réanimation ultérieure ont été classiquement celles d'un choc grave. »

Le médecin-chef du Val-de-Grâce explique ensuite pourquoi il a fallu attendre 36 heures pour savoir que M. Chevènement avait été victime d'un choc anaphylactique : « La famille, prévenue rapidement, a souhaité garder la discrétion. Conformément à l'éthique de notre profession, le Val-de-Grâce s'est conformé à cette demande et l'a appliquée aux communications ultérieures. » Il précise enfin que « tant que la sédation est nécessaire pour la réanimation, et en particulier pour l'assistance respiratoire, une évaluation plus fine de l'état neurologique n'est pas réalisable. »

Au cours d'une conférence de presse, mercredi 9 septembre, le ministre de la Défense, Alain Richard, a affirmé qu'il croyait que chacun avait « vraiment fait ce qu'il devait faire » lors de l'hospitalisation de Jean-Pierre Chevènement. « Heureusement, il continue à remonter la pente. Le service de santé — et il est le seul qualifié pour le dire — estime que le recouvrement de toutes ses fonctions allait encore prendre du temps. »

Franck Nouchi

Lire aussi notre éditorial page 15

A Henri-IV en grève : « Allègre doit partir »

AU PRESTIGIEUX LYCÉE Henri-IV de Paris, on n'avait jamais vu autant de professeurs en grève depuis 1968 : jeudi 10 septembre, tous les enseignants des classes préparatoires ont refusé de recevoir leurs élèves. Décidé la veille en assemblée générale, ce mouvement de grève s'est étendu aux autres enseignants du lycée, et même à certains du collège.

Le jour de la rentrée, une telle action est plus qu'un symbole : c'est une révolte. « Allègre doit partir », résume Henri Lanta, professeur de sciences économiques et sociales en khâgne. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres, c'est le décret du 30 juillet sur la baisse du taux de rémunération des heures supplémentaires. « Toutes les apparences sont réunies pour que cette action soit dénoncée comme une grève de nantis, reconnaît Henri Lanta. Nous le savons et nous en prenons le risque. Mais le coup de force des heures supplémentaires n'est qu'un élément d'un ensemble de positions et de comportements que nous contestons fondamentalement : le ministre veut aligner le système des lycées français sur le modèle anglo-saxon, celui d'un enseignement minimum qui va accentuer les

inégalités et inciter les plus favorisés à se diriger vers l'enseignement privé. Nous contestons le système éducatif qu'il veut mettre en place. »

Derrière la querelle sur les heures supplémentaires s'exprime un ras-le-bol plus profond : les enseignants du lycée Henri-IV s'élèvent contre les « mensonges », les « contre-vérités » et les « insultes » de Claude Allègre. « Nous sommes exaspés que le ministre parle de l'absentéisme des profs, lâche Sabine Morel, professeur de lettres. Ici, nous n'avons pas le temps d'être malades. » Les déclarations télévisées du ministre, prenant à témoin des chômeurs pour s'indigner de ces heures supplémentaires payées sans avoir été effectuées, passent très mal. « Nous avons un sentiment de dignité bafouée, de déshonneur et de perte de confiance totale dans le ministère, confie un professeur. Jamais un ministre de l'Éducation nationale n'aurait été aussi impopulaire dans son administration. » « La méthode Allègre, c'est le mensonge et l'insulte, c'est la mise au pas des professeurs en s'appuyant sur l'opinion publique », accuse un autre enseignant.

Alexandre Garcia

La Caisse nationale de prévoyance entre en Bourse

LE MINISTÈRE de l'Économie a annoncé, jeudi 10 septembre, l'introduction en Bourse d'une partie du capital de la Caisse nationale de prévoyance (CNP). Après six ans d'attente, les actions de la CNP, première compagnie d'assurance vie française, vont faire leur entrée à la Bourse de Paris le 6 octobre, « si les conditions de marché le permettent ». Avec un chiffre d'affaires de 111 milliards de francs en 1997, 14 millions de clients et 500 milliards de francs d'actifs gérés, la CNP détient 20 % du marché de l'assurance-vie. « C'est une étape majeure », a affirmé jeudi la CNP.

Les actions pour les institutionnels seront proposées dans une fourchette de prix entre 146 et 160 francs, selon le communiqué de Bercy. « Cette information étant donnée à titre indicatif », cette privatisation partielle fera passer la part de l'État de 42,83 % à 1 %, par la cession de 51 millions d'actions (dont 25 millions en Bourse), pour un capital total de 127 millions de titres. L'opération valorise la société entre 18,5 et 20,3 milliards de francs, sur la base de fonds propres de 14 milliards de francs fin 1997. Une augmentation de capital de 1,5 milliard de francs sera

réalisée, assortie d'une autorisation d'émission de titres subordonnés dans la limite de 3 milliards de francs.

L'opération de pré-placement a commencé jeudi. Les particuliers, qui bénéficieront d'un prix inférieur de 4 francs à celui des institutionnels, peuvent d'ores et déjà réserver des actions CNP aux guichets des banques, précise Bercy. Quelque 10 millions d'actions seront vendues dans le cadre de l'offre publique ferme (OPF) pour les particuliers, qui se déroulera du 24 septembre au 1^{er} octobre. Le prix définitif sera fixé le 23 septembre. Cette offre, pilotée par CDC Marchés (Caisse des dépôts

et consignations) comme chef de file et ABN Amro-Rothschild comme chef de file associé, pourra être augmentée de 20 %, soit 3 millions d'actions, prélevées sur le quota des institutionnels.

Parallèlement à l'OPF, 15 millions de titres CNP feront l'objet d'un placement global garanti auprès d'investisseurs français et étrangers, dirigé par ABN Amro-Rothschild et l'Union de banques suisses, via sa filiale Warburg Dillon Read, et CDC Marchés. Environ 2,7 millions d'actions seront également réservées au personnel de la CNP.

Comme prévu, la CDC deviendra le premier actionnaire de la

CNP. La Poste augmentant sa part de 17,5 % à 20 %, et le groupe des caisses d'épargne passant de 10 % à 12,5 %. Ces trois actionnaires « historiques », dont les deux principaux réseaux de distribution, signeront un protocole, également signé par l'État. D'autres actionnaires partenaires (mutuelles) entreront dans le futur tour de table de l'assureur (Le Monde du 8 septembre). Mais les pouvoirs publics restent très fermes : la CNP restera dans le secteur public. La part dans son capital ne pourra descendre en dessous de 61 %, affirme Bercy.

Pascale Santi

PEUGEOT NEUBAUER

Bienvenue dans nos Centres d'Essais 206



206 XT Premium
1611 cm³ • 170 ch • 180 km/h • 14,5 l/100 km

PARIS 01 46 22 88 88
HAUTS DE SEINE 01 47 33 37 37

SEINE St DENIS 01 49 33 60 60
VAL D'OISE 01 49 33 60 54

paringer

Fabrique à vos mesures des centaines de modèles de bicyclettes à COLOMBES ou à PIASTRES ou via nos hommes travaillant.



CREATION - FABRICATION - VENTE
121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS
Tél. : 01 46 22 22 00
12, rue de la Chapelle, 75007 PARIS
Tél. : 01 46 44 10 44

هكذا من الإلهام

al-de-Grâce détaillé
ent de M. Chevalier

LE FEUILLETON
DE PIERRE LÉPAGE
« J'apprends l'allemand »
de Denis Lachaud
et « Le Petit Malheureux »
de Guillaume Clémentine
page II

CATHERINE
VIGOURT
page III

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VII



HISTOIRE
Karl Ferdinand
Werner pourfend
le regard
des modernes
sur la noblesse
page X

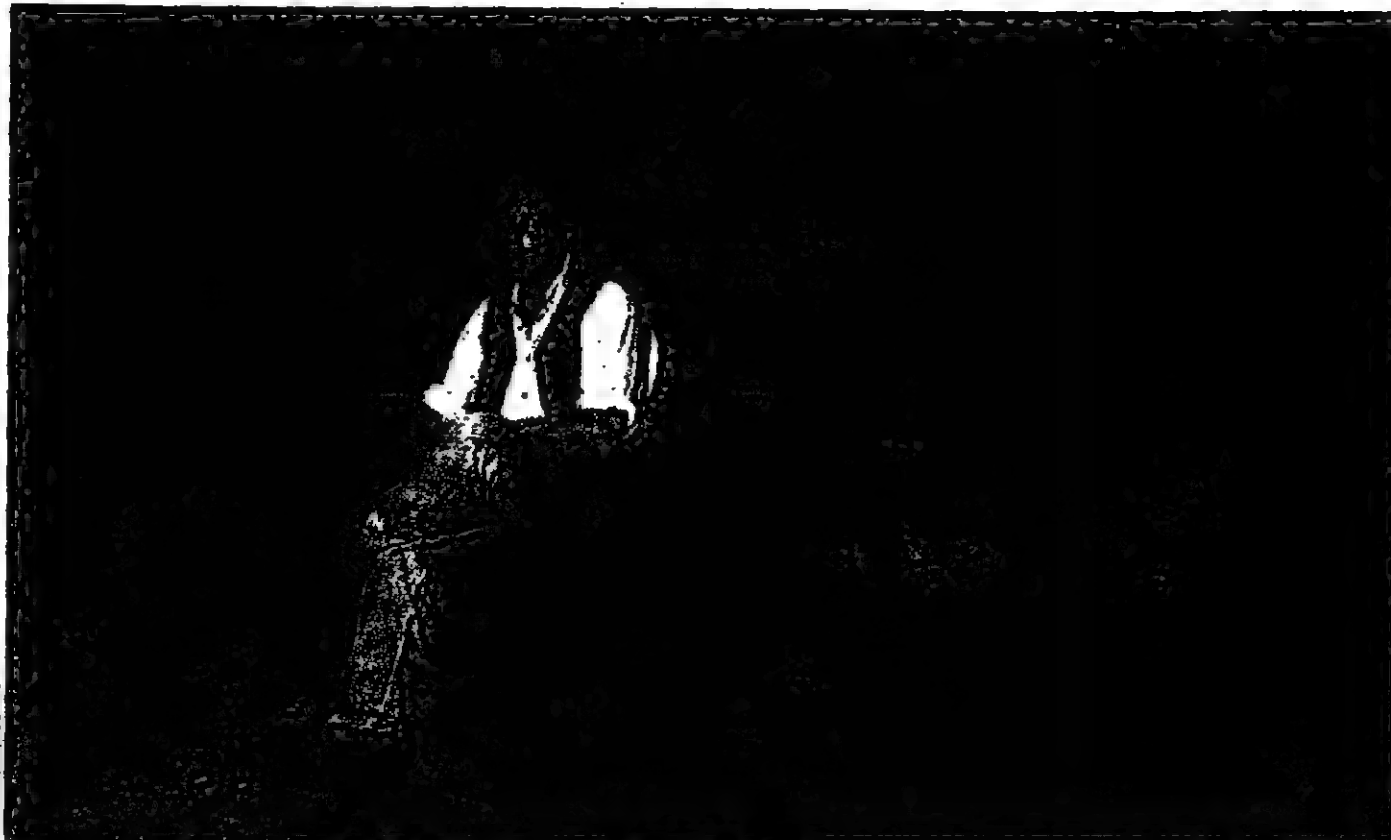
Un rat crevé. Un autre qui trotte, entre deux sacs en plastique, sur ses pattes grêles. Une paire de chaussures accrochée à la grille d'aération d'un tunnel. « C'est là que vit Lenny », souffle Colum McCann. Il montre un trou, comme un gros tendre, tapissé de cartons : « Vous voulez des cendres ? »

Nous sommes dans Manhattan, à Riverside Park. A l'air libre, le parc ressemble à tous les autres, avec ses promeneurs, ses joggeurs, ses joueurs de basket. Mais, sous terre, dans le tunnel ferroviaire qui longe l'Hudson, un dédale de cavités et de poutrelles abrite des dizaines de SDF, hommes et femmes, Blancs ou Noirs, drogués, malades, exclus parmi les exclus. « J'en connais qui sont là depuis dix-huit ans », dit McCann. Il y a même une femme qui a passé ici les huit premiers mois de sa grossesse.

Viscères et boyaux. Comme une bête monstrueuse, New York a dans ses entrailles plus de trois mille kilomètres de tuyaux - circuits d'adduction d'eau, tunnels de vapeur pour le chauffage, galeries de métro, caves à vin désaffectées... La plupart, comme celui-ci, sont habités. On dit même que le maire de la ville, Rudy Giuliani, ne serait pas fâché d'avoir fait rentrer sous terre cette cour des miracles qui lui gâtait la vue.

Il fallait un regard extérieur - celui d'un Irlandais installé à New York - pour décrire sans épitrolement cette condition inhumaine. Il fallait un jeune romancier capable d'affronter les ténèbres pour côtoyer ces hommes-tapes et leur rendre une dignité littéraire. Colum McCann est celui-là. Né à Dublin en 1965, il brise ses chaînes à vingt et un ans pour traverser l'Amérique à bicyclette. Massachusetts, Nouvelle-Orléans, Texas, Mexique, Utah,

Canada... il bourlingue, sorte de Blaise Cendrars noyé par la Beat Generation. « J'avais lu Kerouac, je voulais échapper à mon éducation "low middle class", avoir la route, me cogner aux autres », il fait mille métiers, enseigne, sert dans les bars, repointe des maisons, écrit dans les gazettes. Il croise les individus les plus déjantés, « sorciers, assassins », se prend de tendresse pour les marginaux, écoute leurs



Destins creusés

Dans les entrailles de New York, l'Irlandais Colum McCann entrecroise deux histoires : celle d'un terrassier au début du siècle et celle d'un sans-abri de Riverside Park. Et en basse continue : la misère

histoires et accumule une matière romanesque trop brillante pour ne pas tenter de devenir écrivain.

Pas tenu. Après *Fishing the Stone-Black River*, un recueil de nouvelles non traduit en français, McCann publie deux romans. Le public est rare, mais la critique applaudit. Le *New York Times* parle d'un « styliste doué semblant avoir fait vœu de ne pas écrire une ligne ennuyeuse ».

L'écrivain Jim Harrison dit ne pas avoir le souvenir « qu'un auteur de la génération de McCann [l]ait aussi profondément remué ».

Dans *Les Saisons de la nuit*, pourtant, rien n'est vraiment fait pour émouvoir. « Ce n'était pas mon rôle, je voulais observer, enregistrer les voix, faire en sorte qu'elles soient justes. Je voulais être honnête. J'avais une responsabilité et j'en

étais conscient. » A force de minimalisme pourtant, la littérature, la poésie, une certaine forme de lyrisme même reprennent leurs droits. Peut-être parce que McCann joue sans cesse des contrastes - dedans/dehors, Blancs/Noirs, obscurité/lumière, hier/aujourd'hui... - qui soulignent tout son livre. Peut-être parce que, suivant une construction savante, il entrelace deux histoires, celle de Treefrog, le sans-abri de Riverside Park, et celle de Nathan Walker, un terrassier du début du siècle, dont on suit le destin sur trois générations. Peut-être parce que le tunnel que construit Walker en 1916 n'est autre que celui où se terre aujourd'hui Treefrog - lequel est en fait son petit-fils. Peut-être enfin parce que les deux histoires

finissent par se rejoindre comme les bassins d'Exéchiad dans la Bible, et que tout le livre peut se lire comme une version moderne de cette allégorie.

« On pourrait presque dire que c'est un roman religieux, plaisante McCann. Le héros est un barbu qui se scarifie et que l'on suit quarante jours et quarante nuits jusqu'à sa résurrection... Mais toutes les interprétations sont possibles, du conte de fées au roman social, réaliste ou simplement violent. » Sans oublier la dimension historique. De 1916 à nos jours, défilent différents visages de l'Amérique. Il y a « les messieurs bien habillés qui recrutent pour la guerre d'Éthiopie ». Il y a Eisenhower qui, du fond du poste de télévision, regarde Walker « d'un air sombre ». Il y a le racisme ordinaire et le racisme à

l'envers : cette mère blanche qui, pour garder son emploi, cache son mariage avec un Noir et feint de ne pas reconnaître son fils. Il y a ceux qui dansent en l'air pour ériger les grates-ciel de la cité prospère et ceux qui s'abrutissent dans la coke. Il y a la misère, comme une malédiction qui sue de ces tunnels dont on ne voit pas le bout. « Des Noirs qui avaient lu le livre se sont demandé si j'étais blanc ou noir », raconte Colum McCann. Ça, c'est ma plus grande victoire.

Certaines écrivains ont l'oreille absolue. McCann serait-il de ceux-là ? Il y a trois ans, alors qu'il cherchait encore à placer sa voix, le jeune écrivain avait publié un pre-

mier roman, passé quasiment inaperçu, mais qui ressort en poche. Même si son auteur, aujourd'hui, le trouve un peu trop écrit (« over-written »), *Le Chant du coyote* est de ces premiers livres qui vous marquent. Ce n'est pas seulement l'histoire d'un père et d'un fils unis dans une relation d'amour-haine autour d'une mère disparue. Ce n'est pas seulement le portrait en creux de cette absence, ni la description poignante de la déchéance du père allié à l'impuissance du fils. C'est surtout - encore cette pudeur si percutante chez McCann - tout ce qui se loge dans les interstices des dialogues. Dans les silences qui pèsent comme des couvercles et dans la difficulté de « s'entendre », malgré le temps, la vieillesse, la maladie. Dans la part irréductible d'incompréhension qui persiste chez l'autre et dans la souffrance qui en découle. Dans la façon, enfin, dont le dégoût et l'amour sont désespérément liés : « C'est compliqué la haine. Haïr quelqu'un que l'on connaît vraiment, c'est forcément l'aimer, le respecter aussi. »

A New York, lorsqu'il ne hante pas les tunnels de Riverside Park, Colum McCann est attaché au *St Dymphna's*, un vrai pub dubinois au cœur de Greenwich Village. Oui, il se considère comme « un écrivain purement irlandais », même si *Les Saisons de la nuit* est à ses yeux « un roman américain ». (« Après tout, l'Américain Donleavy, dans *L'Homme de gingembre*, a bien capté quelque chose d'essentiel à la culture irlandaise. ») Il se sent l'héritier d'Edna O'Brien et de John McGahern, « cette génération qui a connu la censure et creusé le sillon pour les suivants ». Mais il se voit aussi comme « un émigré intermittent ». Sous peu, il reprendra la route. L'Italie, peut-être. Et si, comme ses terrassiers, il creuse encore son chemin dans l'obscurité, il y a fort à parier qu'il débouchera bientôt en pleine lumière.

LES SAISONS DE LA NUIT
(This Side of Brightness)
de Colum McCann.
Traduit de l'anglais (Irlande)
par Marie-Claude Peugeot,
Belfond, 326 p., 119 F.

LE CHANT DU COYOTE
(Songdogs)
de Colum McCann.
Traduit de l'anglais (Irlande)
par Renée Kérisit,
1018, 288 p., 44 F.
(Première édition : Marval, 1996)

Le chant du condamné

D'une enquête dans « le couloir de la mort », Dominique Sigaud a construit un roman abrupt et touchant

BLUE MOON
de Dominique Sigaud.
Gallimard, 148 p., 80 F.

Parce qu'elle avait lu un article qui racontait comment, le matin de leur exécution, les condamnés à mort aux États-Unis devaient remplir un questionnaire leur demandant ce qu'ils souhaitaient manger, comment ils se sentaient, Dominique Sigaud a commencé à écrire une histoire. Elle n'a pu la continuer, parce qu'elle s'est dit : « Je ne peux pas faire ça de chic. » Elle est partie à la prison de Huntsville (Texas), où elle a pu rencontrer un condamné, visiter « le couloir de la mort » et une maison d'accueil où viennent les familles, parler avec des gardes, un juge, des avocats. Elle en a gardé une impression de malaise, a recommencé à écrire, est repartie, cette fois pour Chicago, rencontrer un autre condamné à mort, d'autres avocats qui lui ont apporté un autre trouble, une autre réflexion qui sous-tendait ce roman. Car c'est bien un roman, pas un témoignage,

ni un documentaire. Ce travail préliminaire de journaliste est transformé avant tout par l'écriture, le rythme, la douceur, la froideur, des mots, des phrases. Si elle s'informe, si elle se documente, si elle voyage, c'est sans doute pour savoir comment est le monde et comment y sont les gens. On se dit qu'ensuite, après avoir observé les autres, elle se laisse prendre, elle se laisse habiter, elle se met au fond d'eux, elle se

Margaret Siber

laisse infiltrer au goutte-à-goutte du plus profond de leur cœur, de leur intimité. Sans indiscretion, sans violence, avec compassion. Pour qu'ils vivent, pour qu'ils existent, pour qu'ils basculent d'une réalité au romanesque, pour insister à ses personnages la force et la tendresse d'un imaginaire qui lui est propre et pour que la vie devienne littéraire. Il n'était pas facile d'échapper à la banalité, à l'authenticité : un jeune Noir qui tue une jeune femme blanche après l'avoir violée, et la culpabilité, la rédemption, la transformation de l'homme qui a tué et qui n'est plus le même au moment

de son exécution. Pas facile de faire surgir l'émotion. Pas facile d'abandonner cette échappée vers le magique et le merveilleux qui imprégnaient son premier roman (1) et lui donnaient son originalité. Mais il le fallait. Elle a adopté, cette fois, un ton plus détaché, plus abrupt pour cette histoire d'un homme enfermé dans sa tête d'homme autant, sinon plus, que dans sa cellule. Les chapitres s'organisent sur trois plans, trois périodes qui s'entrecroisent : le récit, à la première personne, du meurtre commis vingt ans auparavant par Aaron Robbins (le moins convaincant car trop prévisible), les quelques heures qui précèdent son exécution (séquences plus fortes), et surtout les derniers mois de sa vie en quelques cauchemars, quelques visages : son avocat, un prêtre, son père, sa femme, et la mémoire, et le temps. Ce temps nié, ce temps à la fois infini et irrémédiablement bref, tranché, sans espérance véritable où la vie et la mort ne font qu'un. Le condamné se vit tout. Personne ne peut vraiment l'arracher à cela qu'il porte en lui. Ni son avocat, qui ne

sait comment aborder cet homme qui lui échappe totalement dans son étrangeté, et qui poursuit son travail, car c'est sa seule certitude, sa seule vérité. Ni le prêtre, qui a appris à lire à ce prisonnier de vingt ans qui a violé et tué une femme alors que lui n'en a jamais touché aucune et qui est arrivé à la prison, en même temps que lui, et au même âge. Le prêtre que la foi ne peut sauver de sa désespérance et de ses incertitudes. Le prêtre qui a aimé cet homme comme Dieu est amour, dans sa religion. Ni le père, enfermé dans un mensonge atroce, dans un crime enfoui dans sa respectabilité de pasteur, perpétré contre ce fils, qui va mourir, et qui lui dit dans sa douleur et dans sa rage, avec un sourire qui s'efface comme il gonfle le reste : « Je me suis trompé de meurtre. » Ni la femme qui a été sa femme et a porté son enfant qu'il n'a jamais vu et qui à son tour a atteint ses vingt ans. La femme qui vient tard, trop tard, mais qui pourtant tisse une sorte d'amour qui le relie au temps écoulé. On pourrait appeler cela le pardon.

(1) *L'Hypothèse du désert* (Gallimard).



L'APPRENDIS L'ALLEMAND
de Denis Lachaud.
Actes Sud, 208 p., 98 F.

LE PETIT MALHEUREUX
de Guillaume Clémentine.
Ed. Le Serpent à plumes, 186 p., 95 F.

Le bal des débutants

À chaque rentrée, la famille littéraire se penche avec tendresse et inquiétude sur la dernière couvée, les romanciers débutants. Elle l'ausculte, la mesure, la palpe. Il y a moins d'oisillons cet automne que l'an dernier et ils sont plus maigres, plus mâles aussi que femmes et plutôt trentenaires que post-adolescents, provinciaux davantage que parisiens. Ces considérations vagues, statistiques reposent sur une croyance : l'histoire littéraire ressemble à l'histoire naturelle : dans la comptée de la couvée 1998, on pourrait lire, comme d'autres dans le marc de café, quelques traits de l'avenir tendanciel du roman français.

Nous savons bien qu'il n'en est rien. La sélection de premiers romans qu'opèrent les éditeurs ne doit rien à la nature. Il y entre des paramètres esthétiques, commerciaux, sociaux, qui excluent que les premiers romans soient un reflet de ce qui s'écrit aujourd'hui chez les apprentis écrivains de la francophonie. Ou un pari sur la littérature de demain. Globalement, ils se contentent de donner une vision filtrée et ordonnée de l'air du temps tel qu'on le respire chez les directeurs littéraires. Rien à voir avec ce que sera ou ne sera pas le roman français de demain.

Il est par exemple probable que Denis Lachaud écrira d'autres livres ; peut-être même ce comédien et metteur en scène de théâtre deviendra-t-il un jour écrivain. *L'apprendis l'allemand* est un livre prometteur. Il raconte l'histoire d'une famille allemande, les Wommel, qui s'est installée en France à la fin des années 60. Horst, le père, né en 1942, Katarina, la mère, de cinq ans son aînée, et les deux fils, Max et Ernst, nés en France, élevés dans l'usage exclusif de la langue française, demeurent citoyens d'un pays dont on ne leur parle jamais. Car l'Allemagne est interdite de séjour chez les Wommel, comme le passé : un vide, scrupuleusement entretenu. Jusqu'au jour où Ernst, entrant au collège, choisit d'apprendre l'allemand en première langue. L'apprentissage linguistique va lui ouvrir le chemin de son passé familial. Il va découvrir son grand-père, ancien de la Wehrmacht, vieux fasciste tranquille, ne regrettant rien sinon la défaite et l'humiliation des vaincus. A tous ceux qui ne peuvent survivre que par l'amnésie, le silence, le culte exclusif de l'avenir et l'irresponsabilité, il va opposer sa quête d'une mémoire totale prenant en charge jusqu'à l'horreur. Seule manière pour lui de devenir un Allemand à part entière, de cesser d'être un étranger dans son propre pays, comme le sont encore tant d'Allemands.

Le thème est fort. Denis Lachaud le traite avec une rigueur qui ne nuit pas à la subtilité. Le personnage d'Ernst, sa fragilité, son acharnement à surmonter ses faiblesses et ses traumatismes sans jamais trahir ce qu'il est, l'accent tenu mais pudique porté sur son ho-

Les premiers romans n'échappent pas à l'air du temps... « minimalistes ». Alors que Denis Lachaud publie un court récit sur un thème ambitieux, celui du passé familial qu'un jeune garçon reconstruit à travers l'apprentissage de l'allemand, Guillaume Clémentine fait ses gammes avec un personnage sans intérêt.

mossexualité, ses rencontres et ses dialogues avec les anciens nazis et avec la génération suivante, celle des muets, la visite guidée au camp de Dachau avec les questions naïves et monstrueuses des touristes, tout cela est écrit avec justesse. L'effort nait de la retenue, de la simplicité et de l'exactitude. Le sentiment est une conquête de l'absence d'effet, de la lucidité, du juste poids de la parole.

Le roman est construit en chapitres très courts, deux ou trois pages. C'est parfois Ernst qui parle, d'autres fois Max, le frère aîné, que son cadet horripile. Ces changements d'optique donnent au récit du mouvement et de la profondeur. Il aurait été possible d'en jouer davantage, de mieux éclairer les personnages secondaires, le père et son enfance dévastée, la mère et son enfance américaine rapidement résumée en quelques lignes, Max et son désir obtus, acharné à ne rien voir, ne rien comprendre qui puisse altérer le cours normal d'une existence bourgeoise. Rolf le correspon-

dant allemand, et ses parents, et son oncle qui affiche comme un défi sa liaison avec un juif homosexuel. Lachaud a inventé tout un monde passionnant, romanesque, qu'il a laissé à l'état de silhouette. Choix esthétique peut-être, volonté de bien serrer le livre autour d'Ernst en laissant au lecteur le soin de combler les ombres. Mais plus certainement effet de trac, recul devant l'entreprise d'un roman plus vaste, plus multiple, plus complexe.

C'est là où l'on rejoint l'air du temps - ou plus exactement l'image qu'en donne l'édition. Un petit livre, deux cents pages maximum avec beaucoup de blanc, c'est un risque moindre : moins coûteux, moins impressionnant, moins compliqué en apparence, moins risqué. Si l'auteur a beaucoup de choses à dire, comme Denis Lachaud, c'est tant pis. Cette timidité, cette propension à alléger se retrouvent, sans surprise, dans l'écriture. Dans une peur certaine à se lancer dans l'aventure de la phrase. Sujet, verbe, complément, c'est la ceinture de sécurité. Avec des propositions indépendantes qui se juxtaposent. Lorsque Denis Lachaud échappe à cet asthme minimaliste si répandu, si contagieux et d'une rhétorique aux effets si limités, il montre qu'il sait faire des phrases qui ne ressemblent pas à des scripts de cinéma. Il en écrit qui mélangent, qui jouent, qui accumulent, qui passent les frontières du dedans et du dehors, qui soufflent le chaud et le froid et qui prennent des couleurs. Mais le plus souvent il n'ose pas. Pas encore.

Guillaume Clémentine n'a pas cette timidité-là. Au contraire. Chez lui, le monologue se fait volontiers bavard, satisfait de ses propres volutes et des espérances de sa dialectique. Clémentine doit également être créditée d'une audace littéraire, celle d'avoir écrit tout un roman sur un personnage sans intérêt. Il est vrai qu'il partage cette audace avec une cohorte de romanciers débutants. L'air du temps encore, le syndrome du rien. Des petites vies grises, des sentiments au ralenti, des aventures minables ponctuées par la figure

emblématique de la masturbation. C'est fou ce qu'on se masturbe dans les premiers romans de cette rentrée ! Lachaud lui-même n'échappe pas à l'épidémie. Quant à Houellebecq, il élève, nul ne s'en étonnera, l'onanisme au statut d'objet théorique.

Guillaume Clémentine a donc eu pour héros un personnage nul. Il lui a même donné son prénom, Guillaume, c'est généreux. Guillaume est écrivain et fier de l'être, solitaire, mal embouché, venimeux, méchant. Un porc satisfait, sûr de ne pas valoir grand-chose, mais indigne de sa médiocrité par la médiocrité de ceux qu'il rencontre : les esclaves du travail, les esclaves de l'amour, les rats de la réussite sociale, les radicaux de la culture. N'allez pas croire pour autant que Guillaume soit un ému de Molloy, le clochard césiste de Becker, le décapé d'humanité, le job de notre fumier existentiel. *Le Petit malheureux* n'est pas tragique ; la tragédie suppose un combat avec les dieux et le destin, perdu d'avance. Le destin de Guillaume tient tout entier dans la taille de son sexe, qu'il estime insuffisante.

Comment écrire un roman autour d'un zéro à qui, par définition, rien ne peut arriver ? Guillaume Clémentine n'apportera pas la réponse. *Le Petit malheureux* n'est pas un roman, Clémentine n'essaye même pas d'en écrire un. Une suite de sketches plutôt, reliés entre eux par le nom du personnage qui les anime. C'est l'esthétique du petit théâtre de Philippe Bouvard appliquée à la construction du récit. On voit bien ce que l'auteur veut dire : son héros n'a pas de vie, que des lambeaux - Guillaume dans le métro, Guillaume et les gros seins, Guillaume chez les casseurs, le dimanche de Guillaume, Guillaume chez les petits bourgeois, etc. Pour servir de contrepoint à ces sept tableaux, deux récits de rêves éveillés qui les encadrent. Dans le premier, le plus réussi, le plus défilant, Guillaume, qui est un fan du Tour de France - le spectacle télévisé de ces garçons qui se défourent pendant qu'il boit ses bières le met en joie -, imagine qu'il est un champion de la « petite reine » enlevé par Saddam Hussein pour favoriser la victoire d'un musulman aux championnats du monde. Une fantaisie bien menée. Dans le second rêve, l'auteur, histoire de rappeler que son personnage a conservé dans un coin de son être recuit une minuscule fleur bleue, le fait fantasmer au sujet d'une pure et belle jeune fille rencontrée à un stage de dactylographie de l'ANPE où il s'est par chance égaré. Violons, caresses et cœur brisé. Quand, éreinté par la belote, flaps au mauvais whisky, le fidèle représentant de notre déshérence contemporaine rentre au logis, il retrouve le fantôme d'une vie rêvée.

Guillaume Clémentine, comme Denis Lachaud, a trente-quatre ans et pas mal d'abattage. Il doit savoir tenir sa place dans une conversation de bistrot, entre copains. De la verve, de l'œil et du verbe, des bons mots, de la vivacité, ce qu'il faut de cynisme et de magie pour ne jamais paraître dupe. Tous des salauds et des imbéciles, moi le premier. De quel ton son lecteur pendant cent pages peut-être, mais pas davantage.

version originale

La longue nuit de Faraj Bayrakdar

Lire et relire pour ne pas oublier. *Ni vivant ni mort*, le recueil de courts poèmes publiés par les éditions Al Dante confie cette mission au lecteur (1). Ne pas oublier Faraj Bayrakdar, emprisonné en Syrie depuis plus de dix ans. Ne pas l'oublier malgré l'opacité du système carcéral syrien. Et surtout ne pas désespérer, en dépit des nouvelles alarmantes relatives à la santé du détenu qui ont filtré au cours des dernières années.

Avant la prison, chaque fois que nous veillions, je disais :
"C'est une nuit de la vie."
Mais maintenant, chaque fois que je veille, je dis :
"C'est une vie de la nuit..."

La nuit du poète, né à Homs en 1951, a commencé en 1987, après une première arrestation, une première arrestation, trois ans auparavant. Ecrivain et journaliste, il est arrêté pour son activité au sein de la Ligue d'action communiste, un groupe d'intellectuels en majorité alaouites, la communauté du président syrien Hafez El Assad, et qui s'est constitué au cours des années 70 à partir de cercles de discussions et de débats. Interdit en Syrie, la Ligue a notamment critiqué avec constance la politique menée au Liban par les autorités syriennes. Avant son arrestation, Faraj Bayrakdar s'était fait

connaître comme poète en animant des soirées littéraires à Homs et en publiant un petit journal intitulé *Deux recueils de poèmes, Et tu n'es pas seul*, en 1979, et *Une nouvelle danse dans l'espace du cœur*, en 1981. Ces deux livres avaient été publiés à Beyrouth. Dévenu au secret pendant plus de six ans, l'écrivain a été soumis aux « traitements » en vigueur en Syrie dans la terrible prison de Palmire.

Jugé en octobre 1993 par la Cour suprême de la sûreté de l'Etat, il a été alors condamné à quinze ans de prison. Il est détenu depuis dans la banlieue de Damas, dans la prison de Saidnaya, où il est autorisé à recevoir une visite une fois par mois. Prisonnier d'opinion adopté par Amnesty International, par le Comité international contre la répression (2), ainsi que par le Pen Club, Faraj Bayrakdar a suscité un mouvement de sympathie auprès de nombreux écrivains français. Un appel de personnalités syriennes en faveur de sa libération a été également lancé en avril.

Ses amis espéraient que la publication de ces poèmes, traduits par l'écrivain marocain Abdellatif Laabi et préfacés par Michel Deguy, coïnciderait avec la visite en France du président syrien, en juillet. Depuis le début des années 80, en effet, les vagues de libération de prisonniers politiques se sont succédé à un rythme encourageant en Syrie. Plus sensibles que par le passé aux demandes des chancelleries et des organisations de défense des droits de l'homme, les autorités syriennes ont entretenu les portes des geôles.

Entrouvert seulement. Plus de cent trente militants de la Ligue d'action communiste restent à ce jour détenus. Certains d'entre eux sont emprisonnés depuis plus de quinze ans. Lors de la dernière grande vague de libération, en mai, avant la visite présidentielle, ce sont en majorité des anciens militants islamistes qui ont été libérés.



« Essai de compréhension la nuit et si d'aventure le silence frappe à la porte ne l'en fais pas lève-toi et sors s'il n'y a rien écrit sur le mur. Sire désespéré va dire à tout seigneur que la cellule n'est pas plus étroite que sa tombe. Elle n'est pas plus étroite que sa vie. Cela si jamais l'ère du silence à accueillir sa charité la où il sera foué aux pieds jeté en pâture à l'histoire »

Une chaîne douloureuse peut parfois unir les écrivains. Faraj Bayrakdar avait consacré un long texte à un poète irakien emprisonné au début des années 70. Abdellatif Laabi, son traducteur en français, a lui aussi connu l'enfer-

Arrêté en 1987 pour son activité au sein de la Ligue d'action communiste, le poète syrien a été condamné, en 1993, à quinze ans de détention. Volé à la réclusion, ses mots, ses poèmes nous parviennent

le premier pour avoir jusqu'au bout les autres le deuxième pour se haïr lui-même jusqu'au bout.

En 1993, devant la Cour suprême de sûreté de l'Etat, Faraj Bayrakdar avait longuement plaidé pour la liberté. Dénonçant la torture et l'arbitraire, il avait conclu son intervention par les mots qui ouvrent le recueil *Ni vivant ni mort* : « La liberté qui est en nous est plus forte que les prisons à l'intérieur desquelles nous sommes. » « Le poète, écrit Michel Deguy dans sa préface, c'est un homme qui parvient à ne pas être emmuré vivant, mais à vivre comme un emmuré. Qui renverse l'assourdissant en exclamations ; qui en sort avec sa voix, qui perce le mur avec sa langue, et sa main trace sur le mur extérieur de la prison d'un message une inscription visible à beaucoup, et sa main elle-même apparaît écrivain libéré. » Pour Faraj Bayrakdar, le temps est pourtant compté.

Gilles Paris

Volé à la réclusion et aux séances d'interrogatoire, les mots sont ceux du témoignage. Autour du prisonnier gravitent les personnages du quotidien, ceux qui apportent la violence : le gardien, le tortionnaire.

Le bourreau, lui, a deux cœurs, mais, au Maroc, de 1972 à 1980. Mieux que personne, il pouvait embrasser la double obsession de la liberté rêvée et de la cellule imposée qui marque les textes du poète syrien, composés entre 1987 et 1993. Les poèmes de Faraj Bay-

(1) *Ni vivant ni mort*, de Faraj Bayrakdar. Traduit de l'arabe par Abdellatif Laabi, préface de Michel Deguy, éd. Al Dante (10, rue Thiers, 13001 Marseille), 54 p., 80 F.

(2) Comité international contre la répression, 7, avenue Berlioz, 93270 Sevran.

VOUS CHERCHEZ UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.71.85
Fax : 01.42.88.41.67

LE SERPENT À PLUMES
donne le coup à l'envie des rencontres culturelles de l'Esprit Libre - Guillaume Clémentine du Printemps-Haoussmann
Rencontre avec les auteurs de la collection
Serpent à plumes
Ed. Le Serpent à plumes

HOUELLEBECQ
sera aux
CAHIERS DE COLETTE
le samedi 12 septembre
à partir de 16h30
pour signer son roman
Les particules élémentaires
Ed. Flammarion
23-25, rue Rambuteau, Paris 4
Tél. 01.42.72.85.06

50 من الإجمالي

Vigourt au carrefour d'elle-même

Derrière le masque rassurant de la nouvelle, un étrange roman où perce le désir de l'écrivain : mettre en lumière toute la violence de la vie

LE PARADIS POUR TOUS
de Catherine Vigourt.
Stock, 264 p., 120 F.

Un premier roman, trop appliqué ; un livre de nouvelles qui la plaçaient dans le champ des expertes de la forme brève et où l'on reconnaissait la justesse de son écriture d'instinct ; un roman enlevé, drôle, décalé, très provocant derrière son air « de ne pas y toucher » (1) ; et voilà qu'arrive le quatrième livre de Catherine Vigourt. Des nouvelles qui finissent par constituer un seul récit, sans pour autant devenir chapitres de roman, des petits tableaux en forme de paraboles, une méditation sur les vertus et les péchés capitaux (chaque texte en symbolisant un). Voilà qui paraît bien complexe et qui est, à la lecture, limpide, plaisant, étonnant.

Le défi n'était pas aisé. La construction d'histoires emblématiques, pour faire réfléchir sur vertus et péchés, doublées d'échos romanesques, avec des personnages se retrouvant dans plusieurs récits, pouvait vite tourner au procédé, au jeu subtil auquel on se prend soi-même en écrivant. Mais le pari est réussi. Catherine Vigourt a su casser le cadre de la nouvelle tout en le respectant et construire un étrange roman, dans lequel elle donne libre cours à l'acuité de son regard, à son sens de la formule, à sa manière de décrire la comédie sociale, avec une ironie douce qui est au fond une critique très radicale. Ne pas manquer, surtout, « Les Deux Mamelles », la veillée funéraire, par deux femmes, d'un homme qui, pendant quarante-deux ans, a fait régner la tempérance, l'économie, la sagesse sur sa famille. Soudain, un mille-feuille, un petit gâteau de rien du tout, montre que la vie est la plus forte. De même, « Filles de l'homme », sorte de pivot de tout le livre, puisqu'il réunit deux femmes



qui sont les protagonistes de plusieurs autres nouvelles, est l'une des choses les plus délicates qu'une femme ait écrites sur les amours entre deux femmes. Deux personnes qui n'ont rien à déclarer, mais tout à découvrir, qui ont peur de quelque chose d'inconnu et de trop connu à la fois, aiment ce moment où « une dernière pudeur tombe », une réticence involontaire de la peau, et savent qu'en se penchant « au-dessus d'un vide dé-

quelque chose dit que Vigourt a un autre désir, mais qu'elle n'ose pas encore sauter le pas. « On oublie vite comme c'est violent, la vie », écrit-elle dans le plus beau des textes, le dernier, « Le Corps sur la main ». Oui, « on » oublie. Mais pas les écrivains, précisément. Ils sont là pour la dire, cette vie, l'explorer, la mettre en lumière, faire éclater la vérité. Derrière le masque de la forme qu'elle a choisie pour se protéger – cette mosaïque de récits –, Catherine Vigourt le sait déjà, le veut déjà. Dans *Le Paradis pour tous*, on peut repérer les amorces de ce désir, mais elles sont suggérées, en passant, comme si elle avait peur que le lecteur ne vienne frapper à sa porte pour lui demander : « Et alors ? »

Femme lucide, Catherine Vigourt a compris – et sans doute a-t-elle voulu à la fois le cacher et l'exhiber dans ce livre – qu'elle était comme au carrefour d'elle-même. Mais elle sait que le choix est effrayant. Soit elle publie chaque année un « paradis pour tous » et s'installe dans le talent tranquillement reconnu, le succès d'estime, voire, soudain, le succès public, soit elle plonge dans une chose dont aucune « règle de l'art » n'arrive à minimiser la violence et le mystère : la littérature – ce qui veut dire : navigation dangereuse, nécessité de tenir contre la malveillance et autres chausse-trappes. Mais on sent qu'elle a envie de s'élever de ce côté-là, elle qui voit si bien « la vie, une feuille de papier posée en plein vent sur la pointe d'une pyramide ». Elle sait donc qu'il faut se mettre en danger, au risque de se faire un peu mal parfois, pour passer du plaisir d'écrire des livres à la jubilation de construire ce qui pourrait devenir une œuvre.

Josyane Savigneau

(1) *Ariane*, Presses de la Renaissance, 1990 ; *Pense à Tolstoï*, Flammarion, 1996 ; *La Vie de préférence*, Flammarion, 1997.

Couple, corps et âme

Claude Mourthé conjugue plaisirs des sens et mysticisme pour clore sa trilogie

SOUDAIN, L'ÉTERNITÉ
de Claude Mourthé.
Ed. du Rocher, 172 p., 89 F.

Débutée avec *La Perspective amoureuse*, poursuivie avec *Un état de mélancolie*, la trilogie de Claude Mourthé s'achève de la façon la plus inattendue avec ce roman dont le titre résume les paradoxes du sujet des trois ouvrages, soit la rapidité et l'imprévu qui président à la naissance d'une passion, et son évolution en un amour sans fin qui, pour ne rien négliger de ce qu'il a de physique, n'est pas dépourvu de mysticisme. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que dans cette fresque de la vie des couples, le mythe de don Juan paraît comme ces scènes, au théâtre, qui semblent secondaires et dont tout dépend.

Comme il en est toujours chez Mourthé, qui va de la banalité à l'originalité, du commun à l'absolu, l'histoire est simple. A leur entrée dans le troisième âge, Pierre et Anne « ont brusquement décidé de goûter à la religion ». Il fait retraite à la Trappe. Bien que moins attachée que lui à la foi, elle s'installe chez les visitandines. Ils s'écrivent, échangent des étonnements venus de leur nouvelle vie et de la satisfaction émerveillée qu'ils en ressentent. Mais, peu à peu, les souvenirs prennent place dans leur correspondance. Anne, qui ne rend rien de leur passé, découvre en elle un amour de Dieu qu'elle ignorait. « Nous ne pouvons être que de pauvres servantes soumises », et répond par l'humour au « donjuanisme naturel » de son mari. Pierre, après un enthousiasme de néophyte, quitte sa retraite « complètement démunie », désemparé, mais lui aussi avec l'arme de l'humour quand il répond à sa femme qui, du Carmel, essaie de le soutenir : « J'aurais

presque envie d'entrer en religion... Ah ! c'est vrai : j'ai déjà essayé. Et échoué. » L'échec de l'amour humain est un autre thème très donjuanesque que Mourthé a développé dans ses deux précédents romans. Le problème de la foi s'y ajoutant. Il trouve ici deux conclusions. Anne meurt sur ce vœu : « Que la pensée de mon entrée au ciel l'empêche d'aller, puisque je pourrais l'aimer encore davantage. » Pierre, que son retour dans le siècle n'a pas comblé, meurt à la Trappe, où il est revenu pour finir sa vie en oblat qui n'est pas sans parenté avec le Huysmans d'*En route*, partagé qu'il est entre terre et ciel, ne pouvant oublier que sous le « scapulaire se cachent un corps et un cœur de femme » et « l'image de ce Dieu que je n'arrive pas à saisir ».

Si l'on retrouve dans ce roman le talent qu'a Mourthé de glisser de la gravité à l'ironie, de faire passer un thème austère pour l'humour, d'évoquer sobrement le plaisir des sens et les rigueurs d'un mysticisme tendant à l'absolu – de belles pages sur les châtiments physiques traduisant à la fois le désir charnel et la repentance –, il faut en souligner la construction à trois voix. Aux deux, épistolaires, s'ajoute celle de la fille du couple. Détenante, après leur mort, la correspondance de Pierre et d'Anne, elle en, décrypte le cheminement de vies qu'elle a un temps partagées sans en recevoir l'amour qu'elle en attendait, et c'est un contrepoint à celui que, dans leur retraite, ont vécu ses parents. Personnage d'apparence secondaire, elle est le lien entre le lecteur et cette aventure spirituellement tardive. Il n'est pas facile de maîtriser de façon romanesque, sans pathos ni mièvrerie, ce conflit des corps et des âmes, cet itinéraire tortueux du relatif à l'absolu. La réussite est parfaite.

Pierre-Robert Leclercq

Retour à Baïgora

A partir du journal de son grand-oncle, Anne Wiazemsky ressuscite la vie de ses lointains parents pendant quelques saisons d'une Russie blanche

UNE POIGNÉE DE GENS
d'Anne Wiazemsky.
Gallimard, 242 p., 98 F.

Anne Wiazemsky n'avait jamais évoqué, jusqu'à présent, ses ancêtres russes. Avouant, au début de son nouveau roman, n'avoir aucune vocation particulière pour la nostalgie, avoir toujours été exaspérée par l'expression « chercher ses racines », elle ne songeait, elle, qu'à les inventer dans son propre soi. Mais, un jour – et c'est le point de départ de cette *Poignée de gens* –, un certain Vassili Vassiliev, qui se dit ami de sa famille, lui apporte le journal que son grand-oncle, le prince Vladimir Belgorodsky, a tenu pendant deux ans, avant d'être assassiné dans sa propriété de Baïgora, le 15 août 1917. Ce journal a, bien sûr, le don de stimuler son instinct d'écrivain, d'animer son désir de ressusciter la vie de parents lointains pendant quelques saisons d'une Russie blanche. Anne Wiazemsky va-t-elle se contenter d'une simple broderie idéalisée, romancée autour des pages de ce journal ? Non. Car – et c'est ce qui fait le charme inquiet, trouble, de cette *Poignée de gens* –, Anne Wiazemsky, loin de toute mythification à rebours, de toute tentation de folklore commémoratif, garde une sorte de distance médusée, intriguée, presque réticente parfois, face à un monde révolu qu'elle tente de reconstruire. Et la compréhension, l'empathie presque tremblante avec ses « personnages », ne se révèle qu'un peu tard, que l'on découvre, sur le tard, que l'on ressemble, trait pour trait, à un parent méconnu. La fascination titubante – elle tourne autour de son modèle comme pour vérifier la justesse et la cohérence de son imaginaire –, son désir secret d'identification la portent, avant tout, vers sa grand-tante Nathalie,

qu'elle imagine, à la veille de son mariage avec le prince Belgorodsky, comme une femme à l'audace fragile et ingénue qui déconcerte son entourage par sa jeunesse, et trouve par instants le ton « matresse de Baïgora », son domaine désormais, un des plus évolués et raffinés de la Russie centrale, dont le prince a entrepris de faire un « lieu créatif ». Nous sommes apparemment dans un éden bucolique, au milieu du pays rose et blanc de la steppe fleurie.

VIBRATIONS CONTENUES

Mais le bonheur est surtout – les éléments historiques s'insinuant dans le récit avec une sorte de discrétion tragique – un désir de vivre, une courtoisie, un exorcisme, une amie blanche contre la menace des tourments et la conscience de la désintégration de la Russie, à cause de la guerre contre l'Allemagne et de la propagation des émeutes révolutionnaires. La placidité souriante du prince, sa dignité implacable sont, en fait, l'unique moyen de réussir à défer les agitations moscovites qui réclament le partage immédiat des terres. Et l'insouciance de Nathalie – elle refile, alors que les granges sont incendiées, *La Princesse de Clèves*, joue avec un fanatisme de douceur, pendant des heures, au piano – est la seule manière de faire tenir ensemble les éléments d'un décor dont les bases sont déjà laminées. L'abandon au désespoir, l'exhibition de la détresse – lorsque Nathalie, après avoir vu le massacre des biches dans l'enclos, se précipite vers la rivière, pour y mourir, peut-être, avant de demander pardon pour avoir, ne serait-ce que furtivement, manqué de foi dans la vie – sont une faute de goût, une inélégance coupable, une entorse étouffée à la politesse face au monde et à la création.

Car, ici, tout est une question d'allure, à laquelle s'accorde naturellement Anne Wiazemsky grâce

aux vibrations contenues, au contrôle frémissant de la phrase, au ton d'impassibilité secrètement ardente de la narration. D'ailleurs, au moment où les paysans en furie envahissent le domaine, Nathalie et le prince marchent vers eux comme s'ils allaient à la rencontre d'invités. Et Anne Wiazemsky montre très bien, par la rapidité presque irrédelle des séquences, la violence du tourbillon noir qui les soulève du sol, les arrache pour toujours à leur domaine, à leur passé. Pour mieux cerner la vérité, au moment des scènes terribles à la gare de Volossovo, et comme pour ne pas se laisser déborder elle-même par une émotion rétrospective, Anne Wiazemsky fait appel à des rapports de police, à des articles de journaux de l'époque. Ce n'est que plus émouvant, peut-être, est le moment où la narratrice, gagnée à son insu par la nostalgie, entreprend de retrouver aujourd'hui le domaine de Baïgora, comme pour se donner un leurre de racines, l'illusion d'une terre ancestrale. Mais elle ne comprend rien à ce paysage de campagne impropre à la belle cerisaie perdue, et les ultimes vestiges de Baïgora ont été retirés, « pour raisons esthétiques ». Pas question, pourtant, de s'apitoyer ; elle constate, avec l'ironie définitive qui sied aux Belgorodsky, la pertinence de la formule : « Du passé, faisons table rase. » Et au terme de ce beau livre, le plus sensible, sous son apparence romanesque, d'Anne Wiazemsky, elle lance un dernier regard, de respect triste, d'abdication tranquille et désenchantée devant les lois de l'Histoire, vers cette poignée de gens, sa famille, que, le temps de deux saisons, dans un coin de Russie centrale, elle a réussi à nous faire aimer.

Jean-Noël Pancrazi

Fièvres romanesques

Sur les traces de l'athlète Milos et de l'esthète Srđjan, Patrick Besson dessine une fresque chatoyante qui conduit dans les cénacles parisiens du XIX^e siècle

LES FRÈRES
DE LA CONSOLATION
de Patrick Besson.
Grasset, 310 p., 129 F.

Ces amies-là, c'est en Grèce que s'illustrent les héros à fièvres romanesques, gens de plume et panache, « brigands de la pensée ». Byron, poète insoumis qui arborait « un tempérament de droite et des idées de gauche » (Gabriel Matzneff), y mourra avant d'avoir participé à la victoire finale des insurgés grecs auprès desquels il combattait pour les aider à se débarrasser du joug des Turcs, dont il était l'ami. Attentif par le virus philhelléniste, Victor Hugo signera *Les Orientales*, où l'enfant grec réclame « de la poudre et des balles », et où le Danube en colère « entend gronder la bataille ».

Nullément dépayssé par ce folklore de bravades, cette traque des héros à la parure d'un romantisme idéologique d'Angleterre, chez Homère et s'arrangent pour rentrer à Londres bronzés, Patrick Besson, lui, caracole dans les pas d'un Serbe qui s'est engagé pour venger sa femme Theodora, violée, éborgnée et violée de nouveau par l'émir Ben Kourli. Athlète mercenaire doté d'une moustache qui lui donne l'air d'un gogard de Napoléon, Milos revient triomphalement à Belgrade, calmant en chemin sa crampes d'assassin dans le lit d'une Roumaine en robe de mariée, qu'il abandonne, repri, le lendemain matin. Il y retrouve son jeune frère Srđjan, poète en herbe à la « grâce troublante ». Le temps d'embrasser sa mère, de tressailler une servante, d'avalier une bouteille d'eau-de-vie et de danser chez les Triganes, et voilà Milos en route avec Srđjan pour Paris : ils sont invités par Milena, une cousine qui en pinçait pour Milos et qui, par dépit, a épousé un aristocrate cynique, le comte Léonor de la Renardière.

A l'aise dans une veine romanesque qui fit la fortune d'Alexandre Dumas, mêlant impudemment personnages réels et héros fictifs, entraînant allègrement son lecteur de fièvres en salons, de conquêtes en passions, Patrick Besson orchestre alors une fresque chatoyante qui nous mène des cénacles d'un Paris où s'opposent le Faubourg et le Boulevard, le vice et la vertu, grisettes et femmes fatales, artistes et rufins, à un bled du Maine (Biais-Unité) qui voit Milos jouer les chasseurs de primes pour le compte d'un pasteur luthérien. Dans cet « énorme machin historique avec du vocabulaire et des couleurs », des festins et des balades, des complots, des cavales et des coucheries, qu'on soit bon ou méchant, dragueur satisfait ou pâmé « plus sensible de la tête que de l'entrechasse », on assiste à la bataille d'Hemami, on courtise une Delphine Gay qui hésite entre son ex-ami, Alfred de Vigny, et son futur mari, Emile de Girardin, on soupe chez un Hugo sur les nerfs en draguant Adèle, on couche avec un Balzac collectionneur de bibelots, on fréquente Gérard Labrunie, dit de Nerval (qui trouve toutes les femmes « frigides et boulimiques »), et Aurèle Dodevant (qui veut qu'on l'appelle George), on croise Vidocq, on adopte Gavroche, on défie l'épidémie de choléra, on dégote outre-Atlantique une pute descendante des Romanov qui s'est « fait Pouchkine ».

MAELSTRÖM PITTORESQUE

Il est indéniable que l'on prend un plaisir frivole à cette succession d'épisodes feuilletonesques truffés de références culturelles, de clin d'œil insolents et de provocations gamines. Comme dans *Julius et Sacre* (déjà une histoire, « malle pénitente », de rivalités amoureuses entre deux frères, dont l'un trahit son idéal politique pour retrouver « la liberté d'être insupportable »), Patrick Besson prouve qu'il sait embarquer son lecteur dans un mael-

ström pittoresque, bal costumé où l'épate et l'ironie entraînent l'émotion, divertissement byzantin où le destin des deux personnages fait osciller le récit entre la comédie humaine (avec mousquetaires des lettres et coureurs de dot à gilet rouge) et le western (avec ange exterminateur à la Clint Eastwood). Les précédents « engagements » de l'écrivain amènent néanmoins à chercher les clés personnelles de cette épopée pied de nez.

Un livre (mineur) nous y aide, publié en juin dernier, et dans lequel cet enfant terrible s'avoue excédé que d'auteurs parlent de « vraie littérature » au point d'avouer sa « furieuse envie d'en faire la fausse (1) ». Faut-il, dans *Les Frères de la consolation*, voir en Srđjan son double, lettré de la race de ceux qui prennent la littérature comme un moyen d'accéder aux femmes, et qui se range dans le camp des romantiques par opportunisme ? Le comte est-il son porte-parole lorsqu'il déclare que le nouveau « art » qu'il défend, car il n'y voit « qu'une promesse d'enfer » ? Quelle fascination exerce sur lui Victor Hugo lorsqu'il le décrit une flamme dans les yeux, « la flamme de l'homme qui vient de faire du tapage et aussi celle d'un auteur qui vient de gagner six mille francs en vendant sa pièce au libraire Boudouin » ? Le culte du Serbe Karageorge renvoie-t-il à sa tonitruante interview de Radovan Karadzic, l'ultranationaliste inculpé de génocide et de crime contre l'humanité, qu'il invite à confesser ses goûts en poésie et ses délices à écouter Mozart en guerre, dans sa voiture blindée ? Dans son nouveau roman à l'incontestable brio, le petit malin habile à broder les cartes, le galopin amateur de transgressions se joue des soupçons qu'il suscite, mais sans les dissiper. Il est difficile de capter la vérité de l'avocat du diable.

Jean-Luc Douzin

(1) *Le Scapulaire*, éditions Michalon.

Rage sensuelle

Isabelle Rossignol livre le difficile éveil d'une jeune femme à la sexualité

PETITES MORTS
d'Isabelle Rossignol.
Ed. du Rouergue,
« La Brune », 72 p., 39 F.

C ombien d'épreuves faut-il supporter avant de savoir ? Des années sans doute, réduites à quelques courtes pages, coupantes comme autant d'arêtes acérées. *Petites Morts* livre la difficile éducation sexuelle d'une jeune femme, quand la peur refuse enfin, que le corps « se met en lumière » et que le désir cesse d'être une colère pour se révéler « un tonnerre profond, qui tonne si près des lèvres que l'homme peut le saisir ». La narratrice, dont les parents tiennent un bar-tabac-journaux sur la Côte d'Azur, n'a guère d'éléments pour savoir « ce qui se passe [elle] dans un lit ». A seize ans, confie-t-elle, « tout ce que je savais, c'était eux qui me l'avaient donné ». Eux, ce sont les oncles et tantes d'une parenté floue, où les états, libérés par les libations de fin de repas ou les tournées d'apéro, écartent le mutisme de règle dans l'affrontement des sexes.

De poussettes fanfaronnes en diatribes indécentes, où l'humiliation blesse au hasard, sans provoquer de sursauts, l'initiation est rude ; aux lieux de boucherie de profils fessus, de joues écarlates, d'yeux rouges et de mains saignantes comme des tranches de viande qui s'agitent, palpent et claquent, répondent les cernes noirs qui ombrent les dépressions secrètes. L'éveil clandestin à la sexualité se fait solitaire par la consultation furtive de revues pornos invendues, où joyeux quand on parcourt entre filles des catalogues de maies offerts, qui relaient les romans-photos faciles de Katy et Sylvia, « femmes libres » que les hommes touchent comme des triomphes. Comme si les femmes étaient vouées à être les victimes d'un appétit masculin qui ne cor-

respond pas à leur désir « poli comme des lèvres qui hésitent à bâiller ». Même en jouant le jeu d'une disponibilité qu'elle n'éprouve pas, la narratrice ne parvient pas à la jouissance. Et l'apprentissage douloureux tourne au règlement de comptes : la frustration passe de la jeune proie, captive d'ardeurs brutales, à ses chasseurs, perdus dès que leur désir s'intériorise, impérieux.

Avec lucidité, la narratrice s'interdit toute issue trop commode, le couvent comme le repli homosexuel « par désir de vérité, par dégoût de la capitulation, par sévérité ». Seul salut autorisé : « Apprendre à [se] détacher, à devenir unique et à [se] reconnaître, entrer en [soi] pour qu'un autre puisse y venir ». Cette jouissance qui se dérobe, se refuse, interdit même de reconnaître les signes de cette « petite mort » qui signe la résolution de la fusion charnelle, la romancière l'approche cependant par un artifice d'écriture qui subjugue et paradoxalement permet de supporter la violence presque insoutenable de la confession. Chaque séquence est en effet précédée d'une évocation, précise jusqu'au vertige, d'accouplement d'insectes dont le nom latin déguise la création fantasmagorique. Machinerie sexuelle complexe et cruelle où les descriptions, les approches, les connexions et leur résolution — souvent fatale — transforment en poésie morbide l'art de l'entomologiste, cette évocation impitoyable qui dit les sécrétions, les organes copulateurs, les saillies, les cavités intimes et les pièges venimeux, distrait du drame humain où tous les mots sont interdits tant que le sexe est scellé. Un contrepoint magistral qui résout les tensions sans égarer jamais.

La réconciliation finale est à ce prix, car, pour Isabelle Rossignol, le désir de la femme « est pudique mais il aime être apaisé ».

Ph.-J. C.

LA PROVINCE DES TÉNÉBRES
de Daniel Arsand.
Phébus, 204 p., 118 F.

L ibraire, critique littéraire, éditeur, attaché de presse, Daniel Arsand a connu tous les aspects du monde littéraire. Auteur d'une étonnante biographie de la comédienne Mireille Balin (La Manufacture, 1989), il vit d'enthousiasmes et les a fait souvent partager, en conseillant à de nombreuses maisons d'édition tel texte secret d'un auteur d'envergure, tel écrivain injustement éclipsé, Elizabeth Bowen, Violet Trefusis, mais aussi William Trevor lui doivent d'être traduits ou mieux connus en France. Quoique aime la littérature a rencontré, parfois en l'ignorant, le travail de Daniel Arsand. La NRF a accueilli des nouvelles très singulières par leur style, leur émotion. Et les éditions HB en ont publié, il y a peu, un recueil, qui révélait un univers imaginaire d'une grande poésie, d'une rare violence, tout imprégnée de chevalerie et d'onirisme : *Nocturnes*.

C'est aussi la nuit qui règne sur le premier roman que, à plus de quarante ans, il se décide à publier. Attendre n'est pas mauvais, quand on a l'exigence que donne la lecture et le goût de la perfection. Et ce n'est probablement pas un hasard si cette *Province des ténèbres* ramène le souvenir de Marguerite Yourcenar et de Michel Tournier, dans ce qu'ils ont de commune passion pour la fougue et la noblesse des solitaires, tentés par le plaisir, habitués par des ambitions mystiques qui dépassent l'humanité, aspirés par des destins qui écrasent parfois leurs forces. C'est-à-dire leur faiblesse.

L'action se passe au XIII^e siècle. Un souverain arménien de Petite-Cilicie, Héthoum II, chesse le projet de christianiser la Chine, en en-



Image tirée du film d'Andrei Tarkovsky, « Andreï Roublev » (1966)

voyant un émissaire auprès de Kubilai Khan à Pékin. Une première expédition du marchand vénitien Montefoschi a été engagée. Le pape Nicolas IV l'a toutefois considérée avec mépris, ce qui n'empêche pas Héthoum II d'insister et d'adjointre à la caravane un moine enlumineur de génie, Vartan Ovanessian. Le roman raconte leur voyage.

C'est, bien entendu, un récit d'aventures, écrit dans un style admirable et inclassable, d'une extrême précision, d'un raffinement qui n'est jamais gratuit, d'une réelle inspiration. Le temps, le genre le permettent. On est dans une zone où les visions guettent

constamment les héros. Où commence le rêve, où s'arrête la superstition ? Où sont les limites du désir et de la souffrance, du besoin de conquête individuelle et politique ? En mettant en scène des guerriers, des artistes, des marchands en voyage, l'écrivain aspire à ce « déviseur du monde » qu'avait tenté Marco Polo, autre inspirateur de l'ouvrage.

Vartan devrait peindre le portrait de Kubilai et lui offrir un livre enluminé. C'est la raison de sa présence dans l'expédition. Mais il veut aussi saisir l'émotion du voyage et faire de l'irreprésentable le sujet de ses tableaux. Ici, Daniel

Arsand réunit les projets littéraires et picturaux et l'on sent, dans les pages qu'il consacre au peintre, bouleversé par les brumes miroitantes des plaines de Chine, auxquelles le pinceau se dérobe, qu'il atteint l'obsession de tout créateur : le monde se logera-t-il dans la page ou sur la toile ? Le monde a-t-il besoin des mots et des couleurs ? L'émotion esthétique est-elle trahie ou révélée par l'œuvre d'art ?

Cette émotion vibrante parcourt du reste tout le livre, très riche d'événements, mais conduit par une seule passion de conquête. Il ne s'agit pas vraiment de conquête politique. L'expédition sera vouée à l'échec. C'est plutôt une conquête du sens et une quête métaphysique. Dans la barbarie, faite de désirs trop rapidement assouvis et de meurtres ignobles, les personnages se perdent. L'un après l'autre, ils disparaissent, tantôt vaincus par la maladie, tantôt victimes de vengeances personnelles, tantôt massacrés pour des raisons politiques. Les amitiés intenses qui unissent et finissent par séparer les personnages ne sont plus d'ordre psychologique. Une sensualité douloureuse les inquiète, les enivre, les décourage. Ils ne savent plus qui ils sont.

Aux côtés de Montefoschi, le marchand de Venise, et du peintre Vartan, se trouvent l'eunuque Hovsep et le médecin Armand de Roanne, tous deux très « yourcenariens ». Ils vont connaître des fins tragiques, parce qu'ils portent sur le monde un regard trop savant, informé par des rêves, des hallucinations qui les arrachent à la terre. C'est dans les scènes les plus irrationnelles que Daniel Arsand excelle. On pense alors au cinéma. A Parajanov, à Tarkovsky, qui ont su décrire la perte de soi, la domination des sens, l'idéal esthétique et le voyage au pays des ombres.

René de Ceccatty

Murmures intimes

A mi-voix, Catherine Shan décrit subtilement la lente décomposition d'un couple et d'un homme

LA VIE À DEUX
de Catherine Shan.
Balland, 128 p., 69 F.

B anale histoire que celle d'un couple qui se défait, d'un rêve de « vie à deux » qui s'envole après dix années de mariage. Pour son premier roman, Catherine Shan n'aura guère choisi la facilité. Outre le sujet que certains jugeront écoulé, la romancière s'est glissée dans le « je » d'un homme à la dérive, pour y saisir, avec une juste mesure de ton, le murmure d'une existence peu à peu révélée à elle-même.

Ce « je » anonyme qui chuchote ses craintes, ses faiblesses, son impuissance à repousser l'inconcevable de la séparation, qui est-il ? C'est un regard arrêté dans la rue sur une femme. Sa femme. Son « autre », auréolé d'un fier sentiment de possession qui, soudain, se pare d'étrangeté : « Elle était repartie. Je la regardais s'éloigner comme elle s'était éloignée dans ma vie. Mais quand ? Peut-être qu'elle ne s'était jamais approchée. Pas un regard en arrière. » C'est un narrateur avide de déceler les plus petites fêlures, les moindres avancées d'une maladie qui ne veut pas dire son nom. Mystérieuse, elle est là pourtant, dès les premières pages, rôdant entre les lignes : esquive des corps, des mots, mur de silences, incompréhension, empêchements... Jusqu'au point ultime de la déchirure. Au bord de cette faille, l'homme malade, en « convalescence » d'un idéal brisé, se laisse glisser sur une longue pente douloureuse : « J'essayais de penser à ma vie. Mais j'avancais, c'est tout. Aucun homme n'aurait pu, sa vie. A aucun moment. (...) On veut saisir sa vie et on fait un inventaire. »

Une fois la rupture concrétisée, c'est, de jour, la solitude d'une chambre d'hôtel, d'un lit, d'une

armoire qui grince, des interrogations qui se bousculent et des souvenirs amers qui affluent. De nuit, ce sont les virées de bars en boîtes avec ces fêtes illusoires en compagnie de pâles aventuriers égarés. Sur cette ligne de fuite vidée de toute perspective, l'homme, figé dans son impuissance à dire le mal d'aimer, s'accomplit seul, tente de revenir sur ses pas. Ainsi s'en va-t-il errer aux alentours de son bureau, puis de son domicile, avant de réaliser, au plus noir de sa dépression, « au prix de sa santé, combien il est difficile d'accomplir tout l'amour tout seul ».

TONALITÉ MINIMALE
Un narrateur sans identité, autour duquel gravitent les silhouettes plus ou moins fugitives d'amis, de parents, de l'épouse également, traversant des décors esquissés. Dès les premières lignes, Catherine Shan annonce la tonalité : minimale. Un ton, une voix et non cette posture « minimaliste » — très en vogue chez certains jeunes (voire moins jeunes) romanciers — qui veut que l'on jette des phrases à l'emporte-pièce, des clichés, et ignorent ou presque toute ponctuation, dans l'illusion d'innover. Ici, rien de ce fatras pseudo-esthétique mais une écriture simple, tenue, qui s'applique à suivre subtilement les moindres reliefs, les plus petits mouvements d'une conscience. A travers elle, la romancière décrit avec précision l'érosion d'un couple et d'un homme. Et au cœur de sa lente désagrégation, la découverte qui le mènera à voir, sur l'envers de la vie, ce qui n'était en fait que son « imitation ». « On a souvent décrit cette vie dans les romans. Mais dans aucun de ces romans l'auteur ne parvient à murmurer aussi bas qu'elle. » Catherine Shan démontre le contraire, et ce n'est pas la moindre de ses réussites.

Christine Rousseau

Œdipe père et fils

Reprenant le mythe fondateur à la lettre, Christine Chaufour Verheyen s'égare dans les méandres d'un projet romanesque ambitieux

RIVE DANGEREUSE
de Christine Chaufour Verheyen.
Fayard, 396 p., 135 F.

E videmment, si l'on considère l'épénorité de son sujet — la Vérité —, le premier roman de Christine Chaufour Verheyen ne paraîtra ni trop long ni trop touffu. D'une certaine façon, *Rive dangereuse* est à la hauteur de cette épénorité. Mais d'une certaine façon seulement. En fait, le livre de Christine Chaufour Verheyen retient l'attention en raison de ses qualités bien sûr, mais aussi de ses défauts — les seconds révélant plus que les premiers les difficultés d'un projet romanesque singulièrement ambitieux. L'intérêt des défaillements, l'enseignement que l'on peut en tirer, ne se manifestent jamais dans le cas d'un roman médiocrement réussi. En somme, même si la réalisation est loin d'être convaincante, on ne pourra reprocher à l'auteur d'avoir reculé devant l'ampleur de son sujet. On devra même saluer sa hardiesse. Ce sujet, elle l'a affronté, pris à bras-le-corps, mais avec des moyens inadéquats, hésitants ou insuffisants.

L'inceste forme la trame de *Rive dangereuse*. Plus précisément, le mythe d'Œdipe, tel que Sophocle le mit en scène, constitue le moule dans lequel l'écrivain a coulé son histoire. Derrière cette tragédie inaugurale, c'est bien la question, sanglante et torturante, de la vérité que Christine Chaufour Verheyen vient, à son tour, soulever.

Même si les personnages, les objets et les lieux sont revêtus des oripeaux de notre présent, il s'agit moins d'une actualisation du mythe que de sa reprise intégrale, conforme à cet « original » intemporel, noyau douloureux, référence nucléaire de la destinée humaine. Roland Barthes pensait que l'Œdipe grec, le « vrai » pour ainsi dire, avait depuis longtemps épuisé

ses charmes, qu'il n'était plus apte à agir sur notre imagination, et que seul Freud avait remis le train du drame en route, nous faisant encore rêver sur l'avenue de Thèbes. Christine Chaufour Verheyen, elle, s'est mise résolument du côté de Sophocle et des métaphysiciens, du Christ également, qui donna sens à pareille douleur, faisant le Vénien et ses disciples sur les rives moins « dangereuses » de l'interprétation — « Ils lisent Freud en vain », affirme l'un des personnages. C'est d'ailleurs le principal mérite de ce roman : accepter telle quelle la dimension tragique, presque sacrée, du sujet, ne pas chercher de faux-fuyants explicatifs pour se soustraire au terrible mystère. Et en cela, respecter sur le plan littéraire et le mystère et la terreur.

TOUTE LA VÉRITÉ
Au prologue, daté du 16 décembre 1980, un homme tue et jette à la Seine, avec une détermination farouche, un autre homme, un clochard qu'il a pris soin de bien identifier : Brice Vatable. On devine que le fait divers n'est que la part visible d'un drame ancien, atroce, épais, et qu'il faudra bien les quatre cents pages du livre pour commencer de l'appréhender.

Retour en arrière. Gabriel avait rencontré Marie Lambacide à Paris en avril 1968, était tombé amoureux d'elle. Il a aimé Marie sans savoir qu'elle était sa mère, qu'il était né d'un viol lorsque celle-ci n'avait pas treize ans, que le couple d'antiquaires qui l'avait élevé était ses parents adoptifs. De cet amour fou — à tous les sens du terme —, quatre enfants sont nés au début des années 70 : les jumeaux Julien et Lucien, Anne et Ismène. Avant de mourir, Madeleine Allan, la mère adoptive, a voulu révéler ce qu'elle savait de la vérité à Gabriel. Nous sommes en 1980. Celui-ci, pour la savoir « toute », la vérité, a engagé un détective, Ansbart Sandre : par

lui, il apprend le secret de son origine, et le nom de son père, « le violeur » : Brice Vatable. Cette révélation met le feu aux poudres et la folie suicidaire en tête : Marie se tue, Gabriel, dans la salle de restaurant de la brasserie Balzar, se plante un couteau dans l'œil et devient fou.

Un troisième plan, après celui du drame ancien d'où la tragédie présente de Gabriel et Marie a tiré son prétexte, est alors mis en place. Ce sont les enfants du couple incestueux, devenus adultes à la décennie suivante, qui jouent à leur partie : égale en épouvante à celles de leurs parents. La même fatalité, la même folie d'amour, de meurtre et de mort devant l'aveuglante vérité va se déchaîner. Ismène seule y survit, éternel ultime du drame qui a emporté sa naissante famille.

Christine Chaufour Verheyen n'a pas voulu choisir entre le pur et tragique déroulement du destin et son adaptation aux données d'un roman réaliste, saturé de références modernes dont bien peu sont utiles à la menée de la narration. Entre ces deux dimensions, le récit, malgré sa belle violence, a tendance à battre de l'aile, à s'égarer dans mille anecdotes, épisodes et digressions — à finalement s'épuiser. Cette volonté de réalisme, qui n'a rien, en soi, de critiquable, l'auteur en fait un usage un peu inconsidéré, aplatisant, gâchant comme à plaisir son style. La vérité en souffre au lieu même où elle voudrait s'affirmer, dans les dialogues surabondants en particulier. Les personnages eux-mêmes, ou la plupart, sont trop lésés d'une psychologie que la nature du récit aurait dû permettre d'évoquer. Mais répétons-le : ces défauts, certes graves, hypothéquant l'équilibre de l'ensemble, sont à la mesure d'un vrai projet romanesque. Celui-ci existe bel et bien. Et il n'y a aucune raison de penser qu'il n'en annonce d'autres.

Patrick Kéchichian

Une savoureuse vision de nos misères

VU
de Serge Joncour.
Ed. Le Dilettante, 208 p., 99 F.

D u causse qu'habitent les curieux membres de cette famille, on parle « de trou, mais pour leur part avec un soupçon de vanité ». Ils occupent une simple maison avec un bout de terrain assez stérile pour éviter « que l'homme se baigne, ne perde pas son temps à en tirer quelque chose ». Curieuse famille où les vieillards semblent n'avoir travaillé toute leur vie que pour le luxe de l'achat d'une télé, et un père dont le chômage lui-même ne veut plus ; une famille qui a pourtant un don, celui d'attirer les catastrophes. Un Boeing tombe, c'est dans son champ ; on veut tuer le cochon, c'est un oncle qui reçoit le coup ; on prend la voiture, cela fait cinq morts dans celle qui est sur leur route. De quoi exciter Ampoule, « un journaliste camerounais », venu faire sa provision d'images affreuses, tout ému par l'idée de remplir ses cassettes de séquences sordides, effrayantes et abominables. Mais les drames sont comme les bonheurs, ils n'arrivent pas sur commande. Il suffit qu'Ampoule s'installe pour que les calamités et les désastres désertent la famille, « les catastrophes transigent, les bêtes s'éclipsent, les drames ont du vague à l'âme ».

Ce n'est pas la première satire visant ceux qui cherchent à « se mettre sous le vitre » de ces images qui font de l'Andimat. En campant une famille moins exceptionnelle qu'il y paraît, Serge Joncour, dans un style qui d'emblée affirme un écrivain, peint avec originalité la banalité du quotidien. Un début qui ne promet pas, il tient déjà.

R.-R. L.

« Rien n'était plus étouffant que les années cinquante, juste après la guerre, quand on voulait rétablir la classe moyenne, avec ses règles de vie, son pesant souci d'ordre et de moralité. »

Courtois, affable, spirituel et charmant, Edmund White, depuis quinze ans qu'il vit à Paris, fait le bonheur de la scène littéraire et mondaine. Il est peu d'écrivains de valeur sur lesquels il n'ait émis une opinion généreuse, peu d'hôtesse en vue qui ne puissent se vanter de l'avoir compté parmi leurs invités. Par son aisance à se déplacer d'un pays à l'autre - il est chez lui à Venise et à Rome, aussi bien qu'à New York, à Londres ou à Paris, parlant indifféremment le français ou l'anglais - il pourrait appartenir à l'époque de Henry James, l'un de ses écrivains préférés avec Proust, quand certain cosmopolitisme faisait partie intégrante de la vie culturelle. La parution du troisième tome de son autobiographie, *La Symphonie des adieux*, a déclenché aux États-Unis et en Angleterre un véritable raz-de-marée d'articles, un concert de louanges, mêlées de quelques notes aigres et réprobatrices, condamnations qui, pour ne pas révéler le vrai objet du scandale - le sexe, ou plutôt la vie gay à New York, dévoilée avec une précision qui laisse loin derrière les timides audaces de nos romancières les plus intrépides - prennent pour cible la longueur de l'ouvrage, la surabondance des passages osés, selon eux, l'aspect répétitif du livre, ou l'appellation de « roman », quand « Mémoires » ou « autobiographie » aurait mieux convenu. En bref, la critique perplexe et admirative hésite entre « le plus grand écri-

frénésie du désir qu'il raconte en des pages violentes, abruptes, crues, laides et belles à la fois, drôles et douloureuses. Des pages que la communauté gay, aujourd'hui assagie, préoccupe avant tout du couple, de monogamie, sinon de mariage, et d'adoption d'enfants, ne lui pardonnent pas. « Nous pensions que le sexe était un bien positif et que, plus il y en avait, mieux c'était », écrit White. Ou, reprenant l'image d'un prurit impossible à calmer : « Plus nous nous gratifions, plus ça nous déman-geait... Pour nous il n'y avait rien de plus naturel que d'entrer dans un parc, un camion ou une back-room pour prendre notre butin de corps. » « Ceux qui ont survécu, ajoute-t-il, ont désavoué cette période comme si c'était vraiment la honte. Moi, je n'ai pas voulu la renier, j'ai voulu en montrer le côté lyrique, et même expérimental, et même la poésie, au sens baudelairien du terme : trouver la beauté dans la boue. » La beauté : l'un des fils directeurs de ce récit d'une émancipation

plus étouffant que les années cin-quante, juste après la guerre, quand on voulait rétablir la classe moyenne, avec ses règles de vie, son pesant souci d'ordre et de moralité. Et tout était programmé pour encourager ces valeurs. » Le second tome, *La Tendresse sur la peau*, est l'histoire d'une solitude. Celle d'un jeune homosexuel plein de honte et de haine de soi, qui longtemps se crut seul de son espèce, seul avec sa « maladie », et qui, afin de s'en guérir et de rejoindre la voie de la normalité, celle qui lui permettrait d'écrire sur les sujets importants que sont le couple, l'enfance et l'adultère, suivit pendant des années une cure psychanaly-tique. « Lou recon-naissait, comme tout le monde se devait de le faire, qu'être homosexuel, c'était être malade. » Émerge le portrait d'un personnage lour-dard, naïf et provincial, souvent comique, qui « monte » à New York, la grande ville avec ses bas-fonds (en l'occurrence la légendaire Village), où, telle Alice au pays des merveilles (ou des angoisses, question de point de vue), il marche de décon-vertes en déconvenues, enivré par tout ce qui contredit les valeurs familiales, épaté par le vice et la liberté dont il semble témoigner. Lou, trente ans, intelligent et cultivé, mais aussi drogué et pervers, qui a tâté de l'hôpital psychiatrique et du suicide, sera son guide et son ami. « Tout ça, c'était très glamour, il y avait dans le New York de cette époque une telle effervescence, artistique aussi bien que sexuelle, un tel foisonnement de possibi-lités... », commente White, avant de conclure à l'ennui actuel, fait de sagesse, de moralité retrouvée et de conformisme écrasant. Le livre se termine sur la



Edmund White ou l'art de la dépravation

vain américain aujourd'hui » et « le meilleur écrivain homosexuel contemporain », une différence qui en dit long sur la place de White dans une société où les ghettos sont fortement dessinés et la littérature souvent jugée en termes idéologiques. Nul doute qu'il se soit lui-même prêté à cet enfermement : « Mes amis David Leavitt et Michael Cunningham, par exemple, ont introduit dans leurs romans un ou deux personnages homo-sexuels, leurs thèmes essentiels restant le couple ou la famille et les amis ; aux Pays-Bas, en Angle-terre, en Italie, ils ont des milliers de lecteurs qui peuvent s'identi-fier à ce qu'ils décrivent. Moi, j'ai vraiment voulu montrer la vie entre hommes. C'est un phéno-mène (l'histoire sociale et sexuelle des trois dernières décennies gay aux États-Unis) qui n'a pas été décrit de façon sérieuse. Je suis l'un des derniers témoins de cette époque et je voulais la raconter, telle que je l'ai vue et vécue. »

L'expérience intime rejoint ici l'expérience politique, en ce sens que la vie de l'un témoigne de celle de tous : de l'émancipa-tion d'un groupe, d'abord refusé, réprimé, interdit, qui, à partir de la fin des années 60, connut une heure de gloire pour peu à peu s'effacer de la scène, comme, dans le dernier mouve-ment de la symphonie de Haydn, les musiciens se lèvent et puis s'en vont, un à un éteignant leur bougie, jusqu'au moment où seul un violon reste à jouer. C'est l'histoire d'une génération « opprimée dans les années cinquante, exaltée dans les années soixante-dix, balayée dans les années quatre-vingt ». Autant que son propre biographe, White est le mémorialiste d'une époque révolue : au lendemain de la révolte de Stonewall, en 1969 - la prise de la Bastille de la libération gay -, celle d'une

aux formes multiples. « Par quel-que étrange alchimie, il avait racheté notre maladie en y trou-vant de la beauté. Il aimait la beauté et, comme Baudelaire, il la recherchait dans ce qui était pourri, arajet, damné », écrit-il de Lou (*La Tendresse sur la peau*).

Au reproché à Edmund White d'avoir séparé le sexe, dont il est souvent question, de l'amour, dont il parle peu. « Dans les années soixante-dix, les homosexuels se voulaient inventifs, différents des couples traditionnels ; ils pensaient que le mariage ne marchait pas, tenta-ient de découvrir d'autres formes de sexualité et de vie en commun. Dans le couple tel qu'il était conçu au XIX^e siècle, la sexualité, l'amour, et l'amitié étaient regroupés ; c'était un peu lourd ; nous pensions que mieux valait peut-être séparer ces trois éléments, ainsi pouvait-on imagi-ner de vivre en couple, mais chastement, d'avoir des rapports sexuels avec plusieurs personnes, connues ou inconnues, et puis l'amitié bien sûr, la grande ami-tié... » Pour un peu, on penserait au Bloomsbury Group, après la période victorienne.

Edmund White est né en 1940 d'une famille du Texas, riche et sans imagination, dit-il. Son père, une sorte de cow-boy à la John Wayne, « le macho améri-cain typique », qui ne montrait d'autre émotion que la colère et finit par quitter sa famille alors qu'Edmund avait sept ans, avait pourtant une passion pour la musique. « Un homme qui peut réagir à une telle musique devrait être doué de sentiments très forts. » Cette interrogation lancinante, la douleur de ne pas être aimé par quelqu'un qui semble avoir une aptitude pour l'amour traversent tout le premier tome de la trilogie. Un jeune Améri-cain, récit de l'enfance de White dans le Midwest. « Rien n'était

Dans le troisième tome de son autobiographie, le romancier américain se fait le mémorialiste d'une époque révolue, celle d'une frénésie de désir relatée en des pages violentes et belles

fameuse rébellion de Stonewall. A l'époque où il écrit le troi-sième tome, de pauvre et inconnu qu'il était, Edmund White était devenu un person-nage célèbre en son pays, renommé dans d'autres, l'auteur d'une monumentale biographie de Genet (à laquelle il consacra sept ans et qui reçut le National Book Critics Circle Award), de plusieurs romans et recueils de nouvelles, dont *Oublier Elena* (1973), inspiré par Kafka, et *Nocturnes pour le roi de Naples* (1978), un roman rêvé et visionnaire... Il avait reçu de nombreuses distinctions, siége à des jurys et il était, dirigé le New York Institute for the Humanities et fondé une association d'aide aux malades du sida. Rien de tout cela cependant n'apparaît dans *La Symphonie des adieux*, et très peu d'une relation et d'un événement essentiels : la mort de son ami Bric.

Le livre est centré sur trois thèmes principaux qui sont développés au fil d'anecdotes, de scènes prises sur le vif,

autant d'instantanés dans l'album que White constitue de livre en livre : la vie sexuelle, l'amitié, avec des portraits à clés qui fient jaser tout New York et, surtout, l'écriture ; les années de frustration et de pauvreté, l'attente et les déceptions, la difficulté à se faire publier (il écrit cinq romans avant de trouver un éditeur), la détermi-nation à écrire, ici traitée sur le mode humoristique (surtout ne pas s'apitoyer sur soi-même) - cette volonté qui est peut-être la seule constante, la seule unité d'une vie sans racines, ni allé-giance, ni continuité. La famille, bien sûr, intervient ici et là, avec ses échecs et ses malheurs en chaîne, dont le narrateur offre des descriptions sans pitié que corrige la générosité de ses actions : il adopte son neveu placé à l'asile psychiatrique, le prend à demeure, lui offre des études, finance le livre de sa mère de folie, elle aussi.

Une image préside à l'élabora-tion de ce roman, « une méta-phore gouvernante », dit White : la vision d'hommes habillés de smoking, placés autour d'une table élégante du XVIII^e siècle. Des pameaux s'ouvrent dans les murs et les hommes y dispa-raissent pour se livrer à des scènes de sadisme. Puis les pan-neaux se referment, chacun reprend sa place, la même élé-gance règne. « Je voulais montrer l'alternance entre l'élégance et la violence, mais de façon moins mécanique que chez Sade. » Quand on l'interroge sur la bru-talité de certaines scènes décrites avec précision, sans lyrisme, joie ou dégoût parti-culier, chaque détail figurant en bonne place, les odeurs fortes et nauséabondes et la texture de la peau (« du sucre se dissolvant dans une cuillère » pour l'homme-montagne), Edmund White, se rappelant le sens du

péché et une longue psychana-lyse, se lance dans des explica-tions complexes. « Le devoir de la littérature n'est-il pas précisé-ment de décrire jusqu'aux recoins les plus exotiques et dépravés de l'expérience humaine ? », deman-dait plus simplement Max, l'ami du narrateur. Ce souci d'exacti-tude qui ressemble parfois à une résolution désespérée, cette volonté de se montrer tel qu'il est, dans ses faiblesses et ses contradictions (on n'a pas man-qué de l'accuser pour certains de ses aveux), ils remontent à l'enfance. A quatorze ans, alors en internat, Edmund White se sentait devenir fou ; et il voulait écrire. Écrire pour survivre. « Si

Christine Jardi

je peux écrire, je rachèterai ma vie (to redeem). » Ainsi, ce besoin impitoyable de tout dire, de tout confesser, serait lié à la culpabilité ? Oui, évidemment. Comme l'enfant qui, dans *Au-delà du principe de plaisir*, joue pour son propre compte, répète les horreurs dont il a souffert afin d'en être le metteur en scène, afin de maîtriser une situation qui en fait lui échappe, l'écrivain tente de contrôler ce qui lui causa à la fois plaisir et souffrance. Moraliste, Edmund White, avec un fond de purita-nisme ? Devant certaine compa-raison avec Hawthorne, on serait tenté de le croire : « Je n'avais confiance en personne. La triste vision qu'avait Hawthorne de la nature humaine confirmait la mienne, bien que je ne crusse pas au Pêché originel, mais sim-plement au péché, bien trop connu pour être original. » Mora-liste peut-être, mais en ce cas un moraliste chez lequel le sens du péché aurait été vaincu par l'humour.

Si l'on apprécie le courage d'Edmund White, quitte à éprouver parfois une réaction de

refus, ce qu'on aime c'est la façon dont il transforme à l'occasion la réalité même la plus dure par la vision mythique : il l'élargit, agrandit peu à peu son sujet par le recours à des références bibliques ou classiques, par quelque comparaison inatten-due, par une métaphore insolite, dans une phrase qui prend ainsi une tournure quasi proustienne. L'homme-montagne sur lequel grimpe cinq Lilliputiens ena-mourés devient Gulliver, avec ses furoncles et ses dents noires, il devient Job et Caliban et puis, finalement, il n'est plus qu'un homme triste et lourd, un Atlas portant « un monde de douleurs sur ses épaules ». En une époque où le réalisme se contente si souvent d'être plat, ce n'est pas là un mince mérite.

Nommé professeur de creative writing à l'université de Prince-ton, Edmund White, après quinze ans, quitte Paris. Il est heureux de retrouver ses amis écrivains, Russell Banks, Toni Morrison, Joyce Carol Oates... lui qui est un écrivain, dit-il, surtout aimé par les autres écri-vains.

LA SYMPHONIE DES ADIEUX
(The Farewell Symphony)
d'Edmund White.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marc Cholodenko,
Pion, 392 p., 159 F.

« Les deux premiers volumes de l'autobiographie d'Edmund White ont paru chez Mazarine (*Un Jeune Américain*, réédité chez 10/18) et Christian Bourgois (*La Ten-dresse sur la peau*). Sa biographie de Jean Genet est éditée chez Gal-limard. Parmi ses romans, *Nocturnes pour le roi de Naples* est dis-ponible dans la « Petite bibliothèque américaine » des Éditions de l'Obélisque, Oublier Elena en 1978.

ROMANS POLICIERS

• par Michel Abescat

Virtuellement inquiétant

INCERTITUDE
(Uden Sikker Viden)
de Michael Larsen.
Traduit du danois
par Alain Gnaedig,
Rivages/Thriller, 242 p., 125 F.

P ourra-t-on dire que le plus grand plaisir de cette envoi-
toire est d'abord de n'y rien comprendre ? Que tout le charme
des cinquante premières pages d'*Incertain*, premier roman tra-
duit en français du Danois Michael Larsen, tient justement dans
la perplexité où l'auteur maintient son lecteur ? Car, si le roman traite de
manipulation, c'est bien le lecteur - qui ne s'en plaint pas - qui en est la
première victime. Voici donc un hôtel luxueux à Los Angeles, Le Four Sea-
sons. Ambiance feutrée, presque irréelle. Longs couloirs silencieux hantés
par les silhouettes interchangeables d'hommes d'affaires « soignés et sans
odeur » et de femmes « aux airs de carnassiers colorés ». D'une belle écriture,
élégante et lisse, Michael Larsen met en scène un journaliste danois,
Martin Molberg, apparemment venu à Los Angeles pour y traquer les
stars. Quelques séquences avec Jack Nicholson au bord de la piscine de
l'hôtel ouvrent ainsi le livre avec un sens irrésistible de l'humour glacé.
Mais une série d'images ne cessent déjà de parasiter le récit. Jamais direc-
tement lisibles. Martin Molberg est obsédé par une photographie repré-
sentant Monique, sa fiancée, en galante compagnie dans une chambre de
l'hôtel où il vient précisément de descendre. Et par un mystérieux person-
nage dont le nom figure sur un morceau de papier retrouvé dans les af-
faires de Monique : « Jack Roth Pascal, Hôtel Four Seasons, chambre 505 ».
L'homme de la photo ? Images flottantes. Histoire floue. Composition
trouble. L'intrigue peu à peu se noue, comme à tâtons, autour de l'enquête
du journaliste qui, comprend-on bientôt, cherche à connaître la vérité sur
le meurtre de sa fiancée, assassinée dans une cave, à Copenhague, quelque
temps auparavant. Mais, à l'instar du lecteur, qui se prend à douter de
l'équilibre mental du héros-narrateur, plus Martin avance dans son en-
quête, plus il s'enfonce dans le brouillard. Plus il croit approcher de la vé-
rité, plus celle-ci se dérobe. Quand il découvre, par exemple, que la photo
n'est qu'un trucage et que des hommes surveillent ses faits et gestes...
D'Hitchcock, on passe ainsi insensiblement à Kafka et à la vision terrifiante
d'un monde entièrement manipulé par les nouveaux maîtres des images.
Un monde où la réalité se réduit peu à peu « à une simple question de quali-
té de l'image et du son ». Où réel et virtuel sont de plus en plus difficiles
à distinguer. « Peut-être sommes-nous le résultat d'une mutation. Les premiers
d'une génération qui est obsédée par le regard, et dont la plus grande ex-
périence est aussi la maldiction : la vie ne peut plus qu'être vue ». Au-delà de
son sujet, souvent abordé depuis quelques années, *Incertain* trouve ainsi
sa véritable dimension dans la parfaite adéquation entre sa forme et son
propos. L'auteur, dans le registre qui est le sien, joue le premier et merveil-
leusement de la malice des images.

● **CRIMES EN SÉRIE** de James Ellroy
Ellroy, irrésistiblement, revient sur les lieux de ses crimes. Ceux qui le
fondent et qui l'obsèdent. Femmes battues, violées, étranglées, égorgées,
démembrées, toutes empruntées, à un moment ou à un autre, le visage de
sa mère, assassinée par un inconnu, une nuit de l'été 1958. *Crimes en série*,
recueil de cinq articles et d'une nouvelle, récemment parus dans le maga-
zine *Gentlemen's Quarterly*, compose ainsi un fascinant jeu de mémoire et
de miroirs autour de ce mystère sans cesse remis en scène : la mort de sa
mère et son destin de victime. Mystère intimement lié à celui du théâtre
d'ombres qui lui sert de cadre : Los Angeles, encore et toujours. Point d'an-
crage de tous les rêves et de toutes les illusions, L.A. domine une fois de
plus l'ensemble des textes réunis dans ce livre. « L'assassin de ma mère », à
l'origine de *Ma part d'ombre*, publié l'an dernier, « Une dent contre le
crime », chronique au quotidien du travail de la brigade criminelle du
comté de Los Angeles. « Des cadavres dans le décor », récit de la contre-
enquête effectuée par l'auteur et le policier Bill Stoner sur le meurtre d'une
jeune femme, interrogent inlassablement le pouvoir d'attraction délétère
de cette « étoile obscure » du sud de la Californie. « Les mauvais garçons
d'Hollywood », hommage à Curtis Hanson, réalisateur de l'adaptation ci-
nématographique de L.A. *Confidential*, superposent jusqu'au vertige les
images de la ville mythique. Mais le texte le plus passionnant du recueil est
sans doute « La séduction d'O.J. Simpson », pénétrante analyse de la fa-
meuse affaire qui défraya la chronique. Comment le spectacle et les mé-
dias ont transmis un « carnage minable » en « un gigantesque roman
russe ». *Crimes en série* n'est pas seulement un livre destiné à faire patienter
les fans de l'auteur jusqu'à la publication de la suite d'*American Ta-
bioid*, prévue pour la fin 1999. Il est au cœur de l'œuvre et de son inspira-
tion. Et, par cette lucidité nouvelle qui le caractérise, en marque peut-être
un tournant. Ellroy, désormais, s'est détaché de l'emprise de L.A. (traduit
de l'anglais - États-Unis - par Jean-Paul Gratiot, Rivages/Thriller, 254 p.,
110 F.).

● **JACK MONGOLY** de Guillaume Nicloux
On parlera sans doute beaucoup de Guillaume Nicloux début octobre,
quand sortira *Le Poule*, le film inspiré de la série à succès des éditions Ba-
leine et de son personnage emblématique, Gabriel Lecouivre, enquêteur
témoin d'une fin de siècle calamiteuse. Coscénariste (avec Jean-Bernard
Pouy et Patrick Raynal) et réalisateur du film, Guillaume Nicloux sera pro-
bablement très sollicité par les gazettes. Il serait dommage pourtant que le
célèbre céphalopode étouffe de ses gigantesques tentacules l'écrivain et
son sixième roman, qui vient tout juste de paraître. Car, s'il fallait encore
une preuve que Nicloux est bien un écrivain, Jack Mongoly l'apporte de
manière éblouissante. Le lecteur est aspiré dès les premières pages par la
hachure hypnotique du rythme, l'aridité frigorifiante du style, l'engrenage
implacable d'une construction au cordeau. Le résultat est envoûtant. Et
bientôt très inquiétant. L'histoire commence apparemment en territoire
familier, par un clin d'œil à la figure emblématique du privé : « J'ai une
bouteille de rhum sous le bureau et une revue pornographique dans le pre-
mier tiroir de droite. J'ai trouvé ça drôle au début. » Jack Rudy-Bill, détective
de troisième zone, aussi toré que l'histoire dont il est le héros, enquête
sur la disparition d'une jeune trisomique. Mais de dérivées en décalages
subtils, la recherche prend vite un tour insaisissable. Jack multiplie les ren-
contres bizarres dont le rapport avec l'enquête n'apparaît pas toujours
évident. Le récit progresse dans le sens de la glaciation et laisse peu à peu
apparaitre un univers désespérant, en retrait de lui-même, envisagé dans
une sorte de distance désabusée. Le lecteur pénétré suit la trajectoire fi-
neste du héros jusqu'au dénouement en forme de cauchemar absolu
(Flammarion, 256 p., 98 F.).

● **REGENTS PARK** de Ruth Rendell
Le titre français du dernier roman de Ruth Rendell, *Regent's Park*, laisse
imaginer un de ces *cozy mysteries* écrits pour être dégustés, à l'heure du
thé, entre deux bouchées de muffin. Originellement intitulé *The Keys to the
Street*, le livre est pourtant aussi acéré que les pointes de fer qui se dressent
au sommet des grilles du célèbre parc londonien. Et sur lesquelles un tueur
en série s'emploie à empailler ses victimes, toutes choisies parmi les sans-
abri qui hantent les lieux la nuit tombée. Quant à l'intrigue, qui croise de
multiples histoires, elle est aussi complexe et mystérieuse que la vie qui
anime le parc quand la ville s'est endormie. A travers le destin de person-
nages solitaires, repliés sur eux-mêmes, profondément blessés, *Regent's
Park* dessine ainsi une géographie inquiétante et peu banale d'un Londres
implacable aux faibles et aux déshérités. Et analyse, avec la subtilité coutu-
mière à l'auteur, les processus de basculement dans la marginalité, la
drogue ou le meurtre. Confirmant, après *Simisola*, les préoccupations de
plus en plus ouvertement sociales de celle que Sa Gracieuse Majesté vient
d'élever à la distinction de Companion of the British Empire (traduit de
l'anglais par Pierre Ménard, Calmann-Lévy, « Suspense », 368 p., 130 F.).

LE JARDIN SANS LIMITES
(O Jardim sem Limites)
de Lidia Jorge.
Traduit du portugais
par Geneviève Leibrich,
Métailié, 358 p., 120 F.

D ans une rue commer-
çante de Lisbonne, un
tout jeune homme
dressé sur une caisse
s'entraîne à battre le record du
monde d'immobilité volontaire.
Scène absurde et pourtant cen-
trale, qui donne la tonalité du très
curieux roman de la Portugaise Li-
dia Jorge. *Le Jardin sans limites*
pourrait être une sorte d'image
renversée du Paradis terrestre, un
petit Enfer des temps modernes.
Car que devient l'Eden sinon un
jardin à la dérive, lorsqu'il perd ses
frontières, ses limites, ses repères ?
En établissant la chronique imagi-
naire d'un immeuble du vieux Lis-
bonne, la romancière dresse le
portrait sans illusions d'un présent
vide de sens. L'écriture y est beau-
coup moins obscure que celle de
ses précédents livres, moins inten-
sément poétique peut-être, mais
belle en dépit de quelques long-
ueurs. Et ses constats implicites
sur la modernité sonnent à la ma-
nière d'une sombre prophétie.

Comme un résumé de l'histoire
du monde, le roman s'ouvre sur
une inondation et se clôt par un
incendie. Le déluge est créateur,
puisque c'est grâce à lui que se
forment les étranges lieux qui uni-
ront les habitants de la Maison de
l'Ara. « une vaste façade avec deux
rangées de fenêtres par où, le matin,
on voyait des péniches charriant des
cargaisons gigantesques remonter le
Tage ». Plus qu'une commodité
stylistique, le fait de ramener l'édi-
fice à une simple façade est lourd
de sens. Car les personnages de Li-
dia Jorge sont en quête d'une im-
possible profondeur, qui ne par-
vient pas à se matérialiser dans
l'action. Privés de cause, d'engage-



ment, de tout autre combat que
celui qui les ramène à leur propre
désarroi.

Au cœur de l'histoire, il y a a Leo-
nardo, le « performer », le « static
man », lancé dans la poursuite in-
lassable d'un exploit qui dépasse
très vite le stade athlétique pour
basculer dans une forme saugre-
née d'esthétique. « Vous ne voyez
pas, espèce de cons, qu'il a été
d'abord et avant tout un artiste ? »,
hurlé Paulina, la « partier » inexo-
rable de l'homme immobile. Les
jeunes gens tracent leur conversa-
tion de mots anglais, piochés à et

là pour combler les vides d'un lan-
gage insuffisant. Et Leonardo
constitue l'emblème figé d'un
groupe de jeunes gens qui, réunis
par hasard sous un même toit,
sont liés par une commune dérive.
L'eau, d'ailleurs, revêt une impor-
tance considérable et donne lieu à
de très beaux passages au lyrisme
contenu.

Autour d'eux, l'histoire est en
pamme. Que faire, alors, sinon
dompter le temps en accumulant
les heures d'immobilité ? Ou en li-
sant les journaux de la veille pour
être sûr de ne pas se laisser sur-

prendre ? Ou en traquant des
« images » photographiques du
crime, qui ne sont que des repré-
sentations d'un temps arrêté ? Le
mot « résistance » revient à plu-
sieurs reprises sous la plume de Li-
dia Jorge, comme s'il s'agissait là
de la seule parade possible à la
lente désagrégation qui menace
ses personnages. Abandonnés
dans le cours d'une histoire im-
mobile, les héros sont obligés de s'in-
venter eux-mêmes ou de mourir.
Leonardo « se sculpte lui-même »,
une jeune fille obèse tente de mo-
difier son image en suivant un ré-
gime à base de vers solitaires.
Quant au « vieux » résistant poli-
tique Eduardo Lamit - par une
ironie qui ne manque pas de vrai-
semblance, tous les personnages
de plus de quarante ans sont per-
çus par les jeunes gens comme des
vieillards -, il s'est complètement
retranché du monde en écrivant
sur les murs.

Car l'écriture, sur les murs ou
même sur les corps, est la seule
arme contre l'immobilité qui
guette. Mais c'est une arme à
double tranchant, bien sûr. Sur-
tout pour la narratrice, que l'on
devine « vieille » et qui observe
ses jeunes voisins en refusant
toute « responsabilité » dans le
cours de l'histoire. Elle trace des
« schémas » sur les murs de sa
chambre, qui devient progressi-
vement « la pièce où fonctionnait la
Remington », par allusion à sa ma-
chine à écrire. Seuls l'intéressent
les événements susceptibles d'être
transformés en écrits. Alors que le
vieux résistant note des faits réels,
elle reconstruit un univers en
signes indéchiffrables. « Les noms
étaient codés et les items qui les uni-
saient enfouis dans des omissions et
des pistes qui ne menaient nulle
part ». A pas de loup, Lidia Jorge
insinue que l'écriture seule fa-
çonne l'avenir. Et l'on ne sait, au
fond, s'il s'agit d'une crainte ou
d'un vœu.

Raphaëlle Bécroille

Parlez-moi d'humour

Côté anglais - tradition oblige -, Helen Fielding, Stephen Fry, Simon Raven et Tom Sharpe.

Côté espagnol, David Trueba : un pot-pour-rire inégal

L 'humour anglais est-il
un genre littéraire ?
Théoriquement, oui.
Existe-t-il toujours ? En
voilà une autre. *Le Journal de
Bridget Jones* de Helen Fielding est
arrivé précédé de la faulx de la
réputation d'avoir fait pleurer de
rire 700 000 lectrices britanniques
selon la quatrième de couverture,
plus de 800 000 selon le dossier de
presse. Helen Fielding est journali-
ste à *The Independent*, où elle
tient une chronique hebdoma-
daire qui aurait eu sa place dans
Cosmopolitan. Ce *Journal* vient
s'inscrire dans ce que l'on pour-
rait appeler « diuers de filles »,
mais il n'est supportable qu'à pe-
tites doses : on a tous et toutes
une copie qui ressemble à Brid-
get Jones et, franchement, on n'a
pas envie de l'écouter tous les
jours. Femme active, petite tren-
taine, fume trop, boit trop, mange
trop (et mal) mais copule peu ou
prou, et encore plus mal, tous les
hommes « possibles » qu'elle ren-
contre étant déjà en main, réfrac-
taires à tout engagement, méga-
lomanes, alcooliques, etc., ce qui
ne l'empêche pas d'être secrète-
ment amoureuse de son patron.
On pourrait ajouter : écrit (et
pensé) en phrases courtes, très
courtes, avec un vocabulaire assez
limité. Bref, on a envie qu'elle se
case une bonne fois pour toutes
et qu'on n'en parle plus.

Avec Stephen Fry, comédien
(que l'on se souvienne du film
Peter's Friends), réalisateur et auteur
à succès, on est un peu plus dans
la tradition. Ne serait-ce que
parce que cela commence dans les
vestiaires d'un collège anglais et
que le héros est ostensiblement
excentrique, cultivé et riche. Il est
également et tout aussi ostensi-
blement homosexuel. Stephen
Fry lui, n'est ni R.G. Woodhouse,
ni Evelyn Waugh, ni Oscar Wilde,
mais il est indiscutablement an-
glais et sait qu'une des règles de
base consiste à se moquer de l'es-

tablishment (intraduisible, par-
don), en faisant s'agiter avec une
effrayante cruauté une foultitude
de personnages qui se prennent
au sérieux tout en étant loufoques
et ridicules, le tout de façon suf-
famment embrouillée pour méga-
ner des coups de théâtre inatten-
dus. Ce n'est qu'à moitié réussi et
on s'y perd un peu. D'autant que
le traducteur ne fait pas dans la
dentelle et, pis encore, nous livre
quelques absurdités inquiétantes :
ainsi, il ignore visiblement que le
mot ass a deux sens en français : le
premier étant « à ne » et par ex-
tension « imbécile », le second
étant « cul », comme il ne connaît
que ce dernier, cela donne un « tu
es un cul » du plus bel effet. Sur-
tout quand on lit la suite : « Dans
un monde de cul, tu es le plus cul,
d'un kilomètre au moins, cesse de
faire le cul au moins une fois... »
Navrant, isn't it ? Tout aussi affi-
geant : un personnage ouvre sa
porte en disant : « Vous ne vous
êtes pas rendu compte que mon
chêne était fermé ? ». Ah bon, un
chêne peut être ouvert ou fermé ?
Bien sûr, si l'on sait que le mot
oak - qui veut bien dire « chêne » - désigne, quand il
prend une majuscule, à Cambride-
ge comme à Oxford, la porte écri-
turière d'un des appartements de
l'université où résident les ensei-
gnants et certains étudiants. Si l'on
ignore, ce qui est pardonnable, il
suffit de se reporter, par exemple,
au *Harrap's* et, si le traducteur
n'en possède pas, on peut s'éton-
ner qu'un éditeur ne s'offusque
pas devant de telles énonciations. Tant
pis pour Stephen Fry.

Simon Raven lui, n'avait jamais
été publié en France, et son
œuvre, qui avait été un peu ou-
bliée, fait l'objet dans sa totalité
d'une réédition en Angleterre. *Les
Mauvaises Fréquentations* datent
des années 60, une époque d'at-
teinte aux bonnes mœurs et de
scandales politiques comme les
sont les Britanniques, à condi-

tion que cela se passe dans la
bonne société et, surtout, que
l'ambiance générale et populaire
soit au contraire à la réhabili-
tation « du divorce, de la respecta-
bilité, de l'homme conjugal, du réar-
rangement moral ». Question de
contrastes et de contradictions.
Distinction et vulgarité. « *Hae-
morrhoids* » et altesse royales.
Cela fourmille de personnages ab-
solutement immoraux qui ne
cherchent qu'à tirer parti de tout,
qu'ils aient à faire n'importe quoi,
pour leur plus grand bien-être per-
sonnel. Avis : il faut suivre ! Peut-être
fait-il être soi-même anglais pour
goûter toutes les subtilités des
magouilles politiques et autres de
cette histoire, mais il faut
s'avouer que l'attention a ten-
dance à se relâcher.

CRUEL ET PERCUTANT
Autre septuagénaire, Tom
Sharpe. Fin limier des absurdités
à l'anglaise, longtemps pourfen-
deur des imbéciles et des hor-
ribles de l'apartheid, il s'était tu
un temps pour revenir à la charge,
toujours fougueux, et irrésistible-
ment féroce, en s'en prenant à
l'Angleterre thatcherienne (« Le
Monde des livres » du 7 no-
vembre 1997) avec *Fumiers et Cie*
(Belfond). C'est incontestable-
ment le plus dérangeant, le plus cruel,
le plus percutant et surtout, no-
blesse oblige, le plus amusant.
Tout est drôle, l'histoire, les situa-
tions, le style, les répliques, les
personnages, on a envie de lire à
haute voix à son entourage des
passages entiers et on ne se re-
tient que parce qu'il faudrait en
faire autant avec tout le livre. La
peinture qu'il fait, tant de la hié-
rarchie d'un collège de Cambridge
- à laquelle il s'attaque, sans
s'épuiser pour la deuxième fois
(1) - que des mafiosos trafiquants
de drogue qui viennent y rôder et
des épouvantables malades, des
supplices, accidents, tragédies
auxquels les uns et les autres se

trouvent confrontés, ne peut que
remplir le lecteur d'une immense
allégresse. C'est rassurant pour
notre faculté à comprendre l'hu-
mour anglais. Et cela fait telle-
ment plaisir.

Avec David Trueba, on change
de langue, on change de pays et
on change d'atmosphère, mais on
s'amuse aussi, avec un zeste de
tragédie. Le narrateur raconte
l'histoire d'une famille de zinzins
nombreux. Comme on ne peut
que les aimer et les souhaiter loin
de soi. Du grand-père - violen-
ment - engagé dans la lutte anti-
tabac, au garçon de douze ans at-
teint d'une maladie mentale rare
qui le pousse à se prendre pour le
paterfamilias, en passant par celui
qui finira par porter une muse-
lière parce qu'il dit trop de choses,
la folie douce-amère des person-
nages les conduit à des scènes
inattendues et à des dialogues
ahurissants. Découvrir un jeune
auteur qui a autre chose en tête
que la litane sexe-drogue-rap, qui
se divertit autant que ses lecteurs
et qui ne voit pas la vie en
glauque, cela, aussi, finit par être
assez réconfortant.

Martine Silber

(1) *Porterhouse* (éd. du Sorbier ou
10/18).
* *Le Journal de Bridget Jones* (Bridget
Jones's Diary), de Helen Fielding.
Traduit de l'anglais par Arlette
Stromman, Albin Michel, 354 p., 120 F.
Messanges, *Messanges* (The Liar), de
Stephen Fry. Traduit de l'anglais par
John-Frédéric He-Guedé, Belfond,
352 p., 129 F. *Les Mauvaises Fréquentations*
(Friends in Low Places), de Si-
mon Raven. Traduit de l'anglais par
Edith Ochs, Fayot, 274 p., 125 F. *Pe-
niquette à Porterhouse* (Grantchester
Grind), de Tom Sharpe. Traduit de
l'anglais par Christiane et David El-
lis, Belfond, 444 p., 129 F. *Ouvert
toute la nuit* (Alberto toda la noche),
de David Trueba. Traduit de l'espa-
gnol par Thomas Gomez, Hachette
Littératures, 280 p., 139 F.

es de Lidia Jorge



5: من الامم

La chronique
de Roger-Pol Droit

LE MONDE / VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1998 / VII

Il y a longtemps que les habitants de l'imaginaire se soucient peu des siècles. Dès qu'ils peuvent, ils enjambent les clôtures du temps et celles des conventions. Ils complètent ou s'affrontent, en des lieux impossibles à définir, carrefour de rêves tenaces et de mythes fatigués. On vit ainsi, dans des films atterrants, Hercule défier Zorro, Dracula séquestrer Sherlock Holmes. On se demande même si Batman n'aurait pas violé Cléopâtre. Ou la fille de d'Artagnan. A moins que ce ne fût la princesse de Clèves. En tout cas, une jeune femme bien élevée. Le brassage moderne n'a sans doute qu'à peine commencé ses ravages. On verra bientôt Tex Avery du côté de chez Swan, ou Thérèse d'Avila chez les Spice Girls. Il suffit pour jouer d'un nom de code et de quelques attributs. Deux ou trois règles seulement sont à respecter : être célèbre à l'importance quel titre (Cendrillon, Marie-Antoinette), n'avoir presque rien à dire, faire rêver les âmes simples. Pour le reste, on improvise.

On inventerait, par exemple, des compétitions de princesses, avec jury de postérité et appellation culturelle contrôlée. Situation de départ : la vie dans les images est très difficile. La princesse, en effet, quand elle demeure sans portrait, sans moule d'admirateurs, sans peuple pour la chérir à distance, est très malheureuse. Elle se languit moult. Mais dès qu'elle est happée par les mondanités, entourée de majordomes, saturée de protocoles et de saluts domés des balcons, la voilà triste d'excès. Le décor l'ennuie. Le monde lui pèse. Sa propre image lui est un fardeau. Les vœux qu'elle formule hier - « Je serai chaque soir la reine du bal » - deviennent des chaînes en se réalisant. Ah, la rude vie ! L'effroyable destin ! L'impossible bonheur des princesses est plus cruel encore pour celles qui ne sont point totalement sottes. Parfois, cela arrive.

Voyez Sissi, la vraie, du moins ce qu'on peut en apercevoir. Pas celle du cinéma kitsch, pas la jeune Romy Schneider chassant pour rire au Tyrol, mais une sorte d'anarchiste mélancoïque, perdue parmi des hordes d'archiducs à favoris et à brandebourgs. Elisabeth, impératrice d'Autriche - son « vrai nom » - ressemble parfois à une révoltée bien conventionnelle. Comme si elle demeurait prise dans les clichés chic de son temps, comme si elle répétait seulement les poncifs pessimistes des dernières décennies du XIX^e siècle. Elle rêve ainsi de Grèce antique, se plaint pour Achille, se prend pour une mouette - solitaire dans les brumes, cris étouffés dans les embruns. La reine des fées griffonne des poèmes dans ses paquebots personnels, se persuade - bien avant Titanic ! - qu'elle est attirée par l'eau froide sans fond. Elle se décrit délicieusement noyée, des méduses plein le cou. Bref, comme dirait Pécuchet, elle « s'exalte ». Tout en elle, pourtant, n'est pas mauvais : elle se passionne pour l'œuvre de Heine, poète caustique - juif, athée, génial - somme toute assez loin de cet empereur François-Joseph qui lui sert de mari. En outre, obstinément, elle écrit. Ce n'est pas Lou Andreas Salomé, évidemment. Mais elle est parfois lisible. Elle fait preuve, surtout, d'une vacherie qu'il est facile de déclarer souveraine. Alexandre III, tsar de toutes les Russies ? « Une grande bête venue des vastes plaines d'Asie ». Cette dame de la cour ?

Il est temps de proposer des jeux de bon aloi. Les monnaies tombent ? Des peuples s'effondrent ? Organisons, entre princesses, des compétitions posthumes. A gauche, Sissi, assassinée il y a juste cent ans. A droite, Diana, morte depuis une année

Sissi contre Diana



découvrira pas seulement que le conte de fées est un genre littéraire et les princesses, en fin de compte, des exercices de style, se soucient peu des siècles. On verra autre chose : l'image brouillée de femmes aux prises avec les simulacres, au plus près du pouvoir et au plus loin de son exercice effectif. Commander leur demeure interdit. Se parer leur fait horreur autant qu'envie. Le combat Sissi-Diana peut cesser net, ou se poursuivre indéfiniment. Allons voir les vainqueurs.

★ A l'occasion du centenaire de l'assassinat d'Elisabeth d'Autriche, le 10 septembre 1898, tandis qu'une soirée thématique lui est consacrée sur Arte le dimanche 13 de 20 h 40 à 0 h 50, on publie les mémoires de son assassin (voir ci-dessous), et un ensemble de ses poèmes, choisis et traduits de l'allemand par Nicole Casanova, dans une édition établie et annotée par Brigitte Hamann, sous le titre *Le Journal poétique de Sissi* (éd. du Félin et Arte-Editions, 220 p., 125 F.). Ce recueil est précédé par Catherine Clément, auteur notamment de *Sissi, l'impératrice autrichienne* (Gallimard, Découvertes, 1992). D'autre part, Sissi, une vie retrouvée, roman bien conduit d'Agathe Michaux, journaliste à Canal Plus, reconstitue de l'intérieur - dans des termes plus proches de notre époque que ceux de la princesse - l'histoire intellectuelle et affective de cette amie de la folie et des tempêtes (Editions n° 1, 216 p., 100 F.). Enfin, la « Petite Bibliothèque » Payot reprend la biographie classique d'Elisabeth d'Autriche d'Egon C. Corti (484 p., 75 F.).

Parmi les diverses publications suscitées par le premier anniversaire de la mort de Diana, on retiendra particulièrement *Les Mémoires de Diana de Wale* de Fabienne Pascal, responsable d'un service culture à *Télérama*, qui analyse certains motifs de sa personnalité (Plon, 206 p., 89 F.). Signalons également *Le Dernier Jour de Diana*, de Christopher Andersen, traduit de l'anglais (États-Unis) par Daniel Roche (First Editions, 360 p., 139 F.), *Lady Diana, hypothèse attentat* de Hugo Nharat (Raymond Castells éditions, 188 p., 99 F.), *Diana, l'émotion et la victime*, de Ted Harrison (éd. Salvator, 228 p., 120 F.).

Une « vache suisse ». Le conseil des ministres ? Elle en est sortie « le cerveau pelé par des discours sots et plats ». Ce genre d'amabilités vengeresses, son journal poétique les sert à la louche. Sans trop de distinction, il fait le souligner. Avec le goût du copieux qui anime ses multiples cris d'amour aux mouettes aussi bien que ses fantasmes d'identification facile, tous terrains, bénéficie imaginaire infime, mais garanti. Pourtant, la petite pile d'ouvrages qui lui est consacrée cet automne montre combien la diologie n'est pas encore une science exacte. En fait, on ne sait pas grand-chose de cette princesse. On peut rêver qu'elle ait rédigé des secrets qu'on verrait un jour sortir de l'ombre. Il n'est pas exclu qu'un sous-marin, un sarcophage, un contenant secret transporte pour des décennies ses cassettes de livres propos enregistrées en catimini. Mais qui, dans quelque temps, sera encore d'humeur à s'en préoccuper ? Diana, dans cent ans, aura-t-elle fait oublier Sissi ? Sera-t-elle réduite à trois lignes chez les historiens des peuples cathodiques, civilisation éphémère qui vécut les yeux rivés sur des écrans ? Devendra-t-elle au contraire une nouvelle déesse-mère, une sorte de Cybèle dont on pourrait espérer la réincarnation électronique, ou la résurrection clonée ?

En grattant la plaisanterie, on ne

président de la Confédération helvétique.

Diana dispose-t-elle d'exploits semblables pour soutenir le choc ? Au premier abord, elle semble terriblement frustrée, par comparaison. Club de gym plutôt que mer du Nord. Mais elle parvient à être si excessivement banale que finalement tout le monde s'y retrouve - identification facile, tous terrains, bénéficie imaginaire infime, mais garanti. Pourtant, la petite pile d'ouvrages qui lui est consacrée cet automne montre combien la diologie n'est pas encore une science exacte. En fait, on ne sait pas grand-chose de cette princesse. On peut rêver qu'elle ait rédigé des secrets qu'on verrait un jour sortir de l'ombre. Il n'est pas exclu qu'un sous-marin, un sarcophage, un contenant secret transporte pour des décennies ses cassettes de livres propos enregistrées en catimini. Mais qui, dans quelque temps, sera encore d'humeur à s'en préoccuper ? Diana, dans cent ans, aura-t-elle fait oublier Sissi ? Sera-t-elle réduite à trois lignes chez les historiens des peuples cathodiques, civilisation éphémère qui vécut les yeux rivés sur des écrans ? Devendra-t-elle au contraire une nouvelle déesse-mère, une sorte de Cybèle dont on pourrait espérer la réincarnation électronique, ou la résurrection clonée ?

L'impératrice et l'anarchiste

Grâce aux « Mémoires » de Luigi Lucheni et à l'enquête menée par Santo Cappon, on connaît mieux l'assassin d'Elisabeth d'Autriche.

MÉMOIRES DE L'ASSASSIN DE SISSI de Luigi Lucheni. Édition établie et présentée par Santo Cappon, éd. La Cherche-Midi, 235 p., 98 F.

L'anarchiste italien Luigi Lucheni, qui s'immortalisa en assassinant, il y a un siècle, l'impératrice d'Autriche, rêvait avant son exploit d'être gardien de prison. Il jugeait qu'il y avait dans l'administration pénitentiaire, comme dans l'armée, une égalité de traitement, une justice également, sans commune mesure avec celles de la société civile. Son vœu fut en partie exaucé puis qu'il passa douze ans dans la cellule d'une prison genevoise avant de se pendre avec sa ceinture, le 19 octobre 1910. Une fois mort, les médecins légistes scièrent méticuleusement la calotte crânienne afin d'extraire son cerveau. Ils espéraient y trouver quelque anomalie expliquant son « geste object » ou, à défaut, vérifier les théories sur le « criminel né » de Cesare Lombroso, illustre criminologue italien qui s'était penché sur le cas Lucheni et avait affirmé devant le tribunal qu'il était épileptique. Le cerveau ne révéla aucun de ses secrets. Et c'est finalement l'Institut de pathologie de l'université de Genève qui hérita de la tête du « légicidé » on peut la contempler aujourd'hui encore baignant dans du formol.

En prison, Lucheni commença la rédaction de ses Mémoires. Il sait beaucoup, avec une précision marquée pour Rousseau, Goethe et les Encyclopédistes. Il fait volontiers la phrase de « hopenhauer : « S'il y a un Dieu, ne voudrais pas être celui-là ». »

Un mur de sa cellule, il avait émaillé le portrait d'Elisabeth d'Autriche, comme si un lien mystérieux l'unissait à elle, l'enfant abandonné, à cette femme d'une mélancolie si profonde que la mort seule l'en délivrerait. Rebelle dans l'âme et nihiliste jusqu'à la moelle - elle avait nommé son cheval Nihilismus - Sissi fuyait tout ce qui pouvait lui rappeler l'étiquette de l'empire des Habsbourg, symbole même à ses yeux de l'oppression. Elle légua d'ailleurs une part de ses revenus aux enfants victimes de



Carnets volés

Les carnets de l'assassin de Sissi, Luigi Lucheni, furent volés en 1909 par un des gardiens de la prison genevoise où ce dernier avait été incarcéré. Il y relatait comment il avait été abandonné par sa mère. Ce document fut retrouvé dans des circonstances exceptionnelles par Santo Cappon, qui décida alors de l'édition et de rappeler le procès de Lucheni, ainsi que l'itinéraire géographique et moral qui l'amena à poignarder l'impératrice d'Autriche.

la monarchie austro-hongroise. Pas plus que Lucheni, elle ne supportait l'injustice. Rarement une victime et son bourreau auront été aussi proches.

D'où l'intérêt que présentent les *Mémoires de l'assassin de Sissi*, finement analysés par Santo Cappon. Ce dernier eut la chance de les découvrir dans les archives de son père, qui collectionnait les documents anciens. Reconstituant l'histoire des manuscrits de Lucheni, Santo Cappon aboutit à la conclusion qu'ils avaient été dérobés par le gardien-chef Depietraz et que ce vol ne fut pas étranger au suicide de leur auteur dépossédé de cela même qui devait donner un sens à sa vie.

Lors de son procès, l'accusation insista sur l'incommensurable vanité de Lucheni et il fut qualifié de « nouvel Érasme » par la presse - on se souvient qu'Érasme gagna en un instant la célébrité pour avoir incendié le temple d'Artémis à Ephèse. Santo

dévoila sur le prince Henri d'Orléans. Mais, à Genève, sur le quel de l'hôtel Beau-Rivage, c'est Sissi qui viendra à sa rencontre. Un orgue de barbarie joue *Tannhäuser*, son air préféré.

Mark Twain, alors en Europe, écrit : « L'assassinat de César en personne ne pouvait trahir le monde autant que celui d'Elisabeth aujourd'hui... » Lucheni recevra des centaines de lettres à la prison Saint-Antoine, certaines l'approuvant, mais d'autres lui reprochant de ne pas s'être attaqué plutôt à cette « vache d'Angleterre, la reine Victoria ». Grisé par son geste et sa soudaine notoriété, Lucheni, qui souhaitait être extradé pour être condamné à mort, joue les divas pendant son procès, tantôt envoyant des baisers au public, tantôt ricanant. Ce qu'il a voulu par son crime, répète-t-il inlassablement, c'est « venger sa vie ». Et, à travers elle, celle de tous les laissés-pour-compte. Son avocat

invocera l'impératrice défunte : « Ferait-elle entendre des cris de vengeance ? Non pas, mais des paroles de pardon. Sa miséricorde a obtenu la grâce de cent coupables de son pays. Ecoutez sa voix et non les bruits de la rue... » L'eût-il connu qu'il aurait pu répéter le mot de Sissi : « Les victimes, ce sont les pauvres gens : on leur a pris la culture, et en retour on leur montre la civilisation dans le lointain, pour eux presque inaccessible... »

Condamné à la réclusion perpétuelle, Lucheni crierait : « Vive l'anarchie, à bas les aristocrates ! » Mais y croyait-il vraiment ? Maurice Barrès pensait qu'il était mené par cette fatalité qui préside aux tragédies antiques. Santo Cappon observe que les rôles de cette messe judiciaire ayant été distribués par les circonstances, c'est en acteur docile qu'il respecta le scénario établi par lui-même et s'attribua le premier rôle de cette étonnante mascarade.

Sissi disait : « Nous ne cessons de nous jouer nous-mêmes. » Si toute notre vie n'est qu'un jeu, admirons la perfection que mirent à tenir leur rôle l'impératrice dévoyée et son assassin, « l'anarchiste convaincu », tous deux étant par ailleurs douloureusement conscients de l'infinité du spectacle qu'ils offraient au monde. Ce qui confère au drame qui s'est joué sur les rives du lac Léman sa véritable grandeur. Entre celle qui voulait mourir et celui qui voulait tuer, l'ingénieux metteur en scène qu'est le Destin avait habilement tissé sa toile, comme s'il tenait à nous rappeler, une fois de plus, que nos vies ne nous appartiennent pas, que la justice des hommes est une pitreuse comédie et la prison notre demeure habituelle. Nous n'en sortons que pour tuer ou être tués.

Roland Jaccard

Livraisons

● **L'IRONIE.** Le Sourire de l'esprit. Socratique ou voltairien, l'ironie se moque de ses objets et joue à en dévoiler la vérité. Figure rhétorique, agrément des conversations, elle est un mode de lecture des discours, en même temps qu'une clef interprétative de la vie. Orne variations d'auteurs (philosophes, écrivains et universitaires) - abritées dans la « collection morale » d'Autrement dirigée par Nicole Czechowski - donnent leur point de vue sur cette « disposition de l'esprit humain ». Que l'ironie s'inscrive, subversivement, dans l'art et dans la littérature, on préside aux « commencements de la philosophie », c'est un « porter à l'envers » qui vise toujours à renverser toute idée fixe et dogmatique, les idées et les préjugés, à nous faire sourire - et d'abord de nous-mêmes (éd. Autrement, 192 p., 120 F.). A. D. B.

● **HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.** de Le Roy Bacqueville de la Potherie. Ignoré du grand public, le document gisait dans les bibliothèques, on ne l'avait pas réédité depuis 1753. Il est passionnant : toute l'histoire, l'économie, la géographie et l'ethnologie du Canada au XVII^e siècle, mises en lettres par un militaire astucieux qui soignait son avancement en informant les grands. Il montre les efforts des gouvernements, et surtout de Frontenac, pour résister à la poussée anglaise et reculer les bornes de l'empire. Sans notice historique et pauvre en notes, le texte rebute quelques non-spécialistes, mais vous saurez tout sur le commerce des peaux de castor, et le second volume, consacré aux Iroquois, enchantera les anthropologues (éd. du Rocher, 2 vol. 710 p., 248 F.). J. S.

● **PEUT-ON GUÉRIR DU GÉNOCIDE ?** Essai sur le génocide et le lien social, de Gilles Lussac. Psychanalyste, Gilles Lussac, comme son nom ne l'indique pas, est d'origine arménienne, fils d'une histoire interdite, souvent tuée. Né en 1951 en Arménie, ayant connu le long périple des apatrides, il est plus encore l'héritier de cette histoire génocidaire (re)commencée à la fin du siècle dernier et qui connaît son point culminant d'atrocité dans les massacres systématiques des populations arméniennes par les Turcs en 1915. Naturalisé français en 1975, ayant changé de nom - Nicole Lapierre, dans sa préface, raconte sobriement son émouvante histoire - il renoue par ce recueil d'essais un fil arraché, reconstitue une généalogie de la douleur et de l'espoir. On pourra se montrer réticent à l'égard de certaines analyses de type lacanien, mais la clarté des éléments historiques, la probité de la démarche personnelle de l'auteur forment le respect. Le « lien social » dont il est question n'est autre que celui de l'existence d'un homme parlant en son « propre » nom (éd. de l'Association freudienne internationale, 148 p., 145 F.). B.K.

JIM HARRISON

publié aux éditions Christian Bourgois

La Route du retour

Vous le rencontrerez dans les librairies

Millepages

Page 189

le vendredi 11 septembre de 18 à 20h.

le samedi 12 septembre de 17 à 19h.

17A, rue de Fontenay
VINCENNES, 97 43 22 04 45

189, rue du Faubourg St-Antoine
PARIS 11, 01 46 24 47 88

INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

LE MAL SUISSE
de Pierre Hazan.
Stock, 286 p., 130 F.

Il y avait un mythe suisse, bien décrit par un guide touristique français publié à la fin des années 40, que cite Pierre Hazan : « Nouveau venu sur le territoire helvétique, l'étranger s'étonne de respirer une atmosphère absolument particulière, et dont il cherche à déterminer le caractère : cet ordre, ce sérieux, cette coquetterie des villes et des villages, des fermes aux fenêtres fleuries ; cette propreté des locaux publics, ces drapés, ces écussons ; puis ce calme des habitants, leur sourire, leur discipline, la conscience qu'ils manifestent en toutes occasions, l'honnêteté peinte sur leurs visages... ». Le Suisse est consciencieux, discipliné, fier de son pays, animé pour lui d'une tendresse exigeante et que la perfection seule peut satisfaire.

Il y avait un mythe qui n'a pas attendu pour s'effondrer l'affaire des fonds en déshérence, de l'or des Juifs volé par les nazis ou entropé par les victimes dans les coffres-forts des banques de Genève ou de Zurich. Mais le scandale l'a définitivement tué. L'incapacité des autorités à prendre la mesure de la menace, la gestion erratique de la crise bien dans la manière d'un gouvernement consensuel, c'est-à-dire apathique, qui se taisait quand il eût fallu parler, qui sortait quelques banalités quand il eût fallu faire preuve de générosité et de hauteur d'esprit, ont déchiré le voile. Après l'ambiguïté du 700^e an-

La fin de « l'exception suisse »

niversaire de la Confédération en 1991, l'échec du référendum sur l'Espace économique européen l'année suivante, les discussions oiseuses à propos de la commémoration de la capitulation allemande en 1945, le repli de l'exception suisse n'avait été possible sinon convaincant. En faisant resurgir la mémoire de la deuxième guerre mondiale, en rappelant le principe de la neutralité, en rappelant à ceux qui ne le savaient pas ou auraient préféré l'oublier que des milliers de Juifs avaient été foules au temps du nazisme parce que - selon l'expression d'un conseiller fédéral de l'époque - « la barque était pleine », l'affaire des fonds n'a renvoyé à la Suisse une image dont elle ne peut simplement se tourner.

Les Suisses ne sont pas le seul peuple européen à devoir affronter ce passé, cinquante ans après la fin de la deuxième guerre mondiale. Mais c'est justement cette participation au sort commun qui fait problème. Que serait la Suisse sans « l'exception suisse » ? Pierre Hazan décrit bien les symptômes du mal. La Suisse, dit-il, est « un pays en panne de destin ». Les « mécanismes unificateurs » qui ont permis de faire vivre ensemble pendant des siècles des gens parlant des langues différentes, ayant des cultures tournées vers des horizons opposés, ne fonctionnent plus : l'armée, la neutralité, le fédéralisme, la démocratie directe. Le danger extérieur représenté par le communisme pendant la guerre froide disparu, la « stratégie du bérison » héritée du « réduit national » de 1939 tourne à vide. En son nom, les autorités ont

truffé les montagnes suisses de véritables villes souterraines, avec un perfectionnisme digne d'un peuple d'horlogers. Avec cette même propension à la paranoïa, la Suisse a pendant des années mis en fiches un dixième de sa population soupçonné d'ajouter la subversion intérieure au danger extérieur. L'effondrement du communisme, la mondialisation de l'économie, la réussite de l'Union européenne l'obligent à faire des choix mettant en cause son identité, mais celle-ci serait encore plus menacée si elle les édulcorait.

Pierre Hazan est moins convaincant dans son diagnostic. Ecrire que « la seconde guerre mondiale est le nœud gordien de la Suisse », c'est voir le mal à travers le prisme grossissant de la crise actuelle et privilégier une composante aux dépens de la multiplicité causale. C'est prendre le risque d'ignorer « toute la complexité du rapport au passé ».

C'est aussi oublier que la Suisse d'aujourd'hui ne saurait être réduite à l'idéologie de l'Homo alpinus qui, dans les années 30-40, faisait du Suisse un peuple élu de Dieu ayant « trouvé avec le Saint-Gothard son mont Sinaï ». Pierre Hazan liquide en deux phrases les réactions engendrées par la crise d'identité, les jeunes qui veulent relancer l'adhésion à l'Europe, le débat sur le bien-fondé de « l'exception suisse », les réflexions sur les réformes institutionnelles et même les interrogations sur la pertinence d'une armée de citoyens-soldats. Cette Suisse-là est absente du livre. On aurait aussi aimé la voir vivre.

Un précurseur de l'écologie

Cournot avait assigné à ses Recherches trois objectifs : mettre la mathématique au service de l'économie, concilier la théorie subjective de la valeur de l'école française avec celle de la valeur-travail de l'école anglaise et, enfin, critiquer la théorie libérale du commerce international.

Très malheureusement, François Vatin laisse de côté le troisième point de ce programme sous le prétexte « qu'il a déjà fait l'objet de commentaires approfondis ». Ce qu'il nous en dit toutefois - et notamment sur l'admiration peu compréhensible de Cournot pour le théoricien allemand du protectionnisme, Friedrich List, dont l'ouvrage est traduit en français en 1851 - est suffisant pour nous faire douter si Cournot ou son critique ont jamais compris les fondements théoriques du libre-échange. Lacune d'autant plus dommageable qu'elle jette une ombre sur les considérations données à la valeur qui fait pourtant l'objet d'excellentes pages. Mais cette impasse ne doit pas gêner notre plaisir. Car Vatin, en contrepartie, nous fait découvrir avec passion un Cournot beaucoup moins connu : le théoricien de la mécanique industrielle, l'énergéticien, le théoricien des sciences, mais aussi l'écologue avant la lettre.

Observant la logique des exploitations forestières, Cournot découvre la problématique qu'il oppose le rendement purement physique d'une forêt à son exploitation optimale du point de vue économique, en tenant compte de l'intérêt financier des capitaux en jeu. Et d'en conclure que « laissée à la libre exploitation, toute la forêt serait transformée de futaie en taillis au détriment de sa reproduction de long terme ». Il y aurait donc possibilité d'une discordance entre optimum technique, assimilable à la maximisation d'un rendement énergétique et optimum économique, correspondant à la maximisation du profit. Evidemment ce dilemme peut être transposé à beaucoup d'autres domaines de la vie économique. Le rapport entre l'Homme et la

Nature est ainsi devenu un problème. La modernité de Cournot apparaît encore dans le souci qu'il a de l'extinction des ressources non renouvelables et jusque dans les exemples qu'il choisit : déforestation (on vient de la voir), ravinement, extinction des cétacés. En fait, observe Vatin, cette modernité ne devrait pas nous surprendre dans la mesure où elle s'inscrit dans la conscience de cette époque, marquée par l'émergence de la thermodynamique, dont Cournot, pourtant, n'a pas pu comprendre toutes les subtilités. En fait, l'interrogation mathématique est encore très présente dans les esprits, même si elle s'est déplacée du domaine de la limitation des ressources alimentaires à celui des ressources fossiles - ce qui d'ailleurs radicalise la question, car il s'agit cette fois non pas d'un flux agricole qui ne croît pas assez vite pour nourrir la population mondiale, mais d'un stock fini dont on croit apercevoir le fond ! Beaucoup d'autres économistes contemporains de Cournot se sont, eux aussi, risqués à prévoir l'extinction des ressources ou des espèces menacées par l'avidité de l'homme. L'ancienneté séculaire de ces interrogations mesure leur pertinence, sinon leur impertinence !

Cournot a aussi inventé une troublante théorie épistémologique - celle du « déplacement d'ombres ». La clarté formelle obtenue dans l'explication de certains points scientifiques se paie, selon cette théorie, par une plus grande obscurité sur d'autres points. Ainsi l'apparente clarification atomiste de la physique, qui évince le concept métaphysique de force, rendrait impossible la biologie. « On dirait », écrit Cournot, « qu'il y a dans certaines choses un fond d'obscurité que les combinaisons de l'intelligence humaine ne peuvent ni supprimer, ni amoindrir, mais seulement répartir diversement ». Peut-être exprime-t-il ainsi le jeu à somme nulle que son propre génie livrait au savoir - de manière plutôt désespérée.

Des terroristes ou des saints

s'en tiendraient à des lectures partiales et trop récentes du phénomène islamiste. Contrairement à la caricature qui ferait de mouvements de « réforme » comme les Frères musulmans la matrice d'un islamisme violent, Tariq Ramadan soutient l'idée inverse : c'est précisément l'échec et la répression de telles formes de réislamisation des sociétés musulmanes qui est à l'origine du désespoir des masses et du terrorisme sanglant.

Cette thèse ralliement quelques passions. En puisant aussi dans les travaux d'al-Afghani, d'Abdullah, de Rida, d'Ibn Badis, Tariq Ramadan centre sa démonstration sur l'un des penseurs les plus fascinants, mais contestés, de l'islam moderne, Hassan al-Banna, petit instituteur égyptien assassiné en 1949, dont le petit-fils rappelle, avec chaleur et érudition, le parcours religieux, les qualités de prédicateur et d'organisateur de la force naissante des Frères musulmans, qui ont conservé en Egypte ou en Jordanie une grande influence politique. Disposant de sources familiales de premier ordre, citant des textes inconnus en français et en anglais, l'ouvrage comble des lacunes.

C'est Hassan al-Banna qui invente, assure-t-il, « la présence de la parole religieuse au cœur de la cité ». S'il n'a laissé que de petites « épitres », ses prédications enflammées des pans entiers de la société égyptienne. Pour lui, le salut des pays musulmans passe par la redécouverte des enseignements de l'islam et par une réforme intérieure, seules capables de libérer le peuple de la présence coloniale. Chassez l'occupant « de vos poitrines », disait-il en substance, il sera chassé du pays. Loin de

la voie laïque ou de la violence terroriste, al-Banna fait de la redécouverte d'un rituelisme musulman authentique le passage obligé pour affronter la modernité et sortir vainqueur de la confrontation avec l'Occident et le colon.

D'où vient alors le malaise ? Tariq Ramadan est plus philosophe qu'historien. Le panégyrique qu'il fait d'Hassan al-Banna, devenu sous sa plume une sorte de Gandhi musulman, et de l'aventure des Frères ne fera pas l'unanimité. Al-Banna n'a pas pu empêcher les dérives activistes, voire les a objectivement encouragées. Tariq Ramadan ne nie pas que le fondateur des Frères a appelé à la résistance en Egypte, comme en Palestine. Il a fait la synthèse de toutes les sources de l'islam réformé, leur a donné une application dans le domaine social et éducatif mais, soutient l'auteur, il n'a jamais entretenu de forces paramilitaires, ni préparé d'attentats. Sa logique interne est celle d'une foi profonde et engagée, mais des centaines de Frères ont péri sous Nasser, et cette répression a changé la référence du mouvement. De culturelle, elle est devenue politique. Al-Banna n'aurait pas agi autrement que comme un « théologien de la libération », à qui il serait injuste d'imputer la violence commise au nom de ses idées.

Un éditeur profane a mis huit mois avant de refuser de publier cet ouvrage. Et c'est une maison catholique, Bayard-Éditions, qui a pris ce risque, au nom de la nécessaire confrontation des idées religieuses. Au motif également que Tariq Ramadan ne mérite pas plus d'être diabolisé que canonisé et que le meilleur moyen d'en débattre est encore de le publier. Peut-on lui donner tort ?

POLITIQUE

• par Gérard Courtois

La saga de la démocratie

LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE
sous la direction
de Serge Bernstein.
PUF, 950 p., 398 F.

C'est une fresque impressionnante que viennent d'éditer les Presses universitaires de France dans le cadre de leur histoire générale des systèmes politiques. Des whigs britanniques qui inventent la monarchie constitutionnelle au XVIII^e siècle aux travaillistes qui généralisent le *welfare state* en 1945, de Jefferson à Clinton en passant par Lincoln et Roosevelt, des Jacobins qui font, pour longtemps, rimer démocratie politique et Terreur jusqu'aux « opportunistes » qui fondent le modèle républicain français un siècle plus tard : en un petit millier de pages denses, Serge Bernstein et ses coauteurs retracent l'émergence, la maturation, mais aussi les soubresauts et les crises de la « démocratie libérale » en Europe puis dans le monde depuis trois siècles.

Disons d'emblée qu'il ne s'agit pas d'une œuvre pionnière, mais d'une synthèse, la plus souvent remarquable. De celles qui permettent de revisiter les fondations du monde d'aujourd'hui, de reprendre la mesure des architectures souvent aléatoires à partir desquelles se sont édifiées les démocraties contemporaines. L'ouvrage est d'autant plus riche qu'il ne se cantonne pas aux grands systèmes politiques qui ont longtemps fait figure de modèles - l'anglais, l'américain et le français par ordre d'entrée sur la scène historique -, mais explore tous azimuts leur diffusion depuis le XIX^e siècle, leur double affrontement mondial d'abord avec les monarchies autoritaires, puis avec les dictatures de l'entre-deux-guerres, et jusqu'à leur triomphe incertain après l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et en Russie.

Formidable saga, en effet, même si le terme convient mal au sérieux des auteurs, et à leur souci de ne jamais céder aux explications mécanistes. « Faire l'histoire d'un régime politique implique qu'on considère celui-ci comme la traduction institutionnelle, à un moment de l'histoire, de l'équilibre provisoire qui s'est instauré entre les diverses forces qui agissent sur une société donnée », rappelle Bernstein en ouverture. Un régime politique n'est pas un mécanisme dont il faut se contenter d'examiner le fonctionnement, mais bien la résultante de mutations et de tensions sociales et économiques autant que culturelles et mentales.

C'est le premier mérite de l'ouvrage : replacer chaque étape de la construction des régimes démocratiques non seulement dans le fil de l'histoire, le tumulte de l'événement, la passion des acteurs, mais surtout la réinvention dans le terrain social et idéologique de la période. Cela conduit les auteurs à recuser toute définition générique pour privilégier une approche complexe qui fait de chaque système démocratique une synthèse momentanée, toujours contestée, mais dont la force même a été, au fil des décennies, de parvenir à se modeler sur les mutations en profondeur de chaque société, de s'adapter et de se renouveler. La règle vaut pour les trois grandes révolutions anglaise de 1688-1689, américaine de 1776-1788 et française de 1789, qui ne prennent sens que dans le prolongement de l'onde de choc déclenchée depuis le XVI^e siècle par les grandes découvertes et la « véritable refondation du système d'explication du monde » et d'organisation politique des sociétés, plaçant peu à peu l'homme au centre de leurs constructions et le peuple à la base de la souveraineté. Elle vaut également, *a contrario*, dans les pays d'Europe ou d'Amérique du Sud, où la démocratie libérale apparaît longtemps, en dépit de son rôle « d'éducation politique des masses », comme un « *placage artificiel sur des réalités économiques et sociales avec lesquelles elle s'accorde mal* ».

Cette capacité d'adaptation et de synthèse des systèmes démocratiques explique aussi, au cas par cas, la façon dont ils sont parvenus à surmonter la contradiction entre deux notions très vite apparues comme « antithétiques » : le libéralisme, qui « suppose plus ou moins explicitement un antagonisme entre l'homme et le pouvoir » et implique « de définir un État étroitement cantonné dans des fonctions minimales », et la démocratie politique, « le plus souvent portée par le soul de la démocratie sociale, c'est-à-dire d'un système où une intervention de l'État permettrait d'apporter un correctif à l'inégalité des fortunes ».

Le second mérite de l'ouvrage est inhérent à son inscription dans la longue durée, qui souligne d'autant mieux les continuités, les concomitances et les ruptures. La continuité de lecture est particulièrement éclairante pour prendre, par exemple, la mesure des controverses institutionnelles françaises. Après avoir analysé, à chacune de ses étapes (1792, 1795-1799, 1830, 1851), « le conflit récurrent depuis 1789 entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif », Bernstein note, à propos de la crise de 1877 d'où naît effectivement la III^e République, que, pour la première fois, ce conflit ne se solde pas par un coup de force de l'un des deux pouvoirs, mais par un arbitrage dans les urnes. Il faudra quelques décennies supplémentaires pour que la V^e République réussisse cette « révolution copernicienne de la culture politique nationale » en acclimant « un modèle républicain à exécutif fort, deux conceptions politiques jusqu'alors considérées comme antagonistes », en France du moins.

Au-delà des singularités propres à chaque société, les parallélismes - par exemple sur l'élargissement progressif des corps électoraux d'un côté et de l'autre de l'Atlantique - ne sont pas moins révélateurs de la mondialisation progressive des enjeux et des rythmes politiques. La longue durée, enfin, autorise d'utiles comparaisons. « Pourquoi, à la différence de la crise de 1929, la crise économique des années 70 ne s'est-elle pas traduite par la remise en cause du modèle de démocratie libérale ? », s'interroge ainsi Nicolas Rousselier en rendant compte des évolutions les plus contemporaines. La réponse tient en quelques lignes, trop brutalement résumées ici : « Si la démocratie a mieux résisté politiquement dans les années 70, elle le doit à son système de protection sociale (...). Devenue, depuis un demi-siècle, « synonyme de système de solidarité autour de régime politique », « elle n'est pas devenue la cible ou le bouc émissaire de la crise économique », comme cela avait été le cas au lendemain de la grande dépression de l'entre-deux-guerres. La leçon vaut, à l'évidence, pour les gouvernants d'aujourd'hui comme pour les épigones actuels, en France, de la « démocratie libérale ».

PASSAGE EN REVUE

• « L'ANIMAL »

Après « Richesse et pauvreté », « Les instruments du crime », « Le Chatouillement » et « Les Machines », voici « Esprits, spectres et fantômes », l'excellente revue *L'Animal*, qui en est donc à sa cinquième livraison, aime les sujets pointus, sur les marges du bizarre, propres à favoriser (comme on dit) la transversalité, et ne recule même pas devant les risques d'évanouissement ou de dissolution, comme le prouve le dernier thème choisi. Souignons la qualité et le caractère non convenu des textes présentés - citons notamment Roger Muniel, Gérard Tims-Carmel, Jean-Yves Masson, François Boddaert, Claude-Louis Combet, Yael Pachet... André Hirt, parlant du « Pathos du fantôme », cite Baudelaire : « Ne confondez jamais les fantômes de la raison avec les fantômes de l'imagination : ceux-ci sont des équations et ceux-là des âmes de souvenir ». Belle, et inquiétante, manière de mettre en perspective nos démons les moins visibles... (*L'Animal*, n° 5, été 1998, 17, rue Saint-Jean 57000 Metz, 100 F. R.K.

ECONOMIE

• par Philippe Simonnot

ÉCONOMIE POLITIQUE
ET ÉCONOMIE NATURELLE
CHEZ ANTOINE-AUGUSTIN Cournot
de François Vatin.
PUF, « Pratiques théoriques »,
470 p., 188 F.

Le potache voit dans Cournot un économiste du XIX^e siècle assez obscur, surtout connu pour avoir introduit les mathématiques dans la littérature économique et inventé la théorie du monopole. Le copieux et savant ouvrage de François Vatin permet de prendre la mesure de l'un des grands esprits du Dix-Neuvième, tout en montrant sa modernité. A n'en pas douter, Cournot a été un précurseur de l'écologie contemporaine.

Né en 1801, mort en 1871, Antoine-Augustin Cournot a traversé le siècle de la révolution industrielle avec un pessimisme croissant. Ce catholique conservateur voulait cependant faire œuvre de savant. A trente-sept ans, déjà au faite de sa carrière de haut dignitaire de l'université, il publie *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*. Alors que commence la tragédie de sa vie intellectuelle. Car les *Recherches* ne trouveront leur public qu'un quart de siècle plus tard, quand Cournot publiera les *Principes de la théorie des richesses*. Et le plus étrange de cette histoire est que les *Principes* furent oubliés comme s'ils avaient servi seulement à faire connaître le maître ouvrage de 1838. C'est que Cournot semblait se rendre puisqu'il renonçait à ce qui avait fait son originalité : la mathématisation de l'économie. Mais on n'échappe pas à son destin. Par la suite, comme le dit bien Vatin, on saluera en Cournot davantage le mathématicien de l'économie que l'économiste proprement dit. Ce qui lui vaudra d'être accaparé par ladite école néoclassique, grise d'algebra au moins pour un siècle. On constate encore aujourd'hui les ravages de cet engouement.

RELIGION

• par Henri Tincq

AUX SOURCES DU NOUVEAU
MUSULMAN
D'al-Afghani à Hassan al-Banna,
un siècle de réformisme islamique
de Tariq Ramadan.
Préface d'Alain Gresh,
Bayard-Éditions, 480 p., 140 F.

Attention danger. Précédé d'une étiquette d'« islamiste », aussi injuste qu'encombrante, ce jeune intellectuel musulman, ami de prêtres comme Christian Delorme ou Michel Lelong, autant que des « laïques » de la Ligue de l'enseignement, sent le soufre. Charles Pasqua a beaucoup contribué à la réputation de Tariq Ramadan puisqu'en 1995 il lui avait interdit l'accès du territoire français. L'ancien ministre de l'intérieur a des excuses ! Petit-fils d'Hassan al-Banna, fondateur des Frères musulmans, fils de Saïd Ramadan qui avait fui à Genève la répression nassérienne, Tariq Ramadan est l'un des observateurs les plus critiques de la scène de l'islam en France, un orateur parmi les plus écoutés dans les banlieues et un acteur de la « réislamisation » des jeunes d'origine musulmane.

L'ouvrage qu'il publie tombe à pic. A l'heure où éclatent et se diffusent dans le monde, comme une gangrène, les centres d'influence de l'islamisme, les lectures unilatérales et superficielles paraissent de plus en plus éloignées de la réalité. Tariq Ramadan fait volontiers la leçon aux islamologues français, comme Gilles Kepel, notamment cité, qui manqueraient de profondeur historique et

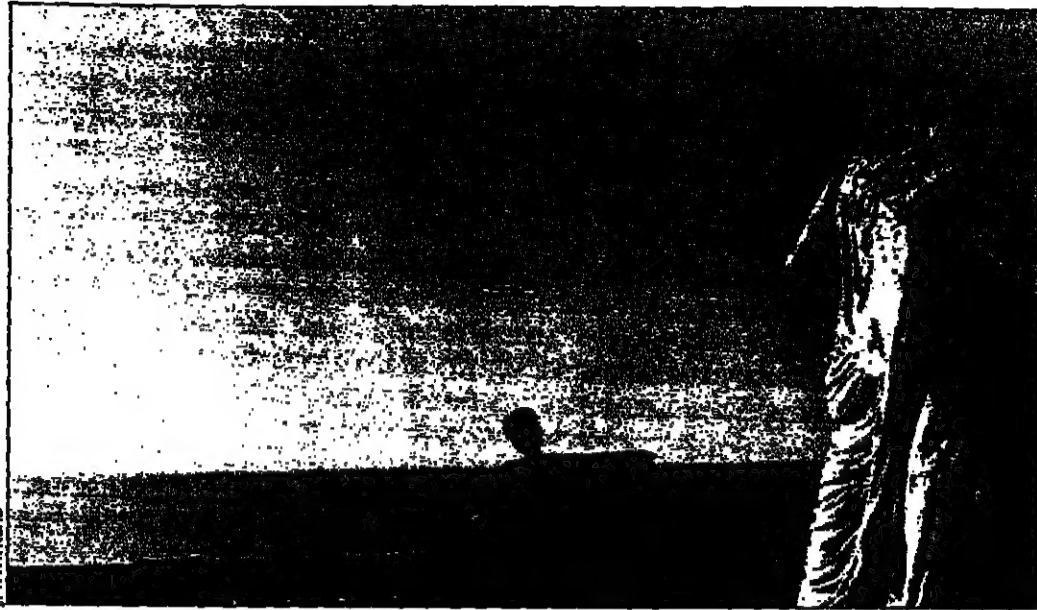
La durée savourée selon Pierre Sansot

Délire de la fânerie, de la rêverie, de la langueur... Fidèle à lui-même, le sociologue buissonnier a choisi le parti de la lenteur pour saisir les formes sensibles et poétiques de la vie sociale

DU BON USAGE DE LA LENTEUR
de Pierre Sansot
Payot, 204 p., 95 F.

Il courent, ils courent, les infatigables, ils sont éternels. Dans ce monde fébrile où la mobilité et l'hyperactivité sont valorisées, où la frénésie des urgences et des performances mène la danse, Pierre Sansot, fidèle à lui-même, choisit le parti de la lenteur. Indifférent aux pressions de l'actualité comme aux bastions des disciplines, cet agrégé de philosophie, sociologue buissonnier, professeur d'anthropologie réputé pour sa fantaisie, s'est plu à observer, de livre en livre, sans hâte excessive mais avec une jubilation évidente, les formes sensibles, poétiques ou ludiques de la vie sociale. De l'école primaire de son enfance à la route du Tour de France, des terrains de rugby aux jardins publics, de camping en bistrot, il a promené son regard vif en portant une attention tendre à la dignité des « gens de peu », à la fragilité émue des vieux, à mille petits bonheurs ténus et têtus. Chemin faisant, il a pris aussi, au fil des ans, le ton (et les traits) d'un aimable sage qui s'est « promis de vivre lentement, religieusement, attentivement, toutes les saisons et les âges de [son] existence ».

Passent donc les pressés et les penseurs affairés, ceux qui ont peur de perdre leur temps, Pierre Sansot n'est pas des leurs. Il aime musarder et savourer la durée sans la brusquer. Pour lui, réfléchir, c'est devenir « pensif » : moins une activité qu'un état de disponibilité aux êtres, aux lieux et aux idées, une disposition favorable pour peser une objection, déplier un souvenir et déployer ici une phénoménologie songeuse d'inspiration baudelairienne. Ses compagnons de prédilection sont les flâneurs, qui se laissent guider par leurs pas on



charmer par la magie d'un endroit, sans chercher à « arraisonner le monde », et les rêveurs, qui naviguent doucement entre vigilance et inconscience. Quand tout communique, que l'information se stocke, se diffuse et s'échange, il comprend l'enthousiasme des « branchés » mais rappelle qu'il est bon d'écouter, de ménager un espace à la parole et de laisser, avec attention, advenir les émotions. Quand tout est vitesse et impatience, que délais et distances se réduisent, il s'émeut d'une certaine qualité de l'attente qui ouvre l'horizon et dans laquelle le possible se pressent. Enfin, quand on ne parle plus que d'aménagement et de régions, il laisse flotter, entre remémoration et imaginaire, l'atmosphère fanée d'une « province intérieure », une petite ville, avec ses domiciles encombrés et ses vieilles demoiselles compassées, qui, sous une pluie fine, « se languit de Paris ».

Même l'ennui à sa faveur, pas

n'importe lequel certes : un « ennui modéré », aussi éloigné de l'indifférence que de l'arrogance du blasé, dans lequel « on s'étire voluptueusement » et qui permet de « se déprendre des apparences ». Pour le goûter, ce facétieux conseille apicallement au lecteur harassé une cure thermique, car les villes d'eaux, ces lieux anachroniques par excellence, dispensent un spleen agréablement dilué. Mais on peut préférer s'abreuver d'un de ces vins de pays « sans prétention », se laisser engourdir, à une terrasse de café, dans l'éclat d'une belle journée, s'abandonner à la sieste, glisser dans une somnolence d'après-bombance, cultiver avec amour un jardin ouvrier, toutes choses ordinaires et souvent méprisées, que Pierre Sansot décrit avec ferveur. Son credo, c'est la liturgie des « bonheurs simples », la célébration de « l'art du peu », le sens de menus plaisirs communs. Il laisse à d'autres l'analyse des rapports de domination

ou celle des mouvements sociaux, lui cherche la séduction de quelques échappées belles, quand les temps sont difficiles.

Pour en parler, la culture populaire ne fait pas partie de son vocabulaire. Au contraire, il s'insurge contre « les effets pervers du "tout culture" » qui, s'emparant des manières d'être et de faire, les exhibe, les dissèque en discours savants, « sans rapport avec les mots qui les disaient savoureusement ». De même, il n'approuve guère le zèle des aménagisseurs, qui fabriquent dans la ville des aires d'attraction, et il propose « l'utopie raisonnée » d'un « urbanisme retardataire », conservant ou restaurant des « espaces d'indétermination ». Dans ces lieux sans fonction ni animation, on pourrait se retrouver, traîner à son aise, ne rien faire ou, éventuellement, sur un banc, lire Pierre Sansot, avec la « bienveillance » qu'il accorde et dit attendre.

Nicole Lapierre

Livraisons

● ÉTUDES PSYCHANALYTIQUES DE LA PERSONNALITÉ,

de Ronald D. Fairbairn
Donald Fairbairn (1889-1964) fut l'un des représentants importants de l'école anglaise de psychanalyse et du groupe des Indépendants auquel appartenait aussi Donald W. Winnicott. Comme la plupart de ses contemporains marqués par Melanie Klein, il abandonna la distinction freudienne entre le moi et le ça au profit d'une conception du soi (ou self), c'est-à-dire d'une instance psychique existentielle incluant les relations d'objets. Alors que Freud situait ces relations au cœur d'une évolution biologique (les stades) et d'un choix pulsionnel fondé sur la sexualité, l'école anglaise pensait que le sujet était modelé par les objets de son investissement sur lesquels il projetait ses fantasmes inconscients. Ce renversement permettait sur le plan clinique d'analyser des troubles narcissiques ou psychotiques de nature archaïque. Présenté par Henri Vermorel, cet ouvrage présente un choix des principaux articles de Fairbairn (traduit de l'anglais par Pierre Lecomte, édition du Monde interne, 15, rue de Bièvre, 75005, 40 p., 205 F.).

● LA SCHIZOPHRÉNIE, UN PROCESSUS HUMAIN, de Harry Stack Sullivan

Dissident de la psychiatrie américaine, Harry Stack Sullivan (1892-1949) regardait la schizophrénie comme une régression à l'état sauvage. Il fut l'un des premiers, dans le cadre de l'hôpital Sheppard and Enoch Pratt de Baltimore, à concevoir une sociopsychiatrie, d'inspiration culturaliste et phénoménologique, permettant le traitement au long cours des patients atteints de cette maladie mentale. En un temps où la nosologie psychiatrique, soumise aux impératifs du marché et des laboratoires pharmaceutiques, a abandonné la notion de schizophrénie au profit d'un traitement standardisé de tous les troubles psychiques et mentaux, il était utile de faire connaître au public français les principaux articles de Sullivan. On y redécouvrira une évidence : la folie, loin de se réduire à la pauvreté d'une déficience cognitive, doit être située au cœur des grandes activités significatives de l'homme (traduit de l'anglais par Daniel Faugeras, éd. Éres, 378 p., 180 F.).

● LA VILLE SANS QUALITÉS, d'Isaac Joseph

Dans l'esprit de l'écologie urbaine de l'École de Chicago qu'il a contribué, avec Yves Grafmeyer, à faire connaître en France, Isaac Joseph analyse la ville comme espace public : non pas lieu de résidence et d'ancrage identitaire plus ou moins imaginaire, mais milieu mouvant où se font et se défont les « liens faibles » de la civilisation ordinaire. La rue, la gare, sont ainsi les scènes où se croisent, se rapprochent, s'évitent passants et usagers, à la fois étrangers et fugitivement engagés dans ces « épreuves de la réciprocité ». Ce parcours, tour à tour théorique et concret, invite à repenser l'urbanité dans son rapport au civisme (éd. de l'Aube, 210 p., 139 F.).

● LA GARDE DES ENFANTS. UNE HISTOIRE DE FEMMES

Entre don, équité et rémunération, de Françoise Bloch et Monique Buisson

Ce travail de deux sociologues aborde de façon originale la garde de jeunes enfants en mettant en regard le point de vue des mères et celui des professionnelles. Il apparaît ainsi que la décision des mères comme la vocation des autres ne se réduisent ni à un pur calcul de type économique ni à un libre choix. Car elles procèdent aussi de cette dynamique de la dette et du don qui lie les générations et assure la transmission, ou éventuellement la réinterprétation, d'un idéal normatif : celui de la « bonne mère ». Une longue « histoire de femmes » en somme, dont ces dernières restent largement prisonnières (préface d'Agnès Pitrou, L'Harmattan, « Logiques sociales », 320 p., 160 F.).

N. L.

Un anthropologue à la recherche du temps perdu

Spécialiste des sociétés du Pacifique, Nicholas Thomas entreprend dans un essai critique et pertinent de remédier aux maux qui affectent durablement le discours anthropologique. Et en premier lieu la marginalisation de l'histoire

HORS DU TEMPS
Histoire et évolutionnisme dans le discours anthropologique
de Nicholas Thomas
Traduit de l'anglais (Australie)
par Michel Naepels,
Belin, 240 p., 140 F.
(En librairie le 25 septembre.)

Rappelons le principe : l'anthropologie a pour fonction la connaissance des sociétés et des cultures « autres », de toutes celles, si nombreuses et si diverses, qui se sont constituées hors du monde dit occidental. Elle s'est définie, formée, professionnalisée au cours des recherches conduites en de multiples lieux, avant de trouver un emploi tardif en son monde originel, le nôtre. Rappelons la difficulté : comment traiter des différences manifestées de façon si multiple par ces sociétés et ces cultures ? Comment tirer des enseignements généraux, scientifiquement recevables, de tant de particularités ? Durant une première période, les différences ont été appréhendées en termes de manque ou de retard, qu'il s'agisse de l'économie productive, de l'administration des choses, du gouvernement des hommes ou de l'insertion dans une histoire transformatrice. L'Occident moderne était la référence à partir de quoi étaient déterminés des écarts, l'univers des sociétés traditionnelles était celui des clôtures, de la reproduction des configurations sociales et culturelles, de la présence à une sorte d'« éternel présent ».

Si l'anthropologie a beaucoup changé en s'instituant, en se diversifiant en « métiers », en multipliant les réseaux d'observation et les « écoles » qui la pouvaient d'outils théoriques, elle n'en a pas moins conservé certains caractères reçus de sa constitution première. Entendons par là des a

priori qui la chargent d'une sorte de péché originel. Nicholas Thomas, anthropologue, spécialiste des sociétés du Pacifique et notamment de la Polynésie orientale, entreprend dans un essai critique et impertinent de remédier aux maux qui en résultent et affectent durablement le « discours anthropologique ». Le titre de l'ouvrage : *Hors du temps*, c'est lui qui désigne le mal principal dont souffre la discipline : la marginalisation de l'histoire, le traitement des objets étudiés « hors du temps confus des événements et des incertitudes » (surtout coloniales). Cette défaillance entraîne à la fois des « erreurs théoriques et des contresens sur les faits » et, au total, « un aveuglement profond du raisonnement anthropologique ».

La polémique ne laisse échapper aucune prise. Ni l'ethnographie dite « de musée » qui collectionne des monographies sans date, figeant les peuples et leurs cultures dans une sorte d'éternité aseptisée. Ni les études plus modernes qui masquent l'ancienne carence par un supplément indigent évoquant des « changements », sociaux et culturels. Ni certains grands noms de la discipline, Edward Evans-Pritchard, Claude Lévi-Strauss, Clifford Geertz, qui ont déploré l'exclusion de l'histoire en anthropologie sans que leurs propositions aient ensuite trouvé une « traduction » dans leurs œuvres majeures. Ni les travaux qui incorporent des données historiques sans surmonter le plus souvent « les limitations du paradigme anthropologique classique ». Ni même les essais néo-marxistes qui ravivent un évolutionnisme des stades et des étapes, au long d'un parcours unique auquel toute formation sociale est astreinte, et qui souvent substituent la logique des rapports de structures à la turbulence des processus historiques.

Nicholas Thomas s'efforce de

comprendre « la persistance d'idées discréditées ». C'est la définition de l'objet anthropologique, dès le commencement, qui se trouve principalement en cause. Soit la recherche des assises de la différence dans le système des représentations collectives et des symbolisations, soit la recherche de lois fonctionnelles ou structurelles permettant de dépasser en

généralisation la diversité des sociétés « anthropologisées » et le relativisme. Ces choix initiaux expliquent qu'il y ait moins une omission de l'histoire qu'une « exclusion systématique ».

Les structures, les systèmes sont présentés avec une forte cohésion, l'ordre qui leur est attribué dans la description et l'analyse ne souffre pas d'être bouleversé par le jeu des événements et de l'imprévu. En fait, la logique du système ou de la structure est le seul registre retenu pour leur explication. « Le caractère systématique (ou structurel) a été érigé et maintenu par opposition aux événements et à l'histoire ».

La polémique visant à une « reconstruction » de la discipline part d'une salutaire réflexion. C'est tout d'abord la professionnalisation qui a développé une certaine arrogance. Elle incite à négliger des sources nécessaires, des témoignages, des descriptions, des documents et des travaux préanthropologiques souvent et injustement discrédités. Il leur est imputé la connaissance imparfaite et donc inutilisable du passé ; l'exclusion des processus historiques se légitime par l'affirmation qu'il est impossible de les bien identifier.

C'est aussi la mise en évidence des faiblesses de la pratique anthropologique : des faits sélectionnés car regus d'informateurs choisis, des « prétendues données » chargées implicitement de

théorie, des descriptions n'excluant par les partis pris, et la production de textes sous l'effet de contextes non ou peu explicites, notamment au temps des colonisations. L'endiguement critique pousse l'auteur à suggérer que les descriptions des spécialistes soient « questionnées » tout autant que les descriptions des non-professionnels. Il le fait d'ailleurs, partant de sa propre expérience, en évaluant les grands ensembles de travaux consacrés aux sociétés polynésiennes, en analysant les types de discours anthropologiques qui en ont résulté. Il met en évidence, en dehors de quelques entreprises novatrices dont celle de Marshall Sahlins, le partage en deux tendances : l'une s'attache aux « variations de la tradition » à l'intérieur de cette aire culturelle, l'autre retrace une évolution, un mouvement progressif vers une

hiérarchie et une complexité croissantes, vers la formation d'un État primitif (à Hawaï et Tahiti). La première tendance entretient l'impossible quête de systèmes traditionnels car « les sociétés ont changé de façon dramatique » avant le temps des recherches, la seconde s'attache au repérage d'un mouvement progressif en négligeant la régression possible, les transformations divergentes, les discordances résultant de nouvelles pratiques sociales.

L'ultime conclusion est impérative, il faut en finir avec la division toujours admette entre « la culture des systèmes traditionnels et le cours hasardeux et turbulent de l'histoire ultérieure ». La séparation exclut, autant que les dynamiques internes, les dynamiques externes engendrées par les relations inégales entre sociétés et par les dominations coloniales. L'essai de Nicholas Thomas est néces-

saire, il contribue à sortir l'anthropologie de son engourdissement. Il reste cependant à tenir compte d'apports antérieurs, notamment ceux de l'anthropologie dynamiste française, et à déboucher sur l'exploration des grandes transformations actuelles avec une anthropologie du contemporain moins timorée.

En même temps que l'ouvrage de Nicholas Thomas, les éditions Belin publient un essai de Michel Naepels, anthropologue, chercheur au CNRS, l'un des préfaciers du livre de Thomas : *Histoire de terres lointaines. Conflits fonciers et rapports sociaux dans la région de Houailou (Nouvelle-Calédonie)*. L'auteur étudie, d'un point de vue historique et anthropologique, les conséquences de la récente réforme foncière qui a permis de restituer aux Kanaks un certain nombre de terres (384 p., 125 F.).

FRÉDÉRIQUE TRAVERSO

Les Voyoutes

roman

Frédérique TRAVERSO
Grasset



Du temps des chevaliers

CHEVALIERS ET CHEVALERIE AU MOYEN ÂGE, de Jean Flori. Hachette Littératures, « La vie quotidienne », 308 p., 118 F.

Bayard et Don Quichotte sont les ultimes versions – parfaite ou caricaturale – de Lancelot, le preux archétype. La chevalerie médiévale ? Le sujet est classique, jusqu'à la convention. Pourtant rarement petit livre aura été plus suggestif que cette « vie quotidienne ». Les lecteurs familiers du médiéviste Jean Flori ne s'étonneront cependant pas de la performance. Retraçant l'histoire d'une réalité mouvante, dont l'archéologie renvoie à l'Antiquité romaine, Flori sait faire la part du métier (codes de combat, armement, coût), de l'éthique (le devoir de défense et de protection double celui d'obéissance et de courage), de l'idéologie, enfin, dont la littérature fixe les aspirations autant qu'elle les révèle, proposant la vision rêvée que partageait l'auteur et son public. Outre la mise en évidence de la méthode « acculturatrice romano-chrétienne face au paganisme germanique » chère à Cardini et les réserves sur la « stricte continuité » nobiliaire défendue par Werner, on saura gré au médiéviste d'une sobriété et d'une réserve qui servent le propos sans ostentation.

Ph.-J. C.

NAISSANCE DE LA NOBLESSE, L'essor des élites politiques en Europe de Karl Ferdinand Werner. Fayard, « Nouvelles études historiques », 588 p., 180 F.

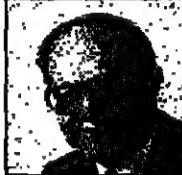
La brusque disparition de la princesse Diana, victime d'un accident de la circulation transformé en fatal dénouement d'une destinée réévaluée en mythe, a provoqué une onde de choc qu'il fut aussi difficile de comprendre que d'éviter. Les Anglais pleuraient, disait-on, la « princesse du peuple ». Si la formule astucieuse justifiait une compassion planétaire inouïe, elle avait l'avantage de mettre l'accent sur une relation ambiguë à la vraie noblesse. Comme si l'hérédité, les alliances dynastiques, pour dire l'excellence et l'accomplissement pesaient moins que l'engagement pour une cause. La renommée médiatique, masque d'un vide qui poussait à l'ironie, s'effaçait soudain devant la valeur nouvelle d'une jeune femme qui léguait en ultime image son combat contre les mines antipersonnel.

artificiel et gênant qui fit obstacle à un travail libre », il conteste la notion péjorative. Certes l'« image déformée et hostile créée par l'historiographie pré- et post-révolutionnaire » ne résiste guère à l'analyse, et Werner a beau jeu de soutenir qu'elle ne tient qu'au nom des « ignorances de jadis ». Mais pour restituer sans erreur de paralaxe ni douteuse prédétermination rétroactive le vrai visage de la noblesse, encore faut-il identifier les pièges où s'est abîmée son image. Pour Werner, le maître mot est fides : homme de foi, le noble a par essence un devoir double envers Dieu et envers le prince. Deux visages du prince qui fondent la nobilitas.

Or cette justification hiérarchique vole en éclats à l'aube des temps modernes sous les coups conjugués des réformateurs – Luther balaise les intermédiaires dans la relation à Dieu – et des théoriciens du pouvoir monarchique, tenants d'une divinisation de la fonction. Désormais renvoyé à une caricature de sa mission originelle, le noble est exclu du projet divin dont il fut plus de treize siècles un indiscutable champion. Ce long « âge chrétien » que Werner préfère évoquer pour ne pas reprendre des clichés chronologiques arbitraires qu'il juge obsolètes (« Pour les hommes du IV^e au XVIII^e siècle, le monde politique et religieux européen était gouverné par Dieu, son Eglise et les monarchies légitimes par Dieu et son Eglise. Il s'agit là d'une réalité historique, et non d'une simple idéologie ») est le seul cadre qui permette d'appréhender cette « noblesse chrétienne » qui fédère dès l'origine, c'est-à-dire le règne de Constantin, les élites appelées à gouverner et protéger les hommes tout en servant Dieu et l'empereur. Expression incontestée de la volonté divine, cette société hiérarchisée repose d'abord, selon le

médiéviste, sur la nobilitas, pièce maîtresse d'une organisation étatique empruntée à l'Empire romain et qui s'est durablement imposée sur le plan sociopolitique à tout l'Occident.

Contre la vulgate qui veut que la noblesse médiévale soit née de l'histoire mouvementée des royaumes barbares et du monde carolingien – ce qui permet chemin faisant d'épingler sans aménité excessive nombre d'erreurs typiquement modernes – et d'« absurdes anachronismes » puisqu'« on ne fait pas de véritable histoire avec des idées fausses ».



Karl Ferdinand Werner

Né en 1924 à Neunkirchen (Sarre), Karl Ferdinand Werner, après des études à Heidelberg et Paris (EPHE), enseigne en Allemagne, puis devient directeur de l'Institut historique allemand de Paris (1968) où il défend, contre les perspectives trop nationales, un point de vue résolument européen. Spécialiste du monde franc, il s'est longtemps penché sur les responsabilités de l'historiographie allemande des XIX^e et XX^e siècles dans la genèse du nazisme et les méthodes actuelles de l'histoire territoriale pour visiter celle des institutions. Membre de l'Académie des Inscriptions et belles-lettres, il vit depuis sa retraite en 1989 à Rottach-Egern en Bavière et prépare un essai sur Charlemagne.

Karl Ferdinand Werner défend donc l'idée d'une stricte (et parfaite ?) filiation entre noblesse antique et noblesse chrétienne. Le postulat clairement posé, le médiéviste s'attache donc avec une implacable acuité à traquer les indices les plus ténus capables d'asseoir cette généalogie directe. S'il ne méconnaît pas d'autres lectures qui cherchent les fondements de la noblesse dans le monde guerrier et païen « coupable » désigné d'une faille de l'Empire qu'il refuse au demeurant – avec une logique spéculative qui frôle la mauvaise foi puisque, pour mieux disqualifier la « fin atroce » de Rome en 476, il préfère y lire « le rétablissement officiel de l'Empire

qui cesse d'avoir deux empereurs » – il ne s'écarte guère d'un scrupuleux repérage des notions latines – honor, gradus, dignitas – qui fondent l'idéal nobiliaire et font de l'homme qui les assume l'incarnation de la chose publique. Ces valeurs essentielles, il les croise avec les concepts de regnum (d'une double acception chronologique et territoriale), principes (les Etats modernes « descendant » du principat romain), donc de militia principis, dont l'emblème, le cingulum – sorte de ceinturon – fait l'objet d'analyses d'une convaincante finesse.

collectif et anonyme. S'insurgeant contre les réductions faciles qui voient « privatisation » là où il n'y a que « personnalisation » du pouvoir du prince, « faillite de l'Etat » quand il n'y a que multiplication, juxtaposition et hiérarchisation des pouvoirs délégués, source de ces principats non royaux qui assument et diffusent un projet politique prétendument ruiné. Esajoutant de ne pas chercher l'Etat là seulement où se trouve le roi, Werner interroge les permanences des fonctions et des usages (d'excellents passages sur la cour de Charlemagne, « première instance de l'Etat moderne », et la culture antique, ce qui soulagera les nostalgiques de la « renaissance carolingienne » ruscées par Werner, puisqu'on ne renoue pas avec une tradition perdue si la généalogie du pouvoir est sans rupture) ; il prohibe la vision de l'Etat et l'Eglise comme deux entités séparées, potentiellement conflictuelles, pour insister sur la fusion de leurs fondements. Au service de cette double autorité, avec fierté et humilité tout à la fois, la noblesse connaît le « plus grand moment de [son] histoire » avec la réforme monastique emmenée par Chrysostome par une élite nobiliaire seule apte à compenser la défiance temporaire des autorités royales et épiscopales.

Que la noblesse ait alors « mené le jeu » réjouit sans réserve Werner, qui règle sans vergogne en finale son sort à l'élite contemporaine, incapable de reconnaître les maîtres pour se contenter des « managers », pâles exécutants qui n'ont rien de responsables. Le plaidoyer enflammé du grand médiéviste pourra irriter par ses partis pris et sa volonté de ne rien concéder à ses éventuels détracteurs. Mais son remplacement de perspective mérite qu'on suive nombre de ses leçons de méthode. Un essai suggestif et décapant.

Philippe-Jean Cathelin

Aux origines de la noblesse, de corps et d'esprit

Le grand médiéviste Karl Ferdinand Werner pourfend la conception erronée des modernes sur la « nobilitas », dont il veut faire un strict héritage antique. Décapant

Marie-Madeleine l'incroyable

L'histoire du réseau de renseignement Alliance par celle qui le dirigea : Marie-Madeleine Fourcade

L'ARCHÉ DE NOÉ, Réseau « Alliance » 1940-1945 de Marie-Madeleine Fourcade. Pion, 646 p., 159 F.

Qui acceptera l'idée qu'une jeune bourgeoise d'une grande beauté ait dirigé pendant la dernière guerre une organisation militaire, l'un des principaux réseaux de renseignement des Alliés ? Qui se laissera convaincre qu'elle se soit évadée deux fois, la première en se cachant dans un sac postal, la seconde en passant tout simplement à travers les barreaux de sa cellule (comme elle l'apprendra par la suite, le maçon, anarchiste espagnol, avait triché sur

l'écart réglementaire...) ? Qui reconnaîtra dans cette pauvre errant en ballons dans la campagne alsacienne, après cette évasion qui lui laissera les tempes aplaties, un des plus efficaces ennemis d'Hitler, d'ailleurs en liaison avec les conjurés de Stauffenberg ? Cependant, l'épopée de Marie-Madeleine Fourcade morte en juillet 1989 pour être oubliée (et il faut féliciter Pion de la réédition de ce classique introuvable), n'est pas contestée. Attendons toutefois la lumière révisionniste qui nous expliquera que ce réseau Alliance ne fut qu'une ramification de l'Abwehr, raison pour laquelle, sous-entendu d'éviter les indiscretions, les

nazis exécutèrent promptement ceux de ses agents qui tombèrent entre leurs mains.

Cette patriote admirable n'a rien d'une idéologue. Le chef qu'elle remplace, le commandant Loutstau-Lacau, était proche de Pétain encore à Vichy, et d'un de Gaulle qu'il combattait bien. A propos de ce dernier, il tranche : « Son ascenseur ne s'arrête pas à l'étage ». Autrement dit, pourquoi prétendre incarner la France, mener à ce titre un jeu politique, alors que l'urgence patriotique ordonne simplement de combattre aux côtés des Anglais, auxquels le réseau Alliance se rattache donc directement. Avant d'être surnommé « l'Arché de Noé », parce que Marie-Madeleine donnait à ses agents des noms d'animaux : elle était elle-même « Hérisson ».

Je vous laisse découvrir ou redécouvrir une œuvre militaire considérable, accomplie à quel prix ! Je voudrais insister sur la signification que peut avoir pour nous, aujourd'hui, ce magnifique visage. Cette Marie-Madeleine n'apparaît comme la féminité même en ce qu'elle a d'irrésistible. Sa baraka ne va pas sans un sixième sens qui lui permet de déjouer et de dominer le réel – ses deux évasions ne sont que deux exemples. Elle ne se réclame que de l'évidence de la lutte à mener, elle fait preuve du plus efficace pragmatisme, et cependant nous pouvons voir dans son action une sorte de dénaturation prodigieuse de la réalité, pour autant que celle-ci est insupportable, qu'on peut appeler poésie. Imaginez Nadja en guerrière... « La lune est pleine d'éphémères verts » : ce fut un des messages qui annonçèrent le débarquement. Grâce à des personnalités comme Marie-Madeleine Fourcade, la Résistance a fait de ce qui pouvait ressembler à un astre mort, notre pauvre France anéantie, une contrée héroïque et fabuleuse.



De la croissance retrouvée aux crises boursières, des nouvelles théories aux politiques économiques... L'économie change, la science économique aussi. Bilan des mutations en cours...

SCIENCES HUMAINES, Le magazine des sciences de l'homme

un kiosque, en librairie et sur commande au 09 86 72 07 00 38, rue Nanterre - BP 256 - 92004 Nanterre Cedex

De la conversion de l'Empire romain

Complétant l'essai de Peter Brown, Ramsay MacMullen montre comment s'opère, du IV^e au VIII^e siècle, la christianisation de la société

CHRISTIANISME ET PAGANISME DU IV^e AU VIII^e SIECLE (Christianism and Paganism in the Fourth to Eighth Centuries) de Ramsay MacMullen. Traduit de l'anglais par Frantz Regnot, Les Belles Lettres, « Histoire », 384 p., 145 F.

Il y a peu, Peter Brown s'interrogeait sur ce qui permettait de dire que, d'un empire païen, on était passé à un empire chrétien (1), et mettait en évidence le rôle des notables, laïcs ou clercs, dans ce processus. Ramsay MacMullen pose la même question mais, plus sensible aux comportements populaires qu'à ceux des élites, il se penche davantage sur les attitudes quotidiennes. Complétant, en quelque sorte, le tableau dressé par Peter Brown, il nous donne à voir, concrètement, comment se produisit le passage, pour des millions de gens, d'un ensemble de cultes ancestraux auxquels tous restaient fortement attachés à une religion nouvelle qui, en bien des domaines, était incapable d'offrir la même qualité d'émotion et de sociabilité joyeuse. Et de son analyse se dégagent deux grandes conclusions.

La première est que les païens ont perdu la partie vaincue par une persécution impitoyable, qui consiste aussi bien à les écarter, par une législation sans cesse plus rigoureuse, des responsabilités (la politique, l'enseignement, le droit), qu'à profaner leur sanctuaires, détruire les images de leurs dieux ou à attenter à leur vie. Les mêmes chrétiens, qui, au temps où ils étaient minoritaires, réclamaient la tolérance des autres, ne surent pas entendre l'appel identique que le païen Symmaque lançait en 384 à Ambroise de Milan. Comment, d'ailleurs, pratiquer la tolérance

envers les païens quand une intolérance meurtrière règne au sein même de la chrétienté, comme si le christianisme devenu dominant exigeait des attitudes extrêmes.

ASSIMILATION

Par chance, cette intolérance affichée, cette persécution latente ou déclarée pouvaient être tempérées à l'échelon local par la gentillesse des uns et des autres ou la nécessité. Mais la politique impériale elle-même considérait comme un devoir de dégrader le moins possible les plaisirs traditionnels des populations. Ainsi pouvait-on célébrer encore les Lupercales à Rome en 494-495, au grand scandale du pape, et tant d'autres fêtes païennes, à Rome comme dans les provinces ! D'où la seconde grande conclusion de MacMullen : conscients des lacunes de leur propre vie religieuse et de l'attachement des masses à certaines manifestations religieuses, voire à certains lieux (d'où la réutilisation des sanctuaires païens ou des thermes comme églises), les responsables chrétiens, empereurs et évêques, finirent pas adopter de nombreuses traditions païennes qu'ils avaient d'abord condamnées. A la violence de la persécution, les chrétiens ajoutèrent l'assimilation des rites païens qu'ils ne pouvaient déraciner, assurant ainsi leur triomphe par deux voies radicalement opposées. MacMullen s'intéresse en particulier à la place de la danse et du chant dans le culte, au remplacement des dieux guerriers dont l'efficacité était prouvée par tant d'ex-voto, consacrés parfois depuis près de mille ans, aux cérémonies funéraires, aux fêtes populaires enfin (comme celle des calendes), qui, faute de pouvoir être éliminées sans provoquer de graves troubles, furent intégrées au calendrier chrétien : il suffisait de leur attribuer, fût-ce de façon parfaitement rhétorique, une autre signification. Du moins

aux yeux des théologiens, car, pour les masses, un banquet restait un banquet et une procession une procession, les mêmes depuis toujours !

Cette enquête complexe de MacMullen se lit avec un réel intérêt, malgré une écriture parfois difficile à suivre, le style parlé qu'il affectionne passant assez mal dans la traduction. Mais il vaut la peine de faire cet effort, car le livre fourmille d'idées séduisantes, en plus des conclusions principales. Ainsi, MacMullen montre que le relatif rationalisme d'hommes comme Platon, Plutarque ou Plotin laisse place à un retour en force à la superstition à partir du III^e siècle, aussi bien chez les païens que chez les chrétiens. De même, la culture commune aux notables, si fortement mise en évidence par Peter Brown, contribue à sauver une partie du patrimoine : est-ce le hasard si la loi de 408 ordonne la destruction des idoles dans les seuls lieux de culte ? Il aurait fallu autrefois détruire la quasi-totalité du décor urbain ! Ou encore, si l'Etat et l'Eglise peuvent agir efficacement pour faire cesser les manifestations publiques des cultes païens, comment intervenir au cœur des maisons, pour éviter qu'on ne vénère les dieux lares et pénates, comment combattre cette religion domestique qui fait partie de la vie quotidienne ? C'est par là sans doute que bien des rites anciens survécurent, certains jusqu'à nos jours : car, comme le constate MacMullen, « la vieille religion convenait bien à la plupart des gens, ils l'aimaient, lui faisaient confiance, ils s'y épanouissaient, et donc ils résistèrent au changement, qu'il leur fut imposé par la parole ou par la violence ». On le comprend, la partie était bien loin d'être gagnée. Mais, au fait, l'a-t-elle jamais été totalement ?

Maurice Sartre

(1) « Le Monde des livres » du 10 avril.

Les Français des brigades « rouges »

Au-delà du portrait de ces volontaires, Rémi Skoutelsky décrit les combats contre les forces franchistes, allemandes et italiennes ainsi que les déchirements internes du camp républicain

L'ESPOIR GUIDAIT LEURS PAS

Les volontaires français dans les Brigades Internationales (1936-1939)
de Rémi Skoutelsky.
Grasset, 408 p., 157 F.

Ces « rouges » démocratiques, ces « suppôts de Moscou » que les agents de Vichy s'étonnaient quatre ans après la guerre d'Espagne de ne pas trouver parmi les évadés de France vers l'Afrique du Nord (« Le Monde des Livres » du 28 août), qui étaient-ils ? Rémi Skoutelsky s'est livré à un travail minutieux et efficace, grâce notamment à l'ouverture des archives soviétiques et espagnoles. Il s'est essentiellement intéressé aux volontaires français dans les Brigades Internationales, mais il lui a fallu retracer l'histoire de ces dernières et, au-delà, celle de la lutte contre les forces franchistes, allemandes et italiennes, et aux conflits sanglants à l'intérieur du camp républicain entre les communistes orthodoxes, très minoritaires au début, d'une part, et, de l'autre, les anarchistes et les tenants du puissant Parti ouvrier d'unification marxiste, le POUM, qualifiés en vrac, par les hommes du Komintern, du qualificatif honni de « trotskystes ». Les représailles stalinienues se poursuivront pendant la guerre jusque dans les maquis FTP de France.

Les brigades étaient-elles purement et simplement « le bras armé du Komintern » ? L'auteur montre que si l'organe du communisme international a bien réussi à contrôler les unités de volontaires accourus du monde entier pour combattre dans les rangs républicains, il n'en a pas eu l'initiative. Le Parti communiste français, notamment, n'a en rien encouragé les premiers départs, bien au contraire. Et les membres des



Volontaires français défilant sur les Rambles, à Barcelone

PC étaient loin d'y figurer seuls. Au demeurant ni André Malraux, qui fonda l'escadrille républicaine magnifiée dans *L'Espoir*, ni George Orwell, futur auteur de 1984, engagé dans les rangs du POUM, auprès duquel Benjamin Péret représentait la IV^e Internationale, n'appartenaient aux brigades.

Sur les quelque 9 900 Français qui, à un moment ou à un autre, se retrouvèrent dans leurs rangs, l'auteur décompte une grande majorité d'ouvriers et de manœuvres, dont une moitié de mé-

tallurgistes. Un sur deux vient de la région parisienne. A 80 %, ce qui ne saurait surprendre, ce sont des militants ou des adhérents de syndicats ou de partis politiques. Des aventuriers, bien sûr, dans les rangs, et même un membre camouflé de la Cagoule. On soupçonnera l'ancien président du conseil Edouard Herriot, maire inamovible de Lyon, de se débarrasser de ses SDF en expédiant à la base des brigades, à Albacete, plusieurs dizaines de clochards lyonnais qu'il fallut rapatrier...

En général, les volontaires sont moins jeunes qu'on ne pourrait le croire : des hommes faits, souvent mariés et pères de famille. Ils viennent se battre mus par des convictions fortes, et souvent, paradoxalement si l'on oublie que la guerre de 14-18 n'est terminée que depuis moins de vingt ans, par pacifisme : on compte dans les brigades beaucoup d'anciens combattants venus faire la guerre à la guerre. Les brigadistes sont, au début, très souvent mal armés, et parfois pas du tout : il arrive que des troupes sans entraînement soient lancées contre les mitrailleuses de la Légion étrangère espagnole ou contre les régiments marocains de Franco avec pour seules armes des bâtons et des pierres. La discipline communiste et l'aide de l'URSS, tant qu'elle durera, en feront des unités efficaces que l'état-major républicain lancera dans les combats les plus durs et les plus sanglants, les laissant en ligne pendant des semaines. Il y aura des désertions, des suicides, des pelotons d'exécution. Skoutelsky montre sur ce dernier point qu'André Marty, patron d'Albacete, certes dangereux caractériel, ne fut pas, ou pas tout à fait, le « boucher » que l'on a dit.

Un sentiment dont on a peine aujourd'hui à mesurer la force est commun à tous : une puissante solidarité internationale populaire contre un adversaire idéologiquement exécuté. Après avoir appartenu, comme l'écrit dans sa préface Antoine Prost, « à une légende héroïque ou sinistre », les brigades, dont les survivants ont, le 19 janvier 1996, reçu, par un vote unanime des Cortes, la nationalité espagnole, entrent dans le domaine précis de l'histoire qui dépasse « les indignations adverses et jumelles ». Ils ont tout à y gagner.

Jean Planchais

« L'Huma » en « unes »

LA « UNE » DE L'HUMANITÉ
Plon/L'Humanité
256 p., 157 F.

Sans être inédite, l'idée reste passionnante. Au terme de près d'un siècle de publication, *L'Humanité*, quotidien fondé par Jean Jaurès au printemps 1904 et devenu dès le congrès de Tours l'« organe central du Parti communiste français » (il conservera ce sous-titre de 1923 à 1994), fait retour sur la mémoire de sa « une ». L'exercice mène son lot prévisible de rapprochements incongrus, fruit de téléscopages de l'actualité : l'annonce du bombardement de Guernica partage la « une » avec l'annonce de la mort de Gramsci comme la disparition de Beckett résiste à la chute de Ceausescu ; Eluard salue, malgré ses attaches avec le parti, bien discrètement, campagne de soutien aux Rosenberg oblige ; ou découverte du corps d'Aldo Moro tandis que le rêve basaltique s'effondre face à Eindhoven en finale de la coupe de l'UEFA... Le Panthéon d'un journal engagé détermine un XX^e siècle dédié à Jaurès et Staline, mais aussi Tolstoï, Prévert, Picasso et Aragon bien sûr, fûté quelques mois avant sa mort par un cahier illustré par Matisse, dont il signait l'éloge funèbre près de trente ans plus tôt. Du projet politique initial du titre, encore jugé trop élitiste à l'époque où Jaurès salue la réhabilitation de Dreyfus, à la priorité rendue à la fonction d'information, ce qui n'exclut pas les prises de position (pour 1998 le dessin de Sironi le jour du verdict du procès Papon tranche sur la conventionnelle « légende du siècle » au lendemain de la victoire française au Mondial de football), voilà un coup d'œil éclairant sur les quelque 32 000 numéros parus à ce jour, mais qui aurait toutefois mérité d'être introduit par une véritable analyse, le texte de Pierre Zarka ne pouvant tenir lieu de réflexion historique.

Ph.-J. C.

Dormoy, redécouvert

André Touret sort de l'oubli une des grandes figures du Front populaire

MARK DORMOY
d'André Touret.
Ed. Créer (63340 Nonette),
256 p., 150 F.

Dès son jeune âge, le cordonnier Jean Dormoy fut des « marianneux », société héritière des carbonari ; il créa en 1879 un cercle républicain ; il fit de la prison avec son ami Jules Guesde, participa à tous les débats opposant les guesdistes aux partisans de Blanqui et, avec le soutien de sa femme, fut de toutes les luttes ouvrières des heures difficiles du socialisme. Cela explique que dès qu'il eut un fils, le 1^{er} août 1888, il le prénomma Marx. Aujourd'hui, à Paris, Marx Dormoy, c'est une rue et une station de métro, mais le personnage est bien oublié. André Touret répare cet oubli avec la première biographie de celui qui fut, à Montluçon, un maire à l'avant-garde des œuvres sociales, et qui, ministre de Léon Blum, fut son ami et plus proche collaborateur dans l'application des accords Matignon et, bientôt, en prenant une part active dans les mesures prises contre les ligues. Au lendemain du suicide de Salengro, cible privilégiée de l'extrême droite, c'est tout naturellement que Blum nomme Dormoy à l'intérieur. Après la campagne de calcium qui avait eu raison de Salengro, il lui fallait « un homme qui n'aurait pas froid aux yeux et les nerfs à toute épreuve ». Dormoy se montre si bien cet homme que, le gouvernement Blum renversé et remplacé par celui de Camille Chautemps, il garde son ministère. C'est alors qu'ayant à faire face à une série de meurtres et d'attentats, il entreprend une lutte sans merci contre les chefs de la Cagoule, en même temps qu'il destitue de ses fonctions de maire un Jacques Doriot dont le Parti populaire français lance les troupes contre les partis de

gauche. Dormoy devient l'ennemi de toutes les factions antirépublicaines. Peu d'années après sa disparition, le 26 juillet 1941, Blum écrit : « Cela criait vengeance en vérité. Doriot et la Cagoule se sont vengés des que la capitulation et la trahison leur eurent offert l'occasion favorable. » Mais cette action souvent difficile pour déjouer divers complots n'est pas la seule préoccupation de Dormoy. Est aussi à mettre à son actif le travail qu'il conduisit pour lutter contre l'état d'esprit qui se développe à l'égard des « méchiques » et principalement des juifs, nombreux à fuir l'Allemagne, autant d'étrangers pour lesquels il réduisit les expulsions arbitraires et fait passer des mesures législatives. Le gouvernement Chautemps renversé et remplacé par un gouvernement Chautemps sans les socialistes. Il quitte son ministère. La guerre est proche. Puis la défaite. On le retrouve à Vichy, avec Blum. Il est des plus opposés à Laval et, quand il s'agit de créer l'Etat Français, il est des quatre-vingts qui disent non. Quelques mois plus tard, après avoir été emprisonné puis mis en semi-liberté, il écrit : « Si, par hasard, on me suicidait... » Trois individus et une actrice, dont on dit qu'il était « passablement amoureux », se chargent du suicide. Une bombe à retardement sous le lit de Dormoy. Brasillach évoque aussitôt la disparition du « satyre barbu » comme étant le « seul acte de justice accompli depuis l'armistice ». Homme politique comme il en est peu d'une République à l'autre, Dormoy est une figure qu'avec talent et érudition André Touret nous donne à découvrir. En un temps où politiciens et scandales vont souvent de pair, il serait dommage d'ignorer ce récit d'une vie exceptionnelle vouée au bien commun et qui est une part de notre histoire.

R.-R. L.

Suisses sans neutralité

LES OUBLIÉS
Trois Suisses
de la guerre d'Espagne
de Pierre Bavaud et Jean-Marc Béguin. Ed. Cabédita (74500 Saint-Gingolph),
« Archives vivantes »,
160 p., 129 F.

Sur les quelque huit cents Suisses qui ont pris part à la guerre civile en Espagne, deux cents y sont morts, et les deux tiers des survivants ont été blessés. A leur retour – tout comme, plus tard, ceux qui aideront la Résistance française –, ils ont été mis en prison, contraints à « l'œuf intérieur », privés de leurs droits civiques, soumis à des interdictions professionnelles (sauf, dit-on, ceux pas plus d'une trentaine, qui s'étaient engagés au côté des troupes franchistes). Ensuite, on les a oubliés et on n'a reparlé d'eux que dans les années 70, en particulier après la projection d'un documentaire réalisé par Richard Dindo. Mais ce n'est qu'en 1994 qu'a véritablement été soulevé le problème de leur amnistie, qu'ils finiront par obtenir mais uniquement sur le plan politique, pas juridique. Pierre Bavaud et Jean-Marc Béguin ont rencontré trois de ces « volontaires de la liberté », et de ces entretiens ils ont tiré des récits croisés. Joseph Marbacher, Lucien Raymond, Eolo Morenzoni racontent par l'intermédiaire des deux journalistes ce qu'ils n'ont sans doute jamais dit avant. Il faut passer outre au vocabulaire employé, truffé de clichés et de phrases toutes faites, et aux tournures de phrases souvent maladroites qui peuvent prêter à sourire : cette formulation permet de retrouver la mémoire de ces trois petits soldats, de ces trois jeunes militants communistes, qui cherchaient simplement à défendre leurs idées et leurs espoirs que, devenus vieux, ils n'ont pas oubliés.

M. St.

BARBARA



232 pages
98 F

Ce récit testamentaire où une chanteuse qui n'aimait pas son corps console, avant de mourir, la petite fille horrifiée qu'elle n'a jamais cessé d'être...

Jérôme Garcin, Le Nouvel Observateur

Soudain on repense à cette réponse qu'elle affectionnait lorsqu'elle admirait une personne : « Lui, il est beau à l'intérieur. » Ces Mémoires interrompus ne disent pas autre chose. Voici une femme qui était - qui est - belle à l'intérieur.

Josyane Savigneau, Le Monde

Coincidence fiévreuses, mots troublés, souvenirs vibrants. Les mémoires de Barbara ressemblent à ses chansons.

Dominique de Saint-Pern, Elle

FAYARD

كتاب المذكرات

La justice prive Dargaud d'Astérix

Jour noir pour Dargaud Editeur : mercredi 9 septembre, mettant fin à une série de procès qui dure depuis douze ans, la cour d'appel de Paris a tranché en faveur d'Albert Uderzo, co-auteur avec René Goscinny des aventures d'Astérix, en retirant les droits d'exploitation des albums à Dargaud Editeur. L'actuel PDG de Dargaud, Claude de Saint-Vincent, a annoncé son pourvoi en cassation.

Depuis 1961, Dargaud a publié en France et à l'étranger 24 albums des aventures du célèbre petit Gaulois, vendus au total à environ 280 millions d'exemplaires. En 1977, à la mort de René Goscinny, Albert Uderzo a créé les éditions Albert-René, qui ont publié les récentes aventures d'Astérix, dont *La Galère d'Astérix*, vendue à sept millions d'exemplaires.

Le différend né en 1976 entre Dargaud et les auteurs d'Astérix porte sur les droits d'auteur à l'étranger, les albums d'Astérix étant publiés dans 41 pays. Au fil des procédures, Albert Uderzo et Anne Goscinny (fille de René Goscinny et détentrice des droits depuis le décès de sa mère, Gilberte Goscinny), alors associés, ont réclamé jusqu'à 20 millions de francs à Dargaud, mais ont été déboutés. De jugement en expertise, de plaidoiries en brouilles, l'affaire est parvenue à son terme.

Six litiges opposaient Dargaud à Albert Uderzo. La cour d'appel de Paris a débouté Albert Uderzo pour cinq d'entre eux mais a condamné Dargaud pour le sixième. En plus du retrait de l'exploitation d'Astérix, la cour a condamné Dargaud à 5,5 millions de francs de dommages-intérêts à verser à Albert Uderzo.

« C'est un coup dur pour Dargaud, la perte d'un best-seller et de 35 % de son chiffre d'affaires de 140 millions de francs, indique Claude de Saint-Vincent. Je pense qu'à moyen terme c'est un coup dur pour l'édition française (...), cette jurisprudence étonnante permettant à un auteur de résilier des contrats très anciens, sans motif réel ».

Se fondant sur un arrêt de 1994 indiquant que Dargaud avait « scrupuleusement rempli ses obligations de reddition des comptes et des paiements des auteurs », le PDG de Dargaud s'étonne du changement radical du nouvel arrêt qui tient par ailleurs compte de la plainte d'un auteur alors que M^{me} Goscinny, représentante du co-auteur, s'est quant à elle « vigoureusement opposée à tout changement d'éditeur ».

D'ici à l'examen de l'affaire par la Cour de cassation, il reste à Albert Uderzo à trouver un nouvel éditeur, pour les 24 albums retirés à Dargaud. Et ce, alors qu'il est en conflit avec Anne Goscinny. En attendant, pour le PDG de Dargaud, « les conséquences de cet arrêt vont se traduire par la perte de dizaines d'emplois et peser sur la création et la recherche de jeunes auteurs, permises par la marge financière dégagée » par Astérix.

Yves-Marie Labé

Droit de prêt : un accueil positif

Les professionnels sont assez favorables au rapport de Jean-Marie Borzeix

Le rapport sur la question du droit de prêt dans les bibliothèques qui vient d'être remis par Jean-Marie Borzeix, ancien directeur de France-Culture, à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication (*Le Monde* du 4 septembre) est accueilli favorablement par la plupart des professionnels du livre. Préconisant l'abandon du prêt gratuit et le recours à la contribution des usagers - à l'exception des mineurs - pour financer ce droit de prêt, ce rapport a pour premier mérite de rapprocher sensiblement les positions des éditeurs et des bibliothécaires, lesquels, depuis des années, s'opposaient radicalement sur cet épineux dossier.

Pour Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition, qui plaide activement pour l'instauration de telles mesures et le respect de la législation sur la propriété littéraire, cette analyse « impartiale » propose « des solutions simples et logiques ». S'ils doivent désormais la regarder en détail, notamment pour ce qui concerne les exemptions, les éditeurs ne peuvent que s'en féliciter. « J'espère qu'elle montre aux bibliothécaires qu'on ne souhaite pas travailler les uns contre les autres, mais défendre ensemble les auteurs », déclare Serge Eyrolles.

Les bibliothécaires, qui, dans leur ensemble, établissent un lien entre gratuité et lecture publique, semblent soulagés par

les propositions du rapport. « M. Borzeix a très bien entendu les bibliothécaires et leur donne raison sur de nombreux points », souligne Claudine Belayche, présidente de l'Association des bibliothécaires français. Une rémunération calculée sur le nombre d'exemplaires achetés chaque année et non sur le nombre de prêts ; une tarification plus proche de 0 que de 100 francs ; l'exonération des enfants... Sur le plan de la philosophie générale, des moines, ces suggestions sont assez proches de nos idées. » L'Association des bibliothécaires français reproche néanmoins au rapporteur d'avoir négligé, dans le panel des personnalités interrogées, les représentants des collectivités territoriales, premières sources de financement des bibliothèques municipales, et de ne fournir dans son document que des statistiques « approximatives ». Elle s'interroge également sur la mise en œuvre pratique des recommandations : saisie et traitement des données, clés de répartition des recettes, gestion des fonds collectés, efficacité et transparence du système... « Les droits acquis seront gérés par une société collective de répartition. Le rapporteur propose d'utiliser l'une (ou plusieurs) de celles existantes : Sacem, Adami, SACD... dont on espère d'ici là que toute la clarté soit faite sur leur gestion des fonds collectés ».

Seul le syndicat des bibliothèques SNB-FEN se montre radicalement critique à l'égard du

rapport. Dans un communiqué, il qualifie le projet de droit de prêt de « barrière supplémentaire dans l'accès au livre (...) coûteuse, peu efficace au plan économique, difficile à redistribuer, cette mesure fera perdre des lecteurs aux éditeurs autant qu'aux bibliothèques », écrit le SNB.

Tel n'est pas l'avis des auteurs pour lesquels « la gratuité du livre emprunté aurait plutôt tendance à dévaloriser son objet ». Ces derniers se réjouissent donc de voir le créateur placé au cœur de la réflexion de Jean-Marie Borzeix. « Pour la première fois, le droit d'auteur est au centre de la question », note François Coupry, écrivain et président de la Société des gens de lettres. M. Borzeix souligne bien la dimension symbolique de ce dossier. A cause des réseaux, le droit d'auteur est aujourd'hui en danger. Il est fondamental de protéger tous les bastions, aussi petits soient-ils. Le droit de prêt en est un. C'est un symbole important au regard des grandes batailles qui vont se jouer autour du droit d'auteur lié aux réseaux ».

Au ministère de la culture, on indique qu'après « une concertation large avec les professionnels de l'écrit », la ministre fera connaître son point de vue à la fin du mois de septembre. Les dispositions sur le droit de prêt devraient s'inscrire dans la loi sur le premier semestre 1999.

Florence Notville

Paulhan, la sortie du souterrain

Vingt-cinq ans ont passé depuis le premier colloque Paulhan de Cerisy. Qu'en est-il de l'état des connaissances sur l'auteur des *Fleurs de Tarbes* ? Rappelons la chronologie. Octobre 1968 : mort de Paulhan, qui n'a pas le temps de voir le dernier des cinq volumes de ses *Œuvres* éditées, selon ses très précises indications, par Jean-Claude Zylberstein et Pierre Oster au Cercle du livre précieux (1966-1969) ; juillet 1973 : Décade de Cerisy dirigée par Jacques Bersani et intitulée « Paulhan, le souterrain ». Ceux qui patient là ont, pour la plupart, connu Paulhan, son œuvre dans le souvenir de l'homme, de l'épistolier attentif et extraordinairement fécond : Yvon Belaval, René de Solier, Etienne, Dominique Amy, André Berné-Joffroy... Les actes de cette rencontre furent publiés en 1976 en « 10/18 ». Ils restent passionnants.

Mais cinq ans après la disparition de son auteur, on a encore eu à peine le temps de mesurer, à l'aune de l'entreprise de reconstitution éditoriale et des archives (déposées depuis à l'Imec), une œuvre laissée, du vivant de Paulhan, au hasard et à l'orgueilleuse modestie de publications séparées. De plus, l'immense continent de la correspondance reste encore inexploité. Enfin, la notoriété de Jean Paulhan, la place éminemment stratégique qu'il occupa, à la tête de la NRF, dans le paysage français à partir

des années 20, puis la consécration de l'Académie française (1963), avaient un peu brouillé sa figure, la simplifiant parfois jusqu'au ridicule : « éminence grise » de Gallimard, esprit retors et paradoxal, amateur de « chinoïseries » intellectuelles...

Le deuxième colloque de Cerisy, dirigé par Claude-Pierre Pèrez, fut, au cours de la dernière semaine d'août, l'occasion de dessiner un visage plus vraisemblable, plus sérieux. De plus, depuis les années 70, de nombreuses correspondances ont été publiées ; d'autres sont encore à venir (avec Mauriac, Fénéon, Arland, Bousquet, Dubuffet, Guéhenno, Supervielle...). A la différence de la première manifestation où l'on entendit les « témoins », c'est la deuxième génération des lecteurs qui, majoritairement, apportèrent leur contribution à la connaissance d'un « autre Paulhan ». Citons Silvio Yeshua et Thomas Ferenzi (eux présents en 1973), Jeannine Verdès-Leroux, Jean-Claude Coquet, Michael Syrotinski, Jean-Kelly Paulhan, Bernard Bailland, Frédéric Badré, Louise Lambrechts... Ce n'est plus seulement l'éditeur, le passeur, le politique, le rhétoricien, l'auteur de revue qui furent disséqués. Au-delà de ces aspects multiples, c'est la figure rassemblée d'un écrivain ne cessant d'interroger le mystère des Lettres qui se profila. Espérons lire très prochainement les actes de ce colloque.

R.K.

Michel Houellebecq débarqué

Michel Houellebecq avait rejoint, en 1996, le groupe Perpendiculaire (mouvement littéraire né en 1984), au moment de la création de la revue du même nom. Partant du principe que l'on « n'attrape pas les mutations contemporaines avec du vinyle baïzarien », Perpendiculaire prône l'abandon du romanesque psychologique et des postures culturelles traditionnelles (« qui finissent par coaguler en des tics, des manières de langage ») au profit d'une recherche « de ce qui est vécu par chacun, afin d'aboutir à la production de trajectoires significatives susceptibles de déstabiliser les grandes surfaces idéologiques ». Se réunissant le mercredi soir à 21 heures au café Les Macromolles, 18, rue des Archives, Paris 4^e, le groupe plaide pour la « multiplicité des textes » et des identités. Dans le numéro 11 de la revue, le nom de Michel Houellebecq a disparu du comité de rédaction. Motif de cette exclusion : la sortie de son nouveau roman, *Les Particules élémentaires* (Flammarion), avec lequel ses compagnons « déconcertés » se disent « en total désaccord ».

Le numéro s'ouvre par un entretien avec celui dont les membres fondateurs reconnaissent avoir publié par deux fois (en 1996 et 1998) des extraits de ce qui est devenu le roman litigieux. Michel Houellebecq y souhaite « la disparition des milles », confesse se sentir proche des « cathos traditionalistes », propose « une conversion massive au bouddhisme », défend Solal et Brémont, se raille au déterminisme. Ses interlocuteurs l'accusent : ses personnages « expriment des idées qui posent pro-

blème et peuvent scandaliser », qu'il s'agisse de points de vue politiques, de propos sur le racisme (présenté comme un épiphénomène), l'avortement (il est contre), l'exclusion, de théories héritées d'un positivisme mal digéré ; sa peinture d'une catastrophique évolution des mœurs l'assimile « à la droite la plus réactionnaire » ; son doute « sur le fait qu'une société soit quelque chose d'intéressant à bâtir », sa propension à camoufler une « entreprise autobiographique » sous une approche sociologique les gênent... Ils ont tranché. « Nous prenons nos distances avec Houellebecq », explique Christophe Duchatelet, parce que nous nous sommes aperçus au cours de cet entretien que l'auteur adhérait aux thèses développées par son personnage, ou les prolongeait. Du coup, son livre sort du registre de l'allégorie, de la métaphore, pour devenir un autre objet. On n'est plus dans la fiction, on est ailleurs. Quand on développe des thèses sur l'eugénisme, la disparition de la race, l'organisation politique du désir, des thèses proches de la sociobiologie, proches d'Alain de Benoist, de la revue Krisis (Houellebecq attaque aussi l'art contemporain), et que le Front national fait 15 %, quand on est un écrivain qui jouit d'une certaine audience, et qu'on laisse entendre que l'on pense ce qui est dit dans le livre qu'on vient de signer, on prend le risque de donner une portée politique à des thèses inacceptables. Il s'agit bel et bien d'un « procès politique », assumé par les responsables de la revue, en dépit de la gêne provoquée par cette rupture chez l'éditeur, qui publie l'un et les autres.

J.-L. D.

A L'ETRANGER

● **ITALIE** : les éditions Piemme persistent et publient Les éditions Piemme continueront à publier les œuvres d'Anthony De Mello, auteur de nombreux livres tels qu'*Un appel à l'amour*, *Dieu est là, dehors*, *Histoires d'humour et de sagesse* (Desclee de Brouwer/ Bellarmin) bien que le cardinal Joseph Ratzinger ait défini les œuvres de l'écrivain jésuite mort en 1987 comme « incompatibles avec la foi catholique », car pouvant « causer de grands dommages ». Ce « vade retro, Satanas » n'a donc pas découragé la maison d'édition aux racines catholiques, qui publiera la note du cardinal sur chaque exemplaire des prochaines parutions et a déjà annoncé la publication, fin septembre, d'un nouvel ouvrage de De Mello. Piemme s'était déjà impliquée dans une polémique similaire lors de la publication de *Le Dieu de Jésus* de Jacques Dumesnil (Grasset, 1997) et avait défendu le livre contre les attaques du quotidien catholique *« L'Avvenire »*.

● **La renaissance des éditions Treves** Soixante ans après sa disparition, la maison d'édition Treves va réapparaître en octobre grâce à Valerio Riva, journaliste, éditeur et écrivain. Fondée en 1861, l'année de l'unité de l'Italie, par Emilio Treves, juif de Trieste, elle a été contrainte de cesser ses activités en 1938 (année où elle fut vendue à l'éditeur Garzanti) en raison des lois raciales alors introduites par Mussolini. Dans sa période glorieuse, à cheval sur deux siècles, elle publia les œuvres d'auteurs tels que Giovanni Verga, Antonio Fogazzaro, Edmondo De Amicis et des poètes comme Umberto Saba et Giuseppe Ungaretti. Parmi les premiers titres au programme figurent *L'Affaire Zivago*, la véritable histoire du mytique best-seller, un essai sur l'assassinat d'Aldo Moro et trois portraits, de Pier Paolo Pasolini, Palmiro Togliatti et Mussolini (*Mussolini giornalista*) ; ce dernier, rédigé par Vittorio Feltri, a déjà soulevé des polémiques. Feltri, ancien directeur du quotidien *Il Giornale*, figure avec Alberto Rusconi et l'industriel Giampiero Cantoni parmi les supporters de la renaissance de Treves.

AGENDA

● **LES 25 ET 26 SEPTEMBRE** : REGARDS D'AMOUR FRANCE-MAGHRES. A Eaubonne (Val-d'Oise), l'Institut international Charles-Perrault organise expositions et débats autour de la littérature de jeunesse au croisement des cultures. Lectures de contes et rencontres sont également prévues lors de ces deux jours. De plus, les 27 et 28 novembre, une formation sur le thème de « L'imagination du jeune méditerranéen » est proposée aux bibliothécaires, conteurs, enseignants et documentalistes d'établissements scolaires (rens. : hôtel de Mézières, 14, avenue de l'Europe, BP 61, 95604 Eaubonne Cedex 04, tél. : 01-34-16-36-58).

● **LES 3 ET 4 OCTOBRE** : SALON DU LIVRE DE CONTES. A Vendôme, le Centre de littérature orale - dirigé par Bruno de la Salle - organise la deuxième édition du Salon du livre de contes. Récit musical, représentations et une table ronde sur le thème « Contes pour adultes, contes pour enfants : questions ?... les livres, les versions, l'écriture... » sont proposés en présence de nombreux auteurs-contes. (rens. : CLIO, quartier Rochambeau, 41100 Vendôme, tél. : 02-54-72-26-76).

● **ESPAGNE** : une nouvelle chaîne de librairies La maison d'édition Espasa Calpe, qui appartient au groupe Planeta, va profiter du vingt-cinquième anniversaire de La Casa del Libro, célèbre librairie madrilène, pour développer en quatre ans une chaîne d'une vingtaine de librairies dont la première devrait ouvrir à Barcelone au début de 1999. Il y aura deux types de magasins, soit d'environ 2 000 mètres carrés, soit de plus petite taille, qui seront tous informatisés pour permettre une bonne gestion des fonds, offriront de vrais services aux lecteurs (commandes de livres étrangers, livraisons à domicile) et comporteront des cafétérias et des espaces de rencontres et de débats.

À l'écoute des enfants.



Françoise Dolto
Les étapes majeures
de l'enfance

essais
folio

Le Monde
POCHES

Le supplément mensuel
consacré aux livres
en format de poche

Prochaine parution dans *Le Monde*
du jeudi 1^{er} date vendredi 2 octobre